

35526



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL

(3 mars 1963 – 2 mars 1964)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 10

NATIONS UNIES

New York, 1964

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/3864/Rev.1 E/CN.14/290/Rev.1

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1	1
PREMIERE PARTIE - TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA CINQUIEME SESSION	2 - 78	2
A. <u>Organisation du secrétariat</u>	2 - 8	2
Situation des effectifs	2 - 7	2
Structure administrative du secrétariat	8	3
B. <u>Résumé des travaux</u>	9 - 54	3
Création d'institutions	10 - 19	4
Conférence des statisticiens africains	10 - 11	4
Banque africaine de développement	12	4
Bureaux sous-régionaux	13 - 14	4
Institut africain de développement économique et de planification	15 - 19	5
Formation	20 - 24	5
Développement économique	25 - 37	6
Industrialisation	27 - 28	6
Transports	29 - 32	7
Ressources naturelles et énergie	33 - 37	8
Agriculture	38 - 39	8
Commerce extérieur	40 - 44	9
Habitat	45 - 47	10
Protection sociale	48 - 51	10
Administration publique	52 - 54	11
C. <u>Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations</u>	55 - 78	12
Institutions spécialisées	55 - 67	12
Organisation internationale du Travail (OIT)	55	12
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	56 - 61	12
Organisation des Nations Unies pour l'édu- cation, la science et la culture (UNESCO)	62	13
Organisation de l'aviation civile inter- nationale (OACI)	63	14
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque)	64	14
Organisation mondiale de la santé (OMS)	65	15

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
Institutions spécialisées (<u>suite</u>)		
Union internationale des télécommunications (UIT)	66	15
Organisation météorologique mondiale (OMM) ..	67	15
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	68	16
Autres organes des Nations Unies	69 - 71	16
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	69	16
Fonds spécial	70	16
Programme alimentaire mondial	71	16
Organisations intergouvernementales	72 - 74	16
Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce/Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ICITO/GATT)	73	17
Communauté économique européenne	74	17
Organisations non gouvernementales	75 - 78	17
Chambre de commerce internationale	75	17
Fédération routière internationale	76	17
Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation (CIB)	77	18
Autres organisations non gouvernementales ..	78	18
DEUXIEME PARTIE - SIXIEME SESSION DE LA COMMISSION	79 - 248	19
A. <u>Participation aux séances et organisation des travaux</u>	79 - 90	19
Séance d'ouverture	79	19
Membres et participants aux séances	80 - 87	19
Pouvoirs	88	20
Election du bureau	89	20
Organisation des travaux	90	20
B. <u>Ordre du jour</u>	91 - 92	21

TABLE DES MATIERES (suite)

	Paragrapbes	Pages
C. <u>Compte rendu des débats</u>	93 - 248	26
Membres et membres associés de la Commission	100 - 107	27
Conjoncture économique et sociale en Afrique et compte rendu de l'activité de la Commission ...	108 - 119	28
Développement économique et planification ou projections	120 - 124	35
Développement social	125 - 132	37
Agriculture	133 - 140	39
Industrie, transports et ressources naturelles	141 - 156	43
Habitat, bâtiment et aménagement	157 - 162	49
Etudes	163 - 164	51
Commerce extérieur	165 - 169	51
Administration publique	170 - 174	52
Statistiques	175 - 190	53
Formation	191 - 200	55
Coordination des plans	201 - 205	57
Coordination des activités de la Commission et de l'Organisation de l'unité africaine	206 - 208	58
Décentralisation des activités de l'Orga- nisation des Nations Unies	209 - 211	59
Situation des effectifs du secrétariat	212 - 214	59
Institut africain de développement économique et de planification	215 - 227	60
Banque africaine de développement	228 - 231	62
La coopération économique en Afrique	232 - 234	63
Assistance internationale à l'Afrique	235 - 241	64
Programme de travail et ordre de priorité	242	65
Date et lieu de la prochaine session	243 - 244	65
Adoption du rapport et clôture de la session	245 - 248	66
TROISIEME PARTIE - RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA SIXIEME SESSION		68
QUATRIEME PARTIE - PROJET DE RESOLUTION A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL		99
CINQUIEME PARTIE - PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1964-1965		100
<u>Observations sur le programme de travail et l'ordre de priorité</u>	249 - 257	100

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Liste annotée des projets pour 1964-1965</u>	102
I. Planification du développement économique et social	102
II. Expansion économique	103
III. Progrès social	126
IV. Monnaie et finances	135
V. Développement institutionnel et administratif	137
VI. Développement des statistiques nationales et internationales	142
VII. Droits de l'homme	147
VIII. Informations de base	148

ANNEXES

I. Liste des délégations et des observateurs à la sixième session de la Commission ...	150
II. Liste des publications et des principaux documents parus depuis la cinquième session de la Commission	165
III. Mandat de la Commission économique pour l'Afrique	169
IV. Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique	174
V. Déclaration faite par M. K. A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission	193
VI. Message du Secrétaire général pour l'ouverture de la sixième session de la Commission	209

INTRODUCTION

1. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a, lors de sa 113^{ème} séance, tenue le 2 mars 1964, adopté à l'unanimité le présent rapport annuel, qui porte sur la période 3 mars 1963 - 2 mars 1964. Elle l'adresse au Conseil économique et social pour qu'il l'examine à sa trente-huitième session conformément au paragraphe 18 du mandat de la Commission, qui dispose qu'elle "présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires" 1/.

1/ L'activité antérieure de la Commission et de ses organes subsidiaires fait l'objet des rapports suivants au Conseil économique et social : rapport sur la première session (29 décembre 1958 - 6 janvier 1959) /Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 10 (E/3201)/, rapport annuel (7 janvier 1959 - 6 février 1960) /Ibid., trentième session, Supplément No 10 (E/3320)/, rapport annuel (7 février 1960 - 18 février 1961) /Ibid., trente-deuxième session, Supplément No 10 (E/3452/Rev.1)/, rapport annuel (19 février 1961 - 3 mars 1962) /Ibid., trente-quatrième session, Supplément No 10 (E/3586)/ et rapport annuel (4 mars 1962 - 2 mars 1963) /Ibid., trente-sixième session, Supplément No 10 (E/3727/Rev.1)/.

PREMIERE PARTIE

TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA CINQUIEME SESSION

A. ORGANISATION DU SECRETARIAT

Situation des effectifs

2. Le recrutement du personnel de la catégorie des administrateurs ou d'autres catégories s'est poursuivi durant l'année. A la fin de 1960, les membres du personnel du cadre des administrateurs étaient au nombre de 42, pour un effectif total de 105 fonctionnaires; à la fin de 1961, leur nombre était passé à 46, pour un effectif total de 160; à la fin de 1962, il était de 80 pour un effectif de 240 personnes et à la fin de 1963, il était de 113 pour un total de 280. Sur ces 113 postes d'administrateurs, 15 revenaient à la Division des services administratifs, des conférences et des services généraux, qui comprend les services linguistiques.
3. A la fin de 1963, sur 98 postes d'administrateurs (non compris les 15 postes de la Division de l'administration), 83 étaient pourvus et des offres d'engagement acceptées ou des propositions fermes de candidature faites au Siège pour tous les postes vacants sauf huit.
4. Environ 50 p. 100 du personnel de la catégorie des administrateurs sont des ressortissants africains.
5. Le tableau des effectifs approuvé pour 1964 comporte 292 postes dont 117 postes d'administrateurs. Au 31 janvier, 17 postes étaient vacants, dont huit en instance d'être pourvus, ce qui donne un total de neuf postes à pourvoir.
6. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a détaché quatre de ses fonctionnaires auprès du secrétariat. Un statisticien régional de la FAO pour l'Afrique est en poste à Addis-Abéba; il est aidé dans sa tâche par un conseiller régional en statistique agricole. La Direction des opérations d'assistance technique des Nations Unies a fourni en 1963 les services de 30 conseillers régionaux, contre 18 en 1962. Une extension du programme régional est envisagée pour 1964, principalement pour développer les services des conseillers régionaux et les activités de formation.
7. Les crédits ouverts pour les postes qui sont demeurés totalement ou partiellement vacants en 1963 ont été pleinement utilisés pour engager des consultants à court terme ou pour emprunter à d'autres organismes des Nations Unies des fonctionnaires expérimentés qui se sont consacrés à des études ou travaux bien définis. Le Secrétaire exécutif saisit cette occasion de remercier vivement le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine d'avoir généreusement prêté des membres de leur personnel malgré la lourde tâche assumée par leurs propres services.

Structure administrative du secrétariat

8. Au cours de l'année considérée, la structure administrative du secrétariat a été transformée et comprend désormais :

- a) Le Cabinet du Secrétaire exécutif, avec une section de la formation, un service de coordination de l'assistance technique, une section pour la Banque africaine de développement et un service d'information.
- b) La Division du développement économique, qui comprend cinq sections : industrie; transports; énergie et ressources naturelles; habitat, bâtiment et aménagement; planification.
- c) La Division du commerce extérieur et des études, qui comprend une section des études économiques et une section du commerce extérieur.
- d) La Division de la statistique, qui comprend deux sections (statistiques économiques et sociales et développement de la statistique) et un atelier mécanographique.
- e) La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, qui comprend deux sections : développement de la production; commercialisation et consommation.
- f) La Division de l'administration publique.
- g) La Section des affaires sociales, qui comprend trois services : protection sociale, développement rural, recherche sociale.
- h) La Division des services administratifs, des conférences et des services généraux qui comprend un bureau du personnel, un service financier, une section de traduction avec un service de rédaction, une section des documents avec un service de reproduction, une section des services généraux, une section des voyages et des visas, un service de référence, un service de l'enregistrement, une bibliothèque et un central dactylographique.

B. RESUME DES TRAVAUX

9. Les résolutions adoptées au cours des cinq sessions précédentes peuvent se ramener aux points suivants : le secrétariat doit concentrer essentiellement ses efforts sur : a) la création d'institutions; b) la formation du personnel de ces institutions; c) les conseils à donner aux gouvernements dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes de développement; d) les enquêtes à mener, à la demande des divers gouvernements ou Etats d'une sous-région. Dans chacun de ces domaines, la Commission a pu inscrire à son actif un certain nombre de réalisations.

Création d'institutions

Conférence des statisticiens africains

10. La première institution créée par la Commission a été la Conférence des statisticiens africains, qui a pris les initiatives nécessaires pour accélérer la mise au point de services statistiques en Afrique, en concentrant tout particulièrement son activité sur l'organisation des bureaux de statistique, la formation du personnel des cadres moyens et supérieurs, la détermination de la méthodologie applicable à tous les pays africains et la fourniture d'une assistance pour les enquêtes statistiques. La première conférence a établi un programme de statistiques qui s'étendait sur une période de cinq ans, jusqu'en 1964.

11. A la suite des travaux de la Conférence et de la Division de la statistique, les services statistiques prennent actuellement forme dans plusieurs Etats africains et l'on compte qu'un grand nombre de pays posséderont prochainement une documentation statistique suffisante pour pouvoir établir sur cette base leurs plans de développement.

Banque africaine de développement

12. Les réunions d'experts et de ministres tenues à Khartoum ont conclu un accord qui, à l'heure actuelle, a été signé par 30 pays et ratifié par sept d'entre eux (voir E/CN.14/200). Trois autres pays ont obtenu l'approbation parlementaire pour la ratification. Le Comité des Neuf s'est réuni en août et décembre 1963. D'après les communications reçues jusqu'à présent d'un certain nombre de pays, il y aurait, au milieu de l'année 1964, un nombre suffisant de ratifications pour que la Banque puisse commencer à fonctionner.

Bureaux sous-régionaux

13. En 1963, deux bureaux sous-régionaux, dont la Commission avait officiellement approuvé la création [résolution 64 (IV)], ont été fondés, l'un à Tanger, l'autre à Niamey. En vertu d'une décision administrative du Secrétaire exécutif, une mission préparatoire a été créée à Lusaka.

14. Au début, ces bureaux sous-régionaux seront chargés de recueillir une documentation, statistique ou autre, et d'organiser les réunions sous-régionales ainsi que de leur fournir les services nécessaires; mais, avec le temps, ils seront amenés à jouer un rôle de plus en plus important dans les travaux de la Commission. Leur tâche s'étendra à d'autres domaines : recherches susceptibles de présenter un intérêt pour les gouvernements de la région; fourniture des services consultatifs demandés par les gouvernements; assistance aux représentants-résidents dans l'établissement de programmes nationaux; organisation des cours de formation et des cycles d'études; coordination des politiques de développement économique et d'échanges commerciaux; enfin, ces bureaux serviront de centre où pourront avoir lieu les consultations et des séances d'information pour les fonctionnaires des gouvernements de la région, les missions de passage, les conseillers régionaux et les experts de l'assistance technique.

Institut africain de développement économique et de planification

15. En novembre 1963, l'Institut africain de développement économique et de planification est entré en fonctions à Dakar, avec neuf chefs de travaux pratiques et 25 étudiants. L'Institut est actuellement installé dans des bâtiments provisoires offerts par le Gouvernement du Sénégal mais des préparatifs sont en cours pour lui assurer un siège approprié. Dix-huit pays se sont engagés à contribuer aux fonds de contrepartie que les pays africains sont tenus de verser. Jusqu'à présent, quatre pays ont effectué leur premier versement. Maintenant que le Fonds spécial a approuvé le projet, on espère que tous les pays membres verseront leur souscription.

16. Le trait le plus encourageant des premières activités de l'Institut, c'est le nombre de candidats bénéficiant de la préparation nécessaire que les gouvernements ont été en mesure de désigner pour le premier cours. On espère qu'à l'issue de la première année de cours, certains des meilleurs candidats se verront offrir des bourses d'études dans des pays étrangers, si leur gouvernement donne son accord. Ils seront ainsi en mesure d'acquérir une expérience pratique dans des bureaux de planification et des institutions de recherche.

17. Des arrangements ont été pris pour l'organisation de cours d'été à l'intention des étudiants qui suivent les cours d'autres universités et de cycles d'études annuels destinés aux professeurs de sciences économiques (E/CN.14/259).

18. L'un des projets de recherche de l'Institut se rattachera à l'intégration de l'économie africaine : des cours et cycles d'études spéciaux seront organisés pour permettre à des chefs politiques et à des fonctionnaires d'examiner les incidences des diverses activités qui précèdent l'intégration économique et qui contribuent à sa réalisation.

19. Le programme d'enseignement a été établi avec l'aide d'experts des Etats-Unis d'Amérique, de France, de Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Plusieurs pays ont promis une assistance, sous forme d'envoi de conférenciers et de dons de livres. Les Etats-Unis ont offert de prendre à leur charge 50 p. 100 des frais des cours d'été et des cycles d'études.

Formation

20. Les institutions mentionnées ci-dessus fournissent des moyens de former un personnel dont on a grand besoin; cependant le programme de formation du secrétariat n'est pas encore entièrement lancé. La Commission a organisé des cycles d'études, des groupes de travail et des stages de formation, mais cela ne suffit pas à satisfaire les besoins de l'Afrique.

21. Le secrétariat vient d'organiser une section de la formation qui va bientôt publier un manuel où l'on trouvera la liste des possibilités offertes aux candidats africains. Ce manuel contiendra des informations sur les facilités fournies par les Nations Unies et leurs institutions spécialisées, ainsi que par diverses organisations intergouvernementales et bilatérales. Cette section devrait

être en mesure de coordonner les informations reçues au sujet des offres formulées par les divers organismes et d'évaluer, à chaque instant, le nombre d'Africains qui suivent des cours de formation.

22. Malgré la grave pénurie de personnel qualifié, un assez grand nombre d'institutions africaines de formation sont encore bien loin de recevoir tous les étudiants qu'elles pourraient admettre. La Section de la formation invitera les pays membres à envoyer leurs candidats pour occuper les places vacantes dans les institutions existantes en Afrique. D'autre part, il semble qu'en dehors des offres de bourses, un certain nombre d'institutions bilatérales et gouvernementales sont disposées à financer la création de nouvelles institutions de formation.

23. Les Etats-Unis et l'URSS ont indiqué au secrétariat qu'ils étaient disposés à apporter leur concours en fournissant des facilités pour la formation de techniciens africains. D'autres pays ont envoyé des demandes de renseignements sur le même sujet. La France, la Hongrie, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Tchécoslovaquie et un certain nombre d'autres pays se sont déclarés disposés à confier à la Commission la répartition de certaines de leurs bourses. Si les Etats membres collaborent sans réserve avec la nouvelle Section de la formation créée au sein du secrétariat, il sera possible d'assurer la formation d'un nombre de personnes beaucoup plus grand qu'à l'heure actuelle.

24. On espère qu'au cours des cinq prochaines années, la Section de la formation aura la possibilité d'étudier les programmes d'un certain nombre d'institutions et collèges de formation en Afrique. La Commission entreprendra alors un programme de spécialisation dans la recherche et l'enseignement, qui portera sur certains domaines déterminés.

Développement économique

25. La coordination de l'expansion économique est une nécessité en Afrique. Les différences de langue, d'orientation politique et de conceptions culturelles ne sont des obstacles insurmontables ni à la coordination du développement sous-régional ni à la création d'un marché commun africain valable. C'est ce qu'a démontré la création de l'Organisation de l'unité africaine. La Commission, en coopération étroite avec l'OUA, doit être un instrument efficace dans la réalisation de l'intégration économique.

26. En dehors du personnel régulier du secrétariat, il existe une équipe d'experts qui sont disponibles, moyennant un bref préavis, pour des missions qui prennent moins de temps que l'assistance technique normale. A l'heure actuelle, cette équipe peut assurer des services spécialisés dans les secteurs suivants : planification économique, services sociaux, statistique, hydrologie et aménagement des bassins fluviaux, industries extractives, géologie, transports, cartographie et habitat. Toute demande de services à court terme de ces conseillers régionaux doit être adressée au secrétariat par l'intermédiaire du représentant-résident.

Industrialisation

27. Les travaux du secrétariat dans le secteur de l'industrialisation n'ont commencé qu'il y a 18 mois environ. Sans négliger les possibilités de développement des petites et moyennes industries, principalement mais non exclusivement, pour les

marchés nationaux, l'accent a été mis surtout sur l'implantation d'industries modernes de grande envergure qui ont leur place dans la stratégie du développement et qui réclament nécessairement des débouchés dépassant les limites des territoires de la plupart des pays africains. Les industries à l'étude sont l'industrie sidérurgique, les métaux non ferreux, les industries mécaniques, les industries chimiques et des engrais, les industries textiles et les matériaux de construction. Le rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session donne les détails des travaux en cours et prévus (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1).

28. Les missions de coordination industrielle envoyées en 1963 en Afrique de l'est et du centre et en Afrique de l'ouest et, au début de 1964 en Afrique du nord, ne doivent être considérées que comme le début des efforts qui seront déployés pour assurer l'expansion industrielle, en insistant sur la coopération sous-régionale 2/.

Transports

29. Des études sont en cours pour déterminer les moyens les plus rentables de combler les solutions de continuité entre les réseaux de transport des différents Etats et pour coordonner les moyens existants, afin d'arriver à former un ensemble complémentaire de réseaux de transports. Une étude des problèmes de transports en Afrique de l'ouest est en bonne voie.

30. A la demande de la Commission, une enquête se poursuit actuellement sur la possibilité de créer une artère transsaharienne. Le secrétariat se consacre également à l'examen de problèmes de transport en Afrique de l'est et du centre. Le document E/CN.14/INR/46 présenté au Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports, rend compte des travaux du secrétariat en matière de transports.

31. Comme suite à une demande formulée par la Commission lors de sa cinquième session (E/3727/Rev.1, par. 263, alin. e), le secrétariat et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ont entrepris des études sur les questions de transports aériens. Le document E/CN.14/277 rend compte des progrès réalisés jusqu'à présent. Au stade actuel de l'expansion économique de l'Afrique, il est possible de dresser un plan d'ensemble des transports aériens, ferroviaires, routiers et par voie d'eau, dans l'intérêt de groupes de pays. Les fonds à engager et le personnel à recruter font de ces transports un domaine tout désigné pour l'assistance technique extérieure.

32. A sa cinquième session, la Commission avait prié le secrétariat d'entreprendre, en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), un programme de raccordement des télécommunications sur l'ensemble du continent africain. Le document E/CN.14/249 et Corr.1 rend compte des progrès réalisés et du programme qui reste à exécuter au cours des années à venir.

2/ Pour les rapports de ces missions, voir E/CN.14/246 et Corr.1, E/CN.14/247 et Corr.1 et E/CN.14/248 et Corr.1.

Ressources naturelles et énergie

33. Parallèlement à ses travaux dans le domaine de l'industrialisation et de la planification économique, le secrétariat s'est occupé du problème des ressources naturelles, y compris les ressources hydrauliques, les gisements minéraux, l'énergie et la cartographie.

34. Il entreprend une évaluation des besoins d'eau actuels et prévisibles des pays africains et prend les mesures nécessaires pour encourager un aménagement coordonné des bassins fluviaux. Il est à espérer que des décisions fermes seront bientôt prises pour que le secrétariat et les pays donateurs intéressés sachent quelle forme cette expansion revêtira et connaissent la nature de l'aide extérieure requise à cet effet.

35. Le secrétariat a commencé à rassembler des données numériques de base sur les gisements africains de minéraux, données qui feront partie de la documentation nécessaire aux études sur l'emplacement des industries.

36. Dans le domaine de la cartographie, le secrétariat aide activement les pays africains à dresser la carte de leur territoire, et notamment à dresser et à utiliser des cartes topographiques et thématiques pour le développement des ressources. Conformément à la résolution 816 (XXXI) du Conseil économique et social, une Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique a eu lieu à Nairobi (Kénya) du 1er au 21 juillet 1963 ^{3/}. Les principales recommandations de la Conférence ont porté sur le renforcement des services cartographiques nationaux dans la région et de la coopération technique internationale à cet effet. Une deuxième conférence régionale est prévue pour 1966.

37. Le secrétariat a entrepris une série d'études sur toutes les formes d'énergie, notamment l'énergie thermique, l'énergie hydro-électrique, le pétrole et le gaz. Une étude sur la situation, les tendances et les perspectives futures de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique en Afrique (E/CN.14/EP.3) a été présentée à la première Réunion africaine sur l'énergie électrique organisée en octobre 1963. Cette réunion sera suivie de réunions sous-régionales et d'une réunion régionale sur le pétrole et le gaz naturel.

Agriculture

38. La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture a entrepris des études et enquêtes sur la situation agricole et alimentaire, dont les résultats seront utilisés par des réunions, groupes et cycles d'études, et pour l'information des Etats membres. Elle a également étudié les plans et les mesures adoptés par divers pays agissant isolément pour intensifier l'expansion de l'agriculture. Lors de ses première et

^{3/} Pour le rapport de la Conférence, voir Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, vol. 1 (Publication des Nations Unies, No de vente : 64.I.2).

quatrième sessions, la Commission avait insisté tout particulièrement sur la question des niveaux de consommation alimentaire et sur l'utilisation des excédents. A la troisième session, elle avait recommandé que des études soient entreprises sur la stabilisation des produits de base, en insistant spécialement sur les opérations des offices de commercialisation.

39. La tâche essentielle porte sur la politique générale et la planification de l'agriculture, en mettant l'accent sur le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché. Cet aspect de la mission de la Commission a été souligné à chaque session. Au cours des cinq prochaines années, chaque proposition ou résolution devra être étudiée en fonction de la contribution qu'elle apporte à la réalisation de cet objectif principal.

Commerce extérieur

40. En 1963, conformément au programme de travail et à l'ordre de priorité adopté par la Commission à sa cinquième session, la Section des études économiques de la Division du commerce extérieur et des études a consacré la majeure partie de son temps à la préparation d'une étude sur la situation économique de l'Afrique. Des membres de la Section se sont rendus dans un certain nombre de pays au nord, à l'est et au centre de l'Afrique et, à la fin du troisième trimestre, ont établi, sous forme de projets, des études sur six pays.

41. Conformément aux résolutions 86 (V) et 87 (V) adoptées par la Commission lors de la cinquième session, un document sur les mesures à prendre en vue de l'établissement d'un marché commun africain (E/CN.14/STC/20 et Corr.1 et Add.1) a été présenté à la deuxième session du Comité permanent du commerce. Un autre document sur les mesures à prendre en vue de l'établissement d'une union des paiements (E/CN.14/STC/21) a été soumis à un groupe d'experts qui s'est réuni en janvier 1964. Des documents sur les échanges intra-africains, sur le rôle du commerce extérieur dans les plans de développement africains et sur les projections des échanges africains, sont également en préparation à l'intention de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit se tenir à Genève en 1964. A propos de l'étude des problèmes de politique commerciale, il faut également signaler les activités déployées dans le domaine de la promotion des échanges et de la formation du personnel; des cours de formation et une formation en cours d'emploi sont assurés régulièrement en matière d'administration des douanes et de politique commerciale.

42. A sa deuxième session, le Comité permanent du commerce s'est occupé principalement de l'amélioration des échanges intra-africains et du commerce de l'Afrique avec le reste du monde et, en particulier, de la création éventuelle d'un marché commun africain et de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

43. Le secrétariat s'est efforcé de résumer la position des pays africains dans un document diffusé au cours de la session (E/CN.14/279).

44. Une équipe du secrétariat se tiendra à la disposition des délégations africaines à Genève, pour les aider à jouer pleinement et efficacement le rôle qui leur incombe dans les travaux de la Conférence.

Habitat

45. En matière d'habitat, la Commission s'est d'abord appliquée à favoriser l'autoconstruction assistée. A présent, elle s'attache surtout à encourager la définition de politiques du logement à long terme et la création de services nationaux du logement appropriés chargés de préparer des programmes de logement, de proposer des textes législatifs et d'aider à l'exécution de politiques du logement d'ensemble. Elle met l'accent sur la mobilisation de l'épargne privée pour la construction d'habitations et sur l'étude des moyens d'abaisser le coût des logements. Parallèlement à ces activités, des études seront entreprises sur les matériaux de construction dont peuvent disposer les différents pays. Une aide sera apportée à l'expansion des industries associées à la construction d'habitations. D'autre part, un cycle d'études sur l'aménagement du territoire est en cours d'organisation.

46. Comme celui de la Division de la statistique, le programme en matière d'habitat aidera à déterminer le degré de formation requis et à établir une coopération avec les écoles d'architecture, de génie civil et d'aménagement urbain qui existent en Afrique et dans les pays extra-africains, pour organiser des cours avancés à l'intention des hauts fonctionnaires. Dans certains Etats africains, il existe des instituts de recherche dans le domaine du bâtiment. On fera appel à leur concours, dans toute la mesure du possible, et on pourra peut-être en créer quelques autres pour assurer une équitable répartition des moyens sur le continent.

47. On trouvera dans le document E/CN.14/251 un compte rendu détaillé des activités du secrétariat dans ce domaine.

Protection sociale

48. Le Secrétaire exécutif a décidé de ne pas tenir la réunion annuelle d'experts de la protection sociale et du développement communautaire, parce que les résultats des travaux entrepris dans ce domaine au cours des cinq dernières années n'ont pas été particulièrement encourageants. Au stade actuel, une étude détaillée de la structure, des forces et des besoins présents des communautés africaines est nécessaire.

49. En 1964, des représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) seront associés à titre consultatif aux travaux de la Section des affaires sociales. Cette section sera réorganisée en vue de permettre un élargissement de ses activités. Elle s'attachera à définir les problèmes des divers groupes d'âge. Ce sujet se prête à l'examen de problèmes tels que les causes de la mortalité infantile, l'éducation des enfants d'âge scolaire, la formation professionnelle et l'emploi, l'hygiène et la sécurité sociale.

50. La Section des affaires sociales étudiera les moyens de créer des instituts ruraux pour la formation d'assistants sociaux ruraux, des coopératives de consommateurs et de producteurs; d'arrêter des méthodes de commercialisation qui

permettront d'obtenir le meilleur profit de la vente des produits agricoles ainsi que des prix raisonnables pour les importations; et de mettre sur pied des services sanitaires et des établissements scolaires dans les régions rurales.

51. Dans certains pays d'Afrique, les tentatives faites pour étudier les modes de faire-valoir et instaurer la réforme agraire remontent à une cinquantaine d'années. La Section des affaires sociales, de concert avec les institutions spécialisées intéressées, s'efforcera pendant l'année 1964 de mettre au point des formules qu'elle étudiera avec les différents pays et qu'elle mettra à l'essai dans des régions choisies.

Administration publique

52. Les travaux de la Division de l'administration publique portent essentiellement sur les questions suivantes : gestion du personnel, organisation et méthodes, contrôle budgétaire, administration des douanes, marchés de l'Etat et des collectivités, administration locale. On trouvera un compte rendu de ces travaux dans le document E/CN.14/254. Il faudra prendre des dispositions spéciales pour répondre aux besoins en professeurs, ingénieurs et autres techniciens, ainsi qu'en sténodactylographes, comptables, employés de bureau, exécutants et autres agents des cadres subalternes et moyens.

53. Une réunion des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration doit avoir lieu à une date ultérieure au cours de cette année. Deux cours de formation en matière d'organisation et de méthode seront, d'autre part, institués en Afrique de l'est et en Afrique du nord. On compte en Afrique 41 établissements de formation à la fonction publique, dont certains reçoivent une assistance des Nations Unies.

54. La Division de l'administration publique est composée de conseillers régionaux qui peuvent entreprendre de courtes missions pour donner des conseils et aider à la réorganisation de tel ou tel service. Ces conseillers seront envoyés dans les cas où il n'est pas nécessaire de recourir à l'assistance technique habituelle qui est prévue pour de plus longues périodes.

C. RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET D'AUTRES ORGANISATIONS

INSTITUTIONS SPECIALISEES

Organisation internationale du Travail (OIT)

55. Au cours de l'année, l'OIT a continué, comme par le passé, à apporter sa coopération au secrétariat. Des relations étroites ont été établies dans le domaine de la formation et deux experts de l'OIT attachés au Gouvernement du Tanganyika ont été mis à la disposition du cours de formation sur le développement communautaire qui a eu lieu à Dar es-Salam en novembre et décembre 1963. L'OIT a manifesté son intérêt pour la préparation d'une étude concernant les ressources en main-d'oeuvre et les besoins en matière de formation professionnelle dans le domaine de l'habitat, qui sera effectuée en collaboration avec le secrétariat. En outre, elle a inclus deux postes dans son programme provisoire pour 1965 : l'un pour un expert en productivité du bâtiment et l'autre pour un spécialiste des coopératives du bâtiment, dont les activités pourraient être étroitement coordonnées avec le programme de travail du secrétariat dans le domaine de l'habitat. Deux fonctionnaires de l'OIT ont participé respectivement aux missions de coordination industrielle en Afrique de l'ouest et en Afrique de l'est et du centre; d'autres, travaillant dans la sous-région, ont été consultés par la mission en Afrique du nord. Des observateurs ont assisté à la Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement qui a eu lieu à Addis-Abéba en octobre 1963 et à la troisième Conférence des statisticiens africains qui s'est également tenue à Addis-Abéba en octobre. L'OIT et la Commission organisent conjointement un cycle d'études sur les statistiques de la main-d'oeuvre qui doit avoir lieu en 1964. L'OIT a collaboré avec la Commission pour la création à Dakar de l'Institut africain de développement économique et de planification, auquel elle a fourni deux experts; ces experts prennent part au cours sur la planification de la main-d'oeuvre et de l'éducation dans le cadre du développement économique (Le Caire, février et mars 1964). Enfin, le Directeur général du Bureau international du Travail a fait savoir qu'il avait décidé de créer un bureau de liaison entre le BIT et la Commission en vue de faciliter la coordination et la coopération entre les deux organisations; ce bureau aura également un rôle consultatif et participera aux programmes de la Commission qui sont de la compétence de l'OIT.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

56. Les étroites relations de travail établies avec la FAO ont été maintenues par l'intermédiaire de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, organisée en 1959 conformément à l'accord intervenu entre le Secrétaire exécutif de la Commission et le Directeur général de la FAO. Cette collaboration a revêtu des formes

diverses; en particulier celle d'arrangements en vue de patronner conjointement un Centre de perfectionnement en politique agraire pour l'Afrique de l'ouest qui a été organisé en décembre 1963 au Sierra Leone. La Division mixte s'est aussi occupée activement des préparatifs d'une réunion sur la production et la santé animales qui doit avoir lieu à Addis-Abéba en mars 1964. La FAO a préparé pour la sixième session des documents sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique (E/CN.14/238), sur la lutte antiacridienne (E/CN.14/243) et sur les pêcheries (E/CN.14/270).

57. Quatre consultants de la Commission ont travaillé au siège de la FAO à l'étude des tendances et des perspectives du bois, qui devrait être terminée vers le milieu de 1964.

58. Le spécialiste du développement rural affecté par la FAO à la Division mixte a été remplacé au cours de l'année par un autre spécialiste expérimenté. Un ingénieur agronome a été affecté à la Division mixte en mai 1963; il s'attache à l'étude d'un certain nombre d'industries agricoles. Des spécialistes de la FAO en industries agricoles et forestières ont collaboré aux missions de coordination industrielle de la Commission en Afrique de l'ouest, de l'est et du centre, et du nord.

59. La Commission est restée en contact avec les bureaux régionaux de la FAO pour l'Afrique et le Proche-Orient et le chef de la Division mixte a assisté à la douzième session de la Conférence de la FAO en novembre 1963.

60. La collaboration s'est poursuivie entre la Commission et la FAO dans le domaine des statistiques agricoles, en particulier en ce qui concerne les programmes de fourniture directe de services de statisticiens et de conseillers régionaux en statistique de l'assistance technique. Une réunion consacrée aux enquêtes sur la consommation alimentaire a été organisée conjointement par la Commission et la FAO en juillet 1963.

61. La FAO a été représentée à un certain nombre de réunions organisées par la Commission.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

62. La coopération entre la Commission et l'UNESCO a porté sur de nombreuses activités dans les domaines de la science et de la culture. La Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement s'est tenue à Addis-Abéba en octobre sous les auspices conjoints de l'UNESCO et de la Commission. L'UNESCO a apporté son concours à la Commission en vue de la création, à Dakar, de l'Institut africain de développement économique et de planification, auquel elle a fourni les services d'une équipe de quatre experts en planification de l'éducation. L'équipe a participé au cours conjoint CEA/BIT/UNESCO sur la planification de la main-d'oeuvre et de l'éducation dans le cadre du développement économique organisé au Caire en février et mars 1964. Une collaboration étroite a été maintenue au cours d'autres activités, notamment en matière de formation. Un consultant de l'UNESCO a participé

à la mission de coordination industrielle en Afrique de l'ouest et des observateurs ont assisté à la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, tenue à Nairobi en juillet, à la Conférence des ministres des finances des pays d'Afrique à Khartoum en juillet, au Cycle d'études sur le rôle des femmes dans le développement urbain à Lagos en septembre, à la troisième Conférence des statisticiens africains et à la deuxième session du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports à Addis-Abéba en décembre. Dans le cadre du programme de la Commission pour l'amélioration des services d'administration publique et de la formation dans ce domaine, l'UNESCO a conduit une enquête sur les conditions qui existent dans les pays d'Afrique du nord. La Commission a été associée à la préparation de la Conférence des ministres de l'éducation des pays africains participant à l'exécution du plan d'Addis-Abéba, et fournira des services de secrétariat pour l'organisation de sa première session qui se tiendra à Abidjan en mars. Elle aidera également l'UNESCO à préparer et organiser la conférence sur l'organisation de la recherche et la formation de personnel en Afrique pour l'étude, la conservation et l'utilisation des ressources naturelles qui se tiendra en 1964. Le Directeur général de l'UNESCO vient de nommer un conseiller en matière d'éducation auprès du secrétariat, tant pour le conseiller sur la place de l'éducation dans les programmes de développement économique et social et les aspects éducatifs de projets entrepris par la Commission que pour assurer la liaison entre les deux organisations dans d'autres domaines qui appellent une collaboration.

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

63. La Commission et l'OACI ont entrepris conjointement une étude des transports aériens. Un expert de l'OACI est actuellement en train d'effectuer une enquête sur les installations de transport aérien existantes, en collaboration avec la Commission. Cette enquête sera terminée pour l'été 1964. Une réunion spéciale sera convoquée en 1964 pour examiner le rapport et étudier les mesures à prendre, notamment l'opportunité de créer une conférence panafricaine permanente de l'aviation civile. L'OACI a également envoyé des observateurs à la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique et à la deuxième session du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque)

64. La Banque a continué à apporter son appui au projet de création de la Banque africaine de développement. Un représentant personnel du Président de la Banque a assisté à la Conférence des ministres des finances des pays d'Afrique et a indiqué plusieurs domaines dans lesquels une collaboration pourrait s'établir entre la Banque et la Banque africaine de développement. Un expert de la Société financière internationale a également assisté à la réunion de fonctionnaires supérieurs et d'experts qui a précédé la Conférence. En octobre, une réunion non officielle a eu lieu à Washington entre les délégations africaines assistant à l'assemblée annuelle des gouverneurs de la Banque et du Fonds monétaire international, afin de discuter des problèmes relatifs à la signature de l'accord

établissant la Banque africaine de développement et sa ratification ultérieure. Le Conseiller juridique de la Banque a assisté à la réunion du Comité des Neuf qui a eu lieu à Addis-Abéba en décembre 1963. La Banque a également envoyé un observateur à la Réunion africaine sur l'énergie électrique, tenue à Addis-Abéba en octobre, et un fonctionnaire de la Société financière internationale a participé à la mission de coordination industrielle en Afrique de l'ouest.

Organisation mondiale de la santé (OMS)

65. Le Directeur général de l'OMS a désigné un fonctionnaire chargé d'assurer la liaison entre l'OMS et la Commission dans les domaines où les deux organisations sont amenées à coopérer; il jouera également un rôle consultatif pour les aspects du programme de travail ou les projets de la Commission relevant de la santé. Par ailleurs, l'OMS est en train de recruter un expert de l'hygiène du milieu qui sera attaché à la Section de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement du secrétariat; il fournira des conseils sur les problèmes de l'approvisionnement en eau, des égouts, de l'évacuation des ordures, etc., dans le cadre du programme du secrétariat dans le domaine de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement. L'OMS a fourni des conférenciers pour le cours de formation en matière de développement communautaire qui a eu lieu à Dar es-Salam en novembre et décembre; elle a en outre envoyé des observateurs à la Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement, à la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, à la Conférence des ministres des finances des pays d'Afrique, à la troisième Conférence des statisticiens africains et à la deuxième session du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports.

Union internationale des télécommunications (UIT)

66. L'UIT a organisé une mission spéciale composée d'un fonctionnaire supérieur et de deux experts des télécommunications rattachés à la Section des transports du secrétariat; ils travailleront, en étroite coopération avec la Commission, à la mise en oeuvre des plans préparés par la Sous-Commission du plan pour l'Afrique à Dakar en janvier 1962. Les deux experts visitent actuellement les Etats africains dans le cadre de la mise en oeuvre immédiate des circuits prévus lors de conférences de l'UIT tenues à Dakar et à Rome.

Organisation météorologique mondiale (OMM)

67. L'OMM et le secrétariat ont mis au point conjointement un questionnaire qui a été envoyé aux gouvernements en vue de préparer une étude des données hydrologiques de l'Afrique. Des observateurs ont été envoyés à la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique et à la deuxième session du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (AIEA)

68. L'AIEA a préparé un document pour la Réunion africaine de l'énergie électrique et a envoyé un observateur à cette réunion. Elle était aussi représentée à la deuxième session du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports.

AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

69. Les relations avec le FISE se sont maintenues, notamment dans le domaine de la formation et de la protection sociale. Le représentant régional du FISE en Ethiopie a été chargé, à temps partiel, d'assurer la liaison entre le FISE et la Commission; il devra, selon les besoins, fournir une assistance et des conseils en ce qui concerne le programme de travail et les projets entrepris par la Commission. Un observateur a assisté à la Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement.

Fonds spécial

70. Les relations de travail avec le Fonds spécial ont consisté essentiellement à évaluer et commenter des projets intéressant la région soumis pour financement au Fonds spécial.

Programme alimentaire mondial

71. La Commission a continué à collaborer avec le Programme alimentaire mondial. Un membre de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture s'est joint à des missions d'étude en Somalie et au Tanganyika, chargées d'étudier les possibilités d'utiliser les excédents alimentaires pour stabiliser les prix des céréales. On trouvera dans le document E/CN.14/266 des détails sur les activités entreprises au titre du Programme.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

72. Conformément au paragraphe 13 de son mandat (voir annexe III au présent rapport), la Commission s'est maintenue en liaison étroite avec la Conférence des Etats africains indépendants, le Comité économique de la Ligue des Etats arabes, la Commission de coopération technique en Afrique (CCTA), l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE), et elle a établi des relations avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à l'échelon des

secrétariats. Des représentants de ces organisations et des représentants du secrétariat de la Commission ont assisté aux réunions convoquées par l'une ou l'autre de ces organisations et l'OAMCE a délégué un fonctionnaire pour participer aux missions de coordination industrielle en Afrique de l'ouest et en Afrique du centre et de l'est. En mai 1963, une réunion a eu lieu entre le Secrétaire exécutif de la Commission et les secrétaires généraux de la CCTA et de l'OAMCE, au cours de laquelle on a reconnu la nécessité de coordonner les activités afin d'éviter les doubles emplois et de collaborer de façon efficace à l'exécution des programmes de travail des trois organisations.

Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ICITO/GATT)

73. Avec l'assistance du secrétariat du GATT, deux cours de formation sur les questions de commerce extérieur et de politique commerciale ont été organisés en 1963, l'un à Abidjan pour les fonctionnaires d'expression française et l'autre à Kampala pour les fonctionnaires d'expression anglaise. Le secrétariat du GATT a également préparé, pour la deuxième session du Comité permanent du commerce, un document sur les cours de formation dans les domaines du commerce extérieur et de la politique commerciale et sur les cours qu'il a organisés à Genève et en Afrique. Il était représenté par un observateur à cette session.

Communauté économique européenne

74. Les relations se sont maintenues au cours de l'année et la Communauté a envoyé des observateurs à la troisième Conférence des statisticiens africains, au Comité permanent du commerce et à la Conférence des ministres des finances des pays d'Afrique.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Chambre de commerce internationale

75. La Chambre de commerce internationale a préparé pour la deuxième session du Comité permanent du commerce, à laquelle elle était représentée par un observateur, un document sur les problèmes relatifs aux produits de base.

Fédération routière internationale

76. La Fédération a détaché auprès du secrétariat un fonctionnaire qui doit faire, en coopération avec la Commission, une étude sur les raccordements routiers en Afrique, et qui assurera la liaison entre les deux secrétariats. Un observateur a assisté à la deuxième session du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports.

Conseil international du bâtiment pour la recherche,
l'étude et la documentation (CIB)

77. Le CIB collabore étroitement avec le secrétariat à la préparation d'un cycle d'études sur la recherche concernant l'habitat et le bâtiment, qui doit avoir lieu à Addis-Abéba au début de 1965.

Autres organisations non gouvernementales

78. L'Association des services géologiques africains était représentée à la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique. La Fédération internationale des producteurs autoconsommateurs industriels d'électricité (FIPACE), l'Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique (UNIPED) et la Conférence mondiale de l'énergie ont envoyé des observateurs à la Réunion africaine de l'énergie électrique. Le Conseil de coopération douanière (CCD) et l'Organisation afro-asiatique de coopération économique (AFRASEC) étaient représentés à la deuxième session du Comité permanent du commerce; le Comité interafricain d'études hydrauliques (CIAEH) et l'Organisation des services communs d'Afrique orientale (EACSO) à la deuxième session du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports.

DEUXIEME PARTIE

SIXIEME SESSION DE LA COMMISSION

A. PARTICIPATION AUX SEANCES ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Séance d'ouverture

79. La sixième session s'est ouverte le 19 février à la Maison de l'Afrique à Addis-Abéba (Ethiopie). Des messages ont été reçus de S.M.I. Haïlé Sélassié Ier, de U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de M. Ibrahim Abboud, président du Conseil suprême des forces armées du Soudan, de M. N. Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de M. Lyndon B. Johnson, président des Etats-Unis d'Amérique.

Membres et participants aux séances

80. Des représentants des membres de la Commission énumérés ci-après ont participé aux travaux de la session : Algérie, Cameroun, Congo (Léopoldville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe unie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanganyika, Tchad, Togo, Tunisie et Zanzibar. Le Burundi, le Congo (Brazzaville), la République centrafricaine et la Somalie n'étaient pas représentés.

81. Parmi les membres associés, le Bassoutoland, l'Espagne, la France, la Guinée équatoriale (Fernando Poo et Rio Muni), l'île Maurice, le Nyassaland, la Rhodésie du Nord, la Rhodésie du Sud et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord étaient représentés. Le Betchouanaland, la Gambie et le Souaziland n'étaient pas représentés.

82. Des observateurs des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies énumérés ci-après, qui ne sont pas membres de la Commission, ont assisté à la sixième session : Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chine, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Suède, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

83. Des observateurs de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse étaient présents.

84. Conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission, les institutions spécialisées suivantes étaient représentées à la session : Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque), Fonds monétaire international (FMI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

85. Le Fonds spécial, le Bureau de l'assistance technique (BAT) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) étaient aussi représentés à la session.

86. Conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission, des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes étaient présents : Commission de coopération technique en Afrique (CCTA), Organisation de l'unité africaine (OUA), Communauté économique européenne, Ligue des Etats arabes, Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE), Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest, Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun.

87. Conformément au paragraphe 14 du mandat de la Commission, les organisations non gouvernementales suivantes étaient représentées : Chambre de commerce internationale, Confédération internationale des syndicats chrétiens, Confédération internationale des syndicats libres, Fédération mondiale des anciens combattants, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, Fédération syndicale mondiale, Organisation internationale des employeurs, Union interparlementaire, Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, Comité consultatif mondial de la Société des amis (Quakers), Conseil international des femmes, Fédération routière internationale, Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, Ligue internationale des droits de l'homme, Organisation afro-asiatique de coopération économique, Union catholique internationale de service social.

Pouvoirs

88. Les pouvoirs des représentants ont été examinés par le Président et le Vice-Président, conformément à l'article 13 du règlement intérieur, et trouvés en bonne et due forme.

Election du bureau

89. Conformément à l'article 14 de son règlement intérieur, la Commission a élu son bureau le 19 février 1964, à sa 100ème séance. A l'unanimité, elle a élu président M. A. M. Massaquoi (Libéria), premier vice-président S.E. M. Abdou Sidikou (Niger) et deuxième vice-président M. C. Kamitatu, Congo (Léopoldville).

Organisation des travaux

90. Conformément aux dispositions de sa résolution 62 (IV), la Commission a institué deux comités pléniers : le Comité économique et le Comité social, qui ont

examiné les points de l'ordre du jour indiqués au paragraphe 92 ci-après. Le premier-vice-président et le deuxième vice-président ont été élus respectivement président du Comité économique et président du Comité social. Le Comité économique a élu M. T. Mazigh (Tunisie) vice-président. Il a aussi élu son comité de rédaction, composé des membres suivants : Algérie, Cameroun, Congo (Léopoldville), Dahomey, Ghana, Kenya, Mali, Nigéria, République arabe unie, Sénégal, Soudan et Tunisie. Le Comité social a élu M. H. Zayati (Tunisie) vice-président. Son comité de rédaction se composait des membres suivants : Nigéria, Maroc et Togo. Le Comité économique et le Comité social ont présenté à la Commission des rapports contenant un résumé de leurs débats et leurs recommandations; ces rapports, approuvés par la Commission, font partie intégrante du présent rapport.

B. ORDRE DU JOUR

91. La Commission a examiné l'ordre du jour provisoire révisé préparé par le secrétariat (E/CN.14/234/Rev.2). Après un échange de vues au cours duquel quelques amendements ont été présentés, elle a, à sa 100ème séance, adopté l'ordre du jour suivant (E/CN.14/234/Rev.3 et Add.1) :

1. Discours d'ouverture.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la session.
4. Membres et membres associés de la Commission :
 - a) Accueil des nouveaux membres;
 - b) Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application des résolutions 68 (V) et 69 (V) [E/CN.14/235];
 - c) Mandat révisé de la Commission (E/CN.14/236 et Corr.1);
 - d) Représentation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain comme membres associés de la Commission.
5. Conjoncture économique et sociale en Afrique et compte rendu de l'activité de la Commission économique pour l'Afrique :

"Compte rendu de cinq années d'activité de la Commission" (E/CN.14/237);
"Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique" (E/CN.14/238);
Bulletin économique pour l'Afrique, vol. IV, No 1, partie A.

 - a) Développement économique et planification ou projections;

"Rapport de la réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement" (E/CN.14/240);
 - b) Développement social :
 - i) Rapport du Cycle d'études sur les problèmes urbains : le rôle des femmes dans le développement urbain (E/CN.14/241);

- ii) Harmonisation des plans contre l'analphabétisme (E/CN.14/269);
- iii) Mise en oeuvre de la résolution 1937 (XVIII) sur la coopération pour la suppression de l'analphabétisme dans le monde (voir E/CN.14/269);

c) Agriculture :

- i) Rapport préliminaire sur l'étude des tendances du bois en Afrique (E/CN.14/242);
- ii) Rapport sur la lutte antiacridienne (E/CN.14/243);
- iii) Place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans de développement nationaux;
- iv) Contribution de l'agriculture africaine au développement économique et social du continent;
- v) La situation de la réforme agraire en Afrique;
- vi) Les problèmes d'irrigation en Afrique;

d) Rapport sur la situation sociale dans le monde :

Extrait du Rapport sur la situation sociale dans le monde
(E/CN.14/244);

e) Industrie, transports et ressources naturelles :

- i) Généralités;
 - "Rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session" (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1);
- ii) Industrie;
 - "Rapport de la Mission de coordination industrielle en Afrique de l'ouest" (E/CN.14/246 et Corr.1);
 - "Rapport de la Mission de coordination industrielle en Afrique de l'est et du centre" (E/CN.14/247 et Corr.1);
 - "Rapport de la Mission de coordination industrielle en Algérie, Libye, Maroc et Tunisie" (E/CN.14/248 et Corr.1);
- iii) Transports;
 - "Rapport sur l'établissement d'un réseau africain de télécommunications" (E/CN.14/249 et Corr.1);

"Rapport sur les activités à entreprendre en collaboration avec l'Organisation de l'aviation civile internationale en vue du développement des transports aériens en Afrique" (E/CN.14/250 et Corr.1 et 2 et Add.1);

iv) Habitat;

"Rapport sur les travaux dans les domaines de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement" (E/CN.14/251);

f) Etudes économiques et commerce extérieur :

i) Etudes;

"Rapport sur l'état d'avancement de l'étude sur la situation économique en Afrique" (E/CN.14/252);

ii) Commerce;

"Rapport du Comité permanent du commerce sur sa deuxième session" (E/CN.14/253);

"Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement" (E/CN.14/279);

g Administration publique;

"Rapport sur les activités consacrées à l'administration publique" (E/CN.14/254);

h Statistiques;

"Rapport de la troisième Conférence des statisticiens africains" (E/CN.14/255);

"Rapport sur les centres de formation statistique" (E/CN.14/256).

i) Formation;

"Rapport sur les activités de formation de la Commission économique pour l'Afrique" (E/CN.14/258 et Add.1);

j) Coordination des plans;

k) Coordination des activités de la Commission et de l'Organisation de l'unité africaine;

l) Décentralisation;

"Décentralisation des activités économiques et sociales" (E/CN.14/L.257 et Add.1);

m) Situation des effectifs de la Commission économique pour l'Afrique.

6. Institut africain de développement économique et de planification.
"Rapport de situation sur l'Institut africain de développement économique et de planification" (E/CN.14/259).
7. Banque africaine de développement.
"Rapport de situation sur la Banque africaine de développement" (E/CN.14/260).
8. La coopération économique en Afrique :
 - a) Marché commun africain;
"Progrès en direction d'un marché commun africain" (E/CN.14/261 et Corr.1);
 - b) Union africaine des paiements;
"Rapport du Groupe d'experts sur une union africaine des paiements" (E/CN.14/262).
9. Assistance internationale à l'Afrique.
"Document d'information sur l'assistance technique aux pays et territoires de la région de la Commission au titre du programme ordinaire et du Programme élargi" (E/CN.14/265);
"Rapport du Programme alimentaire mondial" (E/CN.14/266);
"Les activités d'assistance technique en Afrique de l'Organisation de l'aviation civile internationale" (E/CN.14/273);
"Assistance économique internationale à l'Afrique" (E/CN.14/280).
10. Programme de travail et priorités.
"Programme de travail et ordre de priorité pour 1964-1965" (E/CN.14/267);
"Suite donnée par le Conseil économique et social aux projets de résolution recommandés par la Commission à sa cinquième session" (E/CN.14/268);
"Résolutions et décisions intéressant la Commission adoptées par le Conseil économique et social à ses trente-cinquième et trente-sixième sessions et par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session" (E/CN.14/264).
11. Date et lieu de la prochaine session.
12. Rapport annuel au Conseil économique et social.

92. Il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient répartis comme suit :

Séances plénières : points 1, 2, 3, 4, 5, j, k, l et m, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

Comité I (questions économiques) : points 5, a, c, e (i, ii et iii), f et h;

Comité II (questions sociales et autres questions) : points 5, b, d, e (iv), g et i.

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

93. S. M. Haïlé Sélassié Ier, empereur d'Ethiopie, dans un message lu à l'ouverture de la session par S. E. Liij Endalkachew Makonnen (Ethiopie), a souhaité la bienvenue en termes très chaleureux aux représentants et observateurs participant à la sixième session de la Commission. L'Empereur a souligné que cette session revêtait une importance particulière, puisqu'elle était la première depuis l'adoption de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine en mai 1963. La Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine, dont la création était récente, avait recommandé à sa première session que les efforts de l'OUA et ceux de la Commission économique pour l'Afrique fussent coordonnés. Les deux commissions devaient être considérées comme complémentaires. Les points particulièrement intéressants de l'ordre du jour, et spécialement les études relatives à un marché commun africain et à une union africaine des paiements, concernaient des réalisations qui seraient essentielles dans le processus de l'intégration économique du continent africain. La coopération et la coordination dans le domaine économique étaient les seuls moyens de maintenir et de renforcer l'indépendance des Etats africains et d'assurer le progrès rapide de leurs populations. Comme le continent était, dans une très large mesure, tributaire de son commerce extérieur pour sa mise en valeur et ses progrès, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prenait une importance essentielle. Sa Majesté impériale avait affirmé sa conviction que la Commission économique pour l'Afrique et son secrétariat continueraient à offrir aux gouvernements les services et les concours qui permettraient d'atteindre les objectifs fondamentaux de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

94. M. Victor Hoo, commissaire à l'assistance technique et représentant du Secrétaire général, a donné lecture d'un message dans lequel le Secrétaire général exprimait ses vifs regrets d'être empêché d'assister à l'ouverture de la session.

95. Dans le monde d'aujourd'hui, la lutte contre la pauvreté prenait des dimensions nouvelles et les rapports entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement s'étaient modifiés. On cherchait actuellement à définir des formes de solidarité allant au-delà de la simple coexistence. Il importait que la décolonisation soit complétée par l'élimination de l'ignorance, de la pauvreté et de la maladie. Dans les efforts déployés à cette fin, le rôle de la Commission économique pour l'Afrique était immense car c'était en Afrique que les problèmes du développement économique et social se posaient avec le plus d'acuité. La Commission économique pour l'Afrique pouvait compter sur les moyens dont les Nations Unies disposent et faire appel aux ressources et à l'expérience du reste du monde. Il fallait espérer que le jour viendrait où les Nations Unies mettraient en oeuvre en faveur du développement les moyens qui sont actuellement consommés en armements. La Commission économique pour l'Afrique qui avait bien sa place au sein de l'Organisation des Nations Unies, avait obtenu des résultats impressionnants, sous la direction compétente et dévouée de M. Gardiner. En conclusion, le Secrétaire général a salué la création, en mai 1963, de l'Organisation de l'unité africaine, et souligné que la collaboration entre la Commission économique pour l'Afrique et l'OUA serait certainement étroite et fructueuse.

96. Le Président du Conseil suprême des forces armées du Soudan, le Président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Président des Etats-Unis d'Amérique ont envoyé à Addis-Abéba des messages qui ont été lus au cours de la séance d'ouverture. On a donné lecture également d'un télégramme par lequel le Premier Ministre du Burundi, regrettait que son pays ne pût pas participer à la session, en raison des changements intérieurs intervenus au Burundi.

97. Au nom de tous les membres de la Commission, les représentants de la Nigéria et du Sénégal ont exprimé leurs remerciements à S. M. l'Empereur d'Ethiopie; dans leurs interventions, ils ont rendu hommage aux efforts inlassables de l'Empereur en faveur de l'unité de l'Afrique et de l'unité du monde.

98. M. Kamitatu [Congo (Léopoldville)], président provisoire, a ensuite donné lecture d'un message du Président de la cinquième session, retenu à Léopoldville par les devoirs de sa charge, qui félicitait les participants à la cinquième session pour les mesures concrètes qu'ils avaient prises lors de cette session.

99. M. Massaquoi (Libéria), président, a remercié les membres de la Commission de l'honneur fait à son pays et à lui-même. Il a ajouté que la Commission économique pour l'Afrique, désormais parvenue à l'âge adulte, avait un rôle prépondérant à jouer dans les destinées de l'Afrique. Il a aussi déclaré que, malgré un ordre du jour particulièrement chargé, il ne doutait pas qu'avec la coopération des délégations et du secrétariat, les travaux seraient menés à bonne fin. Le premier Vice-Président et le deuxième Vice-Président ont également remercié les membres de la Commission de leur confiance.

MEMBRES ET MEMBRES ASSOCIES DE LA COMMISSION

(Point 4 de l'ordre du jour)

100. La Commission a accueilli le Kenya et Zanzibar en qualité de membres de la Commission.

101. Le Secrétaire exécutif a signalé qu'à la suite de la dissolution de la Fédération, les Rhodésies et le Nyassaland étaient devenus trois entités distinctes qu'il conviendrait d'autoriser à participer, chacune en ce qui la concerne, aux travaux de la Commission en qualité de membres associés. Il en a été ainsi décidé.

102. Le Secrétaire exécutif a en outre indiqué que Rio Muni et Fernando Poo, admis lors de la cinquième session à participer aux travaux de la Commission en qualité de membres associés, avaient exprimé le vœu d'être considérés comme formant une seule entité sous le nom de Guinée équatoriale. Cette demande a été accueillie favorablement par la Commission.

103. La Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de ses résolutions 68 (V) et 69 (V) E/CN.14/2357.

104. Pour ce qui est des mesures prises par le Conseil économique et social en application des recommandations de la Commission, le Conseil a adopté les 24 et 30 juillet 1963 les sections III et IV de sa résolution 974 D (XXXVI) qui excluent le Portugal de la Commission économique pour l'Afrique, modifient le mandat de la Commission dans sa partie concernant sa composition et décident que la République sud-africaine ne participera pas aux travaux de la Commission jusqu'à ce que les conditions nécessaires à une coopération constructive aient été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays. Le mandat révisé de la Commission a été distribué sous la cote E/CN.14/111/Rev.1.

105. La question de la représentation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain a été inscrite à l'ordre du jour à la demande du Ghana. Le représentant du Ghana a fait savoir qu'il avait engagé des consultations sur la procédure à suivre pour permettre la représentation de ces trois territoires en l'absence du Portugal et de la République sud-africaine, puissances qui, du fait qu'elles ont été exclues de la Commission ne peuvent présenter les demandes d'admission requises au nom de ces territoires. La délégation du Ghana a indiqué qu'elle rendrait compte des résultats de ces consultations.

106. La Commission a décidé de se saisir ultérieurement de toute proposition qui pourrait lui être présentée en ce qui concerne la représentation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain.

107. Un projet de résolution chargeant le Secrétaire exécutif d'adresser des recommandations au Conseil économique et social sur les modalités d'une invitation aux représentants de ces territoires à assister aux sessions futures de la Commission a été présenté par l'Ethiopie, le Ghana, la Nigéria, le Sierra Leone et le Sénégal, et adopté [résolution 94 (VI); voir 3ème partie du présent rapport]7.

CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE ET COMPTE RENDU DE L'ACTIVITE DE LA COMMISSION

(Point 5 de l'ordre du jour)

108. Dans sa déclaration liminaire, le Secrétaire exécutif a signalé que la Commission terminait sa cinquième année d'activité; on trouve le bilan de ses réalisations dans le rapport intitulé "Compte rendu de cinq années d'activité de la Commission économique pour l'Afrique" (E/CN.14/237). Les résolutions adoptées au cours des cinq premières sessions avaient essentiellement orienté les efforts vers la création d'institutions, la formation de personnel, les conseils à donner aux gouvernements concernant l'élaboration et l'exécution de leurs plans de développement, et les enquêtes à mener sur la demande de divers gouvernements dans une sous-région. La première institution créée a été la Conférence des statisticiens africains; à la suite de ses travaux et de ceux de la Division de la statistique, de nombreux Etats africains sont en train d'établir des services de statistique et l'on compte qu'un grand nombre de pays auront bientôt une documentation statistique suffisante pour pouvoir établir sur cette base leurs plans de développement. La deuxième institution créée a été la Banque africaine de développement, qui doit servir de point de convergence pour les capitaux destinés à financer le développement économique et social dans tous les pays d'Afrique. On compte recevoir, vers le milieu de 1964, un nombre

suffisant de ratifications pour que la Banque puisse commencer à fonctionner. Deux bureaux sous-régionaux ont été créés en 1963, l'un à Tanger et l'autre à Niamey, et une mission préparatoire a été établie à Lusaka; on espère qu'avec le temps, ces bureaux vont jouer un rôle croissant dans les travaux de la Commission. En novembre 1963, l'Institut africain de développement économique et de planification s'est ouvert à Dakar; le trait le plus encourageant de ses premières activités est le nombre de candidats bénéficiant de la préparation requise qui ont été désignés pour suivre le premier cours. Des mesures ont également été prises pour organiser des cours d'été à l'intention d'étudiants et des cycles d'études à l'intention de professeurs. Toutes ces institutions offrent les installations et services que nécessite la formation d'un personnel dont on a grand besoin mais, pour diverses raisons, le programme de formation de la Commission n'a pas encore vraiment démarré. Le secrétariat vient d'organiser une section de la formation, qui va bientôt publier un manuel où l'on trouvera la liste des moyens mis à la disposition des stagiaires africains. Si les Etats membres collaborent sans réserve avec la Section de la formation, on pourra développer considérablement les moyens de formation actuels.

109. La Commission doit formuler de nouveau ses concepts et sa philosophie fondamentale sur l'expansion économique du continent africain. La coordination du développement économique est une nécessité en Afrique car la recherche industrielle et la formation technologique, dont plusieurs pays ne peuvent assumer isolément les frais, ne pourront être rapidement développées que par la coopération. L'importance accordée aux groupements sous-régionaux ne veut pas dire pour autant que les diverses sous-régions doivent être des unités autonomes. L'objectif doit être un marché commun africain qui englobe tous les pays du continent. Pour la planification économique, le secrétariat entend dépasser le stade des études et de la planification à long terme. Les pays africains devraient s'engager à réaliser une modification de la structure de leur économie pour accroître le plus vite possible le revenu par habitant. A cette fin, le secrétariat recherchera les meilleurs moyens d'obtenir un accès coordonné aux sources extérieures de capitaux, afin de réduire au minimum toute concurrence entre pays africains; il étudiera la situation de chaque pays, en fonction de toutes les ressources disponibles, et déterminera les instruments les plus efficaces pour harmoniser les objectifs et les secteurs les plus importants qu'il convient de choisir pour une action concertée. Une équipe d'experts compétents dans les domaines de la planification économique, des services sociaux, de la statistique, de l'hydrologie, de l'extraction minière, de l'industrie, des transports, de la cartographie et de l'habitat, qui font partie du secrétariat, sont prêts à partir pour des missions de brève durée, moyennant un bref préavis. Si l'on veut réaliser le moindre progrès économique dans un avenir prévisible, il appartient à chaque pays de déterminer sa stratégie du développement et à chaque sous-région de choisir les mécanismes de coopération. Des groupes de pays doivent fixer les critères à suivre pour l'installation d'industries communes et les conférences doivent faire place à des négociations plus étroites entre les pays. Par des missions d'harmonisation des programmes d'expansion industrielle, le secrétariat essaie d'attirer l'attention sur les possibilités de développement et de trouver les moyens d'entreprendre et de financer l'exploitation des ressources africaines. Parallèlement à ses travaux dans le domaine de l'industrialisation et de la planification économique, le secrétariat va intensifier ses activités dans le domaine de l'infrastructure, qui porteront notamment sur les ressources hydrauliques, les gisements minéraux, la cartographie, l'énergie et les transports. Le secrétariat est en train d'analyser

et de comparer les plans d'une vingtaine de pays africains et il est prêt à aider les Etats pour l'établissement de nouveaux plans ou la revision des plans actuels. Il a lancé, en coopération avec l'UIT, un programme d'établissement de télécommunications dans toute l'Afrique. Quant à l'agriculture, les décisions prises par la Commission au cours des cinq dernières années ont créé un plan de travail essentiellement orienté vers les problèmes d'économie agricole; la tâche principale de la Commission porte sur la politique et la planification agricoles, en insistant surtout sur le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché. La Commission s'est, jusqu'à présent, occupée des problèmes commerciaux suivants : effets des groupements économiques extérieurs sur l'économie des pays africains, conséquence des violentes fluctuations des prix des produits de base, obstacles aux échanges intra-africains. Les recettes d'exportations des pays en voie de développement sont également affectées par des tarifs douaniers élevés, des restrictions quantitatives, des taxes à la consommation et des barrières douanières imposées par les pays développés. Avec ces charges qui restreignent gravement le marché des produits des pays en voie de développement et limitent leur capacité d'expansion, les pays fournisseurs d'aide vont manifestement à l'encontre des fins mêmes qu'ils recherchent.

110. Abordant les problèmes de l'habitat, de la protection sociale et du développement communautaire, le Secrétaire exécutif a signalé la nécessité d'entreprendre une étude détaillée de la structure et des besoins actuels des communautés africaines mettant l'accent sur les moyens de résoudre les problèmes. Le secrétariat sera renforcé afin de pouvoir étudier ces problèmes et formuler des solutions en ce qui concerne la formation professionnelle et l'emploi, l'hygiène et la sécurité sociale. Il étudiera également les moyens de créer des instituts locaux pour la formation d'animateurs ruraux, des coopératives de consommateurs et de producteurs, des moyens de commercialisation adéquats, et des installations sanitaires et scolaires dans les zones rurales. De concert avec les institutions spécialisées compétentes, il s'efforcera de mettre au point des formules de réforme agraire. La Division de l'administration publique du secrétariat a été invitée à concentrer son effort sur la gestion du personnel, l'organisation et les méthodes, le contrôle budgétaire, l'administration des douanes, les marchés de l'Etat et des collectivités et l'administration locale. Des mesures sont prises en vue d'une réunion des directeurs d'écoles nationales d'administration et de la fonction publique et de deux cours de formation pour les problèmes d'organisation et de méthodes, qui auront lieu en Afrique de l'est et en Afrique du nord. Il est essentiel que les organismes d'assistance coordonnent leurs travaux pour que les pays africains bénéficient pleinement de toutes les formes d'aide.

111. Le secrétariat a tenu à renouveler la proposition qu'il avait présentée à la cinquième session, de ne réunir la Commission que tous les deux ans. Le système de sessions annuelles se prête mal à la préparation de documents soigneusement étudiés et ne permet pas aux gouvernements de consacrer aux travaux de la session l'attention nécessaire pour que les discussions ultérieures soient vraiment fructueuses. Le secrétariat propose également que la Commission et ses organismes subsidiaires s'abstiennent de recommander un trop grand nombre de réunions spéciales et d'établir un calendrier trop rigide pour l'exécution des diverses phases de chaque projet. Il faudrait laisser au secrétariat, dans des limites raisonnables, le soin de décider de l'opportunité des réunions et de déterminer la méthode à employer pour aborder tel ou tel problème.

112. Dans la discussion qui a suivi, les délégations ont passé en revue les principaux problèmes économiques et sociaux de la région et ont présenté leurs observations. En raison des espérances éveillées par l'indépendance, il est indispensable de faire de vigoureux efforts pour accélérer la croissance économique. La pression exercée par les masses pour obtenir une amélioration réelle de leur niveau de vie n'a jamais été aussi forte que maintenant et on craint que cet état de choses ne devienne de plus en plus une source de tensions nationales et mondiales si les besoins et les aspirations des populations africaines ne sont pas satisfaits. Il ressort clairement de ces déclarations qu'en face de l'immense problème que posent la grande pénurie de personnel formé et spécialisé, le manque d'aptitude à diriger et d'esprit d'entreprise, les maigres ressources en capitaux et l'insuffisance évidente de l'infrastructure, la tâche d'accélérer le développement planifié et l'industrialisation en Afrique réclament inévitablement une mobilisation importante des efforts nationaux et régionaux, de même qu'une assistance internationale plus efficace et mieux coordonnée. La plupart des délégations se sont vivement inquiétées du fait que l'écart entre le niveau de vie des pays industrialisés et des pays en voie de développement continue à s'accroître et ont souligné qu'en ce qui concerne l'Afrique, la transition économique qui lui permettra d'atteindre aussi rapidement que possible le niveau économique et social élevé des pays développés n'est possible que grâce à une meilleure coordination des plans et des politiques de développement. On a reconnu en général, qu'à moins d'unir leurs efforts et de coopérer sur le plan régional ou sous-régional, la plupart des pays africains ne seront en mesure ni de s'industrialiser ni de s'assurer les débouchés nécessaires. L'harmonisation des programmes industriels et l'intégration des économies nationales faciliteraient grandement le développement économique du continent. Diverses délégations ont insisté dans leurs déclarations sur l'importance des travaux de la Commission en ce qui concerne la coopération régionale et sous-régionale pour le développement industriel et la création d'un marché commun africain, d'une union africaine de compensation et des paiements, de la Banque africaine de développement, de l'Institut africain de développement économique et de planification, et d'instituts communs de recherche et de formation. On a également souligné l'importance de faire concorder les législations industrielles, commerciales, monétaires et fiscales, afin d'écartier les obstacles à l'industrialisation, et de développer un réseau africain de transports et de communications sur la base de la coopération multinationale. Les délégations ont reconnu en général que la coordination des plans de développement des pays africains sur une base sous-régionale est d'une importance fondamentale et reste une condition préalable du développement économique accéléré. Elles ont souligné la nécessité de faire un inventaire complet et minutieux des ressources existantes et disponibles et ont insisté sur le fait que, dans un plan d'industrialisation sous-régional, lorsqu'un pays doit abandonner un de ses propres projets pour permettre la réalisation de projets sous-régionaux, un autre projet équivalent devrait être attribué à son territoire afin que les pays membres ne subissent pas de manque à gagner sur les profits qu'ils espéraient retirer de leurs plans de développement individuels.

113. Les délégations ont longuement discuté des problèmes du commerce extérieur et du développement, en même temps que de la nécessité d'intensifier la coopération entre les pays. Elles se sont sérieusement inquiétées de la lenteur relative de l'accroissement des recettes d'exportation, des mouvements défavorables des prix et de la tendance persistante au déséquilibre de la balance des paiements.

On a estimé en général que si les tendances enregistrées récemment persistaient, la balance commerciale des pays africains continuerait à se dégrader encore plus au taux plus élevé de croissance économique qui correspondrait aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Toutes les délégations africaines ont souligné l'importance primordiale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'occasion exceptionnelle qu'offre cette conférence de trouver des solutions aux grands problèmes des échanges extérieurs des pays en voie de développement. La Déclaration commune des pays en voie de développement au sujet de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui est annexée à la résolution 1897 (XVIII) de l'Assemblée générale a été souvent citée et pleinement approuvée. On a estimé que le commerce international ne pourrait devenir un puissant instrument du développement économique que si les recettes d'exportation des pays en voie de développement s'accroissent rapidement sous l'influence d'une amélioration des termes de l'échange et si des mesures appropriées sont prises et des méthodes mises au point pour assurer un accroissement notable des recettes d'exportation des produits primaires, des articles semi-finis et des produits manufacturés. Les participants ont approuvé sans réserve les résolutions adoptées par la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine lors de sa première session, tenue à Niamey en décembre 1963; ces résolutions réaffirment l'importance capitale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et préconisent des mesures immédiates pour surmonter les problèmes commerciaux des pays africains. On a souligné encore combien était insuffisant le volume des échanges intra-africains et plusieurs délégations ont fait ressortir les principaux facteurs qui sont à l'origine de cette situation : les productions des pays africains ne sont pas complémentaires faute d'une diversification suffisante des économies, les moyens de transport sont insuffisants, les obstacles de caractère organique, comme la différence des systèmes monétaires, les relations financières et préférentielles spéciales, les barrières tarifaires et autres, sont nombreux. Les participants ont admis qu'une action concertée et l'élimination progressive des obstacles dans le domaine des politiques commerciales, des transports et communications, la coopération et la coordination appliquées à la création et à l'extension des activités industrielles sont appelées à favoriser le développement des échanges intra-africains. Ils ont approuvé les travaux effectués jusqu'ici en vue de la création d'un marché commun africain et d'une union africaine de compensation et des paiements.

114. Comme à l'occasion des sessions précédentes, on a rappelé constamment qu'il importe de favoriser la mobilisation des ressources financières intérieures et d'augmenter l'offre des capitaux nécessaires à l'accélération du développement économique. Des délégations se sont montrées préoccupées du fait que le commerce de gros et de détail et les banques commerciales sont entre les mains d'étrangers et elles ont mentionné que ces banques n'acceptaient souvent qu'à contrecoeur d'aider financièrement les commerçants indigènes et de leur accorder des facilités de crédit. On a suggéré qu'il conviendrait de créer des banques commerciales africaines, en sollicitant éventuellement l'assistance des institutions financières internationales. Les délégations se sont félicitées des progrès réalisés dans la voie de la création de la Banque africaine de développement; elles ont exprimé l'espoir que cette banque pourrait commencer ses opérations dans le plus proche avenir possible. Les participants ont estimé que la Banque devra se concentrer sur les projets multinationaux de nature à favoriser une collaboration plus étroite entre les pays africains. Ils ont exprimé l'espoir

que la création de la Banque africaine de développement permettrait à l'Afrique d'obtenir une partie des moyens financiers dont elle a un besoin urgent.

115. Comme aux sessions précédentes, le secteur agricole a retenu l'intérêt de la majorité des délégations du fait qu'il est à la fois une source essentielle du revenu national et une source de capitaux et de devises pour le développement d'autres secteurs. On a manifesté une certaine déception en constatant, à la lecture du document E/CN.14/238 que l'agriculture n'avait pas réussi à jouer un rôle dynamique dans le développement du continent. Pendant les cinq dernières années (1958-1959 à 1962-1963), la production agricole totale a augmenté de 7 p. 100 et la production de denrées alimentaires de 6 p. 100, tandis que la population augmentait de 10 p. 100. Ces chiffres, dont il faut reconnaître le caractère approximatif, montrent que la population progresse plus vite que la production intérieure de denrées alimentaires. Les importations de ces denrées ont continué à progresser plus rapidement que leurs exportations. La production agricole non alimentaire - café, thé, tabac, coton, sisal, laine, bois et caoutchouc, par exemple - a augmenté sensiblement pendant la période quinquennale en cause et le volume des exportations agricoles a augmenté de près de 20 p. 100 mais, comme les cours ont baissé, les recettes réelles ont effectivement diminué d'environ 3 p. 100 malgré cette forte augmentation en volume. Les termes de l'échange se sont dégradés dans la proportion d'environ 6 p. 100. En 1962 et en 1963, les prix ont paru cesser de baisser et il y a même eu un redressement sensible dans le cas du sucre et du sisal. Le cours du café s'est relevé aussi à cause de conditions défavorables en Amérique du Sud. Beaucoup de délégations ont pourtant exprimé la crainte que ces hausses ne soient de courte durée et que la demande du marché ne continue à prendre du retard sur l'expansion des excédents exportables. Quelques délégations ont considéré qu'une solution partielle du problème du fléchissement des recettes d'exportation pourrait être trouvée dans le traitement, complet ou non, de produits agricoles comme les fruits, les oléagineux, le bois et le poisson, dans le remplacement de certaines importations de denrées alimentaires par une production intérieure et dans la création de nouveaux débouchés, soit en Afrique même, soit dans les autres régions en voie de développement. Les problèmes de l'augmentation et de la modernisation de la production agricole ont retenu plus largement l'attention qu'à certaines des sessions précédentes. On a mis l'accent sur le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché, à rechercher par l'amélioration des moyens de commercialisation et de communication et par des initiatives gouvernementales consistant en la fourniture de crédits et de services consultatifs aux agriculteurs. L'adaptation des modes de faire-valoir a été jugée nécessaire dans de nombreux pays pour donner un encouragement aux agriculteurs et permettre un meilleur aménagement et une meilleure vente de la production. Un nouvel élément a été introduit dans le débat par ceux qui ont mis l'accent sur l'harmonisation des plans nationaux visant à accroître et diversifier la production agricole, sylviculture et pêche comprises, et à lutter contre divers fléaux comme les acridiens, le quéléa et la peste bovine.

116. L'insuffisance des réseaux routiers, ferroviaires, maritimes et aériens et du réseau de télécommunications a été une fois encore considérée comme un obstacle grave au développement des échanges commerciaux et de l'industrie et à la modernisation de l'agriculture. Les participants se sont, en même temps, rendu compte qu'une augmentation substantielle du volume et de la valeur des marchandises transportées, elle-même fonction de l'accélération de la croissance économique, pourrait être le préalable nécessaire d'une exploitation économique de

services considérablement développés. La tendance des cartels maritimes à fixer arbitrairement les tarifs, aux dépens du commerce extérieur africain et la nécessité d'envisager la possibilité d'améliorer les services aériens et d'abaisser les tarifs passagers et marchandises ont été mentionnées. On a fait état aussi, d'une part, de la lourde charge qui pèse sur les pays de l'hinterland ouest-africain du fait du coût élevé des transports en provenance de la côte et, d'autre part, du développement des raccordements ferroviaires et routiers, y compris les liaisons transsahariennes et les liaisons de la côte est de l'Afrique équatoriale à l'Afrique centrale. Le développement du tourisme en tant que source de devises est, lui aussi, largement fonction d'une amélioration des services de transport et de l'équipement hôtelier.

117. Le thème du contraste entre la richesse de l'Afrique en ressources naturelles et le faible développement de ces ressources est revenu souvent au cours du débat. L'immense potentiel hydro-électrique du Congo a été invoqué à titre d'exemple classique. Non seulement il a été question du développement progressif des sources traditionnelles d'énergie et notamment l'énergie hydro-électrique, de l'extraction et de la distribution du charbon, du pétrole, du gaz naturel et de la création de raffineries de pétrole dans les pays africains, mais on a marqué un intérêt croissant pour l'étude de l'énergie solaire et son exploitation pour le pompage de l'eau, le chauffage, la réfrigération et la cuisine. La possibilité d'utiliser des isotopes dans la recherche agricole, la conservation des denrées alimentaires et les services sanitaires sont de plus en plus largement reconnues en Afrique, ainsi que la possibilité d'une production d'énergie nucléaire, laquelle du reste paraît relativement éloignée. Il a été noté que l'Afrique produit 20 p. 100 de l'uranium du monde.

118. Le problème de la formation de personnel spécialisé pour les tâches techniques et administratives a été une fois de plus considéré comme un obstacle majeur aux progrès de la mise en oeuvre des plans gouvernementaux et à l'expansion des secteurs d'activité privés. Des délégations de pays membres et des représentants de pays fournissant une aide bilatérale ont mentionné les instituts sous-régionaux pour l'industrie et la normalisation, ainsi que la création d'instituts de formation technique et d'autres moyens de formation, en Afrique et hors d'Afrique. La nécessité d'une instruction générale a été soulignée par le représentant de l'UNESCO à propos de la campagne mondiale de lutte contre l'analphabétisme (voir E/CN.14/269) et confirmée par diverses délégations, qu'il s'agisse de l'instruction des adultes ou de celle des enfants aux niveaux primaire et secondaire. La formation de maîtres pour faire face aux besoins locaux et remplacer les instituteurs expatriés a également retenu l'attention. Les questions de santé publique, de distribution d'eau et des autres services d'utilité publique ont été signalées à l'attention des gouvernements comme autant de facteurs essentiels au progrès économique et social.

119. A l'occasion des indications fournies sur les programmes et les relations de travail de la Commission et du secrétariat, on s'est loué du progrès que constitue la création de l'Institut de développement économique et de planification, des succès continus de la Conférence des statisticiens africains et des progrès réalisés vers la mise en train de la Banque africaine de développement. Les activités des bureaux sous-régionaux de la Commission avaient été examinées au cours de réunions non officielles. La proposition du Secrétaire exécutif à l'effet de tenir les sessions de la Commission tous les deux ans seulement, et non plus

chaque année, et de réduire le nombre des réunions spéciales, en particulier au profit d'activités de formation plus nombreuses, a recueilli une large approbation. Le maintien et le développement d'une coopération étroite et efficace entre la Commission et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont été considérés comme présentant une haute importance. Les représentants ont reconnu l'existence d'un lien étroit entre les travaux de la Commission et ceux de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine et il a été suggéré que l'Organisation de l'unité africaine assure, sur le plan politique, la mise en oeuvre des propositions économiques et sociales de la Commission.

Développement économique et planification ou projections

120. Le représentant du secrétariat a ouvert le débat en exposant brièvement les grandes lignes de l'activité du secrétariat dans ce domaine. Les travaux, entrepris il y a un peu plus d'un an, se sont concentrés sur les principaux domaines suivants :

a) Analyse et comparaison des plans de développement : Une vingtaine de pays ont adopté la planification, y voyant un moyen de réaliser aussi rapidement que possible la transition économique et sociale entre le degré de faible développement qui caractérise actuellement les pays africains et la situation qui existe dans les pays industriellement évolués. Une analyse et une étude critique comparées des plans pourraient fournir une base très précieuse pour l'échange de l'expérience acquise par ces pays en matière de planification;

b) Planification sociale : La planification englobe à la fois le domaine social et le domaine économique. Le secrétariat a organisé en octobre 1963, à Addis-Abéba, une réunion d'experts chargés d'examiner les problèmes complexes qu'implique l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement. La Commission a été saisie du rapport de cette réunion, accompagné de la liste des documents préparatoires et de recommandations sur les activités ultérieures à entreprendre (E/CN.14/240);

c) Analyse des statistiques démographiques : Le secrétariat a consacré une attention considérable à l'analyse des tendances démographiques récentes dans les pays africains. Une étude sur ce sujet a été achevée récemment;

d) Projections : Afin d'évaluer l'importance de la planification du développement, il est utile de considérer les réalisations possibles dans les divers secteurs et sur une période relativement longue. A cette fin, le secrétariat entreprend actuellement des projections de la population, du commerce extérieur, des secteurs sociaux, de l'agriculture, et de la structure de la production et des dépenses au cours des décennies à venir;

e) Formation : La pénurie de personnel qualifié est l'un des obstacles les plus graves à l'accélération du rythme de développement en Afrique. Le Centre nord-africain de recherche et de formation démographiques, qui s'est ouvert au Caire, en mars 1963, a été créé pour aider à surmonter cet obstacle. Le secrétariat étudie également la possibilité de créer un second centre démographique en Afrique de l'ouest;

f) Services consultatifs : Le secrétariat a commencé à offrir aux gouvernements des Etats membres des services consultatifs pour l'élaboration des plans de développement et pour l'appréciation critique des plans déjà en cours d'exécution. On peut prévoir que cette activité ne cessera de se développer.

121. Au cours des débats, les représentants ont, en règle générale, approuvé dans leurs grandes lignes les travaux du secrétariat. Plusieurs d'entre eux ont souligné l'importance de l'élément humain dans le développement. Pour qu'il soit possible de réaliser les tâches essentielles que nécessite la transformation économique et sociale des économies africaines, il est indispensable de faire disparaître aussi rapidement que possible l'obstacle que représente la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. De ce fait, la planification de l'instruction revêt une importance toute particulière.

122. On a souligné que les investissements dans l'enseignement ne fournissent de résultats tangibles qu'après un temps relativement long et qu'il est donc indispensable d'entreprendre la planification de l'enseignement dans le cadre d'un plan de développement à long terme. En outre, il importe de ne pas considérer le problème des spécialistes ayant reçu une formation sous le seul angle du nombre. La qualité de la formation, et en particulier l'aptitude des spécialistes à s'adapter aux traditions, aux besoins et aux conditions propres aux pays africains méritent la même attention. Il est également nécessaire de faire en sorte qu'un certain équilibre soit maintenu entre les diverses spécialités.

123. A la lumière des considérations précédentes, on a insisté pour qu'une attention toute particulière soit accordée à l'extension des moyens de formation de spécialistes africains. La création d'un autre centre démographique, à Dakar éventuellement, pourrait contribuer très utilement à satisfaire à ce besoin urgent.

124. On a souligné avec insistance que la planification était une opération complexe dans laquelle on devait intégrer les éléments particuliers des divers secteurs. Si l'on accordait une importance unilatérale à certains éléments isolés, on risquerait de provoquer de graves déséquilibres qui compromettraient les progrès ultérieurs. Pour élaborer les plans de développement, il importe donc de considérer la cohérence et l'interdépendance des différents éléments. En fait, les lacunes et les imprécisions des données statistiques indispensables à la planification constituent l'un des principaux facteurs limitatifs qui empêchent, dans la plupart des cas, d'envisager l'intégration de tous les secteurs dans une planification globale. Même dans les cas exceptionnels, où l'on dispose de toutes les données nécessaires, il serait dangereux d'interpréter mécaniquement une cohérence interne comme si elle était immuable. Le processus de la croissance est, par sa nature même, essentiellement dynamique. Les rapports exacts entre les éléments des divers secteurs varient selon le degré et le stade atteint par un pays donné dans son développement social; ils se modifient au fur et à mesure que le pays passe d'un stade à un autre.

Développement social

125. Les documents suivants ont été présentés à propos du développement social : un exposé du secrétariat sur les tendances et les perspectives du programme de la Commission (E/CN.14/C.2/2), le rapport du cycle d'études sur le rôle des femmes dans le développement urbain (E/CN.14/241), un document préparé par l'UNESCO sur l'alphabétisation des adultes et le développement économique et social (E/CN.14/269) et le texte du chapitre XIV du rapport sur la situation sociale dans le monde, 1963 (E/CN.14/244).

126. Le représentant du secrétariat a ouvert le débat en présentant brièvement les travaux de la Section des affaires sociales depuis sa création; il a fait état d'une évaluation des activités au cours de l'année écoulée, et il a exposé la nouvelle définition des objectifs et la réorganisation de la structure de la Section qui en est résultée. La Section s'attachera davantage au développement de programmes fondamentaux de développement social dans les zones rurales et les zones urbaines, dans le cadre des politiques économiques et sociales intégrées de chaque pays. Après sa réorganisation, la Section comprendra quatre services interdépendants : le Service de la recherche sociale; le Service de la protection sociale; le Service de la politique et du développement sociaux et le Service du développement rural. Le Service de la politique et du développement sociaux présente une caractéristique qui mérite d'être mentionnée: des représentants des institutions spécialisées et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) lui seront associés à titre consultatif et participeront à son programme de travail. La fonction principale de ce service sera de prêter un concours aux gouvernements pour la planification des programmes sociaux nécessaires à l'accélération du développement économique et, plus généralement, pour l'étude des moyens d'exploiter les ressources humaines en vue du développement économique et social. Le Service du développement rural, qui remplace l'ancien Service du développement communautaire, s'attachera principalement aux mesures pratiques à prendre pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales dans le cadre d'un programme rural unifié par la création d'instituts ruraux de formation pour assistants sociaux de village, de coopératives de consommateurs et de producteurs et d'organismes de commercialisation, par la vulgarisation appliquée à la nutrition et à la santé, par la diffusion de notions d'économie ménagère, par le moyen d'industries rurales et d'autres institutions rurales appelées à accroître les revenus et la sécurité des familles rurales.

127. Les participants ont exprimé leur satisfaction de la déclaration du secrétariat; ils ont réaffirmé qu'ils étaient convaincus de la nécessité de réserver une égale attention au développement social et au développement économique et ont, en général, préconisé un élargissement du mandat du Comité d'experts de la protection sociale et du développement communautaire pour lui permettre d'embrasser la totalité du domaine délimité par les objectifs de la Section des affaires sociales réorganisée. Un projet de résolution présenté à cet effet par le Comité social a été adopté à l'unanimité [résolution 119 (VI); voir troisième partie du présent rapport/.

128. Le rapport du Cycle d'études sur les problèmes urbains, qui réserve une place spéciale au rôle de la femme dans le développement, a été bien accueilli par l'ensemble des participants. Des observations ont été présentées sur certaines des recommandations du Cycle d'études. Le secrétariat a été invité à étudier soigneusement les effets favorables et défavorables de l'application de quelques recommandations. Les représentants ont estimé qu'il était urgent d'associer les femmes au développement social, culturel, économique et politique de la région et ont recommandé que le problème dans son ensemble fasse l'objet d'une étude constamment tenue à jour et que des mesures soient prises pour atteindre le résultat recherché.

129. Les recommandations formulées dans le document E/CN.14/269 en faveur de l'intensification de la lutte contre l'analphabétisme dans le cadre d'une campagne pour l'alphabétisation universelle ont été favorablement commentées et le secrétariat a été invité à collaborer avec l'UNESCO dans ce domaine. Les participants ont unanimement reconnu qu'il était très important et urgent d'offrir aux adultes les moyens d'apprendre à lire et à écrire aussi rapidement que possible pour leur permettre de participer avec fruit aux programmes nationaux de développement économique et social. Si une assistance internationale est nécessaire, c'est pourtant aux gouvernements nationaux que doit incomber la responsabilité essentielle de l'élimination de l'analphabétisme chez les adultes. Un projet de résolution présenté par le Comité social sur ce sujet a été adopté à l'unanimité [résolution 115 (VI); voir troisième partie du présent rapport/].

130. Le représentant du secrétariat a présenté le chapitre XIV du Rapport sur la situation sociale dans le monde, intitulé "Le développement social en Afrique" (E/CN.14/244). Au cours de la période décennale 1951-1960, les progrès ont été importants, encore qu'irréguliers; ils ont été remarquables pour les services sanitaires et d'enseignement. Le revenu annuel par habitant a atteint 120 dollars dans la région, mais les niveaux de vie sont très différents suivant les pays. Par rapport aux niveaux de vie des pays et régions développés, le rythme du progrès social en Afrique reste déplorablement lent en dépit des résultats notables enregistrés au cours de la dernière décennie. Pourtant, il faut signaler que cette période a été marquée, dans de nombreux pays, par des efforts, les premiers dans leur genre, pour rationaliser le processus de l'évolution sociale grâce à une planification délibérée visant généralement à obtenir, aux moindres coûts financiers et sociaux, une accélération du développement dans le domaine économique et dans le domaine social. Pour la période décennale en cours, il s'agira de trouver des solutions efficaces au problème du développement des ressources humaines, de réduire l'écart entre les revenus d'une minorité relativement aisée et ceux des masses paupérisées, aussi bien qu'entre le secteur rural et le secteur urbain. Il faudra aussi trouver des solutions aux problèmes sociaux qui accompagnent l'industrialisation et l'urbanisation, par exemple les problèmes de la migration rurale, du logement et de la délinquance juvénile. Un projet de résolution concernant la défense sociale, présenté par le Comité social, a été adopté à l'unanimité par la Commission [résolution 118 (VI); voir troisième partie du présent rapport/]. Tout aussi importantes sont la réforme des institutions sociales et la réadaptation des mentalités dans un sens propice à l'accélération de l'évolution économique et sociale.

131. L'analyse de la situation sociale en Afrique a été bien accueillie et favorablement commentée. Les représentants ont exprimé des inquiétudes au sujet de l'exode rural et ils ont demandé instamment que le problème soit étudié d'une manière plus poussée et que des solutions soient mises au point en vue d'assurer un développement équilibré. Un projet de résolution insistant sur l'importance de l'action communautaire pour la promotion du développement économique et social, particulièrement dans les régions rurales, a été présenté par le Comité social et adopté à l'unanimité par la Commission [résolution 117 (VI); voir troisième partie du présent rapport]. Des préoccupations ont été exprimées au sujet de la faiblesse des revenus dans les pays africains. Les participants ont estimé que les problèmes de l'emploi, du logement, des transports, de l'enseignement, de la protection de la famille, de la santé, de la nutrition, de la migration et de la croissance démographique devraient être étudiés, en tant qu'éléments essentiels de la planification sociale et économique.

132. On a insisté sur la nécessité d'intensifier la formation de personnel d'action sociale à tous les niveaux et un projet de résolution présenté sur ce sujet par le Comité social a été adopté à l'unanimité par la Commission [résolution 116 (VI); voir troisième partie du présent rapport].

Agriculture

133. Dans sa présentation de ce point de l'ordre du jour, le représentant du secrétariat a attiré l'attention sur six points subsidiaires, dont quelques-uns ont été ajoutés à la demande de gouvernements membres.

Tendances et perspectives du marché du bois en Afrique

134. La majeure partie d'une étude d'ensemble, commencée en 1960 en coopération avec la FAO, a été présentée dans un document d'information (E/CN.4/242). Elle traite des ressources forestières existantes, des industries du bois, de la consommation actuelle et future de bois, du commerce des bois et des besoins prévus pour 1975. Elle porte sur 25 pays de l'Afrique de l'ouest, du centre et de l'est groupés en sept sous-régions. L'étude finale, qui sera terminée vers la fin de 1964, a pour objet de présenter un aperçu global de la situation des forêts et du bois sur le continent africain. Les gouvernements auront encore besoin d'entreprendre des études approfondies pour formuler une politique sur les forêts et les secteurs industriels connexes, mais l'étude des tendances du marché du bois en Afrique devrait largement contribuer à fournir le cadre que nécessitent ces études et permettre aux dirigeants d'envisager les problèmes nationaux dans leur perspective véritable et dans le contexte africain. Une telle perspective a une importance primordiale pour la réalisation d'une planification rationnelle. Les délégations ont été invitées à appeler l'attention des services officiels de planification et des ministères ou services des industries et des forêts sur ce rapport préliminaire, afin de l'amender et de le mettre à jour. On compte que la version finale paraîtra vers la fin de 1964. Certaines délégations ont signalé leur désaccord sur certains points du rapport et souligné qu'il importera d'introduire dans le rapport final des recommandations pratiques destinées à orienter la politique générale. L'attention a été attirée

sur l'épuisement rapide des réserves forestières, causé par la culture itinérante et, dans les zones de savane, par les incendies et l'utilisation du bois comme combustible et comme matériau de construction. On a reconnu pourtant qu'en savane, le bois est très important comme seul combustible existant dans de vastes zones. Le rapport préliminaire a été apprécié du fait qu'il confirme que plusieurs pays pourraient amorcer une utilisation commerciale sensiblement accrue de leurs ressources forestières et développer les industries fondées sur le bois pour augmenter leurs exportations et créer des emplois productifs. Les gouvernements doivent poursuivre l'inventaire de leurs forêts par des méthodes modernes, notamment par des évaluations photogrammétriques perfectionnées et la formation de techniciens. On a recommandé l'organisation d'un cycle d'études régional pour coordonner l'offre et la demande, développer les échanges intra-africains et intensifier les productions qui permettront de remplacer des produits importés. Des représentants ont pensé que le moment est venu d'instaurer une politique africaine commune de production et de commercialisation du bois et des produits du bois.

Lutte antiacridienne

135. Le document E/CN.14/243 appelait l'attention de la Commission sur les trois espèces principales de criquets en Afrique : le criquet pèlerin, le criquet migrateur et le criquet nomade. L'évolution de la situation politique de la région a eu des répercussions sur la composition et le financement de plusieurs organisations de lutte antiacridienne. Il importe de rester vigilants pour prévenir de nouvelles invasions et pour consolider la régression apparente du criquet pèlerin. Conformément à la résolution 78 (V) de la Commission, adoptée à la cinquième session, la FAO a organisé pour mars 1964 une réunion chargée d'examiner, avec les gouvernements intéressés, la nécessité de créer une organisation en Afrique du nord qui serait chargée de poursuivre des campagnes et des recherches sur la lutte antiacridienne. Les délégations se sont intéressées à une proposition qui consiste à aborder le problème de la lutte antiacridienne sur le plan continental et même mondial, et à établir un fonds central en Afrique auquel tous les Etats africains pourraient contribuer. La mise en commun des connaissances et des ressources des divers organismes sous-régionaux de lutte antiacridienne permettrait d'accroître l'efficacité de cette lutte et de réduire les dépenses. Les recherches sur les insecticides et les mesures de lutte pourraient également être coordonnées. A cet égard, le représentant de la FAO a signalé que son organisation envisageait d'établir des commissions chargées d'organiser une lutte pour l'extermination des acridiens à l'échelle mondiale. Enfin, il a été reconnu que la lutte antiacridienne n'était qu'un aspect du problème plus général de la lutte contre les fléaux des cultures et notamment les oiseaux migrateurs malfaisants.

Place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans de développement nationaux

136. Une délégation a souligné, en présentant ce point, l'importance d'une action concertée des gouvernements pour harmoniser les plans nationaux de développement en un tout cohérent pour l'ensemble du continent. Un plan régional de ce genre pourrait être réalisé plus facilement par une planification autour

d'un thème central convenu que par la synthèse d'un grand nombre de plans nationaux ou sous-régionaux préparés isolément. L'agriculture, le secteur le plus important de la plupart des économies africaines, constitue un secteur repère auquel chaque pays pourrait rattacher tous les autres selon un ordre de priorité. Un plan agricole commun à toute l'Afrique fournirait donc un cadre pour un vaste plan panafricain de développement économique et social. La délégation en cause compte que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) prendra une décision à cet effet et a souhaité la collaboration de la Commission. Au cours de la discussion qui a suivi, la plupart des délégations ont reconnu l'importance et l'intérêt d'une telle proposition mais ont estimé qu'elle ne pouvait être discutée en détail eu égard à ses multiples incidences politiques et économiques, et au manque de préparation des délégations. Les représentants ont estimé que la question pouvait utilement être soumise aux gouvernements africains et à l'OUA par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif. Ils ont recommandé que la question soit également soumise à l'une des prochaines réunions spéciales qui se tiendraient au sein de la Commission.

Contribution de l'agriculture africaine au développement économique et social du continent

137. Le représentant dont la délégation avait proposé l'inscription de ce point à l'ordre du jour s'est référé à la discussion détaillée de ce sujet général à la douzième session de la Conférence de la FAO en 1963 et au document C 63/11 de la FAO intitulé "Place de l'agriculture dans le développement économique", qui avait été distribué aux délégations. Il a signalé que, dans l'ensemble de l'Afrique, environ 40 p. 100 du revenu national est obtenu par 80 p. 100 ou plus des habitants qui se consacrent à l'agriculture. Dans les pays développés, la proportion de l'économie appliquée à des secteurs plus productifs est beaucoup plus grande et les pays africains devraient tendre à s'orienter dans ce sens, conformément à ce qui est proposé dans la résolution 18 (II) adoptée lors de la deuxième session de la Commission. Au cours du débat qui a suivi, on a souligné la nécessité d'accroître la productivité dans les zones rurales pour satisfaire les besoins croissants des centres urbains si l'on voulait éviter que les importations de denrées alimentaires ne deviennent une charge intolérable pour la balance des paiements. Il faudrait en même temps accroître la valeur des exportations agricoles, en augmentant leur volume et en les transformant complètement ou partiellement sur place. L'insuffisance des moyens de communication et de commercialisation entre les diverses zones climatiques du continent est souvent la cause du prix élevé des produits agricoles du cru dans les zones de consommation déficitaires du point de vue de la production vivrière et des difficultés que les zones rurales éprouvent à dépasser le stade de l'agriculture de subsistance par l'augmentation de leurs livraisons aux centres de population en expansion. Le danger réside dans une concentration excessive des investissements, soit dans l'industrie, soit dans l'agriculture; il est nécessaire d'organiser une croissance équilibrée. Les petites industries qui reposent sur les denrées alimentaires et d'autres produits agricoles sont tout autant un facteur de croissance industrielle que la sidérurgie et les autres industries lourdes. L'augmentation et la diversification de la production agricole des divers pays exigent la même coordination avec la production agricole des pays voisins que la création de nouvelles industries. L'idée d'un "pool vert"

africain a été lancée. Il est nécessaire de procéder à de plus amples recherches sur les liens entre l'agriculture et les autres secteurs, sur les avantages d'une production spécialisée dans les diverses zones climatiques, sur les zones climatiques, sur les sols et divers autres facteurs en jeu pour l'amélioration de l'agriculture et sur les conditions qui caractérisent l'agriculture de subsistance. Un projet de résolution présenté par le Comité économique, portant sur la nécessité d'accélérer le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché a été adopté à l'unanimité [résolution 112 (VI); voir troisième partie du présent rapport]. A ce propos, l'attention des représentants a été appelée sur une réunion d'experts chargés d'étudier les facteurs du passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché, que le secrétariat et la FAO ont l'intention d'organiser en avril 1964 à Addis-Abéba.

Réforme agraire

138. Le représentant du secrétariat a signalé à l'attention de la Commission le document intitulé "La mise en oeuvre en Afrique des résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la réforme agraire, particulièrement dans le cadre de la Commission économique pour l'Afrique" (E/CN.14/278); il a également mentionné le Centre de perfectionnement en politique agraire pour l'Afrique de l'ouest, institué au Sierra Leone sous les auspices de la Commission et de la FAO en décembre 1963. L'un et l'autre répondent à l'intérêt manifesté pour ce problème lors de la cinquième session de la Commission. Il est ressorti clairement de la discussion qu'il existe une très grande diversité d'attitudes dans les divers pays africains à l'égard de la réforme agraire, qui correspondent à des situations de fait profondément différentes. Les représentants ont reconnu qu'il s'agissait là d'une question importante mais délicate, qui ne se prêtait pas à des solutions susceptibles d'application universelle. La justification éventuelle d'une réforme des structures actuelles est la possibilité d'introduire des techniques améliorées, de manière à accroître le rendement. L'octroi de titres de propriétés individuels, par exemple, confère une sécurité au crédit, au cas où il n'est pas possible d'asseoir les crédits sur "le caractère" de l'emprunteur ou la valeur de la récolte. De même, le fait d'intéresser directement le cultivateur à son exploitation pourrait être de nature à stimuler un accroissement de la production. Une réforme du système foncier ne semble pas être de nature à donner des résultats efficaces si l'on n'associe pas à cette réforme une amélioration des installations et des services de commercialisation et de transformation des produits, certaines mesures de formation et de vulgarisation, l'intégration de l'élevage dans l'agriculture et la culture attelée, l'octroi de crédits et diverses autres mesures techniques et financières. Il est nécessaire de recueillir une documentation considérablement plus importante sur les modes de faire-valoir qui favoriseraient le progrès de l'agriculture selon des conceptions modernes, y compris sur la mise en valeur des terres et l'installation d'agriculteurs sur de nouvelles terres. Certaines délégations ont proposé que le secrétariat entreprenne une étude comparative des expériences déjà faites ou en cours en matière de réforme agraire et qu'il constitue, à cette fin, un groupe d'études composé d'experts nationaux qui se chargera, sous l'égide de la Commission et de la FAO, d'évaluer ces expériences. Le secrétariat a été prié de présenter un rapport d'activité à la septième session de la Commission. Celle-ci a adopté un projet de résolution à cet effet, présenté par l'Algérie,

le Kenya, le Mali, la République arabe unie, le Togo et la Tunisie /résolution 108 (VI); voir troisième partie du présent rapport/. L'attention de la Commission a été appelée sur la série de rapports concernant la réforme agraire publiés tous les deux ans par les Nations Unies, la FAO et l'OIT. Des exemplaires du rapport de 1963 4/ ont été distribués aux délégations. Certaines délégations ont mis l'accent sur la nécessité d'études économiques comparatives de rentabilité des diverses méthodes de culture moderne et d'études industrielles de rentabilité de la culture en grand, dans l'esprit de la spécialisation internationale.

Irrigation

139. Le secrétariat a appelé l'attention de la Commission sur un rapport intitulé "Quelques considérations sur l'irrigation en tant qu'auxiliaire de la mise en valeur des terres en Afrique", publié dans le Bulletin de l'économie agricole en Afrique, No 4 (E/CN.14/AGREB/4), de novembre 1963. Plusieurs délégations ont insisté sur l'importance et la complexité du sujet et il a été décidé de renvoyer cette question à une réunion spécialisée qu'organiserait le secrétariat et les autres institutions intéressées.

140. Une note de la FAO sur les pêcheries en Afrique (E/CN.14/270) a été distribuée pour information mais n'a pas été examinée.

Industrie, transports et ressources naturelles

141. Le Président du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports, M. Abdelkader (Algérie), a présenté le rapport du Comité sur sa deuxième session (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1). Il a indiqué que le Comité avait examiné en détail un programme de travail de deux ans adopté à la première session. La partie du rapport concernant l'industrie, à laquelle on avait joint les observations complémentaires d'un certain nombre de gouvernements, a été examinée à nouveau par un comité de dix membres qui s'est réuni immédiatement avant la session, conformément à la décision du Comité.

142. Le Président a passé en revue l'oeuvre du Comité et donné des précisions sur les principales tâches accomplies au cours de l'année écoulée et sur les décisions essentielles du Comité. Il a mentionné les trois missions de coordination industrielle, la réunion d'experts de la sidérurgie en Afrique de l'ouest qui a eu lieu à Monrovia, l'importante conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest qui doit se tenir à Bamako (Mali) en 1964, les travaux préparatoires de la conférence industrielle africaine qui aura lieu en 1965 et le colloque mondial sur l'industrialisation prévu pour 1966, les arrangements prévoyant la présentation périodique et systématique par les pays de rapports sur les problèmes industriels, et une recommandation visant la convocation d'une conférence africaine de la sidérurgie. Le Président a rappelé

4/ Progrès de la réforme agraire : troisième rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente : 63.IV.2).

l'oeuvre accomplie dans le domaine des transports, en insistant sur les études en cours au niveau sous-régional et les réunions prévues sur les transports intérieurs, sur la décision d'ajouter le transport maritime au programme et la recommandation visant la convocation d'une conférence panafricaine des transports aériens avant la fin de 1964. Il a également rappelé le travail fait ou prévu dans le domaine de l'énergie et des ressources naturelles, en mentionnant en particulier la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique tenue à Nairobi, la réunion africaine sur l'énergie électrique tenue à Addis-Abéba, les nouveaux travaux en cours sur les ressources minérales et hydrauliques, y compris l'organisation d'une conférence sur la législation minière en 1965, et la conférence sur le pétrole et le gaz naturel en préparation pour 1965. Les participants ont hautement apprécié les travaux du Comité et notamment la contribution de son président.

143. Le rapport du Comité a été examiné en premier lieu. Les rapports sur les trois missions de coordination industrielle, ainsi que les questions de télécommunications et de transport aérien ont fait l'objet de débats séparés.

144. Une discussion approfondie du rapport du Comité a permis de dégager les points suivants :

a) L'importance de la coordination industrielle et d'une action rapide en vue de sa réalisation pratique a été unanimement reconnue. La plupart des pays ont estimé qu'il était rationnel d'aborder cette coordination sous l'angle sous-régional; toutefois, il a été admis que les sous-régions ne doivent pas devenir des cercles fermés et que, dans le cas de certaines industries, il faut étudier les possibilités d'une coordination régionale;

b) Certains représentants de pays dotés d'importantes ressources en minerai de fer ont demandé que l'étude portant sur un programme africain de sidérurgie soit élargi en l'étendant à l'analyse des possibilités de leur propre pays dans ce domaine. Un représentant a remarqué que dans un cas particulier son pays a effectué des études de rentabilité en la matière et a décidé de passer à la construction dans les prochains mois;

c) Il a été convenu d'inscrire au programme de travail des études sur l'expansion de l'industrie de l'aluminium en Afrique, à côté des études sur d'autres métaux non ferreux;

d) On a fortement souligné l'importance de la conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest qui doit avoir lieu à Bamako, et à l'échelon le plus élevé, sur la convocation du Secrétaire exécutif de la Commission agissant conjointement avec l'Organisation de l'unité africaine, l'Union africaine et malgache de coopération économique et les pays qui ont été associés aux efforts d'avant-garde du Gouvernement du Niger dans le domaine de la coordination industrielle;

e) Il a été convenu que, s'il est essentiel d'implanter de grandes industries sur la base d'une coopération sous-régionale et, le cas échéant, régionale, il importe aussi, dans le même esprit, d'établir de petites et moyennes industries, particulièrement celles qui utilisent des matières premières

agricoles (y compris le bois), dont la production remplacerait des produits importés. A cet égard, on a souligné les relations entre le développement agricole et le développement industriel, du fait que l'expansion de la production agricole augmente le pouvoir d'achat et provoque l'accroissement des débouchés, notamment pour les petites et moyennes industries;

f) Il a été recommandé, compte tenu des activités de la Commission dans le domaine de la coordination économique, de créer une quatrième sous-région qui comprendrait le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo (Brazzaville), le Congo (Léopoldville), le Gabon et le Tchad;

g) On a souligné l'importance de la planification industrielle dans le cadre de la planification intégrale du développement et un pays qui a déjà fait des progrès considérables dans ce domaine a offert de mettre son expérience à la disposition des autres;

h) L'accent a été mis de nouveau sur la recherche et la formation pour l'industrie ainsi que sur l'importance que revêtent la création d'institutions appropriées et la formation de personnel africain;

i) Au cours de la discussion sur l'énergie et les ressources naturelles, on s'est félicité de voir inscrite au programme de travail une étude des problèmes posés par la lutte contre le trafic illicite des diamants. L'opportunité d'une étude sur l'utilisation de l'énergie solaire a également été reconnue et la création d'un institut expérimental suggérée; un projet de résolution sur ce sujet présenté par le Comité économique a été adopté à l'unanimité [résolution 113 (VI); voir troisième partie du présent rapport];

j) Dans le débat sur les transports, on a souligné que la nouvelle présentation du programme de travail sur les transports était due à l'initiative du Comité, comme il ressort des paragraphes 28 et 29 de son rapport. Il a été convenu que les transports doivent être étudiés à la fois dans une optique sous-régionale et régionale et, à cet égard, le travail accompli pour la création de nouvelles liaisons transsahariennes a été noté avec satisfaction. Il a été convenu que les aspects administratifs des transports et l'étude du développement du matériel de transport, par exemple camions et bateaux, devaient être inclus dans le programme. Trois projets de résolution présentés par le Comité économique ont été adoptés à l'unanimité. Le premier portait sur la nécessité de développer les routes internationales afin de combler les solutions de continuité existant entre les réseaux routiers de pays voisins [résolution 103 (VI), voir troisième partie du présent rapport]. Le deuxième concernait l'opportunité d'une liaison transsaharienne [résolution 114 (VI); voir troisième partie du présent rapport]. Le troisième demandait la convocation d'une réunion pour la mise au point d'un accord stable sur la normalisation des frets maritimes [résolution 101 (VI); voir troisième partie du présent rapport]. Il a été décidé, d'autre part, que les activités en matière de tourisme devraient entrer dans le cadre de la résolution 995 (XXXVI) adoptée par le Conseil économique et social à la suite de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux.

145. Le rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1) a été adopté.

146. Le représentant du secrétariat a présenté les rapports des missions de coordination industrielle en Afrique de l'ouest, en Afrique de l'est et du centre, et en Afrique du nord (E/CN.14/246 et Corr.1, E/CN.14/247 et Corr.1 et E/CN.14/248 et Corr.1 respectivement). Il a rappelé que ces missions avaient surtout à déterminer les possibilités de créer de grandes industries réclamant des marchés plus étendus que ceux que la plupart des pays africains peuvent offrir et à étudier les problèmes correspondants. Deux de ces rapports abordent aussi la question des petites et moyennes industries mais étant donné le temps limité dont ces missions disposaient dans chaque pays, elles n'ont pas tenté de faire des enquêtes industrielles systématiques. Dans les conclusions, l'accent est mis surtout sur les mesures propres à donner suite à ces rapports, dont le caractère est essentiellement préliminaire, et des indications ont été données sur ce qui est déjà en cours dans ce sens.

147. Les rapports ont été examinés successivement.

148. Lors des débats consacrés au rapport sur l'Afrique de l'ouest, les points suivants ont été mis en lumière :

a) L'accord a été unanime quant à l'importance d'une étude coordonnée des problèmes du développement industriel en Afrique de l'ouest, par l'application des principes de la spécialisation, de la répartition du travail et des économies d'échelles;

b) Des représentants ont appelé l'attention sur un certain nombre d'erreurs de fait, en particulier dans les données présentées en matière de ressources minérales disponibles;

c) A propos du complexe de produits chimiques et d'engrais, plusieurs représentants ont signalé d'autres solutions possibles;

d) Il a été reconnu qu'à l'occasion des nouveaux travaux requis, en prévision tout d'abord de la conférence de Bamako (voir par. 144, alin. d, plus haut), il conviendrait de tenir compte davantage des intentions des pays telles qu'elles sont précisées dans les plans de développement. A ce propos, on a indiqué qu'il serait bon d'essayer plus systématiquement d'indiquer, de préférence par des tableaux, la structure actuelle des industries et les besoins et perspectives industriels futurs, en ajoutant notamment des précisions sur l'évolution probable des coûts;

e) Il conviendrait d'approfondir davantage l'analyse des critères gouvernant le choix des emplacements des établissements industriels et la stratégie du développement industriel; les critères d'autonomie industrielle maximale en ce qui concerne les matières premières et de rentabilité maximale intégrée dans l'espace économique rationnel de chaque industrie ont été retenus;

f) Quelques pays ont critiqué la division en "sous-sous-régions" indiquée dans le rapport;

g) Plusieurs délégations ont souligné qu'il serait bon que certains pays côtiers ne créent pas d'industries à partir des matières premières qui ne seraient pas produites chez eux mais proviendraient des pays de l'hinterland où il est rationnel que ces industries soient implantées conformément aux critères de spécialisation internationale et de rentabilité. Tel est le cas des industries liées à l'élevage et aux cultures industrielles;

h) Il a été proposé qu'à un stade ultérieur des travaux, des conférences réunissant les directeurs d'industries et les directeurs des plans soient organisées et que des experts gouvernementaux des pays de la sous-région soient associés par des missions de courte durée à l'étude et à la solution des problèmes de coordination du développement;

i) Certains représentants ont fait observer que la mission ne s'était pas rendue dans leurs pays et que ceux-ci souhaitent que la Commission organise de telles visites. En attendant, ils ont été dans l'obligation de réserver leur opinion sur les suggestions énoncées dans le rapport.

149. Le secrétariat a été prié d'accélérer les études complémentaires de détail qu'il a entreprises sur de grands secteurs industriels (sidérurgie, produits chimiques et engrais, textiles, ciment et traitement des produits alimentaires). Il a été invité aussi à préparer un nouveau document soumettant des propositions au sujet de la coordination industrielle en Afrique de l'ouest, présentant, le cas échéant, les diverses solutions possibles, et accompagné de cartes.

150. Les principales observations faites lors des débats consacrés au rapport de la mission en Afrique de l'est et du centre sont les suivantes :

a) Comme dans le cas de l'Afrique de l'ouest, l'accord a été unanime quant à l'importance d'une étude coordonnée des problèmes du développement industriel. Les participants ont reconnu, dans l'ensemble, que les propositions formulées offraient une base satisfaisante pour une étude et des initiatives ultérieures;

b) Certains pays qui n'ont pas été visités ont indiqué qu'ils souhaitaient recevoir des missions. Il a été admis que les conclusions du rapport devaient être considérées comme préliminaires; elles sont appelées à subir des modifications notables quand on aura examiné en détail les possibilités des pays non encore visités;

c) Les participants ont noté qu'une conférence de ministres serait convoquée à Lusaka à la fin de 1964 ou au début de 1965, après que les autres pays de la sous-région auront été visités, pour examiner non seulement les problèmes de la coordination industrielle mais aussi des sujets connexes, tels que les transports, l'énergie, le commerce extérieur et les moyens d'harmoniser les plans de développement; ils ont noté également que le secrétariat mène activement des travaux complémentaires pour la préparation de cette conférence;

d) Certains pays ont appelé l'attention sur un certain nombre d'erreurs de fait;

e) On a signalé que certains pays avaient à faire face à des difficultés en matière d'emploi et qu'il convenait donc d'envisager une répartition entre industries très capitalisées et industries utilisant beaucoup de main-d'oeuvre;

f) En abordant les problèmes de la coordination industrielle, il y a lieu de tenir compte de problèmes politiques car, d'un pays à l'autre, les doctrines, les conceptions du rôle de l'Etat et les méthodes de financement sont différentes. A ce propos, on a insisté sur la nécessité de chercher à définir une doctrine commune;

g) On a insisté en outre sur la nécessité d'inventaires plus complets des ressources, en prévision d'un examen détaillé de la coordination industrielle;

h) Dans l'étape suivante, il faudrait donner plus d'importance à une évaluation détaillée des projets industriels en vue d'aider les pays à jouer leur rôle dans un ensemble sous-régional coordonné.

151. On a signalé que le rapport concernant l'Afrique du nord avait été examiné à l'occasion d'une réunion des pays intéressés; ceux-ci se sont mis d'accord sur un programme détaillé concernant la suite à donner au rapport, et qui vise à provoquer des négociations sur la coordination industrielle.

152. Le représentant du Secrétariat a présenté un rapport sur l'établissement d'un réseau africain de télécommunications (E/CN.14/249 et Corr.1). Les participants se sont félicités des dispositions prises en commun par l'UIT et la Commission et ils ont accepté la méthode élaborée. Un projet de résolution approuvant les mesures prises et demandant au Secrétaire exécutif d'en poursuivre l'exécution a été adopté à l'unanimité /résolution 106 (VI); voir troisième partie du présent rapport/. Parmi les observations faites au cours des débats, on a indiqué qu'il conviendrait d'examiner le plan de la Nigéria sur les télécommunications, dont certains éléments pourraient compléter le programme CEA/UIT. De même, on a suggéré que le programme CEA/UIT comprenne une étude des tarifs applicables et des centraux, et qu'il indique les lieux où l'on envisage de stocker le matériel et comment on pourrait acheminer rapidement les pièces de rechange vers les appareils installés en des lieux isolés. On a soulevé la question des servitudes particulières aux réseaux radio HF (hyperfréquence), mais on a admis généralement qu'en raison du caractère provisoire du programme, ces servitudes ne présentaient pas une grande importance.

153. On a mentionné le plan de l'Union africaine et malgache des postes et télécommunications (UAMPT), qui à l'origine ne concernait que les pays de langue française; les pays membres de l'UAMPT ont maintenant accepté les principes du plan de la Nigéria et du programme CEA/UIT. La Commission, conjointement avec l'UIT, s'efforcera d'agir progressivement dans le sens de l'intégration de tous les réseaux africains de télécommunications. Cette opération par étapes est indispensable, car le programme a déjà fait l'objet d'investissements importants. De même, il a été suggéré d'intégrer d'autres installations existant en Afrique.

154. Les participants ont signalé que les délais de livraison du matériel de télécommunications étaient très longs et ils ont indiqué que l'organe mixte CEA/UIT rendrait de grands services à tous les pays africains s'il pouvait obtenir que le matériel soit livré rapidement. La formation du personnel revêt une importance extrême; l'UIT et la Commission ont été invitées à intensifier le programme de formation.

155. Enfin, les représentants ont suggéré que la Commission et l'UIT étudient conjointement et en détail les problèmes que poserait le réseau africain intégré qui est envisagé, pour présenter ensuite des recommandations à l'Organisation de l'unité africaine.

156. Le représentant de l'Organisation de l'aviation civile internationale a ouvert le débat sur les transports aériens en présentant le rapport sur les activités à entreprendre en collaboration avec l'OIT en vue du développement des transports aériens en Afrique (E/CN.14/250 et Corr. 1 et 2). On a souligné qu'une étude préliminaire des problèmes de transport aérien en Afrique est entreprise conjointement par l'OACI et le secrétariat, à partir de renseignements rassemblés au cours de visites faites dans certains pays, et qu'elle pourra être communiquée aux gouvernements d'ici juillet 1964. L'OACI organise périodiquement des conférences techniques régionales; une conférence régionale pour l'Afrique aura lieu à Rome à la fin de 1964. Les participants ont reconnu qu'il y aurait lieu d'organiser, comme l'a proposé le Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports, une conférence régionale portant sur les aspects économiques du transport aérien, qui devrait être distincte de la conférence technique de l'OACI mais reliée à elle dans le temps. On a noté que cette conférence sur les aspects économiques du transport aérien sera probablement organisée à Addis-Abéba en novembre 1964, sous les auspices communs de l'OACI et de la Commission.

Habitat, bâtiment et aménagement

157. Le représentant du secrétariat a présenté le rapport d'activité sur les travaux de la Commission en matière d'habitat, de bâtiment et d'aménagement (E/CN.14/251). Au cours du débat qui a suivi les représentants ont mentionné les aspects connexes du problème du logement dans les pays africains en voie de développement. On a particulièrement insisté sur la nécessité de définir les objectifs des politiques nationales en matière de logement et d'élaborer des programmes de logement à court et à long terme destinés à satisfaire les besoins urgents correspondant à un accroissement démographique rapide, en particulier dans les grands centres urbains. On a donné des exemples des efforts accomplis par les pays africains pour contribuer à la solution du problème du logement en mentionnant spécialement la mise à la disposition des populations à faible revenu d'habitations adéquates. D'autres exemples ont été cités concernant la construction d'habitations temporaires destinées à répondre aux besoins particulièrement urgents des ouvriers dans les zones urbaines. Les problèmes soulevés par la création de nouvelles zones industrielles ont été évoqués, notamment celui qui consiste à fournir dans ce cadre des logements satisfaisants

et les services connexes. Divers représentants ont signalé la pénurie de ressources financières suffisantes pour répondre aux besoins en matière de logement et insisté sur la nécessité de développer les ressources intérieures - notamment par l'épargne, la création de systèmes d'assurance et l'organisation de coopératives - tout en ayant recours aux apports financiers extérieurs. La Commission a admis le rôle indispensable des gouvernements et des administrations locales pour la fourniture de logements et des services connexes, spécialement dans le cas des populations à faible revenu.

158. Le problème crucial que posent le développement de la production des matériaux locaux et le remplacement des matériaux et éléments de construction actuellement importés a été souligné par plusieurs représentants. Le secrétariat a été prié de consacrer une plus grande attention à cette question dans le cadre de la politique générale de la Commission qui vise à promouvoir un développement industriel coordonné en Afrique.

159. On a souligné aussi le caractère spécifique des logements traditionnels construits par la population africaine et l'opportunité d'améliorer ces logements sans trop désorganiser les structures sociales et culturelles existantes. Etant admis que les logements urbains pourraient recevoir la priorité dans les années à venir, il ne faut cependant pas perdre de vue la question de l'amélioration des conditions de logement en milieu rural.

160. On a souligné également le rôle important que la Commission pourrait jouer en fournissant aux gouvernements africains une assistance directe dans les domaines techniques et économiques relatifs au logement, au bâtiment et à l'aménagement. Sans minimiser l'intérêt d'études générales et spécialisées on a fait valoir que le secrétariat devrait se préoccuper davantage de donner satisfaction aux demandes gouvernementales d'assistance sur des points pratiques intéressant un pays ou plusieurs pays qui rencontrent des problèmes communs et les abordent par une méthode commune.

161. Les représentants de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation mondiale de la santé ont participé aux débats et ont confirmé l'intérêt que leurs organisations portent aux problèmes de l'habitat. Le représentant de l'OMS a, en particulier, mentionné l'intention de son organisation de procéder à la nomination d'un ingénieur de l'hygiène du milieu qui sera associé aux travaux de la Section de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement du secrétariat. L'observateur de la Confédération internationale des syndicats libres a mentionné le programme lancé par son organisation afin d'encourager les coopératives immobilières dans les zones urbaines et l'assistance aux populations rurales pour l'amélioration de leurs conditions de logement.

162. La Commission a pris note du rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification du Conseil économique et social sur sa deuxième session 5/ et de la note de couverture préparée par la Direction des

5/ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément No 12.

affaires sociales des Nations Unies, qui fait ressortir les points particulièrement intéressants pour la Commission économique pour l'Afrique.

Etudes

163. Dans son exposé introductif, le représentant du secrétariat a rendu compte à la Commission de l'état d'avancement de l'Etude sur la situation économique en Afrique et des travaux à terminer.

164. Il a été décidé que le secrétariat devrait être invité à intensifier les efforts qu'il consacre à ce projet particulier en vue de publier le plus tôt possible une étude complète et approfondie.

Commerce extérieur

165. Le représentant du secrétariat a présenté le rapport sur la deuxième session du Comité permanent du commerce (E/CN.14/253), ainsi qu'une note sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/CN.14/279). Le Comité a adopté le rapport sur la deuxième session du Comité permanent du commerce. Les débats se sont concentrés principalement sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Toutes les délégations ont reconnu l'importance décisive de cette conférence et rappelé à cet égard la résolution 79 (V) de la Commission.

166. La Commission a formulé une fois de plus l'avis que les gouvernements africains doivent participer à la Conférence avec un objectif commun et le ferme propos de coordonner leurs diverses politiques. A cet égard, elle a rappelé la résolution 1897 (XVIII) de l'Assemblée générale, où se trouve incorporée la déclaration commune des pays en voie de développement, adoptée lors de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence, ainsi que la résolution ECOS/12/RES/1(I) de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine, qui souligne l'importance que présente la poursuite d'une politique africaine commune à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

167. En vue de l'élaboration d'une politique coordonnée des pays africains qui participeront à cette conférence, le Secrétaire exécutif a été prié de fournir de plus amples renseignements et des services d'experts. La Commission a également souligné la valeur des services qui pourraient être offerts par le personnel supérieur du secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine.

168. Un projet de résolution a été présenté par l'Algérie, le Gabon, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Maroc, la Nigéria, la République arabe unie, le Soudan, le Tanganyika et Zanzibar. Aux termes de ce projet, la Commission exprimait sa conviction de l'importance unique que présente la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de la nécessité d'instaurer, dans son cadre, une politique africaine concertée. Le projet a été adopté à l'unanimité [résolution 97 (VI); voir troisième partie du présent rapport].

169. La Commission a également examiné la contribution des échanges commerciaux à l'expansion économique, en insistant sur la nécessité de mobiliser des capitaux intérieurs. Elle a noté avec regret que dans les secteurs du commerce et de l'industrie, les économies africaines continuaient à être soumises dans une large mesure à un contrôle étranger. Les représentants se sont accordés à reconnaître que si l'on veut que les bénéfices à attendre de l'industrialisation reviennent aux peuples africains, il convient de prendre d'urgence des mesures concrètes pour créer des banques locales et d'autres établissements commerciaux, afin de faciliter la participation effective des Africains au commerce de gros et de détail. A cet égard, la Commission a adopté à l'unanimité un projet de résolution présenté en commun par le Ghana, le Kenya, le Libéria, la Libye, le Mali et la Nigéria [résolution 98 (VI); voir troisième partie du présent rapport].

Administration publique

170. Le représentant du secrétariat a abordé le sujet de l'administration publique en mentionnant le rapport sur les activités consacrées à l'administration publique (E/CN.14/254) et la partie du programme de travail et de l'ordre de priorité pour 1964-1965 relative à ce sujet (E/CN.14/267). Il a indiqué que, du fait qu'elle est de création récente, la Division de l'administration publique ne s'est pas manifestée en Afrique avec la même vigueur que les autres divisions. Il a défini brièvement le rôle de la Division, qui est de contribuer à l'efficacité de l'appareil administratif par le renforcement de la fonction publique, l'amélioration des moyens de formation et la rationalisation des pratiques et méthodes administratives.

171. Plusieurs délégations ont insisté sur la nécessité d'une administration publique rationnelle pour l'établissement et l'exécution efficace des plans et programmes de développement économique et social. Elles se sont aussi félicitées que le programme relatif à l'administration publique soit bien adapté à son objectif, qui est l'amélioration de l'appareil administratif; elles ont également exprimé leur conviction que l'influence de ce programme se fera progressivement sentir.

172. De plus, elles ont souligné l'intérêt qu'elles portent à la prochaine conférence africaine des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration (Addis-Abéba, 18-29 mai 1964).

173. Les représentants ont mis l'accent sur la nécessité d'intensifier la recherche et les études comparées appliquées aux questions d'administration publique, ce qui permettra à l'avenir de mieux comprendre les problèmes qui se poseront.

174. Les participants ont formulé d'autres suggestions dont le secrétariat a pris note pour les incorporer dans son programme d'action future.

Statistiques

175. En présentant cette question, le représentant du secrétariat a précisé que les travaux dans le domaine de la statistique pour les années 1961-1963 ont été examinés par la troisième Conférence des statisticiens africains tenue à Addis-Abéba en octobre 1963. Les décisions de la Conférence figurent dans son rapport (E/CN.14/255). Une partie de ces travaux avait déjà été examinée par le Comité I de la Commission lors de la cinquième session. Pour ces raisons, le représentant du secrétariat a présenté à part les éléments nouveaux disponibles en déclarant que l'objectif essentiel du secrétariat est de favoriser le développement des travaux statistiques dans la région. Il cherche à atteindre cet objectif par les moyens suivants : formation de statisticiens, travaux de recherche et fourniture d'une assistance directe aux gouvernements.

176. Un rapport distinct (E/CN.14/256), résumant les progrès des services de formation dans les centres nationaux et internationaux de formation de statisticiens en Afrique auxquels les Nations Unies prêtent leur concours ou accordent leur patronage a été présenté à la Commission. Les buts, les méthodes et le champ de la recherche dont s'occupe le secrétariat ont été précisés. Les diverses formes de l'assistance apportée aux gouvernements par des membres du secrétariat ou des conseillers régionaux ont été décrites. Le secrétariat a rendu compte également de ses autres activités permanentes, qui comprennent l'exploitation et la publication de statistiques africaines, la diffusion et l'échange de renseignements et la coordination de travaux statistiques à l'échelon régional et sous-régional.

177. Les participants ont loué les efforts accomplis dans le domaine de la statistique tels qu'ils sont décrits dans le rapport présenté à la Commission. Ils ont considéré que le secrétariat avait atteint une haute qualité dans ses travaux et fourni une aide notable à leurs pays pour le développement des statistiques.

178. Il a été noté que le développement rapide des services nationaux de statistique était en grande partie causé par des demandes croissantes concernant la planification et qu'il avait fallu recourir à des arrangements spéciaux, notamment à une assistance de source multilatérale ou bilatérale. Il est urgent de réformer les méthodes et de coordonner les travaux en vue d'établir de nouveaux programmes statistiques d'ensemble. On a estimé en particulier que l'importance accrue donnée à la planification imposera de nouveaux efforts aux statisticiens pour la prévision des besoins futurs probables en statistiques.

179. On a mentionné le programme de formation de statisticiens, qu'il faut encore considérer comme la partie des activités qui requiert la plus haute priorité. L'offre de personnel statistique à tous les niveaux est encore limitée et on n'a pas résolu le problème que pose la défection de statisticiens qualifiés qui sont attirés vers d'autres branches d'activité. En général, les participants ont considéré que les cours de formation existants sont satisfaisants, mais que la coordination et l'assistance des Nations Unies restera nécessaire pour tous les projets de formation. On a souligné que la formation devra, particulièrement aux niveaux les plus bas, être essentiellement pratique.

180. Deux demandes spécifiques ont été faites en ce qui concerne l'extension des moyens de formation pour cadres moyens. La première concerne l'établissement d'un centre qui desservirait les pays de l'Afrique de l'est et dont le besoin a été constaté par la troisième Conférence des statisticiens africains. On a l'espoir que ce centre s'ouvrira en 1964 et les participants ont insisté pour que des mesures soient prises en vue d'assurer l'exécution de ce projet dans les délais prévus. L'autre demande concerne le Centre international de formation de statisticiens à Yaoundé qui, initialement prévu pour satisfaire les besoins de l'Afrique équatoriale en personnel d'exécution des cadres moyens, se voit adresser des demandes d'admission par certains pays de l'Afrique de l'ouest. Les participants ont demandé que les ressources nécessaires soient mises à la disposition de ce centre dans les plus brefs délais pour lui permettre de faire face aux exigences nouvelles résultant de la création ou du développement d'un cours d'adjoints techniques recommandé par la troisième Conférence des statisticiens africains.

181. Les relations existant entre la statistique et la planification ont été examinées et de nombreux représentants ont souligné la nécessité d'une coordination entre ces deux branches d'activité nationale.

182. La troisième Conférence des statisticiens africains a discuté assez longuement des relations qui existent entre la statistique et la planification et ce sujet est l'un des points importants du programme de travail de la Commission pour l'avenir. Le secrétariat a préparé un document de travail détaillé qu'un groupe de statisticiens et de planificateurs examinera au début de 1965. Plusieurs représentants ont souligné l'importance de ce groupe de travail. On a fait valoir également que les travaux de la conférence de planificateurs africains envisagée devront être étroitement coordonnés avec ceux de la Conférence des statisticiens africains.

183. La situation de l'agriculture dans le contexte général des rapports entre les statistiques et la planification a été évoquée spécialement à cause de l'importance de l'agriculture dans l'ensemble du développement. Une étude des facteurs de production propres à promouvoir une agriculture plus efficace a été jugée importante. En particulier, il faudra étudier la formation de capital dans l'agriculture de subsistance. Les statistiques de la main-d'oeuvre et de la production agricoles sont d'importants indicateurs des progrès; les enquêtes sur la consommation alimentaire et les évaluations du revenu par habitant sont utiles pour mesurer le développement social.

184. Il a été suggéré que la Commission institue un comité spécial des statistiques agricoles qui comprendrait des statisticiens, des économistes et d'autres responsables de la coordination des travaux de planification. Cette mesure est jugée nécessaire pour utiliser dans de bonnes conditions les statistiques agricoles aux fins de la planification et pour intégrer rationnellement le développement agricole dans le développement général des économies nationales.

185. Pour établir, à l'avenir, des relations satisfaisantes entre statisticiens et planificateurs, il a été jugé nécessaire de donner aux planificateurs une certaine formation statistique. A cet effet, il conviendrait de faire une large place aux statistiques dans les cours de l'Institut africain de développement économique et de planification à Dakar et dans ceux des instituts de formation démographique créés par les Nations Unies.

186. Divers autres sujets ont été examinés, parmi lesquels la nécessité pour les services nationaux de statistique d'être couverts par des dispositions législatives concernant le rassemblement, l'exploitation et la publication des statistiques. Les enquêtés, et particulièrement les entreprises commerciales, doivent avoir l'assurance du secret pour prêter leur entier concours.

187. Plusieurs représentants ont parlé des statistiques du commerce extérieur et particulièrement de l'exactitude des chiffres relatifs aux échanges passant par les frontières terrestres. On a estimé qu'il s'agissait là d'un domaine dans lequel la Commission pourrait aider à mettre au point de meilleures méthodes. Quelques pays hésitent à choisir entre la Classification type pour le commerce international révisée 6/ des Nations Unies ou la Nomenclature douanière de Bruxelles adoptée en 1955 par le Conseil de coopération douanière 7/. Il a été souligné que si le choix est fonction des circonstances particulières, la conversion de l'une de ces classifications à l'autre est facile. Un projet de résolution a été adopté à l'unanimité, recommandant l'adoption de la Nomenclature douanière de Bruxelles et priant le Secrétaire exécutif de convoquer un groupe d'études pour l'uniformisation des nomenclatures douanières [résolution 107 (VI); voir troisième partie du présent rapport].

188. A propos des statistiques du commerce extérieur, on a mentionné aussi la nécessité de disposer de renseignements valables sur les possibilités de commercialisation.

189. On a fait remarquer que les travaux de l'atelier mécanographique du secrétariat, en ce qui concerne l'analyse des statistiques du commerce extérieur africain, seraient prochainement transférés à New York, ce qui réduira grandement les travaux d'exploitation des données du secrétariat. Le matériel mécanographique conventionnel ne convient pas pour l'exécution de nombreux travaux pour le compte des différents pays et on a suggéré de le remplacer par du matériel électronique qui permettrait au secrétariat de rendre des services beaucoup plus appréciables aux divers pays en ce qui concerne les opérations compliquées et les analyses spécialisées. Les représentants ont pensé que certains pays pourvus d'installations de traitement de l'information adéquates pourraient aider ceux de leurs voisins qui ont des séries d'opérations mécanographiques à faire avec un matériel limité.

190. La Commission a accepté à l'unanimité le rapport de la troisième Conférence des statisticiens africains.

Formation

191. Un document sur les activités de formation de la Commission a été présenté (E/CN.14/258 et Add.1). Après quelques remarques introductives du Président, le Secrétaire exécutif a déclaré que les problèmes de la formation avaient présenté certaines difficultés depuis la création de la Commission. Certains assistants de recherche africains qui font partie du secrétariat sont considérés comme des

6/ Publication des Nations Unies, No de vente : 61.XVII.6.

7/ Conseil de coopération douanière, Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers, Bruxelles, juillet 1955.

stagiaires, et des boursiers sont envoyés dans d'autres commissions économiques régionales pour faire des études similaires. Le Secrétaire exécutif a indiqué que la Section de la formation n'a pas pour but de dispenser un enseignement régulier mais essentiellement de s'occuper de la formation professionnelle et technique.

192. Afin de réunir une documentation sur les programmes de formation mis à la disposition des Africains, une circulaire a été adressée aux Etats membres et membres associés de la Commission pour leur demander des renseignements sur les facilités offertes; la même circulaire a été envoyée aux fondations et aux institutions bilatérales et multilatérales. L'on récapitule actuellement la documentation parvenue au secrétariat dans un manuel qui sera l'inventaire des facilités de formation offertes aux Africains. Le Secrétaire exécutif a souligné qu'il importait de soumettre immédiatement les demandes de bourses ou de renseignements sans attendre la parution du manuel. Il a également demandé que l'on indique à la Section de la formation à quelle date et à quelles institutions ces demandes avaient été adressées, afin d'éviter une dispersion d'efforts.

193. Des mesures seront prises pour tirer parti aussi complètement que possible des facilités disponibles. A cette fin, les Etats membres et membres associés de la Commission sont instamment priés de communiquer les noms de leurs candidats au secrétariat.

194. Le Secrétaire exécutif a demandé avec insistance que chaque Etat membre et membre associé désigne un correspondant national dont le nom sera communiqué au secrétariat et qui assurera la liaison avec la Section de la formation.

195. La Commission a apprécié l'initiative du secrétariat dans le domaine de la formation. Les délégations ont accepté les suggestions du Secrétaire exécutif et ont confirmé qu'elles feraient des démarches immédiates auprès de leurs gouvernements respectifs.

196. Il a été suggéré qu'il faudrait se préoccuper de la formation des géomètres et des ingénieurs des ponts et chaussées.

197. En réponse à une intervention faite au sujet de la qualité et des niveaux des institutions de formation en Afrique, le Secrétaire exécutif a noté que la plupart des institutions africaines sont établies sur le modèle de celles des anciennes métropoles et que l'admission dans certaines d'entre elles est souvent plus difficile que dans les établissements extra-africains similaires. Il a déclaré qu'il faut faire confiance aux institutions africaines, d'autant plus que certaines délégations ont souligné que leurs ressortissants formés à l'étrangers, de retour dans leur pays, éprouvaient souvent des difficultés de réadaptation.

198. Le programme et les efforts de l'Organisation internationale du Travail dans le domaine de la formation professionnelle ont été soulignés; on a attiré l'attention de la Commission sur le Centre international de formation professionnelle et technique pour les pays en voie de développement qui s'est ouvert à Turin, en Italie.

199. On a souligné que les institutions existantes au Mali, à savoir le centre zootechnique, le laboratoire central vétérinaire et l'école vétérinaire devraient être promues au rang d'institut d'élevage afin de leur permettre de jouer pleinement le rôle d'établissements interafricains.

200. On a demandé des précisions sur le temps nécessaire pour former les agents de la fonction publique. Le Secrétaire exécutif a fait observer qu'il s'agissait non seulement de former des fonctionnaires mais aussi des travailleurs à tous les niveaux. Il a fait état des besoins en cadres moyens sans lesquels les cadres supérieurs perdent toute efficacité. Quant au temps nécessaire pour former des travailleurs, il dépend de la spécialité à acquérir et des aptitudes individuelles.

Coordination des plans

201. Le représentant du secrétariat a ouvert le débat en présentant brièvement l'étude sur la coordination des plans de développement en Afrique (E/CN.14/239, partie B) qui a été préparée conformément à la résolution 80 (V) de la Commission. Cette étude fait le point de la situation politique, sociale et économique en Afrique. Elle signale que près de 20 pays africains ont une population de moins de 2,5 millions d'habitants, une production annuelle qui ne dépasse guère 250 millions de dollars et une formation de capital qui atteint seulement 25 à 30 millions de dollars par an, c'est-à-dire un montant à peine suffisant pour l'installation d'une seule usine moderne de capacité moyenne. Les marchés intérieurs restreints de ces pays ne sont pas assez importants pour absorber la production d'une telle usine, à supposer qu'il soit possible de la construire.

202. Reconnaître cette réalité, c'est admettre l'importance fondamentale d'une coopération économique s'étendant à toute l'Afrique. Cette coopération permettrait d'élargir le marché, de mettre les ressources en commun et d'utiliser dans les conditions les plus économiques les richesses naturelles de chacun des pays. Elle ouvre donc des perspectives économiques absolument nouvelles. Elle permet de viser des objectifs plus élevés et d'accélérer le rythme de l'évolution économique.

203. Une coopération de cette sorte entre les pays implique une coordination très poussée des plans nationaux de développement. Le dernier chapitre de l'étude du secrétariat donne une liste des divers secteurs où la coordination du développement peut être immédiatement entreprise et les lignes directrices principales à suivre en matière d'organisation pour réaliser cette coordination.

204. Au cours de la brève discussion qui a suivi, les représentants ont souscrit aux principales conceptions adoptées par le secrétariat à ce sujet. On a souligné que la nécessité d'une coopération économique était reconnue partout. Il n'en découle pas cependant qu'il suffira simplement d'organiser quelques conférences pour que soient renversés les obstacles qui se dressent dans la voie d'une coopération concrète. On a cité des exemples de désintégration d'institutions coopératives dans divers pays, à l'est et à l'ouest de l'Afrique en

particulier, pour montrer que les difficultés politiques et administratives sont redoutables. Il importe donc de s'attacher particulièrement à la création d'un mécanisme approprié qui aiderait à surmonter ces obstacles.

205. Au cours du débat, on a signalé la nécessité impérieuse d'amorcer une action dans un domaine quel qu'il soit. On a indiqué qu'on pourrait éventuellement mettre en chantier divers projets multilatéraux. On ouvrirait ainsi la voie à l'harmonisation des politiques sur le plan technique.

Coordination des activités de la Commission et de l'Organisation de l'unité africaine

206. En ouvrant le débat, le représentant du secrétariat a rappelé que, dans sa résolution relative aux problèmes de la coopération économique, la Conférence au sommet des pays indépendants africains réunie à Addis-Abéba en mai 1963, a invité la Commission économique pour l'Afrique à apporter à la Commission économique et sociale (CES) de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) tout l'appui et tout le concours dont cette commission pourrait avoir besoin dans l'exécution de son mandat. Il a également attiré l'attention de la Commission sur une résolution adoptée par la CES lors de sa première session, tenue en décembre 1963, selon laquelle la CES est essentiellement un organe de décision et de haute administration, alors que la Commission économique pour l'Afrique se borne généralement à des fonctions techniques et consultatives; cette résolution prie les Etats membres de demander à la Commission de réserver tout particulièrement son attention, lors de sa sixième session, aux problèmes inscrits au programme de travail de la CES. De l'avis du secrétariat, cette division du travail permettrait aux deux organisations de coordonner et de soutenir mutuellement leurs activités. Le secrétariat a déjà préparé une certaine documentation à l'intention de l'OUA. Il a signalé, toutefois, que la Commission était tenue d'agir dans le cadre du mandat que le Conseil économique et social lui a assigné. Ce mandat impose évidemment des limites au rôle de la Commission mais aucun obstacle n'empêche d'appliquer le programme présentement envisagé par l'OUA. Le secrétariat tient à s'associer aux diverses activités économiques et sociales de l'OUA.

207. Au cours des débats, diverses méthodes ont été proposées pour assurer une coopération efficace. On a précisé que les deux organisations se proposaient l'une et l'autre comme objectif l'amélioration des niveaux de vie des populations africaines. Il est donc naturel et indispensable qu'elles collaborent étroitement. En outre, leurs activités sont complémentaires. A ce propos on a souligné que la question de la coordination et de la collaboration avec l'OUA intéressait non seulement la Commission économique pour l'Afrique mais toutes les institutions spécialisées des Nations Unies qui interviennent en Afrique dans les domaines économique et social.

208. En conclusion, il a été affirmé qu'il n'y avait pas incompatibilité entre les deux organisations, que seule se posait une question de répartition du travail et de spécialisation. Les possibilités de collaboration sont très étendues. La Commission économique pour l'Afrique a donc fait siennes les décisions

prises par la CES lors de sa première session et a prié le Secrétaire exécutif de continuer à collaborer étroitement avec l'OUA dans le domaine des questions économiques et sociales.

Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies

209. Le Secrétaire exécutif a présenté le rapport concernant l'application des décisions sur la décentralisation des activités économiques et sociales et le renforcement des commissions économiques régionales (E/CN.14/257), en signalant les progrès réalisés au cours de l'année écoulée. Pendant cette année, la Commission a joué un rôle considérablement plus grand dans la planification et l'exécution des projets régionaux. Des conseillers régionaux ont prêté leur concours aux gouvernements africains, sur la demande spécifique de ceux-ci, pour la formulation et l'évaluation de leurs programmes de développement. Le renforcement des effectifs du secrétariat a permis en outre d'élargir encore le programme régional. A ce propos, il a été rappelé que les demandes d'assistance devaient toujours être transmises par le canal des représentants résidents du Bureau de l'assistance technique, directeurs des programmes du Fonds spécial. Le secrétariat collabore actuellement avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège pour fournir aux gouvernements africains des conseils sur leurs besoins et leurs demandes d'assistance technique pour 1964-1966.

210. Après une courte discussion destinée à éclaircir certains problèmes, la Commission a pris note du rapport.

211. Un projet de résolution visant à reconnaître officiellement l'existence d'une quatrième sous-région comprenant les pays d'Afrique centrale a été présenté par le Cameroun, le Congo (Léopoldville), le Dahomey, le Gabon, le Sénégal et le Tchad, et adopté par la Commission [résolution 102 (VI); voir troisième partie du présent rapport]. Un autre projet de résolution confirmant la création du bureau sous-régional de Lusaka (Rhodésie du Nord), présenté par le Kenya, l'Ile Maurice, le Nyassaland, l'Ouganda, la Rhodésie du Nord, la Rhodésie du Sud, le Tanganyika et Zanzibar, a également été adopté par la Commission [résolution 104 (VI); voir troisième partie du présent rapport].

Situation des effectifs du secrétariat

212. Dans sa déclaration introductive, le Secrétaire exécutif a rendu compte dans les grandes lignes des progrès réalisés dans le domaine du recrutement du personnel au cours des quatre dernières années et dans celui de l'africanisation du secrétariat. Il a donné des précisions sur les mesures prises en vue d'engager un plus grand nombre de candidats africains et a signalé la difficulté d'obtenir la mise à sa disposition de personnes qualifiées. Le nombre des Africains au service du secrétariat est donc fonction de la mesure dans laquelle les gouvernements africains peuvent satisfaire les besoins nationaux. La préférence a été donnée à des Africains pour les postes vacants du secrétariat dans les cas où des candidats qualifiés étaient disponibles. Le Secrétaire exécutif a aussi insisté sur la difficulté de trouver suffisamment de personnel

pour les emplois autres que ceux d'administrateurs, il a adressé un appel pressant aux gouvernements membres pour qu'ils aident le secrétariat à trouver du personnel des services généraux aussi bien que des administrateurs.

213. Tous les représentants qui ont participé au débat ont insisté sur la nécessité d'une africanisation du secrétariat à tous les échelons; ils ont tenu à féliciter le Secrétaire exécutif des efforts qu'il déploie à cet égard. La difficulté de trouver des candidats qualifiés et expérimentés a été reconnue. Cependant, le désir d'une africanisation aussi rapide que possible, qui conférerait au secrétariat de la Commission un caractère véritablement africain, est manifeste. Pour accélérer ce processus, on pourrait notamment recourir davantage à la formation professionnelle, soit au sein du secrétariat, soit au moyen de bourses d'études. Simultanément on a fait observer qu'une politique d'africanisation n'exclut pas le recrutement, dans les intérêts mêmes de l'Afrique, d'un pourcentage de fonctionnaires compétents venus d'autres parties du monde. Il a été question, à ce propos, de la possibilité d'un roulement des membres du personnel entre les commissions économiques régionales.

214. En approuvant la politique de recrutement du Secrétaire exécutif, les participants ont exprimé l'espoir que ses efforts en vue de recruter des Africains pour le secrétariat continueraient à être couronnés de succès pendant l'année à venir.

INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION

(Point 6 de l'ordre du jour)

215. La discussion a été ouverte par M. B. M. Strasser King (Sierra Leone), président du Comité permanent d'orientation de l'Institut africain de développement économique et de planification dont les travaux sont décrits dans le compte rendu des travaux du Comité (E/CN.14/287).

216. Le Président du Comité permanent d'orientation a rappelé que tous les membres du Comité, à l'exception de la Somalie et de l'Ouganda, ont pris part à ses travaux; on a noté également la présence de délégués de la Nigéria en qualité d'observateurs et celle de consultants des pays suivants : Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Pologne, Union soviétique, ainsi que celle d'observateurs de la République fédérale d'Allemagne, d'Israël et de l'Organisation africaine et malgache de coopération économique. Le secrétariat a été assisté par une délégation du Fonds spécial. (E/CN.14/287).

217. Le Comité a étudié successivement un rapport sur les statuts de l'Institut (E/CN.14/275) et des rapports sur la situation de l'Institut (E/CN.14/259), sur les activités de l'Institut depuis la dernière réunion du Comité permanent d'orientation tenue au Caire du 1er au 6 juin 1963 (E/CN.14/284) et sur l'application de la résolution 72 (V) relative au financement de l'Institut (E/CN.14/286).

218. Le secrétariat a mentionné oralement quelques rectifications, la plupart portant sur la forme, qui ont été apportées par le Comité aux documents E/CN.14/275, E/CN.14/284 et E/CN.14/287 à la suite de sa dernière séance, tenue le 26 février 1964.

219. Au cours du débat qui a suivi, des délégations ont rappelé l'intérêt qu'elles portent à l'Institut. Il a été annoncé que le Gouvernement espagnol ferait un don de 5 000 dollars des Etats-Unis à l'Institut.

220. Le représentant du Royaume-Uni a fait connaître que son gouvernement était disposé à accorder aux stagiaires quelques bourses dans les instituts spécialisés du Royaume-Uni et que le British Council s'efforçait de trouver des professeurs pour donner des cours d'été à l'Institut. Il a ensuite annoncé, de la part de son gouvernement, un don de livres à l'Institut pour une valeur de 750 livres sterling.

221. Les délégations ont déclaré qu'elles fondaient de grands espoirs sur la Conférence des planificateurs africains et exprimé le vœu que cette conférence élise un conseil d'administration dont les membres seraient choisis exclusivement sur la base de leur compétence et non en fonction de considérations politiques. Un projet de résolution présenté par le Cameroun, le Congo (Léopoldville), le Dahomey, le Gabon, la Haute-Volta, le Mali, le Niger, la Nigéria, la République arabe unie, le Sénégal, le Sierra Leone, le Tchad, le Togo et la Tunisie, a été adopté par la Commission [résolution 105 (VI); voir troisième partie du présent rapport/].

222. Les participants ont souhaité qu'une partie des professeurs en visite viennent d'Etats africains. Il pourrait s'agir de hauts fonctionnaires responsables du développement économique et de la planification.

223. La délégation du Gouvernement hôte de l'Institut a rappelé la ferme volonté de celui-ci de tenir ses engagements et déclaré qu'elle espère le plein succès de l'Institut.

224. Deux projets de résolution présentés par la délégation de l'Ethiopie et concernant respectivement les statuts de l'Institut et le financement de l'Institut ont été adoptés à l'unanimité par la Commission [résolution 93 (VI) et 92 (VI); voir troisième partie du présent rapport/].

225. Le Secrétaire exécutif de la Commission a remercié tout spécialement les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies pour le soutien constant qu'ils ont apporté à l'Institut, en particulier le Fonds spécial qui contribue d'une façon prépondérante au financement de l'Institut. Il a exprimé sa gratitude aux gouvernements non africains pour leur contribution généreuse et désintéressée.

226. Il a marqué sa conviction que les engagements pris par les Etats africains au sein de l'OUA à propos de l'Institut valent également au sein de la Commission puisqu'ils visent le même organisme. Le secrétariat invitera directement les Etats à verser leur part au budget de l'Institut conformément à la résolution 72 (V).

227. Enfin, le Secrétaire exécutif a exprimé l'espoir que des candidatures lui seront transmises par les Etats pour le cours de neuf mois, les cours d'été et le cycle d'études de 1964.

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

(Point 7 de l'ordre du jour)

228. Les débats sur la Banque africaine de développement ont été ouverts par le Secrétaire exécutif adjoint qui a présenté le rapport sur la Banque (E/CN.14/260). Il a signalé qu'au 31 décembre 1963, 30 Etats membres ont signé l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, et que jusqu'à présent, 13 d'entre eux l'ont ratifié; six pays ont effectué le premier versement de leur souscription au capital de la Banque. Il a signalé en outre que trois autres gouvernements ont été autorisés par leur parlement à ratifier l'Accord et que six autres Etats ont présenté cette demande à leur parlement; la Banque commencera à fonctionner lors du dépôt des instruments de ratification par au moins 12 gouvernements signataires dont les souscriptions initiales doivent représenter 65 p. 100 au moins du capital autorisé de la Banque, qui a été fixé à 211 millions de dollars des Etats-Unis. Le Secrétaire exécutif adjoint a rendu hommage au Comité des Neuf qui a été chargé des travaux préparatoires à l'établissement de la Banque en vertu de la résolution 52 (IV) de la Commission. Il a informé les représentants que le Comité s'est déjà réuni deux fois et que la troisième session doit avoir lieu à Tunis du 16 au 21 mars 1964; les pays qui auront ratifié l'Accord dans l'intervalle seront invités à y participer.

229. Au cours des débats qui ont suivi cet exposé, de nombreux représentants ont félicité le secrétariat de ses travaux relatifs à la Banque et se sont déclarés satisfaits des résultats obtenus. D'autres représentants se sont associés à ces éloges et ont formulé l'espoir que la décision sur le siège de la Banque ne se ferait pas attendre trop longtemps; d'après eux, l'essentiel est de concentrer tous les efforts sur ces travaux et de faire en sorte que la Banque puisse entreprendre toutes ses activités le plus tôt possible. Certaines délégations souhaitent attirer l'attention de la Commission sur le rôle que la Banque pourrait jouer dans le financement d'expositions consacrées au développement en Afrique et ont exprimé l'espoir que la Banque sera exempte de toute pression politique intérieure ou extérieure, que son action ne se substituera pas aux accords bilatéraux et qu'elle pourra peut-être devenir un centre de coordination des programmes de développement et un centre de coopération monétaire.

230. En résumant les débats, le Secrétaire exécutif adjoint a donné une liste des gouvernements qui s'étaient engagés à apporter leur assistance à la Banque. Il a exprimé sa gratitude aux représentants de ces gouvernements pour leur aide et leurs encouragements, ainsi qu'à tous ceux qui ont réclamé une ratification rapide de l'Accord. Il a également remercié les membres du Comité des Neuf de leur dévouement, de leur compétence et de la coopération qu'ils ont apportée au secrétariat.

231. Un projet de résolution, demandant aux gouvernements signataires de hâter la ratification de l'Accord, exprimant la gratitude de la Commission au Comité

des Neuf et invitant les pays membres à verser leurs contributions, a été présenté par le Cameroun, l'Ethiopie, la Guinée, le Libéria, le Mali, la Nigéria, le Soudan, le Tanganyika et la Tunisie. Il a été adopté par la Commission /résolution 96 (VI); voir troisième partie du présent rapport7.

LA COOPERATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE

(Point 8 de l'ordre du jour)

232. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie d'un document sur les progrès en direction d'un marché commun africain (E/CN.14/261 et Corr.1) et du rapport du Groupe d'experts sur une union africaine des paiements (E/CN.14/262). Ouvrant le débat sur la question d'un marché commun africain, le représentant du secrétariat a signalé aux participants que des réunions sous-régionales pourraient être organisées pour mettre au point des mesures concrètes à l'effet de stimuler les échanges intra-africains.

233. Dans son exposé d'introduction relatif à une éventuelle union africaine des paiements, le représentant du secrétariat a rappelé la résolution 87 (V) de la Commission qui priait le Secrétaire exécutif de présenter à la Commission lors de sa septième session, un rapport sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre les pays africains. Il s'est félicité de pouvoir annoncer qu'en application de cette résolution, la Commission était saisie d'un rapport établi par un groupe d'experts sur ce sujet. Le secrétariat désirerait maintenant que le mandat qui lui a été confié par la résolution 87 (V) soit élargi. La méthode de travail du secrétariat dans ce domaine consiste à procéder avec prudence et pas à pas, en veillant à obtenir des gouvernements africains les consultations les plus complètes de façon que chaque nouvelle initiative ait l'appui de tous. Un appel a été adressé aux gouvernements africains pour qu'ils aident le secrétariat en lui communiquant tous les renseignements pertinents.

234. Considérant que la mise sur pied d'institutions monétaires communes doit être liée au progrès accomplis dans l'harmonisation des plans de développement nationaux et dans la libération des échanges dans le cadre d'un marché commun africain, les participants ont décidé d'examiner simultanément les points de l'ordre du jour concernant le marché commun et l'union des paiements. Il est ressorti des délibérations que les délégations sont dans l'ensemble satisfaites des travaux effectués par le secrétariat dans ce domaine. Les principaux points mentionnés au cours de la discussion ont été les suivants :

a) Les pays africains devraient tout mettre en oeuvre pour accélérer l'intégration économique de la région. Toutefois, à moins d'accomplir les progrès économiques indispensables et de réussir à rendre leurs économies complémentaires, ils ne peuvent pas espérer réaliser l'intégration régionale de leurs économies;

b) Les obstacles nés de la diversité des régimes commerciaux et de paiements, des liens politiques et économiques avec d'autres continents, de l'insuffisance des moyens de transport et des différences des usages administratifs et des législations, pourraient être surmontés dans le cadre d'un marché commun

africain. La solution des problèmes pratiques ne pourra intervenir qu'au moment où ces problèmes surgiront. Les trois conditions essentielles à la création d'un marché commun (volonté politique, nécessité économique et existence d'un personnel qualifié) se trouvent toutes remplies en Afrique;

c) La création d'un marché commun africain est un objectif admis par tous. Ce qui reste à déterminer, c'est le moyen d'y parvenir. Un certain nombre de méthodes ont été proposées. On a généralement reconnu que des études détaillées seraient nécessaires, qui mettraient à profit l'expérience des autres régions en voie de développement. On a mentionné particulièrement l'expérience des pays latino-américains. Il faudrait prendre des mesures immédiates pour traduire dans la réalité l'idée du marché commun africain, afin d'éviter la croissance d'industries nationales repliées sur elles-mêmes et l'affermissement des droits acquis étrangers. On a considéré que le facteur temps avait une extrême importance dans le mouvement vers l'unité économique de l'Afrique. Un projet de résolution présenté par la Haute-Volta, et appuyé par le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, le Ghana, Madagascar, la Mauritanie, le Niger, la Nigéria, le Sénégal, le Tchad et le Togo a été adopté par acclamation [résolution 100 (VI)]; voir troisième partie du présent rapport/;

d) Tous les participants ont montré qu'ils avaient conscience des obstacles à l'expansion des échanges commerciaux intra-africains provenant des différences entre les régimes monétaires. Ils ont généralement admis qu'il serait indispensable d'instituer un mécanisme pour la solution des problèmes de paiements; le Secrétaire exécutif a été félicité de la diligence avec laquelle il a entrepris l'étude demandée à la cinquième session sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements. On a souligné qu'il était nécessaire de maintenir les arrangements en vigueur avec les principaux pays commerçants et avec les places financières. A ce propos, on a signalé que la participation du Fonds monétaire international à toute entreprise concernant la coopération monétaire africaine était indispensable. Les problèmes monétaires de la région ne peuvent être étudiés que dans le cadre du système international des paiements. Un projet de résolution présenté par la Haute-Volta, et appuyé par le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, la Guinée, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo, a été adopté par acclamation [résolution 95 (VI)]; voir troisième partie du présent rapport/.

ASSISTANCE INTERNATIONALE A L'AFRIQUE

(Point 9 de l'ordre du jour)

235. A propos de ce point, le secrétariat avait saisi la Commission de documents sur les sujets suivants : assistance technique aux pays de la région au titre du programme ordinaire et du Programme élargi (E/CN.14/265), activités au titre du Programme alimentaire mondial (E/CN.14/266), activités d'assistance technique de l'Organisation de l'aviation civile internationale en Afrique (E/CN.14/273), assistance économique internationale à l'Afrique (E/CN.14/280).

236. Le Commissaire à l'assistance technique a résumé les activités d'assistance technique des Nations Unies en Afrique, telles qu'elles sont décrites dans le

document E/CN.14/L.187. Les représentants de plusieurs institutions spécialisées sont intervenus ensuite pour exposer le rôle et les activités de leurs organisations respectives dans la région. Le représentant du Bureau de l'assistance technique a présenté le document E/CN.14/265 donnant un résumé des programmes de toutes les institutions des Nations Unies en Afrique.

237. Au cours du débat qui a suivi, on a fortement souligné l'importance de l'assistance technique internationale et de l'aide économique internationale pour le développement économique et social de l'Afrique.

238. L'opportunité d'augmenter le nombre des bourses et de développer les autres formes d'assistance technique qui contribuent à la création d'un corps d'experts africains a été particulièrement mise en évidence.

239. Certaines délégations ont fait valoir qu'il faudrait de préférence recruter les experts de l'assistance technique dans les pays dont les problèmes sont, dans une certaine mesure, semblables à ceux de l'Afrique, sans négliger la possibilité d'engager des experts africains. Il fallait tenir compte en particulier de la qualité des experts et de leur connaissance des conditions africaines; de leur côté, les gouvernements devaient définir clairement les missions et les programmes de travail de chaque expert.

240. La nécessité d'une meilleure coordination des diverses formes d'assistance technique et des activités des organisations internationales dans ce domaine en particulier a été largement reconnue.

241. Un projet de résolution présenté par le Ghana et le Mali et appelant l'attention sur l'importance, pour les pays africains, du Programme alimentaire mondial, a été adopté par la Commission [résolution 99 (VI), voir troisième partie du présent rapport].

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE

(Point 10 de l'ordre du jour)

242. Les discussions et décisions relatives au programme de travail font l'objet de la cinquième partie du présent rapport.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION

(Point 11 de l'ordre du jour)

243. La Commission a examiné une proposition du Secrétaire exécutif à l'effet de tenir désormais les sessions plénières à intervalles de deux ans. Elle a noté que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pourrait prendre des décisions qui auraient une incidence sur les travaux de la Commission, que la création de la Banque africaine de développement pourrait avoir des répercussions sur les travaux de la Commission, que les travaux relatifs à un marché commun africain et à une union africaine des paiements pourraient aussi

appeler des décisions de la Commission à bref délai, et qu'enfin la création récente de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pourrait rendre nécessaires certaines mesures en vue de coordonner les activités de cette organisation et celles de la Commission. Pour ces raisons, la Commission a décidé de tenir sa septième session en 1965. Rappelant une décision provisoire prise à sa cinquième session (E/3727/Rev.1, par. 301), elle a unanimement décidé d'accepter l'invitation du Kenya de tenir sa septième session à Nairobi.

244. On a fait état des articles du règlement intérieur relatifs au lieu des sessions de la Commission. Il a été rappelé qu'elles doivent se tenir normalement au siège et, exceptionnellement, dans d'autres capitales, sur l'invitation des Etats membres. Il a été décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la septième session.

ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA SESSION

(Point 12 de l'ordre du jour)

245. A sa 113ème séance (séance de clôture), la Commission a adopté six projets de résolution. Les trois premiers ont trait, respectivement, à la politique sociale et au développement [résolution 109 (VI); voir troisième partie du présent rapport], à la formation professionnelle [résolution 110 (VI); voir troisième partie du présent rapport] et à la place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans nationaux de développement [résolution 111 (VI); voir troisième partie du présent rapport]. Le quatrième projet de résolution exprime les félicitations de la Commission au Secrétaire exécutif et au secrétariat [résolution 120 (VI); voir troisième partie du présent rapport], le cinquième projet de résolution adresse des félicitations aux membres du Bureau de la sixième session [résolution 121 (VI); voir troisième partie du présent rapport], et le sixième projet de résolution remercie S. M. I. Haile Selassie Ier, le Gouvernement et le peuple éthiopiens pour leur aide et leur hospitalité [résolution 122 (VI); voir troisième partie du présent rapport].

246. Après avoir pris note de certains amendements à apporter à ces textes, la Commission a adopté le rapport sur ses travaux en séance plénière, le rapport du Comité économique et le rapport du Comité social; à cette occasion, elle a fait siennes les résolutions qui avaient été adoptées par ces comités. Ces rapports regroupés constituent le texte du présent rapport.

247. Le Président, le Secrétaire exécutif et le représentant spécial du Secrétaire général ont prononcé de brèves allocutions de clôture. Le Président a rendu un hommage particulier au Secrétaire exécutif pour l'initiative qu'il a prise d'orienter les travaux du secrétariat durant les cinq prochaines années vers la transformation de la structure des économies africaines en vue d'élever le niveau de vie des populations. Il s'est félicité de l'esprit de coopération dont les délégations ont fait preuve, du vif intérêt manifesté par le représentant spécial du Secrétaire général et de la contribution des institutions spécialisées et des programmes d'aide bilatérale.

248. Le Président a déclaré que la sixième session s'était déroulée sous le signe d'une coopération qui est la preuve de la maturité de la Commission, dans des domaines aussi variés que la politique commerciale, la décentralisation sous-régionale, les transports, l'enseignement et la formation, les problèmes alimentaires et agricoles, la création d'une banque régionale. La session a donné mandat au Secrétaire exécutif de poursuivre la noble tâche de la Commission.

TROISIEME PARTIE

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA SIXIEME SESSION

92 (VI). Financement de l'Institut africain de développement économique et de planification

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 72 (V) du 26 février 1963, par laquelle elle demandait instamment aux Etats membres de s'engager à verser, à titre de contrepartie, des contributions en espèces à concurrence de 1,5 million de dollars,

Notant que le Conseil d'administration du Fonds spécial a décidé d'attribuer au total 3 561 700 dollars à l'Institut, sous réserve du versement des contributions de contrepartie précitées,

Notant avec satisfaction les engagements notifiés jusqu'à présent qui correspondent à près de la moitié du total requis 8/,

1. Fait appel à tous les gouvernements qui ne se sont pas encore engagés à verser la somme spécifiée dans la résolution 72 (V), pour qu'ils le fassent avant le 30 avril 1964;

2. Souligne que l'exécution du projet qui sera financé par le Fonds spécial ne peut commencer que lorsque des versements initiaux correspondant au cinquième du montant visé par les engagements auront été reçus;

3. Prie instamment tous les gouvernements de faire en sorte que leurs versements initiaux soient effectués le 15 juin 1964 au plus tard, pour que la mise en oeuvre de l'ensemble du projet puisse commencer aussi rapidement que possible après cette date;

4. Rappelle aux gouvernements l'obligation qui leur incombe, en vertu du paragraphe 5 du dispositif de la résolution 72 (V), de prendre en charge le financement des bourses des stagiaires qu'ils enverront à l'Institut ou, sinon, de faire en sorte que les fonds nécessaires à cet effet puissent être fournis au titre des programmes d'assistance technique des Nations Unies ou d'autres programmes.

109ème séance,
27 février 1964.

8/ Voir E/CN.14/286.

93 (VI). Statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification

Partie A

La Commission économique pour l'Afrique,

Conformément à la résolution 58 (IV) du 1er mars 1962 par laquelle elle a décidé de créer l'Institut africain de développement économique et de planification,

Ayant examiné le rapport contenant les recommandations du groupe d'experts désigné par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/128), le rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/275) et le rapport du Comité permanent d'orientation de l'Institut (E/CN.14/287),

1. Approuve les statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification, tels qu'ils sont consignés dans la partie B ci-après;

2. Félicite le Comité permanent d'orientation créé aux termes de la résolution 58 (IV) pour son travail constructif;

3. Renouvelle le mandat du Comité, qui prendra fin lors de la constitution du Conseil d'administration prévu à l'article IV des statuts;

4. Invite la Conférence des planificateurs africains à se réunir le plus tôt possible et, lors de cette première réunion, à élire les membres du Conseil d'administration de l'Institut,

Partie B

Article premier

Objectifs et attributions de l'Institut

1. L'Institut a pour principal objectif la formation de spécialistes et de cadres supérieurs des services et institutions gouvernementaux responsables du développement économique et de la planification. Cette oeuvre de formation sera étayée et complétée par des travaux de recherche appropriés et l'Institut fournira aux pays africains qui en feront la demande des services consultatifs limités en matière de planification économique.

Les attributions de l'Institut sont les suivantes :

- a) Organiser chaque année, à Dakar, un cours ordinaire d'une durée de neuf mois destiné, principalement, à des fonctionnaires supérieurs choisis faisant partie de services gouvernementaux responsables de la planification du développement et, subsidiairement, à des fonctionnaires récemment entrés dans les cadres et appelés à assumer ultérieurement de telles responsabilités; ces candidats devront réunir les conditions d'admission qui seront fixées par le Conseil d'administration en conformité de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article IV ci-après;

- b) Organiser des cours d'introduction aux problèmes et méthodes de planification, d'une durée de deux à trois mois. Ces cours, destinés aux cadres supérieurs d'un pays ou d'un groupe de pays donné, seront organisés à la demande des gouvernements intéressés;
- c) Organiser dans différents Etats africains, en coopération avec les institutions spécialisées intéressées, des cours de courte durée sur des domaines spécialisés du développement et sur la planification des divers secteurs de l'économie;
- d) Organiser des cycles d'études de courte durée pour hauts fonctionnaires, en vue de favoriser la coopération entre les services nationaux de planification et l'Institut;
- e) Entreprendre des travaux de recherche en vue de préparer le matériel d'enseignement destiné aux différents cours et une documentation à diffuser dans toute la région à l'intention des services économiques et des spécialistes de la recherche;
- f) Fournir des services consultatifs à la demande des gouvernements et dans la mesure où le programme de formation le permet.

Article II

Emplacement de l'Institut

1. L'Institut a son siège à Dakar (Sénégal) avec un institut sous-régional au Caire (République arabe unie) et tous autres instituts sous-régionaux qui seraient créés.
2. Le gouvernement hôte fournira les locaux, installations et services nécessaires au bon fonctionnement de l'Institut, en accord avec l'Organisation des Nations Unies.

Article III

Régime juridique et organisation de l'Institut

L'Institut est un établissement autonome, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique, composé d'un Conseil d'administration, d'un Conseil consultatif des études et de la recherche, d'un directeur et du personnel.

Article IV

Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration comprend les membres suivants :
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, président de droit;
 - b) Un représentant du Gouvernement sénégalais;

- c) Sept membres élus par la Conférence des planificateurs africains en raison de leur compétence et de leur expérience dans des domaines du ressort de l'Institut et qui doivent être les ressortissants de sept pays africains différents, membres ou membres associés de la Commission économique pour l'Afrique. Ils sont élus pour trois ans et rééligibles. En attendant l'élection des membres du Conseil d'administration à la première Conférence des planificateurs africains, les fonctions du Conseil seront exercées par le Comité permanent d'orientation;
- d) Le Directeur de l'Institut est membre de droit du Conseil d'administration, participe sans droit de vote à ses délibérations et fait office de secrétaire du Conseil.

2. Exception faite du premier groupe de membres, les membres sont élus pour trois ans et rééligibles.

3. Le premier groupe de sept membres sera élu de la façon suivante : deux membres seront élus pour un an, deux pour deux ans et trois pour trois ans. A l'expiration du mandat respectif de ces sept membres, les nouveaux membres que la Conférence élira auront un mandat normal de trois ans.

4. Le Conseil d'administration :

- a) Formule les principes généraux et les politiques du fonctionnement de l'Institut, y compris les conditions générales d'admission;
- b) Examine et approuve les programmes de travail et le budget s'y rapportant;
- c) Présente à chaque session de la Commission un rapport annuel sur les travaux de l'Institut.

5. Le Conseil d'administration se réunit une fois par an; il peut se réunir en session extraordinaire à la demande du Président ou de trois de ses membres. Il adopte son règlement intérieur.

6. Le Conseil d'administration envisagera le plus tôt possible des méthodes de financement de l'Institut qui assurent la continuité une fois que l'aide du Fonds spécial aura pris fin, et soumettra des propositions à la Commission, au plus tard avant la fin de la troisième année de fonctionnement de l'Institut.

Article V

Le Directeur

1. Le Directeur de l'Institut est nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies après consultation du Conseil d'administration.

2. Le Directeur a la responsabilité générale de l'organisation, de la direction et de l'administration de l'Institut; il doit notamment, en conformité de la politique générale arrêtée par le Conseil d'administration :

- a) Soumettre au Conseil d'administration les programmes et le budget de l'Institut;
- b) Exécuter les programmes et effectuer les dépenses prévues au budget;
- c) Présenter chaque année au Conseil d'administration un rapport sur l'activité de l'Institut et un état des dépenses;
- d) Choisir et nommer le personnel de l'Institut, en consultation avec le Président du Conseil d'administration;
- e) Procéder, en consultation avec le Président du Conseil d'administration, à la sélection des boursiers qui suivront les programmes de formation, compte tenu des conditions générales d'admission établies par le Conseil d'administration;
- f) Conclure avec d'autres organismes nationaux et internationaux les arrangements nécessaires en vue de l'utilisation des services de l'Institut, étant entendu que les arrangements avec les organismes nationaux seront conclus avec l'assentiment des gouvernements intéressés;
- g) Coordonner les travaux de l'Institut avec ceux de la Commission et d'organismes internationaux similaires, régionaux et bilatéraux, existants ou à créer;
- h) Convoquer les réunions du Conseil d'administration, y assister et faire office de secrétaire du Conseil d'administration.

Article VI

Conseil consultatif des études et de la recherche

1. Le Conseil consultatif des études et de la recherche comprend : le Directeur de l'Institut et trois professeurs principaux choisis par lui; un représentant de la Commission économique pour l'Europe; un représentant de chacune des institutions spécialisées des Nations Unies intéressées; et tous autres représentants invités à participer à ses travaux.
2. Le Conseil intervient à titre consultatif et technique dans l'élaboration des programmes d'études et de recherche de l'Institut.
3. Le Conseil est convoqué par le Directeur de l'Institut; il se réunit au moins une fois par an.

Article VII

Coopération du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique

L'Institut et le secrétariat de la Commission coopèrent étroitement à l'exécution des tâches incombant à l'Institut.

Article VIII

Coopération avec les institutions spécialisées

Dans l'exercice de ses attributions, l'Institut coopère avec les institutions spécialisées, dans les limites de leurs domaines de compétence respectifs.

Article IX

Ressources et règles de gestion financière de l'Institut

1. L'Institut est alimenté par des contributions du Fonds spécial des Nations Unies et des gouvernements participants. Il peut recevoir d'autres ressources de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, d'organisations et institutions gouvernementales, de gouvernements et d'organisations non gouvernementales. Dans chaque cas d'offre de contribution supplémentaire de ce genre, l'acceptation par l'Institut est donnée par décision du Président du Conseil d'administration, en consultation avec le Directeur de l'Institut, compte tenu des dispositions pertinentes des règles de gestion financière de l'Institut. Le Président du Conseil d'administration fait rapport au Conseil le plus tôt possible.

2. Des règles de gestion financière de l'Institut seront élaborées et arrêtées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, après consultation du Conseil d'administration, par l'intermédiaire de son Président, et du Comité consultatif des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires.

109ème séance,
27 février 1964.

94 (VI). Admission de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain en qualité de membres associés

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant en considération la nécessité pour tous les pays et territoires africains de s'associer aux travaux de la Commission,

Rappelant sa résolution 68 (V) du 23 février 1963 qui recommandait au Conseil économique et social de reconsidérer sa décision concernant la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République sud-africaine,

Rappelant également la résolution 974 (XXXVI) du Conseil économique et social qui a :

- a) Exclu le Portugal de la Commission économique pour l'Afrique;
- b) Suspendu la République sud-africaine du droit de participer aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique jusqu'à ce que les conditions nécessaires à une coopération constructive aient été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays;

- c) Modifié le mandat de la Commission pour accorder expressément aux territoires non autonomes situés dans l'aire géographique définie au paragraphe 4 de ce mandat la qualité de membres associés de la Commission;

Prie le Secrétaire exécutif d'adresser des recommandations au Conseil économique et social sur les modalités d'une invitation aux représentants des territoires non autonomes de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain à l'effet d'assister aux sessions futures de la Commission à titre de membres associés et de faire rapport à la Commission lors de sa septième session sur les mesures prises conformément à la présente résolution.

111ème séance,
28 février 1964.

95 (VI). Union africaine des paiements

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 87 (V) du 2 mars 1963 relative à une étude sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre les pays africains,

Ayant pris note avec grand intérêt du rapport du Groupe d'experts sur une union africaine des paiements (E/CN.14/262) et du rapport du Pr Triffin 9/, dont elle a apprécié la haute qualité,

Constatant que ces documents passent en revue l'ensemble des possibilités d'évolution des institutions monétaires des Etats africains en vue de leur intégration finale dans une organisation unique selon un programme rationnellement synchronisé,

Considérant qu'une telle évolution doit :

- a) Aller de pair avec les progrès de l'intégration économique du continent africain et, en conséquence, être liée au progrès de l'harmonisation des autres secteurs, tels que les plans de développement et les régimes des échanges commerciaux dans le contexte d'un marché commun africain;
- b) Tenir compte de l'importance présente et de l'évolution future des relations économiques et financières entre les Etats africains et les autres parties du monde;

Déterminée à éviter la dispersion des moyens et les doubles emplois, notamment dans le rassemblement et l'exploitation des informations et la formation de personnel supérieur,

9/ "Les possibilités d'établir une union de compensation et des paiements en Afrique" (E/CN.14/STC/APU/R.I).

Tenant compte de l'adhésion de la presque totalité des pays africains au Fonds monétaire international et des obligations qui en découlent pour ces pays,

1. Félicite le Secrétaire exécutif de la diligence avec laquelle il a mené l'étude demandée par la résolution 87 (V), et du soin apporté dans ses recherches auprès des divers pays et dans le rassemblement des informations et statistiques dont il avait besoin pour établir les données essentielles du problème en partant de la situation particulière de chaque Etat;

2. Exprime le voeu que ceux des gouvernements qui n'ont pas encore répondu au Secrétaire exécutif, ou qui ne lui ont répondu qu'incomplètement, fournissent au Secrétariat de la Commission les renseignements détaillés qui leur ont été demandés;

3. Invite le Secrétaire exécutif à établir, sur la base des renseignements ainsi obtenus, un tableau complet et précis de leurs institutions monétaires, des difficultés éprouvées dans l'exécution de leurs règlements, entre eux et avec les pays tiers, et des moyens d'y remédier;

4. Demande au Secrétaire exécutif de communiquer le résumé de cette documentation aux Etats membres, en même temps que les résultats de l'enquête demandée par la résolution 30 (III) de la Commission en date du 16 février 1961;

5. Prie les gouvernements des Etats membres de prendre dès à présent en considération la proposition du Groupe d'experts, tendant à réunir périodiquement les hautes autorités monétaires des Etats africains;

6. Demande au Secrétaire exécutif de convoquer en 1964 une première réunion des autorités monétaires gouvernementales africaines afin de leur soumettre les études et conclusions résultant des travaux du secrétariat de la Commission, cette première réunion pouvant être précédée d'une réunion préparatoire d'experts mandatés par les gouvernements africains et par les organismes gouvernementaux et intergouvernementaux spécialisés dans les questions monétaires africaines;

7. Prie le Secrétaire exécutif de rechercher, avec la collaboration du Fonds monétaire international, les moyens de recueillir, d'exploiter et de diffuser toutes informations et études sur la situation économique et financière, tant internationale qu'africaine, susceptible d'apporter une contribution effective à la solution des problèmes africains en matière de paiements;

8. Souhaite que le Fonds monétaire international prenne spécialement en considération les besoins propres de ses membres africains, notamment dans le cadre de son programme de formation de personnel spécialisé dans les problèmes monétaires et financiers;

9. Demande au Secrétaire exécutif de procéder, dans le cadre des études sur l'harmonisation des programmes de développement et l'intensification des échanges intra-africains, à une étude des possibilités de surmonter les obstacles aux progrès dans ces domaines provenant de difficultés de paiement entre Etats africains, en prenant en considération les propositions contenues dans le rapport du Groupe d'experts (E/CN.14/262, par. 23 à 28) au sujet de la constitution d'une union de compensation.

111ème séance,
28 février 1964.

96 (VI). Banque africaine de développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Déterminée à hâter le développement économique et social de l'Afrique par une action concertée des Etats africains,

Considérant la nécessité d'accélérer l'établissement d'institutions qui, par leur nature et leurs fonctions, puissent servir à réaliser une coopération harmonieuse dans le domaine du financement du développement de la région,

Consciente de l'importance de rendre les économies des pays africains de plus en plus complémentaires afin de promouvoir un développement ordonné de leurs industries, en même temps qu'une expansion de leur commerce extérieur,

Reconnaissant que l'établissement de la Banque africaine de développement peut utilement servir ces fins,

Rappelant que la Conférence au sommet des pays indépendants africains, tenue en mai 1963 à Addis-Abéba, a exprimé le voeu que la Banque africaine de développement soit rapidement créée,

Ayant noté avec satisfaction que l'Accord portant création de la Banque africaine de développement a été adopté par la Conférence des Ministres des finances des pays d'Afrique, réunie en application de sa résolution 52 (IV) du 1er mars 1962, et est maintenant signé par trente pays sur les trente-trois pays qualifiés pour y adhérer,

Considérant le rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/260) sur les travaux du Comité des Neuf chargé de préparer l'établissement de la Banque,

1. Demande instamment à tous les gouvernements signataires de hâter la ratification de l'Accord et le dépôt des instruments de ratification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour que l'Accord entre en vigueur et que la Banque puisse, en conséquence, commencer ses opérations le plus rapidement possible;

2. Exprime sa gratitude au Comité des Neuf pour ses travaux, et au Secrétaire exécutif et à son secrétariat pour leur rôle actif et l'assistance apportée au Comité dans ses travaux préparatoires en vue de l'établissement rapide de la Banque;

3. Invite les Etats membres à verser leurs contributions déjà échues au Secrétaire exécutif pour les travaux préparatoires, conformément aux engagements pris lors de la Conférence des Ministres des finances.

111ème séance,
28 février 1964.

97 (VI). Conférence des Nations Unies sur le commerce
et le développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'extrême importance de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

S'inspirant des objectifs de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine,

Convaincue de la signification vitale, pour les pays en voie de développement, de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, sur la Décennie des Nations Unies pour le développement,

Consciente du rôle que les nations développées doivent jouer pour combler la distance entre régions développées et régions en voie de développement,

Rappelant sa résolution 79 (V) du 1er mars 1963, qui demande au Secrétaire exécutif d'aider à la préparation d'études relatives aux problèmes du commerce africain, et prenant note de la liste de suggestions et propositions contenues dans le document E/CN.14/279,

Réaffirmant la déclaration commune des pays en voie de développement faite à la deuxième session du Comité préparatoire et que l'Assemblée générale a acceptée dans sa résolution 1897 (XVIII), en date du 11 novembre 1963,

Réaffirmant également la résolution ECOS/12/RES/1 (I) adoptée par la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine lors de sa première session à Niamey (Niger), et qui recommande aux pays africains de rechercher ensemble une position commune à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Considérant que les autres régions ont pris des mesures pour coordonner et harmoniser leurs points de vue lors de la Conférence,

1. Fait appel à tous les pays développés afin qu'ils formulent leurs politiques commerciales et de développement en prenant dûment en considération les besoins des pays en voie de développement en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. Affirme la nécessité impérieuse pour les pays africains d'établir un comité de coordination composé des pays africains qui ont déjà participé aux travaux du Comité préparatoire et de tous autres Etats membres qui seraient cooptés par les délégations africaines;

3. Demande avec insistance aux pays africains d'autoriser leurs représentants à créer un tel comité;

4. Invite le secrétariat provisoire de l'Organisation de l'unité africaine à fournir les services nécessaires au comité de coordination;

5. Confère au Comité de coordination le mandat suivant :

- a) Coopérer avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en vue de préparer une atmosphère favorable à un examen constructif des relations commerciales internationales;
- b) Coordonner les positions des pays africains entre eux et avec les autres pays en voie de développement;
- c) Aider la Conférence à prendre des décisions concrètes qui feront progresser la réalisation des objectifs généraux de la Conférence et de la Décennie des Nations Unies pour le développement;

6. Prie le Secrétaire exécutif d'assister le comité de coordination en lui fournissant tous renseignements et services d'experts nécessaires pour atteindre les objectifs de la Conférence.

111ème séance,
28 février 1964.

98 (VI). Développement économique de l'Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement exposés dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, qui stipule en particulier que "les Etats Membres et leurs peuples intensifieront leurs efforts afin de susciter et de renforcer les appuis nécessaires aux mesures que doivent prendre les pays développés et les pays en voie de développement pour accélérer le progrès vers la croissance auto-entretenu de l'économie des divers pays et leur progrès social, de manière à parvenir dans chaque pays sous-développé à une augmentation sensible du taux de croissance",

Tenant compte du désir exprimé par les pays africains de voir créer un marché commun africain et des efforts déployés dans ce sens par le Secrétaire exécutif afin, notamment, de favoriser les échanges intra-africains,

Consciente de l'importance du commerce extérieur en tant que moyen de stimuler le développement économique, et de la nécessité d'encourager les Africains à se consacrer à cette entreprise, afin d'accumuler aussi rapidement que possible les capitaux nécessaires aux investissements dans leurs pays respectifs,

1. Prie tous ses membres et membres associés d'étudier d'urgence des mesures, y compris, le cas échéant, des dispositions législatives, destinées à garantir la pleine et entière participation des Africains au commerce de gros et de détail de leurs pays respectifs;

2. Décide que, pour faciliter la réalisation de cet objectif, les Etats membres et membres associés de la Commission devront, dans le plus court délai possible, créer dans leurs pays respectifs une chaîne de banques commerciales autochtones à l'effet d'accorder des crédits suffisants et d'apporter un encouragement aux Africains qui se livrent au commerce;

3. Demande aux gouvernements des Etats membres et membres associés de faire connaître au Secrétaire exécutif les résultats obtenus en application de la présente résolution et prie le Secrétaire exécutif de lui faire rapport à ce sujet lors de sa septième session.

111ème séance,
28 février 1964.

99 (VI). Programme alimentaire mondial

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du rapport sur le Programme alimentaire mondial (E/CN.14/266),

1. Accueille avec satisfaction ce Programme en tant que source supplémentaire d'assistance aux pays en voie de développement;

2. Constate avec satisfaction que plusieurs Etats africains se sont engagés à contribuer au Programme;

3. Constate en outre qu'un certain nombre de pays africains ont demandé et reçoivent, pour faciliter l'exécution de projets de développement économique et social, une aide alimentaire au titre du Programme qui contribue ainsi à la réalisation des objectifs d'expansion économique et sociale en Afrique;

4. Exprime sa satisfaction des progrès réalisés par le Programme;

5. Invite les Etats membres de la région africaine qui ne l'ont pas encore fait à se familiariser avec les procédures du Programme et à annoncer des contributions appropriées aussitôt que possible, de préférence avant le 30 juin 1964 et en tout cas le 30 juin 1965 au plus tard, étant donné que le Programme vient à expiration le 31 décembre 1965;

6. Souligne qu'il importe de faire en sorte qu'un tiers au moins des annonces de contributions soient faites en espèces, afin que le Programme bénéficie de la souplesse nécessaire;

7. Prie tous les pays membres qui ne l'ont pas encore fait de procéder d'urgence à l'examen de leurs plans de développement, afin d'identifier les projets où l'élément main-d'oeuvre est prédominant et dont l'exécution pourrait être facilitée par une aide alimentaire, et de présenter aussitôt que possible à l'examen du secrétariat du Programme des demandes afférentes à ces projets;

8. Exprime l'espoir que des considérations reposant sur les résultats de l'évaluation de l'expérience et des cinq études que doit entreprendre le Programme 10/ permettront de donner au Programme une base permanente et, dans cette éventualité, que la gamme des produits mis à la disposition du Programme sera étendue de manière à comprendre certains moyens de production tels que les engrais, qui aideraient à augmenter la production alimentaire dans la région et, partant, à réduire aussi rapidement que possible la dépendance à l'égard d'une aide alimentaire extérieure.

111ème séance,
28 février 1964.

100 (VI). Marché commun africain

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 86 (V) du 2 mars 1963 par laquelle elle prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre "des études intensives sur les principaux problèmes que pose la création d'un marché commun, en s'attachant particulièrement à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains",

Notant que le document de base sur la création d'un marché commun africain (E/CN.14/ST.20 et Add.1 et 2), présenté par le secrétariat au Comité permanent du commerce, n'est, selon les termes de son avant-propos "qu'une première et modeste réponse à cette résolution", et que ce même rapport constate en son paragraphe 97 que "les renseignements sur les restrictions quantitatives appliquées par les pays africains sont rares et difficiles à analyser",

Considérant que l'examen de ces restrictions, de leur raison d'être et des possibilités de les supprimer est une partie essentielle de l'étude sur les possibilités d'établir un marché commun africain,

Constatant que l'étude des possibilités et des méthodes d'harmonisation des plans de développement industriel en est encore à la phase préparatoire,

Notant que les rapports qui lui ont été présentés ne donnent pas un tableau complet des incidences de l'établissement d'un marché commun africain sur les ressources budgétaires des Etats africains, lesquelles sont actuellement constituées, pour une grande part, par les droits perçus sur les exportations et les importations,

1. Prend note avec satisfaction des travaux déjà accomplis par le Secrétaire exécutif et son personnel pour faciliter la création d'un marché commun;

2. Fait sien le programme d'action présenté dans le document E/CN.14/261 et Corr.1 en ce qui concerne le marché commun africain et les douanes et prie le Secrétaire exécutif de lui faire rapport lors de la septième session sur les progrès réalisés;

10/ Voir E/CN.14/266, p. 8.

3. Prie le Secrétaire exécutif de réserver particulièrement son attention aux questions suivantes :

- a) Restrictions quantitatives actuellement apportées au mouvement des marchandises entre Etats africains et possibilités de les supprimer;
- b) Possibilités de développer les échanges entre Etats africains par une répartition équitable des activités productrices, notamment des industries de transformation des ressources naturelles propres à chaque Etat;
- c) Moyens d'assurer une répartition équitable, entre les Etats africains, des prélèvements fiscaux sur les industries dont le marché commun africain élargirait les débouchés, afin de compenser les pertes éventuelles de recettes budgétaires subies par les Etats remplaçant des importations de provenance extra-africaine par des importations de produits africains;
- d) Progrès de la coopération monétaire entre Etats africains sur la base des résultats des réunions périodiques des hautes autorités monétaires africaines.

111ème séance,
28 février 1964.

101 (VI). Réunion pour la mise au point d'un accord stable sur la normalisation des taux de fret

La Commission économique pour l'Afrique,

Constatant avec inquiétude les taux de fret extrêmement élevés appliqués par la Conférence des compagnies de navigation de l'Afrique occidentale pour l'acheminement des exportations et des importations à destination et en provenance de pays extra-africains et pour le trafic de cabotage,

Considérant que les fluctuations fréquentes de ces frets privent de toute valeur pratique les plans de développement agricole, industriel et commercial,

Considérant d'autre part que ces taux de fret maritime arbitraires ont pour effet d'augmenter le prix de la vie en Afrique de l'ouest,

Notant avec une profonde appréhension que l'augmentation des taux de fret, imposée arbitrairement par la Conférence, est dommageable et dangereuse pour l'équilibre des économies nationales,

Désireuse de provoquer un changement radical pour remédier à cette situation,

Prie le Secrétaire exécutif de prêter ses bons offices pour convoquer d'urgence une réunion de toutes les parties intéressées, c'est-à-dire les compagnies de navigation et ceux qui utilisent leurs services, en vue de la

mise au point d'un accord stable et garanti sur la normalisation des taux de fret à des niveaux fixés équitablement par rapport aux taux similaires pratiqués dans d'autres parties du monde.

112ème séance,
29 février 1964.

102 (VI). Bureaux sous-régionaux

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1),

Considérant qu'en exécution de la résolution 64 (IV) de la Commission, en date du 3 mars 1962, le secrétariat a établi des bureaux sous-régionaux à Niamey, Tanger et Lusaka,

Considérant qu'il importe de reconnaître officiellement l'existence de la quatrième sous-région, dénommée sous-région de l'Afrique du centre,

1. Reconnaît l'existence de la sous-région de l'Afrique du centre;

2. Autorise le Secrétaire exécutif à déterminer, en accord avec les Etats intéressés et les organismes intergouvernementaux, les limites de cette sous-région pour prendre toutes mesures appropriées en vue du fonctionnement d'un bureau sous-régional et pour assurer une coopération effective entre la nouvelle sous-région et les autres sous-régions en ce qui concerne l'examen des problèmes communs.

112ème séance,
29 février 1964.

103 (VI), Routes internationales

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 60 (IV) du 2 mars 1962, les recommandations pertinentes de la Conférence des transports d'Afrique occidentale tenue en 1961 à Monrovia 11/ et le rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1),

Considérant le besoin vital de moyens de transport internationaux réguliers et sûrs pour soutenir le développement coordonné de l'industrie et du commerce extérieur,

11/ Voir le rapport de la Conférence (E/CN.14/147 et Corr.2).

Consciente de la nécessité de combler les solutions de continuité entre les réseaux routiers de pays limitrophes,

Convaincue que les gouvernements africains intéressés sont en mesure, sans grandes difficultés, de combler ces solutions de continuité, comme on l'a fait entre le Sierra Leone et le Libéria, le Libéria et la Côte-d'Ivoire, le Libéria et la Guinée;

1. Signale particulièrement à l'attention des gouvernements membres la nécessité :

- a) De construire des liaisons routières internationales dans le dessein d'établir des réseaux routiers sous-régionaux coordonnés;
- b) D'améliorer les liaisons routières existantes entre pays;
- c) D'uniformiser les normes minimales applicables aux routes;
- d) D'introduire la conduite à droite dans tous les pays, dans un délai déterminé;
- e) D'adapter la signalisation routière internationale dans les sous-régions, conformément à la Convention sur la circulation routière signée à Genève le 19 septembre 1949;

2. Prie le secrétariat d'aider les pays intéressés à préparer et exécuter les plans nécessaires.

112ème séance,
29 février 1964.

104 (VI). Bureau sous-régional de l'Afrique de l'est

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 64 (IV) du 3 mars 1962 relative à la création de bureaux sous-régionaux de la Commission,

Appuyant les mesures prises par le Secrétaire exécutif en vertu du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 64 (IV),

Décide de confirmer la création du bureau sous-régional de Lusaka (Rhodésie du Nord).

112ème séance,
29 février 1964.

105 (VI). Conférence des planificateurs africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Constatant que tous les Etats africains indépendants ont établi ou préparent des plans nationaux de développement,

Prenant note des travaux de recherche déjà effectués par le secrétariat ou en cours dans les domaines de l'analyse des plans nationaux de développement, notamment de leurs aspects économiques et sociaux, des projections et de la coordination des plans nationaux,

Notant avec satisfaction l'importance grandissante donnée à la formation et aux services consultatifs dans le domaine de la planification du développement,

Considérant sa résolution 93 (VI) du 27 février 1964 qui fixe les statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification,

Estimant que le moment est venu d'établir des contacts réguliers entre les planificateurs africains, aussi bien pour faciliter l'échange de renseignements sur les méthodes et les techniques que pour promouvoir la coordination des plans de développement,

1. Décide d'instituer une Conférence des planificateurs africains dotée du mandat suivant :

- a) Conseiller le Secrétaire exécutif et l'Institut africain de développement économique et de planification sur le programme de travail annuel et la recherche dans le domaine de la planification du développement économique et social, y compris les projections;
- b) Servir de centre pour l'échange de renseignements sur les méthodes et les techniques de la planification du développement;
- c) Promouvoir la coordination des plans de développement nationaux;

2. Prie la Conférence d'établir des relations de travail avec les services, les institutions et les universités travaillant dans ce domaine et en particulier avec l'Institut africain de développement économique et de planification;

3. Prie également la conférence de procéder à l'élection du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification conformément aux statuts de cet Institut, les représentants à la conférence étant spécialement habilités à cet effet par leurs gouvernements;

4. Recommande que les gouvernements soient invités par le Secrétaire exécutif à inclure dans leur délégation à la Conférence des planificateurs africains des représentants d'instituts ou de facultés d'universités travaillant dans ce domaine.

112ème séance,
29 février 1964.

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le débat qui a eu lieu à sa cinquième session au sujet de la nécessité de préparer un rapport sur l'établissement d'un réseau de télécommunications adéquat en Afrique,

Rappelant l'importance de l'établissement rapide de moyens de télécommunications adéquats pour favoriser le développement économique des pays africains,

1. Note avec satisfaction les mesures de coordination et de coopération qui ont été prises par la Commission et par l'Union internationale des télécommunications, et les travaux effectués par la Sous-Commission mixte du Plan pour l'Afrique (CCITT/CCIR) de l'UIT dans le cadre du plan de réseau mondial de télécommunications;

2. Note en outre le rapport sur l'établissement d'un réseau africain de télécommunications (E/CN.14/249 et Corr.1) qui expose les mesures prises jusqu'ici par la Commission dans ce domaine, énumère les problèmes posés et suggère des solutions pour l'immédiat ainsi que des solutions permanentes à long terme;

3. Demande au Secrétaire exécutif de poursuivre l'exécution des mesures prises jusqu'à présent en coopération avec l'Union internationale des télécommunications pour résoudre d'urgence les problèmes des télécommunications en Afrique et notamment :

- a) De prendre toutes les mesures appropriées, en consultation avec les pays membres et les pays donateurs éventuels, pour constituer le fonds commun de matériel envisagé dans le document E/CN.14/249;
- b) D'aider les Etats membres de la Commission pour l'utilisation coordonnée des diverses sources d'aide disponibles en matière de télécommunications afin de tirer rapidement de cette aide le maximum d'avantages;
- c) De négocier avec les institutions appropriées des Nations Unies la fourniture des fonds que nécessite le financement en 1965 et 1966 de la mission spéciale UIT/CEA chargée d'accélérer la mise en oeuvre du programme africain de développement des télécommunications;
- d) D'aider, en coopération étroite avec l'UIT, les pays membres qui désirent participer à l'étude de préinvestissement destinée à préparer l'établissement à long terme du vaste réseau africain de télécommunications pour la préparation de la demande d'assistance financière à présenter au Fonds spécial, conformément aux principes et aux critères du Fonds;
- e) De réserver une attention spéciale à l'urgente nécessité de former du personnel dans les diverses branches des télécommunications, condition préalable indispensable au succès de tout programme de développement;

- f) De demander à l'Union internationale des télécommunications d'examiner la question des tarifs applicables aux services de télécommunications en Afrique.

112ème séance,
29 février 1964.

107 (VI). Nomenclature douanière uniforme

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant la troisième recommandation du Comité permanent du commerce telle qu'elle figure dans le rapport sur sa deuxième session (E/CN.14/253, p. 21),

Considérant qu'il serait souhaitable d'établir une nomenclature douanière uniforme pour tous les pays africains afin de faciliter les opérations douanières et les négociations tarifaires,

Notant que vingt-huit pays africains ont adopté ou sont sur le point d'adopter une nomenclature douanière uniforme,

Convaincue que l'adoption par les autres pays africains de cette nomenclature douanière uniforme est une condition indispensable à la conclusion et à la mise en oeuvre satisfaisantes de traités multilatéraux visant à la libération des échanges commerciaux intra-africains et à la création ultérieure d'un marché commun africain,

Rappelant que la Nomenclature douanière de Bruxelles^{12/} est la seule classification uniforme des marchandises internationalement reconnue aux fins de la tarification douanière et qu'elle est celle que les vingt-huit pays africains mentionnés ci-dessus et plus de quatre-vingts pays au total ont adoptée ou adopteront,

1. Recommande que tous les pays africains qui ne l'ont pas encore fait adoptent la Nomenclature douanière de Bruxelles;

2. Recommande également que ces pays recherchent et acceptent la collaboration de la Commission économique pour l'Afrique et du Conseil de coopération douanière pour l'adaptation de leur tarification douanière en vigueur à la Nomenclature de Bruxelles;

3. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer en 1964, ou le plus tôt possible, un groupe d'étude pour l'uniformisation des nomenclatures douanières afin de permettre aux pays mentionnés plus haut d'entreprendre, avec le concours d'experts en douanes fournis par la Commission et le Conseil de coopération douanière, l'adaptation immédiate et simultanée de leur tarification douanière à la Nomenclature douanière de Bruxelles.

112ème séance,
29 février 1964.

^{12/} Conseil de coopération douanière, Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers, Bruxelles, juillet 1955.

108 (VI). Situation de la réforme agraire en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant les résolutions 1426 (XIV) de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1959, et 712 (XXVII) du Conseil économique et social, en date du 17 avril 1959, sur les progrès de la mise en oeuvre de la réforme agraire dans les pays sous-développés,

Rappelant la décision qu'elle a prise au cours de sa cinquième session de charger la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture d'entreprendre des études sur l'application de la réforme agraire conformément aux résolutions mentionnées ci-dessus,

Persuadée que la réforme agraire sous ses divers aspects constitue l'un des moyens les plus appropriés d'assurer un développement harmonieux de l'agriculture et d'améliorer le niveau social des populations rurales,

Considérant les progrès réalisés dans ce domaine par certains pays africains,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre, en collaboration avec les institutions spécialisées, une étude comparative des expériences de réforme agraire en cours et d'organiser, à cette fin, sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, une mission d'étude avec la participation d'experts nationaux qualifiés;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission, lors de sa septième session, sur les progrès réalisés dans ce domaine.

112ème séance,
29 février 1964.

109 (VI). Politique sociale et développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant la nécessité d'un développement économique et social équilibré et intégré, ainsi que l'urgence, pour les pays africains, d'orienter leurs objectifs et leur politique de développement social vers un développement économique et social accéléré,

Consciente de l'obligation d'éliminer la pauvreté, la maladie et l'ignorance en Afrique en tant qu'élément de la campagne mondiale lancée dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement contre les fléaux permanents de l'humanité, et de la tâche immense qui consiste à combler la différence entre les niveaux actuels de développement social des pays africains et des nations développées du monde,

Rappelant ses résolutions 44 (IV) du 27 février 1962 et 80 (V) du 1er mars 1963, qui prient le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude comparative des aspects sociaux des plans africains de développement, aussi bien que des méthodes d'intégration des programmes économiques et sociaux dans la planification intégrale du développement,

Notant la résolution 1674 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1961, et la résolution 903 B (XXXIV) du Conseil économique et social, en date du 2 août 1962, qui invitent instamment les organes des Nations Unies et les commissions économiques régionales à intensifier leurs travaux en ce qui concerne la planification du développement économique et social équilibré et coordonné, compte tenu de l'interaction de la croissance économique et du développement social, et de régimes sociaux et économiques différents,

1. Fait siennes les recommandations de la Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement (E/CN.14/240), demandant au Secrétaire exécutif d'intensifier les travaux sur les méthodes et techniques de la planification du développement social, y compris la définition des fins et des normes sociales, les critères de l'affectation des ressources aux programmes sociaux et le financement de ces programmes;

2. Demande au Secrétaire exécutif d'étendre l'assistance technique et les services consultatifs fournis aux gouvernements membres en ce qui concerne les méthodes et techniques de la planification du développement social, l'incorporation des programmes sociaux dans les programmes économiques, les critères de l'affectation des ressources au développement social et la définition d'objectifs et politiques du développement social reliés à la nécessité d'un développement économique accéléré;

3. Demande instamment au Secrétaire exécutif de collaborer avec la Direction des affaires sociales de l'Organisation des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les institutions spécialisées pour entreprendre des études sur les divers aspects de la planification sociale destinées à servir de base aux services consultatifs et techniques fournis aux gouvernements membres.

113ème séance,
2 mars 1964.

110 (VI). Formation professionnelle

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant qu'il est d'une importance capitale pour le développement économique et le progrès social des pays d'Afrique que ces pays disposent d'une main-d'oeuvre possédant les qualifications requises à tous les niveaux d'emploi dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et tous les secteurs économiques et sociaux,

Considérant en particulier que l'expansion du secteur industriel dépend dans une large mesure de l'existence d'un personnel de direction et d'une main-d'oeuvre qualifiée,

Rappelant, comme elle l'a constamment souligné, le caractère essentiel de la priorité à réserver aux possibilités de formation, notamment de formation professionnelle, dans tous les secteurs de la vie économique,

Notant la contribution que l'Organisation internationale du Travail est en mesure d'apporter à l'amélioration des moyens de formation en Afrique, en collaboration avec la Commission et, dans les domaines appropriés, avec d'autres institutions spécialisées, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

Considérant en outre l'existence en Afrique d'un certain nombre de centres de formation professionnelle pour les cadres moyens et supérieurs,

1. Estime qu'il devrait être procédé à une évaluation des besoins de formation dans les pays africains en relation avec les plans de développement économique;

2. Recommande que les programmes de formation dans chaque pays d'Afrique visent en premier lieu les objectifs suivants :

- a) La formation d'un nombre suffisant de travailleurs qualifiés pour répondre aux exigences des plans de développement industriel;
- b) Le perfectionnement du personnel de direction;
- c) L'amélioration de la productivité par l'introduction de techniques modernes dans l'industrie, l'agriculture et l'élevage;

3. Recommande l'utilisation judicieuse des centres de formation professionnelle pour les cadres moyens et supérieurs existant en Afrique;

4. Souhaite que, dans ce domaine, le secrétariat assure la coordination entre Etats africains de tout projet de création de nouveaux centres de formation professionnelle et technique.

113ème séance,
2 mars 1964.

111 (VI). Place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans nationaux de développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du document E/CN.14/L.180,

Considérant que ce document est d'un grand intérêt pour la conception et l'harmonisation du développement du continent africain,

Constatant que la distribution tardive du document n'a pas permis aux délégations de s'informer de la position de leur gouvernement,

1. Recommande que le secrétariat communique le texte du document E/CN.14/L.180 à :

- a) Tous les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour étude;
- b) La prochaine Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA pour qu'elle l'examine et communique ses observations au secrétariat à ce sujet;

2. Recommande en outre que le document soit soumis à la prochaine conférence spécialisée qui se tiendra dans le cadre de la Commission économique pour l'Afrique.

113ème séance,
2 mars 1964.

112 (VI). Passage de l'agriculture de subsistance
à l'agriculture de marché

La Commission économique pour l'Afrique,

Notant la prédominance persistante de la production de subsistance dans le secteur agricole en Afrique et les faibles niveaux de productivité de ce secteur,

Reconnaissant la nécessité urgente d'augmenter la production de denrées alimentaires et de matières premières en Afrique pour faire face aux besoins de la population croissante, notamment dans les centres urbains en expansion, d'améliorer l'alimentation de la population rurale et de diminuer la dépendance à l'égard des denrées alimentaires importées,

1. Note avec approbation la proposition du Secrétaire exécutif à l'effet d'intensifier les travaux du secrétariat concernant le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché;

2. Prie le Secrétaire exécutif de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions appropriées à l'analyse des facteurs économiques et techniques intervenant dans la modernisation de l'agriculture et à l'étude des mesures de principe que les gouvernements pourraient prendre pour favoriser et régulariser le développement de l'agriculture en vue de faire face aux exigences grandissantes et changeantes de l'économie africaine;

3. Demande instamment aux gouvernements des Etats membres de la Commission et aux gouvernements et institutions assurant une aide à la région de réserver un examen bienveillant aux projets et mesures tendant à accélérer le passage

de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché par un relèvement des niveaux de productivité dans le secteur agricole et une amélioration des structures institutionnelles indispensables, particulièrement dans les domaines de la commercialisation, du crédit et de la vulgarisation agricole.

113ème séance,
2 mars 1964.

113 (VI). Utilisation de l'énergie solaire

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'absence de sources d'énergie classique dans la majeure partie de la zone sahélienne du continent,

Consciente du fait que les conditions climatiques de cette zone sont favorables au développement de l'utilisation de l'énergie solaire,

Consciente du fait que l'utilisation de l'énergie solaire est susceptible d'éviter le déboisement dans cette zone, de contribuer à son développement économique et social, et d'élever le niveau de vie des populations intéressées,

1. Souhaite que les gouvernements intéressés mettent tout en oeuvre pour utiliser l'énergie solaire dans ses diverses applications;

2. Recommande que les héliotechniciens de ces gouvernements se réunissent en vue d'échanges fructueux d'informations;

3. Recommande la création à Niamey, dans le cadre du Bureau sous-régional de la Commission, d'un centre expérimental de l'énergie solaire chargé de la mise au point des divers prototypes d'appareils solaires et de la diffusion des résultats des expériences.

113ème séance,
2 mars 1964.

114 (VI). Liaisons transsahariennes

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que l'utilité d'une liaison transsaharienne a été reconnue par le Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports au cours de sa deuxième session et réaffirmée par le Groupe de travail sur les transports transsahariens 13/,

13/ Voir E/CN.14/288.

Consciente du fait que l'établissement d'une telle liaison est une des conditions essentielles du développement de la région et de l'intensification des relations économiques, politiques et sociales entre les peuples du continent, conformément à leur désir de coopération économique et d'harmonisation de leurs plans de développement,

Considérant le caractère extrêmement urgent de l'établissement de cette liaison,

1. Souhaite que les gouvernements africains intéressés à ce sujet mettent tout en oeuvre pour sa réalisation;

2. Demande que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine afin de lui permettre de donner des directives sur ce projet et de fixer des échéances précises;

3. Prie le Secrétaire exécutif de rassembler toute la documentation existante et d'entreprendre toute étude complémentaire qui pourrait être nécessaire en vue de la prochaine conférence des représentants des pays intéressés aux liaisons transsahariennes;

4. Rappelle qu'à sa deuxième session, le Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports a accepté de convoquer une telle conférence au mois de mai 1964;

5. Recommande que cette conférence ait lieu en Algérie;

6. Propose, pour cette conférence, l'ordre du jour suivant :

- a) Adoption formelle du principe d'une liaison transsaharienne;
- b) Examen des données actuelles;
- c) Définition des études complémentaires à entreprendre le cas échéant;
- d) Financement de ces études;
- e) Création d'un comité de coordination, composé des pays intéressés.

113ème séance,
2 mars 1964.

115 (VI). Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant note de la résolution 1937 (XVIII) adoptée à l'unanimité le 11 décembre 1963 par l'Assemblée générale au sujet de la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle et par laquelle, aux termes du paragraphe 1, l'Assemblée invite "les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies où

l'analphabétisme est toujours répandu à accorder une priorité appropriée à l'élimination de l'analphabétisme dans leurs plans de développement d'ensemble et, s'ils le jugent nécessaire, à établir des programmes nationaux d'éducation des adultes, y compris des services gouvernementaux pour élaborer et exécuter de tels programmes",

Ayant examiné le document intitulé "L'alphabétisation des adultes et le développement économique et social" (E/CN.14/269), présenté par l'UNESCO,

1. Partage l'avis selon lequel l'analphabétisme des masses constitue un grave obstacle au développement économique et social;

2. Exprime l'espoir que l'on trouvera les moyens d'entreprendre une campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle dans l'esprit des conclusions présentées par l'UNESCO à l'Assemblée générale lors de sa dix-huitième session 14/, et sur la base desquelles la résolution 1937 (XVIII) a été adoptée à l'unanimité;

3. Recommande aux gouvernements des Etats membres et membres associés de la Commission :

- a) De prévoir dans leurs plans nationaux d'éducation et dans le cadre de leurs plans de développement intégral des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes qui, complétant les mesures prises en vue d'intensifier la scolarisation, permettront d'assurer l'alphabétisation rapide des masses;
- b) De se proposer pour objectif final la suppression de l'analphabétisme des masses et d'établir à cette fin des programmes qui s'inspireront des besoins les plus urgents du développement économique et social et serviront de base à un complément de formation ou d'enseignement technique et professionnel;
- c) De prendre les dispositions nécessaires en vue de la mise en oeuvre de tels programmes.

113ème séance,
2 mars 1964.

116 (VI). Formation au service social

La Commission économique pour l'Afrique,

Convaincue de la nécessité d'une formation professionnelle reconnue pour les assistants sociaux,

Reconnaissant la nécessité d'intensifier la formation d'assistants sociaux à tous les niveaux, y compris les enseignants et les administrateurs du service social dans la région,

14/ Voir E/3771 et Corr.1 et 2.

Rappelant sa résolution 49 (IV) du 28 février 1962 par laquelle elle prie le Secrétaire exécutif d'accorder une haute priorité et un statut permanent à la formation aux tâches du développement communautaire et au service social,

Ayant examiné avec satisfaction le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1964-1965 (E/CN.14/267) et particulièrement la section sur la formation en vue du service social,

1. Prie le Secrétaire exécutif de fournir une assistance, sur leur demande, aux gouvernements des Etats membres qui organisent des cours de formation en cours d'emploi pour assistants sociaux, y compris les animateurs bénévoles et les auxiliaires;

2. Appelle l'attention des gouvernements de la région sur la nécessité de coordonner leurs efforts avec ceux de la Commission et d'autres institutions internationales afin de renforcer les écoles de formation au service social existantes;

3. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec la Direction des affaires sociales, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres institutions spécialisées dans ce domaine, d'entreprendre des études sur place concernant les écoles de service social existant dans la région afin de déterminer leurs besoins et les domaines dans lesquels elles pourraient être renforcées.

113ème séance,
2 mars 1964.

117 (VI). Vie rurale et action communautaire

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le programme de travail et approuvé le programme proposé par le Secrétaire exécutif, en particulier l'accent mis sur la vie rurale et l'action communautaire en tant que moyens de promouvoir le développement économique et social des populations rurales avec la participation effective de ces populations,

Consciente de la nécessité d'améliorer le niveau de vie et le bien-être des populations rurales,

Tenant compte de la résolution 1915 (XVIII) du 5 décembre 1963 par laquelle l'Assemblée générale souligne l'importance de l'action communautaire pour la promotion du développement économique et social, particulièrement dans les régions rurales,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'accorder une attention spéciale à l'étude des problèmes spécifiques que rencontrent les gouvernements dans la réalisation des programmes de développement rural, et d'assister les gouvernements, à leur demande, dans les efforts qu'ils déploient pour susciter le développement d'une vie rurale et d'institutions rurales actives;

2. Invite instamment le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les institutions spécialisées, à entreprendre des études et enquêtes sous-régionales sur les problèmes sociaux et économiques que pose le développement rural, et notamment sur les questions suivantes :

- a) Régimes fonciers, répartition des terres et amélioration des régimes fonciers en tant que moyen de redistribuer les revenus sur une base plus équitable;
- b) Approvisionnement en eau pour l'irrigation et en eau potable en tant que moyen d'améliorer la production agricole et la santé des populations rurales;
- c) Amélioration des établissements de crédit tels que caisses de crédit et coopératives de production;
- d) Coordination de l'action communautaire dans les programmes de service social, notamment ceux d'enseignement ménager, d'éducation des adultes, de construction de voies publiques, de construction de villages et de réinstallation;

3. Recommande que le Secrétaire exécutif et les institutions spécialisées continuent à fournir des conseillers régionaux et des experts de l'assistance technique aux gouvernements de la région, à leur demande, afin de les aider dans la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes de développement rural, notamment en ce qui concerne la participation des populations rurales et l'action communautaire;

4. Invite le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Fonds spécial, le Programme élargi d'assistance technique, les institutions spécialisées et les gouvernements de la région, à continuer à organiser dans la mesure du possible des réunions régionales, colloques, cycles d'études, voyages d'étude et cours de formation afin de réunir des administrateurs ou des agents ruraux pour des échanges de vues sur différents aspects de la planification, de l'administration, du financement et de la mise en oeuvre des programmes de développement rural.

113ème séance,
2 mars 1964.

118 (VI). Défense sociale

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant la nécessité de consacrer une attention croissante à l'analyse du contenu des services de protection sociale et au développement des programmes nationaux en vue de répondre aux besoins de la région et de chaque pays en particulier,

Reconnaissant également que la défense sociale, c'est-à-dire la prévention et le traitement du comportement irrégulier des adultes et des jeunes, est un domaine du service social qui a encore reçu peu d'attention,

Reconnaissant en outre la nécessité de procéder à des études dans certains pays de la région afin de déterminer l'étendue et les facteurs déterminants des délits et de la délinquance, aussi bien que les mesures à prendre et les moyens dont on dispose pour la prévention de la délinquance et le traitement des délinquants, jeunes et adultes,

Tenant compte du fait que les gouvernements africains ont besoin de services consultatifs d'experts sur la législation moderne, les institutions et la formation du personnel de défense sociale,

Rappelant la recommandation III contenue dans le rapport du Cycle d'études sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire (E/CN.14/79), la recommandation B sur la protection de l'enfance abandonnée contenue dans le rapport du Cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique (E/CN.14/17C) et la recommandation G sur la délinquance juvénile contenue dans le rapport du Cycle d'études sur les problèmes urbains (E/CN.14/241), recommandation qui insiste sur le besoin d'une action urgente afin de résoudre le problème des délits et de la délinquance qui résulte de l'urbanisation rapide,

1. Félicite le Secrétaire exécutif pour le programme de travail en cours en matière de défense sociale;

2. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les gouvernements des Etats membres, la Direction des affaires sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et les écoles d'assistants sociaux, d'organiser des cours de formation pour le personnel chargé des institutions pénales et pénitentiaires afin de le familiariser avec les pratiques modernes;

3. Demande au secrétariat d'entreprendre des études et enquêtes sur l'étendue des délits et de la délinquance juvénile dans la région, ses causes, les mesures à prendre et les moyens dont on dispose pour la prévention et le traitement des délinquants, jeunes et adultes;

4. Invite le Secrétaire exécutif à mettre à la disposition des pays de la région, à leur demande, et en collaboration avec le Bureau de l'assistance technique et les institutions spécialisées, des conseillers techniques en défense sociale.

113ème séance,
2 mars 1964.

119 (VI). Comité d'experts du développement social

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le document intitulé "Développement social : tendances et perspectives du programme de la Commission" (E/CN.14/C.2/2), où sont exposés la réorganisation, la nouvelle orientation et le nouveau programme de travail de la Section des affaires sociales,

Tenant compte de la résolution 1916 (XVIII) de l'Assemblée générale qui invite le Conseil économique et social et tous les organes subsidiaires des Nations Unies, y compris les commissions économiques, à envisager des moyens efficaces pour transposer en réalisations concrètes les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement sur le plan social, et tenant compte aussi de la résolution 975 C (XXXVI) du Conseil économique et social qui demande aux commissions économiques régionales d'inclure dans leurs programmes de travail des projets économiques et sociaux qui contribuent au développement économique et de faire tout le nécessaire pour s'acquitter efficacement de leurs responsabilités dans les domaines économique et social,

Rappelant sa résolution 36 (III) par laquelle elle a créé un Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire et tenant compte de la décision prise à sa cinquième session de donner à ce Comité le nouveau titre de "Comité d'experts de la protection sociale et du développement communautaire" [E/3727/Rev.1, par. 300, alin. c)],

Prenant note avec satisfaction de l'importance grandissante attribuée au développement social dans le programme de travail de la Section des affaires sociales du secrétariat et tenant à élargir parallèlement les attributions du Comité de la protection sociale et du développement communautaire tel qu'il a été créé par la résolution 36 (III) mentionnée plus haut,

1. Décide de donner à ce Comité le nouveau titre de "Comité d'experts du développement social" en lui fixant le mandat élargi suivant :

- a) Conseiller la Commission sur toutes mesures qu'il considère essentielles pour la promotion du développement social équilibré en relation avec le développement national intégral, sur une base nationale, régionale et sous-régionale;
- b) Coopérer étroitement avec d'autres comités de la Commission afin de réaliser un programme de développement économique et social équilibré dans le cadre du développement intégral;

2. Prie le Secrétaire exécutif de réunir le Comité périodiquement en vue d'examiner le programme de travail de la Section des affaires sociales.

113ème séance,
2 mars 1964.

120 (VI). Félicitations au secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les efforts fournis par le secrétariat et les résultats satisfaisants obtenus au cours de la sixième session,

Considérant la documentation importante et précieuse mise à la disposition des représentants et observateurs,

Consciente du volume de travail et de la complexité des tâches confiées au secrétariat,

Adresse ses sincères félicitations au Secrétaire exécutif et à tous les membres du personnel, y compris les interprètes, pour leur dévouement inlassable et leur excellente contribution au succès de la session.

113ème séance,
2 mars 1964.

121 (VI). Félicitations aux membres du Bureau

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des lourdes responsabilités assumées par le Président et les Vice-Présidents pour la conduite des débats de la session,

Consciente de l'effort fourni avec tant de compétence par les membres des bureaux des comités et sous-comités,

Notant avec satisfaction les résultats rendus possibles grâce au dévouement et à la dignité avec lesquels tous les membres du Bureau de la sixième session se sont acquittés de leur tâche,

Adresse ses vives félicitations au Président et aux Vice-Présidents de la sixième session, ainsi qu'à tous les présidents, vice-présidents et rapporteurs des divers comités et sous-comités.

113ème séance,
2 mars 1964.

122 (VI), Remerciements à S. M. I. Haïlé Sélassié Ier,
au peuple et au Gouvernement éthiopiens

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude à S. M. I. Haïlé Sélassié Ier, au peuple et au Gouvernement éthiopiens pour leur cordiale hospitalité et toutes les facilités généreusement mises à la disposition des représentants et observateurs au cours de la sixième session de la Commission,

1. Apprécie hautement le message de S. M. I. Haïlé Sélassié Ier, empreint de sagesse et fidèle reflet des aspirations profondes de tous les participants à une Afrique libre, unie et prospère;

2. Adresse l'expression de sa profonde et sincère gratitude à S. M. I. Haïlé Sélassié Ier, au peuple et au Gouvernement éthiopiens pour leur chaleureuse hospitalité et pour l'enthousiasme stimulant qui a marqué cette session historique.

113ème séance,
2 mars 1964.

QUATRIEME PARTIE

PROJET DE RESOLUTION A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le Conseil économique et social,

1. Prend acte du rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique pour la période du 3 mars 1963 au 2 mars 1964, ainsi que des recommandations et résolutions qui figurent dans les deuxième et troisième parties de ce rapport;
2. Approuve le programme de travail et l'ordre de priorité consignés dans ce rapport.

CINQUIEME PARTIE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1964-1965

OBSERVATIONS SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL ET L'ORDRE DE PRIORITE

249. Dans son exposé introductif, le Secrétaire exécutif a signalé que toutes les résolutions et décisions adoptées par la Commission durant la session se rapportaient d'une façon ou d'une autre au programme de travail et à l'ordre de priorité présenté sous la cote E/CN.14/267. A ce propos, il a signalé à l'attention de la Commission la première session de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

250. A sa trente-sixième session, le Conseil économique et social a indiqué, dans sa résolution 990 (XXXVI), l'importance qu'il attache à avoir comme programme de travail une présentation intégrée de toutes les activités dont il s'occupe et à ce que l'examen des priorités se fasse rationnellement, c'est-à-dire en commençant au niveau de chaque organe subsidiaire pour aboutir à celui du Conseil lui-même.

251. Il a également demandé aux commissions économiques régionales de n'inscrire des projets de haute priorité que dans la mesure où des résultats concrets sont escomptés dans les douze mois à venir ou au cours de l'année suivante.

252. Pour se conformer à ces vœux du Conseil, le programme de travail pour 1964-1965 a été ajusté de façon à donner des activités de la Commission une présentation plus concrète qui devrait en faciliter l'évaluation. Autant que possible également, le programme de travail a été classé par rubrique normalisée visant à donner "une présentation uniforme, selon des principes fonctionnels, d'un programme intégré de travaux et d'activités".

253. Au cours du débat, il a été signalé que tous les programmes de travail ont des incidences financières; la Commission économique pour l'Afrique traite de problèmes durables et complexes dont la solution ne pourra pas être immédiate, si bien que son programme de travail doit être réaliste.

254. On a mentionné qu'une réunion d'experts africains de la planification était envisagée. Une délégation a suggéré que, pour les projets de cette nature, il faudrait associer, en équipes, des économistes, des planificateurs et des experts agricoles; il pourrait être souhaitable de créer un comité permanent de l'agriculture.

255. La Commission a loué les travaux déjà accomplis ou prévus dans le domaine des échanges commerciaux et signalé que l'instruction à tous les niveaux était un facteur essentiel du développement de l'Afrique. On a signalé le rapport qui existe entre ce problème et celui du personnel du secrétariat de la Commission et l'idée a été émise que le manque d'instruction et d'expérience ne devrait pas être considéré comme un argument contre le recrutement de personnel africain.

256. Il a été noté que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture compte créer à Dakar en 1965 un centre de développement du crédit agricole pour les pays d'expression française et qu'en outre, une réunion sur les problèmes particuliers de la planification agricole était envisagée.

257. Le programme de travail et l'ordre de priorité ont été unanimement approuvés par la Commission, sous réserve des points suivants :

- a) Le Secrétaire exécutif a été prié, lors de la revision, après la session, du programme de travail et de l'ordre de priorité, de prendre en considération les avis, commentaires et suggestions présentés pendant la session;
- b) Le Secrétaire exécutif a été autorisé à agir en étroite collaboration avec le secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine afin, non seulement de tirer le maximum d'avantages de la coopération, mais aussi de fournir au secrétariat de l'OUA toute l'assistance possible;
- c) Des remerciements ont été adressés à toutes les institutions et à tous les pays qui aident le Secrétaire exécutif dans l'exécution du programme.

LISTE ANNOTEE DES PROJETS POUR 1964-1965

I. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

a) Planification et programmation du développement

Groupe 1. Projets permanents et travaux de haute priorité

i) Analyse des problèmes et politiques de développement

Références. Rapports sur les troisième, cinquième et sixième sessions; résolutions 44 (IV), 80 (V) et 109 (VI) de la Commission.

Activités :

a. Analyses comparatives et évaluation des plans de développement des pays africains;

b. Etudes des techniques de planification du développement économique et social, notamment de leurs aspects sociaux;

c. Propositions concrètes concernant la coordination des plans de développement de divers pays;

d. Etude de la répartition actuelle des revenus et de sa valeur pour un développement économique rapide;

e. Elaboration d'une stratégie d'ensemble du développement économique et social adoptée aux conditions africaines.

Observations :

Les travaux se poursuivront en 1964-1965, en consultation avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège, le FISE et les institutions spécialisées. A sa sixième session, la Commission a décidé [résolution 105 (VI)] de créer une conférence des planificateurs africains qui, entre autres, servira de centre pour l'échange de renseignements sur les méthodes et techniques de planification du développement.

b) Projections

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Techniques de planification et projections pour l'Afrique

Références. Rapport sur la troisième session; résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale et résolution 924 (XXXIV) du Conseil économique et social; résolution 79 (V) de la Commission.

Activités :

Projections pour des pays ou groupes de pays africains ainsi que pour l'ensemble du continent, à entreprendre dans le cadre du programme de projections des Nations Unies, en consultation avec le Centre des projections et de la programmation économique au Siège et avec les commissions économiques régionales.

Observations :

Travail de caractère expérimental en 1963 qui sera suivi, en 1964, d'une première série de projections fondées sur un modèle global de croissance.

c) Besoins administratifs pour la préparation, la formulation et la mise en oeuvre de plans et programmes de développement

Groupe 1. Projets permanents de haute priorité

i) Services consultatifs et coopération aux activités d'assistance technique

Référence. Rapport sur la première session, paragraphe 61.

Activités :

Mise à la disposition des gouvernements, sur leur demande, de services consultatifs pour la préparation et la revision des problèmes techniques des plans de développement économique et social et l'organisation de la planification; coopération aux activités d'assistance technique des Nations Unies et, notamment, à la formulation des programmes nationaux, à la sélection des experts et au maintien de contacts avec ceux-ci sur place.

Observations :

Une importance accrue sera donnée à ce projet au cours de l'année. Les services consultatifs seront fournis par le secrétariat, des consultants et des conseillers régionaux en planification attachés au secrétariat.

II. EXPANSION ECONOMIQUE

A. Expansion commerciale

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Problèmes et perspectives d'un marché commun africain

Références. Résolutions 28 (III), 86 (V), 100 (VI) et 107 (VI) de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa deuxième session, recommandations I à VI (E/CN.14/253).

Activités :

a. Etudes des principaux problèmes d'un marché commun africain, en accordant une attention particulière à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains et aux problèmes des transports intra-africains;

b. Convocation de groupes de travail pour examiner les divers problèmes des sous-régions.

Observations :

a. Identification détaillée des produits qui pourraient être échangés entre les pays africains.

b. Etudes des restrictions quantitatives aux échanges intra-africains;

c. Etude des moyens d'assurer aux pays africains, grâce à une distribution équitable des recettes fiscales, une compensation pour les diminutions de revenu causées par la création d'un marché commun (projet à articuler au projet IV, ii);

d. Aide aux pays africains qui n'ont pas encore adopté la Nomenclature de Bruxelles pour la conversion de leurs tarifs douaniers.

ii) Problèmes de stabilisation des produits de base

Références. Rapport sur la quatrième session; rapport sur la première session du Comité permanent du commerce, recommandation XIII (E/CN.14/174); résolution 79 (V) de la Commission; rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base (E/CN.14/205).

Activités :

Suivre régulièrement l'évolution du marché des produits de base et préparer des études sur des problèmes particuliers.

Observations :

a. Un document d'information sur les faits nouveaux récents en matière de stabilisation des produits de base a été présenté au Comité permanent du commerce lors de sa deuxième session;

b. Une étude des termes de l'échange des pays africains a été présentée au Comité permanent du commerce lors de sa deuxième session;

c. Préparation, en collaboration avec la FAO, d'un manuel consultatif dans la série des cahiers de la FAO sur la commercialisation et ayant trait aux organisations officielles nationales de commercialisation, leur création et leur fonctionnement;

d. Le secrétariat suivra les faits nouveaux en matière de stabilisation des produits de base et fera rapport au Comité permanent du commerce lors de sa troisième session.

iii) Développement des échanges

Références. Mandat de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation XIII (E/CN.14/174).

Activités :

Etudes des moyens et techniques propres à développer les échanges.

Observations :

Le secrétariat pourra prêter une aide limitée aux gouvernements membres pour l'élaboration des programmes d'expansion des échanges, particulièrement en ce qui concerne les services de renseignements commerciaux, la politique des ventes d'exportation, les méthodes de publicité, la qualité et la présentation des produits et la simplification des formalités commerciales.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

iv) Etude des problèmes de passage des marchandises aux frontières et de transit en Afrique de l'ouest

Références. Recommandation du Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale (E/CN.14/138); rapport du Groupe d'experts sur le trafic de transit en Afrique de l'ouest (E/CN.14/206).

Activités :

a. Examen des règlements et définitions en vue de faciliter le contrôle du passage des marchandises aux frontières;

b. Etude des problèmes de transit en Afrique de l'ouest et notamment des possibilités d'adopter la Convention TIR, modifiée pour tenir compte des conditions locales;

Observations :

a. Le projet énoncé à l'alinéa a sera articulé aux études sur le commerce de distribution (voir projet v) ci-après), compte tenu en particulier de la liberté du commerce des produits agricoles.

v) Commerce de distribution dans les pays sans accès à la mer

Référence. Mandat de la Commission.

Activités :

Etudes du secteur de distribution des économies des pays sans accès à la mer, du point de vue des institutions et sous l'angle économique, en vue d'indiquer la contribution de ce secteur au développement général des pays en cause. On s'attachera particulièrement aux itinéraires commerciaux, à la rentabilité, au financement, aux circuits de distribution, mais sans négliger les aspects sociaux.

Observations :

Les travaux préparatoires commenceront en 1964 au Mali, au Niger et en Haute-Volta. Etude à articuler avec celle des problèmes du passage des marchandises aux frontières en Afrique de l'ouest (voir projet iv) ci-dessus) et avec les études sur le développement agricole (voir projet E, vii) h ci-après).

vi) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Références. Résolution 79 (V) de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa deuxième session, recommandations VIII et IX (E/CN.14/253).

Activités :

Préparation d'études et d'une documentation sur les problèmes des échanges africains pour présentation à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Observations :

a. Des notes concernant les échanges commerciaux dans les plans africains de développement, les projections des besoins d'échanges des pays africains et les échanges intra-africains ont été préparées pour la Conférence;

b. Un résumé des principales questions à soulever à la Conférence, avec des recommandations concernant les points que les gouvernements africains devraient souligner, a été présenté à la sixième session.

vii) Foire commerciale africaine

Référence. Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation IX (E/CN.14/174).

Activités :

Etude des problèmes que pose l'organisation d'une foire commerciale africaine.

Observations :

Ce projet n'a qu'une priorité secondaire; les travaux sont remis à plus tard.

B. Industrialisation

a) Planification et projections industrielles

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

Références^{15/}. Rapport sur la première session, paragraphe 59 : résolutions 18 (II), 33 (III) et 43 (IV) de la Commission; rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1).

i) Inventaire des industries africaines et informations industrielles

Activités :

Poursuivre l'établissement d'un inventaire des industries africaines, y compris les ressources énergétiques exploitées ou à exploiter dans un proche avenir. Préparation par les pays africains de rapports périodiques sur la situation, les progrès et les problèmes de l'industrie.

Observations :

Une étude est actuellement effectuée avec la coopération du Centre de développement industriel des Nations Unies en vue de la création, au niveau national, d'un organe fournissant des informations périodiques sur les tendances, les réalisations et les projets de l'industrie. On prévoit la publication, à partir du début de 1965, d'un bulletin d'information trimestriel consacré à l'industrie, aux transports et aux ressources naturelles.

ii) Politiques et programmation industrielles

Activités :

Consultations avec des experts, fonctionnaires et ministres africains du domaine de l'industrie, pour la préparation d'une conférence régionale africaine de l'industrie.

Observations :

La conférence sera convoquée en 1965 et fera partie d'une série de conférences régionales organisées pour la préparation d'une conférence mondiale de l'industrie en 1966. Les réunions traiteront de toutes les questions du domaine des politiques et des programmes de développement industriel, y compris les problèmes d'ordre pratique et les solutions à leur apporter.

^{15/} Ces références sont communes à tous les projets mentionnés sous la rubrique B "Industrialisation".

b) Politiques du développement industriel

Groupe 1. Projet et travaux permanents de haute priorité

i) Assistance aux gouvernements pour susciter une coopération sous-régionale dans le développement des industries

Activités :

Assistance aux gouvernements pour susciter, dans l'expansion des industries, une coopération à l'échelon sous-régional, fondée sur les principes de la spécialisation internationale, afin d'harmoniser, s'il y a lieu, les plans nationaux de développement industriel au moyen d'études et d'enquêtes sur place.

Observations :

Des missions de coordination industrielle ont été envoyées en Afrique de l'ouest, en Afrique de l'est et du centre en 1963, et en Afrique du nord au début de 1964. L'envoi de missions dans les pays de l'Afrique équatoriale centrale y compris le Congo (Léopoldville) et à Madagascar a été également recommandé. Les recommandations que feront ces missions recevront une suite concrète, en partie dans le cadre d'autres projets du programme relatif à l'industrialisation et en partie grâce à l'assistance du Centre de développement industriel des Nations Unies, du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial.

ii) Assistance aux gouvernements pour les projets d'assistance technique et du Fonds spécial

Activités :

Assistance aux gouvernements, sur leur demande, pour la solution de problèmes du développement industriel, avec la coopération du Centre de développement industriel des Nations Unies, et notamment pour l'élaboration de projets d'assistance technique et du Fonds spécial; directives et aide aux experts de l'assistance technique et examen critique de leurs rapports.

Observations :

Travaux faisant suite à ceux des missions de coordination industrielle. Une première équipe des Nations Unies visitera le Tanganyika au début de 1964. Trois conseillers régionaux des questions industrielles seront engagés en 1964-1965.

Il est procédé au rassemblement de données sur l'assistance technique, tant bilatérale que provenant des Nations Unies, affectée à l'industrie dans tous les pays africains.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

iii) Monographies poussées d'industries particulières

Activités :

Etudes approfondies sur des industries choisies, traitant des tendances probables de la demande, des possibilités d'échanges commerciaux en Afrique et hors d'Afrique et des perspectives de développement de la production dans les divers pays d'Afrique, à l'échelle sous-régionale ou régionale selon le cas; ces études seront suivies de réunions d'experts.

Observations :

Des études sur les industries suivantes sont en cours et seront poursuivies en 1965 :

- a. Sidérurgie;
- b. Métaux non ferreux (notamment le cuivre, le plomb, le zinc, l'étain, l'aluminium), y compris le traitement;
- c. Industries mécaniques, notamment le matériel de transport;
- d. Produits chimiques, notamment produits de base nécessaires à de multiples industries, engrais et produits chimiques pour l'agriculture, produits tannants, produits tinctoriaux et produits pétrochimiques; examen des possibilités de développer les industries secondaires tributaires des produits chimiques précités;
- e. Textiles, du point de vue des possibilités à long terme de remplacer les importations par la production nationale en s'efforçant d'éliminer les facteurs qui font obstacle au développement de la production.

Des réunions d'experts destinées à faciliter la création de nouvelles industries au niveau régional ou sous-régional se sont tenues ou doivent se tenir (sidérurgie, produits chimiques et engrais, industries mécaniques, métaux non ferreux et textiles).

c) Transfert et adaptation de techniques et procédés industriels

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Recherche industrielle

Activités :

Travaux préparatoires, en coopération avec d'autres départements des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, en vue de la création d'instituts ou de centres pour la recherche industrielle appliquée en Afrique, si possible à l'échelon sous-régional, dont les activités s'étendent à la fois à la recherche et au développement.

Observations :

Un rapport préliminaire sur la possibilité de créer des institutions de recherche et de développement industriels au niveau sous-régional a été soumis au Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports, lors de sa deuxième session. La possibilité de créer des instituts de recherche appliquée et des centres de développement industriel à l'échelon national ou sous-régional, selon les cas, reste à l'étude. Des réunions spéciales seront convoquées en temps voulu.

d) Financement de l'industrie

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Investissement industriel

Activités :

Etudes des problèmes de formulation des décisions sur les investissements industriels, y compris :

a. Analyse de l'expérience acquise par les industries créées au cours des dernières années, du point de vue de l'exploitation, de la productivité et de la rentabilité;

b. Recherche des initiatives qui ont abouti à la création de ces industries et des méthodes utilisées pour atteindre les décisions prises sur les investissements;

c. Conditions préalables, économiques et autres, du développement industriel, compte tenu en particulier des obstacles à l'industrialisation dans certaines zones.

Observations :

Ce projet doit être axé sur le développement des industries qui pourraient être créées à la suite des missions de coordination industrielle (voir projet II, B, b, i) ci-dessus).

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

ii) Financement des industries

Activités :

Etude des problèmes du financement de l'industrie en Afrique, avec une analyse des méthodes d'autofinancement, et portant sur les points suivants : orientation de l'épargne privée vers l'industrie grâce à l'expansion des marchés des capitaux, financement intérieur de la vente de biens d'équipement, financement international par l'intermédiaire d'organismes internationaux et par d'autres voies, fourniture de crédits pour l'exportation d'articles

manufacturés, avec la coopération du Centre de développement industriel des Nations Unies, de la Banque africaine de développement, d'autres organismes internationaux de financement et de banques privées.

Observations :

Une étude préliminaire a été présentée au Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports lors de sa deuxième session; elle sera suivie d'une étude complète en 1964 afin qu'une analyse détaillée de la situation puisse être soumise au colloque industriel régional et au Comité permanent lors de sa troisième session, en 1965.

e) Gestion des industries, problèmes de formation et d'administration que pose le développement industriel

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Enseignement et formation technologiques

Activités :

Travaux préparatoires, en collaboration avec d'autres départements des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, pour le développement de l'enseignement et de la formation technologiques par la création de facultés spécialisées dans les universités africaines et d'instituts technologiques spécialisés ou d'universités chargés d'assurer la formation des cadres de direction, d'ingénieurs industriels, d'agents de maîtrise et d'ouvriers qualifiés; inventaire préalable des institutions existantes; formation de techniciens spécialisés dans l'évaluation de projets et notamment d'ingénieurs, de dessinateurs, d'économistes et de consultants.

Observations :

Le secrétariat, avec la collaboration de l'UNESCO et du Centre de développement industriel des Nations Unies, fait un inventaire des moyens de formation en Afrique. Il y aurait lieu ensuite d'examiner, dans le cadre des plans de développement des pays africains, si les moyens existants sont adéquats. Un rapport complet sera soumis au Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports lors de sa troisième session, en 1965.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

ii) Législation industrielle, commerciale, monétaire et fiscale

Activités :

Etude des entraves à l'industrialisation créées par les législations industrielles, commerciales, monétaires et fiscales, en vue de formuler des propositions tendant à l'harmonisation de ces législations, ces propositions devant être soumises à l'examen d'une conférence à convoquer en temps opportun.

Observations :

Une étude préliminaire de la législation industrielle a été présentée au Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports, lors de sa deuxième session; elle sera suivie d'autres travaux.

iii) Cycles d'études sur les zones industrielles

Activités :

Travaux préparatoires pour un cycle d'études sur les zones industrielles, avec la coopération du Centre de développement industriel des Nations Unies et des institutions spécialisées intéressées.

Observations :

Le cycle d'études aura lieu en juin 1964. Les mesures à prendre dépendront de ses recommandations.

C. Développement de l'infrastructure

a) Mise en valeur des ressources naturelles

Références^{16/}. Rapport sur la première session, paragraphe 59; résolutions 18 (II), 33 (III) et 43 (IV) de la Commission; rapports sur les quatrième, cinquième et sixième sessions; rapports sur les première et deuxième sessions du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports /pour l'énergie électrique, voir aussi le rapport de la Réunion africaine sur l'énergie électrique (E/CN.14/INR/32, par. 28 à 42)].

i) Industries productrices d'énergie

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

Description :

a. Etablissement d'une étude sur l'énergie électrique en Afrique :

i. Coopération avec la Commission économique pour l'Europe pour la révision, avant sa publication, du document intitulé "Situation, tendances d'évolution et perspectives futures de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique en Afrique" (E/CN.14/EP/3), et la préparation d'un document analogue tous les trois ans;

^{16/} Ces références sont communes à tous les projets mentionnés sous la rubrique C "Développement de l'infrastructure".

ii. Préparation de trois études sous-régionales comportant l'analyse comparée des prix de l'énergie électrique dans les divers pays, avec ventilation des coûts de production, examen des causes de prix excessifs, des incidences des tarifs de l'énergie électrique sur la consommation, des mesures appropriées en vue d'une amélioration, des rapports entre les prix et les coûts de production de l'énergie électrique, d'une part, et le développement de l'économie nationale, d'autre part, etc.

b. Assistance aux gouvernements dans leurs efforts pour favoriser le développement de la production d'énergie, notamment en ce qui concerne les projets d'assistance technique et du Fonds spécial :

i. Encouragement à la coopération internationale dans le domaine de l'énergie par des conseils directs sur la demande des gouvernements et par l'élaboration d'études à ce sujet;

ii. Conseils aux gouvernements sur l'organisation de services de production, de transport et de distribution d'électricité;

iii. Coopération avec les institutions compétentes au sujet des problèmes de formation du personnel dans le domaine de l'énergie;

iv. Conseils aux gouvernements, sur leur demande, pour l'élaboration des projets d'assistance technique et du Fonds spécial, directives aux experts de l'assistance technique, concours apporté à ces experts et étude critique de leurs rapports;

v. Consultations à donner aux gouvernements, sur leur demande, au sujet de projets nouveaux de production, de transport et de distribution d'électricité, et au sujet de programmes à long terme de développement de la production d'électricité et d'extension des installations.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

c. Etudes sur les moyens classiques de production d'énergie électrique :

i. Refonte de l'étude sur les projets d'investissement dans la production d'énergie électrique (E/CN.14/EP/5), compte tenu de la capacité et du type des nouvelles centrales électriques, approfondissement des analyses concernant les investissements dans la production et la distribution d'électricité, détermination des priorités et des autres projets possibles, en particulier, comparaison des centrales hydrauliques et des centrales thermiques, y compris les groupes électrogènes à moteur Diesel;

ii. Coopération avec la Commission économique pour l'Europe en vue d'une étude sur le financement des investissements dans les projets relatifs à l'énergie, qui tiendra compte des possibilités de financement offertes par la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et d'autres sources et devra contenir des conseils sur les modalités de négociation de prêts, des études préliminaires techniques et économiques et des données sur l'exécution des projets.

- d. Développement des sources d'énergie non classiques :
 - i. Avec la collaboration de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), assistance aux Etats membres pour le rassemblement de documents sur les progrès dans le domaine de l'énergie nucléaire, en prévision d'une utilisation future de cette énergie dans l'économie de l'énergie africaine;
 - ii. Etude des possibilités et des problèmes de l'utilisation de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne en Afrique; possibilité d'établir un centre expérimental de l'énergie solaire;
 - iii. Coopération avec le Siège de l'ONU pour une étude de la mise en valeur de l'énergie géothermique en Afrique;
 - iv. Coopération avec la Commission économique pour l'Europe en vue de la préparation d'une étude sur les sources d'énergie non commerciales.
- e. Préparation du développement futur de l'électrification rurale et de la production d'énergie dans des installations autonomes ou des régions isolées :
 - i. Préparation d'une étude du développement de l'électrification rurale sur les plans de la technique, de l'économie et de l'organisation;
 - ii. Préparation d'une étude sur les petits groupes électrogènes et leur utilisation en Afrique, portant notamment sur la conception, les modèles, les capacités normalisées, les modèles simplifiés et la possibilité d'une amélioration du rendement technique et économique.
- f. Préparation d'une réunion sur le pétrole et le gaz naturel.

Observations :

Une réunion sur l'énergie électrique a eu lieu en automne 1963; elle sera suivie de réunions sous-régionales. Une réunion panafricaine sur le pétrole et le gaz naturel est prévue pour le début de 1965. Comme suite aux conclusions dégagées par le Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports à sa deuxième session, le secrétariat refondra le document E/CN.14/EP/5 pour y inclure des renseignements plus pertinents à titre de références pour l'examen de nouveaux projets d'investissements dans la production et la distribution d'énergie électrique, ainsi que des évaluations financières et des critères relatifs au financement à long terme.

ii) Mise en valeur des ressources hydrauliques

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

Activités :

- a. Sur la demande des gouvernements intéressés, recueillir et analyser des renseignements sur la mise en valeur des ressources hydrauliques et les

besoins en eau des pays africains, afin de leur permettre d'arrêter leur politique en matière de ressources hydrauliques.

b. Déterminer les besoins en programmes de formation pour les techniciens à l'échelon sous-régional, et établir de tels programmes avec la coopération des institutions spécialisées et d'autres organismes.

c. Stimuler la mise en valeur des bassins internationaux en Afrique.

d. Encourager la prospection des eaux souterraines et les inventaires, par pays, des ressources et besoins en eau.

e. Etudier, avec les organisations intéressées, la possibilité de renforcer la coopération et la coordination internationales pour la recherche en vue de la mise en valeur des ressources hydrauliques de l'Afrique;

f. Inviter les pays en voie de développement à établir leurs réseaux de stations hydrologiques et météorologiques selon les normes internationales et à favoriser l'adoption de normes uniformes de mesures hydrauliques et une présentation uniforme des relevés;

g. Organiser des voyages d'étude et créer des bourses à l'intention des administrateurs, ingénieurs et autres spécialistes pour leur permettre d'étudier les réalisations de pays qui ont rencontré les mêmes problèmes dans le domaine des ressources hydrauliques.

h. Tenir à jour la bibliographie hydrologique africaine avec la collaboration de l'UNESCO et de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (CCTA).

Observations :

a. En association avec le Département des affaires économiques et sociales, les institutions spécialisées et d'autres organes intéressés, des cycles d'études sont organisés sur la mise en valeur des eaux souterraines, la construction et la gestion des petits ouvrages de retenue d'eau, la législation et l'administration du développement des ressources hydrauliques.

b. Tous les quatre mois est publié un bulletin sur la mise en valeur des ressources hydrauliques en Afrique, intitulé Bulletin des ressources naturelles.

iii) Ressources minérales

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

Activités :

a. Poursuivre l'établissement d'un inventaire des ressources minérales africaines et une analyse des possibilités de mise en valeur, en s'attachant notamment au développement, à l'échelon sous-régional, des industries, surtout de celles qui font l'objet d'une étude approfondie.

b. Insister auprès des gouvernements sur la nécessité de procéder, dans l'immédiat comme à long terme, aux levés géologiques indispensables à la prospection des gisements minéraux dans le cadre du développement industriel.

c. Aider les gouvernements, sur leur demande, à résoudre les problèmes de prospection et de développement des ressources minérales, d'enrichissement des minerais, etc., notamment pour la formulation des projets d'assistance technique des Nations Unies et du Fonds spécial.

Observations :

a. En association avec le Département des affaires économiques et sociales, une conférence africaine sur l'exploration, la production et la bonification des minéraux sera organisée en 1965.

b. D'étroites relations de travail sont établies avec les grandes organisations régionales s'occupant de ressources minérales et avec les départements des mines et les services géologiques nationaux.

c. Les gouvernements peuvent demander des conseils en ce qui concerne le développement de la prospection et de la production rentable des minéraux et l'adoption d'une législation minière adéquate.

d. Une étude du problème de l'extraction non contrôlée et du trafic des diamants en Afrique de l'ouest et du centre est en préparation.

b) Développement des transports et communications

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Etude sur le développement des transports en Afrique

Activités :

L'étude se poursuivra par :

a. Un inventaire des moyens de transport existants ou prévus dans la région, des possibilités de les améliorer pour faire face aux prévisions d'augmentation de la demande, compte tenu du développement de l'industrie, de l'agriculture, des ressources minérales, des besoins sociaux et administratifs, et du tourisme;

b. Un inventaire des voies de raccordement dont la création est nécessaire pour améliorer et rationaliser les transports;

c. Un examen des aspects administratifs des transports.

Observations :

On se propose de convoquer, le moment venu, des réunions sous-régionales sur les transports.

ii) Transports aériens

Activités :

Etudier, avec la coopération de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), les moyens de développer et coordonner tous les services africains d'aviation civile et de transport aérien et les problèmes que soulève l'établissement d'un plan de développement intégral complémentaire et coordonné des transports aériens pour toute la région africaine.

Observations :

a. Ce projet comprendra l'étude des possibilités de centraliser les services techniques dans les domaines de la navigabilité, des enquêtes sur les accidents, de la formation du personnel et de la délivrance de brevets à ce personnel; la mise en commun des services aériens et des manutentions combinées au sol; la normalisation de l'équipement et la mise en commun des pièces détachées, des moteurs et des autres services techniques; la possibilité d'accroître l'emploi des aéronefs pour le transport des denrées périssables et la stimulation des échanges et du trafic intra-africain entre l'est et l'ouest et entre le nord et le sud.

b. On se propose de convoquer une conférence panafricaine de l'aviation civile avant la fin de 1965.

iii) Transports maritimes

Activités :

Etude des points suivants :

a. Stabilisation et uniformisation des taux de fret;

b. Organisation du trafic de cabotage en fonction des besoins et sur une base sous-régionale;

c. Etablissement d'une convention entre Etats intéressés en vue de faciliter les transports maritimes entre eux;

d. Etablissement de conventions entre les organisations maritimes africaines et les organisations d'autres continents;

e. Plan de constructions navales en Afrique, compte tenu des besoins des organisations maritimes africaines; recommandations au Comité de l'industrie, des ressources naturelles et des transports;

f. Formation de personnel navigant;

g. Construction, amélioration et administration des ports africains;

h. Harmonisation des législations sur les transports maritimes en Afrique.

Observations :

a. Conformément à la résolution 101 (VI) de la Commission, une réunion des intéressés sera organisée pour rechercher un accord sur l'uniformisation des taux de fret.

iv) Transports intérieurs

Activités :

Etude des problèmes que pose le développement coordonné et complémentaire, à l'échelon national, sous-régional et régional :

a. Des voies navigables intérieures, compte tenu spécialement de la coopération internationale en vue de l'aménagement des voies d'eau intérieures (fleuves et lacs) et de la création d'organisations (entreprises) internationales pour la gestion et la réglementation de la navigation sur les fleuves et les lacs internationaux.

b. Des chemins de fer, compte tenu spécialement :

i. De l'achèvement des voies de raccordement pour améliorer et rationaliser les réseaux;

ii. De la normalisation des écartements, des systèmes d'attelage et de freinage, pour faciliter la création des voies de raccordement manquantes et abaisser le coût de production du matériel;

iii. Des raccordements complémentaires avec les voies navigables intérieures et les réseaux routiers;

c. Des routes, compte tenu spécialement :

i. De l'achèvement des voies de raccordement pour améliorer et rationaliser les réseaux;

ii. Des raccordements complémentaires avec les réseaux ferroviaires et les voies navigables intérieures;

iii. De l'uniformisation des législations en ce qui concerne les codes de la route et les règles concernant le transport international de marchandises et de voyageurs par route et les mouvements internationaux de véhicules.

v) Développement des télécommunications

Activités :

Etudier, en coopération avec l'Union internationale des télécommunications (UIT) et d'autres institutions internationales, les problèmes de télécommunications propres à la région.

Observations :

Cette étude consiste en un inventaire des moyens de télécommunications existants et prévus dans la région, un examen de la possibilité de les développer et de les améliorer et la préparation d'un plan de circuits radio à haute fréquence qui complètent ceux acceptés à Dakar en janvier 1964. La mise en oeuvre de ce plan dispenserait de faire passer par les capitales européennes les messages envoyés d'une capitale africaine à une autre.

vi) Problèmes des transports transsahariens

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

Activités :

Etude spéciale des problèmes des transports transsahariens.

Observations :

L'étude portera sur des problèmes techniques et économiques et sur les moyens de financer les transports transsahariens. Une réunion d'experts sera convoquée en mai 1964.

D. Levés et cartes

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Centre de formation en photogrammétrie et en prospection aérienne

Références. Rapport sur la cinquième session; résolution 10 de la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (1963) /E/CN.14/INR/40/.

Activités :

Préparer l'établissement de centres régionaux ou sous-régionaux pour l'interprétation des levés aériens et la formation en photogrammétrie et en prospection géophysique aérienne.

Observations :

On recueille en ce moment les avis et propositions des services cartographiques des pays africains. Un groupe restreint d'experts sera convoqué, pour étudier ces propositions et formuler des recommandations à soumettre à la Commission à sa prochaine session.

ii) Centres communs de services spécialisés dans les levés et les cartes

Référence. Résolution 12 de la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (1963).

Activités :

Préparatifs en vue de la création de centres communs de services spécialisés à l'échelon régional ou sous-régional.

Observations :

a. Consultations en cours avec les gouvernements des pays africains sur la question.

b. Etude des réponses reçues des gouvernements et préparation d'un rapport à soumettre à la Commission, à sa prochaine session.

c. Etablissement d'un comité restreint composé d'experts des sous-régions et chargé de définir la nature et la portée des activités des centres communs, d'évaluer les moyens actuellement disponibles en Afrique et qui pourraient être utilisés pour les services spécialisés, et de préparer des études préliminaires sur l'emplacement, les frais d'installation et d'exploitation, l'organisation et le financement des centres proposés. Rapport à soumettre aux gouvernements africains en juillet 1965 au plus tard.

iii) Examen et diffusion des renseignements

Référence. Résolution 13 de la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique.

Activités :

a. Demander des renseignements aux services cartographiques nationaux sur leurs besoins en assistance technique et transmettre ces renseignements, sur demande, aux organisations et aux gouvernements ayant des programmes d'assistance technique en Afrique.

b. Faire l'inventaire des moyens existants en Afrique pour la formation de techniciens et de cadres dans les domaines de la topographie et de la cartographie.

c. Préparer périodiquement une bibliographie des nouvelles publications importantes sur la topographie et la cartographie et communiquer cette bibliographie aux pays membres.

IV. Développement agricole

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Examen et analyse des progrès accomplis en Afrique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture

Références. Rapports de la Commission sur ses différentes sessions.

Activités :

Fournir des renseignements sur les questions alimentaires et agricoles, et une contribution aux réunions et à la documentation pour :

a. Les études et enquêtes de la CEA touchant à l'alimentation et à l'agriculture;

b. Le Bureau régional et le siège de la FAO et les conférences et réunions régionales de la FAO, notamment la troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique et la septième Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient.

Observations :

Divers documents ont été préparés pour la sixième session de la Commission et d'autres réunions. Coopération avec la FAO en ce qui concerne l'enquête de la FAO sur l'Afrique, l'étude des tendances et perspectives du marché africain du bois, les réunions sous-régionales organisées conjointement et la réunion régionale africaine sur la production et la santé animales. Coopération avec d'autres sections du secrétariat pour l'exécution de l'enquête économique à long terme sur l'Afrique. Les travaux se développent au fur et à mesure que s'accroissent les effectifs et la documentation, l'objectif étant de réunir, au niveau régional, sous-régional et national, une collection suffisante de renseignements de base et d'actualité.

ii) Plans de programmation du développement agricole

Références. Rapport sur la première session, paragraphes 61 et 63; première Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, résolutions 1,3 et 6; résolutions 18 (II), 108 (VI), 111 (VI), 112 (VI) et 117 (VI) de la Commission.

Activités :

Examen des plans et mesures propres à favoriser le développement agricole et à augmenter la productivité dans l'agriculture.

a. Rassemblement et analyse de renseignements sur les programmes de développement agricole pour constituer une documentation et organiser les programmes d'assistance technique;

b. Analyse et élaboration de projets de développement agricole, y compris l'assistance aux gouvernements pour la formation;

c. Analyse de problèmes particuliers du développement agricole, notamment des facteurs intervenant dans le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché;

d. Analyse du rôle des institutions dans le développement agricole, y compris les politiques agraires, le crédit agricole, les coopératives et les services de vulgarisation.

Observations :

Ces activités forment une grande partie des travaux permanents de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. Les travaux prévus à l'alinéa a ci-dessus sont également compris dans les activités élargies de rassemblement d'informations mentionnées à propos du projet E, i ci-dessus. On accordera une importance accrue au point c en 1964 et dans les années suivantes. Une réunion d'experts se consacrera aux problèmes du passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché. A propos du point d, une étude sur la population rurale du Mali et de la Haute-Volta sera exécutée en coordination avec la Section des affaires sociales. Enquêtes à court terme, en coopération avec la FAO, sur l'irrigation, la conservation des sols, la mécanisation, les engrais et sur d'autres problèmes spécifiques, selon le personnel disponible; réunions spéciales sur l'économie agricole.

On a commencé la publication d'un Bulletin de l'économie agricole en Afrique qu'on voudrait faire paraître à raison de deux ou trois numéros par an.

iii) Echanges et commercialisation des produits agricoles

Références. Rapport sur la première session, paragraphe 62, alinéa f; résolution 18 (II) de la Commission; première Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, résolution 10; résolution 25 (III) de la Commission.

Activités :

Etude des échanges des principaux produits agricoles dans les sous-régions et des mesures propres à améliorer la commercialisation :

a. Etudes des tendances récentes dans le niveau et l'orientation des exportations de produits agricoles sur le plan régional et sous-régional;

b. Enquêtes, en collaboration avec la FAO, sur la nature des problèmes de commercialisation des végétaux et des animaux d'élevage;

c. Tendances et relations des prix.

Observations :

Comme on l'a déjà signalé à propos du projet II, E, i, des mesures sont actuellement prises pour élargir la portée des études prévues au point a ci-dessus. Sous b, préparation, en collaboration avec la FAO, d'un cycle d'études sur la commercialisation des denrées alimentaires de base.

iv) Consommation des produits alimentaires et utilisation des excédents alimentaires

Références. Résolutions 18 (II) et 54 (IV) de la Commission; Campagne mondiale de la FAO contre la faim.

Activités :

Etude des niveaux de la demande et de la consommation des produits alimentaires et autres produits agricoles, et participation aux activités du Programme alimentaire mondial pour contribuer, par l'utilisation des excédents alimentaires, au développement économique.

Observations :

Jusqu'à présent, l'action a été menée par l'intermédiaire de consultants, par la participation à des missions sur le terrain du Programme alimentaire mondial en 1962 et 1963 et la collaboration à la Campagne mondiale de la FAO contre la faim.

v) Rassemblement, analyse et diffusion de renseignements sur la transformation des produits agricoles

Référence. Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles sur sa première session (E/CN.14/192 et Corr.1).

Activités :

Recherches et documentation sur la transformation des produits agricoles, portant notamment sur le perfectionnement des méthodes de ramassage, les préparations sur les lieux de production, la construction d'entrepôts et de marchés, la transformation des produits alimentaires et des matières premières, les méthodes d'emballage, le perfectionnement des outils et de l'équipement, la construction de bâtiments agricoles et l'utilisation de l'énergie dans l'agriculture. Mesures propres à susciter l'inclusion de ces activités dans les programmes nationaux de développement.

Observations :

Nouvelle activité, incluse dans le programme de travail de 1963 en raison de la collaboration étroite qu'il est nécessaire d'instaurer entre la FAO, la Commission et le Centre de développement industriel des Nations Unies.

vi) Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'agriculture

Références. Rapport sur la première session, paragraphe 54; résolution de la Conférence de la FAO; résolution 99 (VI) de la Commission.

Activités :

Collaboration avec les gouvernements et les institutions qui fournissent une assistance technique et économique; collaboration avec les experts de l'assistance technique de la FAO dans les pays africains dans les domaines de la planification et de la commercialisation de l'agriculture; assistance aux gouvernements pour la formulation de leurs demandes d'assistance technique; aide directe aux gouvernements pour les projets nationaux et régionaux.

Observations :

C'est surtout la FAO qui s'occupe de ce domaine. La contribution du secrétariat se limite à coordonner et à susciter des demandes, à présenter des observations sur les projets de demandes au Fonds spécial, à participer aux projets du Programme alimentaire mondial et à fournir une assistance directe limitée en personnel et consultants.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

vii) Etudes et réunions sur le développement agricole

Références. Rapport de la Commission sur sa deuxième session (E/3320, par. 118); rapport sur la troisième session (E/3452/Rev.1, par. 175); résolutions 46 (IV), 56 (IV), 108 (VI), 112 (VI) et 117 (VI) de la Commission.

Activités :

a. Etude des ressources et des besoins en bois, et réunions sous-régionales sur ce sujet.

b. Réunion régionale africaine sur la production et la santé animale (copatronnée par la FAO).

c. Action liée à l'étude à long terme sur la situation économique de l'Afrique et à l'étude de la FAO sur l'Afrique.

d. Diverses enquêtes à court terme sur l'irrigation, la conservation des sols, la mécanisation, les engrais ou autres sujets spéciaux, suivant le personnel disponible; réunions spéciales sur l'économie agricole.

e. Réunion d'experts sur le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché.

f. Collaboration étroite avec la FAO lors d'une conférence à l'échelon ministériel pour attirer l'attention sur les recommandations du point c ci-dessus.

g. Voyages d'étude et autres mesures en relation avec le point e ci-dessus.

h. Analyse de la situation économique et sociale et perspectives de la population rurale du Mali et de la Haute-Volta.

i. Centre d'étude sur le développement du crédit agricole pour les pays francophones (1965).

j. Centre d'étude sur les problèmes de la planification agricole en Afrique (1965).

k. Réunion d'experts sur les moyens de production en agriculture (1965).

l. Mission d'étude sur la réforme agraire.

m. Réunion spécialisée sur l'irrigation.

Observations :

Les projets prévus aux alinéas e à m sont nouveaux. Les activités prévues à l'alinéa c sont à entreprendre en liaison avec le projet VIII, iii. Le projet prévu à l'alinéa h est à entreprendre en coopération avec la Section des affaires sociales.

viii) Stabilisation des produits de base

Références. Résolution 25 (III) de la Commission; rapports de la réunion africaine sur la stabilisation des produits de base (E/CN.14/205) et du Comité permanent du commerce (E/CN.14/174 et Corr.1).

Activités :

Enquêtes sur la nature, l'organisation et le fonctionnement des organismes nationaux de commercialisation, par exemple les offices de commercialisation et les caisses de stabilisation, afin de déterminer les dépenses de fonctionnement et les autres éléments qui influent sur la qualité de la gestion et le rendement des opérations.

Observations :

Collaboration avec la FAO pour la préparation d'un manuel consultatif dans la série des cahiers publiés par la FAO sur les organisations officielles de commercialisation, leur établissement et leur fonctionnement. A entreprendre en liaison avec le projet II, A, v).

ix) Commercialisation des denrées alimentaires de base

Référence. Recommandation de la Conférence de la FAO.

Activités :

Cycle d'études sur la commercialisation des denrées alimentaires de base, en collaboration avec la FAO.

x) Etudes, réunions et assistance directe concernant les industries agricoles

Référence. Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrie et des ressources naturelles sur sa première session.

Activités :

Préparation d'études et notes de travail sur le développement agricole en collaboration avec le siège de la FAO; organisation de réunions et conseils directs aux gouvernements; voir projet vi ci-dessus.

III. PROGRES SOCIAL

A. Population

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Etude des niveaux, tendances et projections démographiques

Références. Rapport sur la première session, paragraphe 62; rapport du Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique (E/CN.14/186); résolution 1838 (XVII) de l'Assemblée générale.

Activités :

Etude de la structure et des tendances démographiques aux niveaux régional, sous-régional et national, pour dégager une documentation de base utile à la planification du développement économique et social :

a. Etude et évaluation des indicateurs démographiques généraux dégagés par les recensements démographiques récents, les enquêtes par sondage et l'enregistrement des déclarations d'état civil;

b. Projections de la population sous-régionale et nationale et de sa répartition (population rurale, population urbaine, population d'âge scolaire, main-d'oeuvre, etc.);

c. Etude de l'aspect démographique et de l'aspect main-d'oeuvre des plans de développement africains;

d. Etudes approfondies sur les rapports entre la croissance démographique et le développement économique et social;

e. Assistance aux centres démographiques sous-régionaux du Caire et de Dakar dans leurs activités de formation et leurs travaux de recherche connexes.

Observations :

Etudes à entreprendre en coopération et en liaison avec les institutions spécialisées.

B. Aménagement du milieu

a) Aspects économiques, sociaux et techniques de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement

Références^{17/}. Rapport de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique (E/CN.14/191); rapport de la Commission sur sa cinquième session.

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Education et formation

Activités :

Formation de moniteurs pour les projets assistés d'autoconstruction de logements.

Observations :

Un cours pilote a été organisé à Addis-Abéba, en coopération avec l'Ethio-Swedish Institute of Building Technology, à l'intention de participants éthiopiens exclusivement. Un cours sous-régional à l'intention des pays anglophones de l'Afrique de l'est s'ouvrira au cours du deuxième semestre de 1964. Son programme est lié au déroulement du projet pilote de construction de logements à bon marché à Addis-Abéba, qui comporte des démonstrations et une formation pratique.

ii) Assistance aux gouvernements pour les projets d'assistance technique et du Fonds spécial

Activités :

Assistance aux gouvernements, sur leur demande, pour les problèmes concernant les politiques et programmes de logement, la création de services du logement, le développement de l'industrie des matériaux de construction, l'établissement et l'exécution de projets pilotes, etc., notamment pour mettre au point des projets d'assistance technique et du Fonds spécial, donner des directives et prêter assistance aux experts de l'assistance technique, faire une étude critique de leurs rapports.

^{17/} Ces références sont communes à tous les projets figurant sous la rubrique a) : "Aspects économiques, sociaux et techniques de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement".

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

iii) Politiques du logement

Activités :

Etablir un schéma d'enquêtes générales et détaillées sur les besoins en matière de logement sur la base de l'expérience acquise par certains pays, compte tenu en particulier des conditions dans les pays en voie de développement rapide.

Observations :

Une note sur l'habitat dans la planification du développement a été établie à l'intention de la Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement (Addis-Abéba, octobre 1963). Une version plus complète de ce document comportant en annexe l'analyse détaillée de 20 plans nationaux de développement a été distribuée; les remarques qu'elle suscitera serviront de base à une étude plus complète qui sera présentée au Comité de l'habitat et de l'aménagement lors de sa première session. Un cycle d'études sur les statistiques et la planification du logement est prévu pour le deuxième semestre de 1965.

iv) L'économie du logement

Activités :

a. Rassembler et analyser des renseignements fournis par certains pays africains sur l'importance de l'investissement total affecté au logement et aux services connexes.

b. Rassembler et analyser des renseignements sur les critères utilisés pour rapporter la dimension, le prix ou le loyer du logement à la composition et au revenu du ménage.

c. Rassembler et analyser des renseignements sur le coût réel des logements construits actuellement dans certains pays africains, de manière à montrer les principaux postes des dépenses de construction et les facteurs susceptibles d'influencer chacun d'eux.

d. Rassembler et analyser des renseignements sur l'économie de l'habitat groupé dans certains pays africains.

e. Entreprendre une étude des sources nationales de financement du logement et des services connexes.

f. Entreprendre une étude sur les coopératives qui ont pour objectif la production et la vente de matériaux de construction, l'achat de terrains et la construction de logements et des services connexes.

Observations :

a. Les renseignements recueillis à ce sujet seront incorporés dans la nouvelle version de la note mentionnée à propos du projet iii ci-dessus.

b. Des renseignements préliminaires seront incorporés dans l'étude sur les sources nationales de financement du logement (voir alinéa e ci-dessus).

c. Une enquête pilote sur les coûts de construction de logements a été entreprise; des renseignements fournis par plus de 15 pays africains ont été rassemblés et analysés et le rapport provisoire sera présenté au Comité de l'habitat et de l'aménagement lors de sa première session.

d. Un rapport préliminaire et un questionnaire ont été distribués en vue de préparer un rapport provisoire qui sera présenté au Comité de l'habitat et de l'aménagement lors de sa première session.

e. On est en train de rassembler des renseignements; un rapport provisoire sera présenté au Comité de l'habitat et de l'aménagement lors de sa première session.

f. L'Organisation internationale du Travail (OIT) envisage de nommer un expert régional en logements coopératifs. Une enquête préliminaire pourrait commencer au début de 1965 sur les coopératives de logement dans les pays africains en voie de développement.

v) Ressources

Activités :

a. Entreprendre une enquête sur les ressources actuelles de l'Afrique en ce qui concerne certains matériaux de construction essentiels en vue de formuler des recommandations pour une meilleure utilisation de la capacité de production actuelle, l'accroissement et l'amélioration de la production, la création de nouvelles industries et une meilleure coordination à l'échelon sous-régional des politiques nationales d'investissement dans ce domaine.

b. Entreprendre ou patronner une enquête sur les besoins en main-d'oeuvre du secteur de la construction en vue de formuler des recommandations sur une meilleure utilisation de cette main-d'oeuvre et de donner des directives relatives aux programmes à long terme de formation professionnelle et d'enseignement supérieur.

Observations :

a. Une enquête préliminaire a été entreprise à partir de monographies par pays et de questionnaires rédigés par le secrétariat et diffusés pour recueillir des observations. Le rapport provisoire sera distribué et présenté au Comité de l'habitat et de l'aménagement lors de sa première session. On espère obtenir la collaboration de la Direction des opérations d'assistance technique et du Fonds spécial pour continuer les travaux par une série d'études de préinvestissement par secteur.

b. L'OIT envisage de recruter un expert régional en productivité de la construction en Afrique qui entreprendrait des études dans ce domaine.

vi) Aménagement

Activités :

a. Faire une étude sur la mise en application de méthodes et techniques applicables par les pays africains pour l'établissement et l'exécution de plans d'aménagement, en particulier pour ce qui est des méthodes d'enquête et d'analyse, et de l'intégration de toutes les ressources disponibles pour l'établissement des plans généraux d'aménagement.

b. Faire une étude tendant à définir de façon plus précise le rôle de l'aménagement dans le développement économique et social.

Observations :

Un cycle d'études sur le rôle des politiques d'aménagement et d'urbanisation dans le développement doit avoir lieu en octobre 1964 au Ghana. Le rapport du cycle d'études sera présenté au Comité de l'habitat et de l'aménagement lors de sa première session et suivi d'études spécialisées, notamment sur les problèmes d'aménagement des centres urbains africains en expansion rapide.

vii) Recherche et documentation sur le logement et le bâtiment

Activités :

a. Assistance aux gouvernements pour la création ou l'extension de centres nationaux de recherche et de documentation sur le logement et le bâtiment.

b. Création et extension de centres sous-régionaux de recherche et de documentation sur le logement et le bâtiment (en coopération avec le Conseil international du bâtiment).

Observations :

La préparation du cycle d'études sur la recherche et la documentation relative au logement et au bâtiment en Afrique est en cours; ce cycle d'études doit avoir lieu au début de 1965 à Addis-Abéba sous les auspices communs de la Commission et du Conseil international du bâtiment. Une exposition ("Le logement en Afrique") est en préparation avec la contribution d'une quinzaine de pays africains.

b) Développement rural et développement communautaire

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Vie rurale et ses institutions

Références. Rapports de la Commission sur ses quatrième, cinquième et sixième sessions; résolutions 48 (IV), 88 (V) et 117 (VI); résolution 975 D (XXXVI) du Conseil économique et social.

Activités :

Les activités au titre de ce projet seront entreprises conjointement avec le Service mixte CEA/OIT/CMS/UNESCO/FISE et la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, et porteront essentiellement sur les points suivants :

a. Etude approfondie des problèmes socio-économiques que rencontrent les gouvernements dans le développement et l'amélioration de la vie rurale et de ses institutions, portant notamment sur les questions suivantes : structures agraires, installation de nouveaux agriculteurs et réforme agraire, approvisionnement en eau du milieu rural, vulgarisation agricole, vulgarisation en matière de nutrition et de santé, économie domestique, coopératives, crédit rural, industries et réseaux de commercialisation ruraux et autres institutions rurales de nature à renforcer les revenus et la sécurité des familles rurales.

b. Rassemblement, dépouillement et échange de renseignements sur les questions examinées au titre du projet décrit à l'alinéa a ci-dessus.

c. Assistance aux gouvernements membres dans la planification, l'exécution et l'évaluation de programmes de développement rural unifié, réalisables par l'encouragement de l'initiative rurale et de l'action communautaire.

d. Réunions régionales, comprenant des colloques, cycles d'études et voyages d'étude, afin de permettre aux administrateurs et directeurs des programmes nationaux, régionaux ou locaux de développement rural unifié de se rencontrer pour procéder à des échanges de vues sur les divers aspects de la planification, de l'organisation, de l'administration, du financement, etc., des programmes d'animation rurale et de développement communautaire.

Observations :

a. Une étude des problèmes que le développement économique et social pose aux populations rurales du Mali, du Niger et de la Haute-Volta sera entreprise en 1964 et 1965 avec la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture.

b. En 1964, une assistance sera fournie à la FAO pour l'organisation d'une réunion régionale africaine sur la vie rurale; on s'attachera particulièrement aux problèmes et besoins des jeunes en milieu rural.

C. Organisation et administration des services sociaux

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Etudes et enquêtes sur des pays particuliers

Références. Rapport du Cycle d'études sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire, recommandations II, d et f; résolutions 88 (V) et 118 (VI) de la Commission.

Activités :

Etudes générales et études par pays, dans les divers pays de la région, sur les structures des programmes de protection sociale, y compris la planification, l'organisation, l'administration, le financement et l'intégration de ces programmes dans la planification intégrale du développement national.

Observations :

a. En 1963, un questionnaire détaillé a été envoyé à tous les gouvernements membres et aux membres du Comité d'experts de la protection sociale et du développement communautaire (ancien Comité permanent) et un fonctionnaire du secrétariat a fait une enquête sur deux pays (Ghana et République arabe unie). Une monographie sur les structures de l'organisation et de l'administration de la protection sociale en Afrique est en préparation, à partir de l'étude générale et des deux enquêtes par pays.

b. Le Maroc et la Tunisie (pays d'expression française), l'Ouganda et le Kenya (pays d'expression anglaise) sont les pays choisis pour une étude approfondie qui aura lieu en 1964 dans le cadre d'une enquête régionale sur les programmes de protection sociale de la famille, de l'enfance et de la jeunesse et leur intégration dans la planification intégrale du développement national. Une monographie sur l'organisation et l'administration des services de protection de la famille, de l'enfance et de la jeunesse sera préparée en 1964.

c. En 1964, une étude sera entreprise avec la collaboration de la Direction des affaires sociales et du Collège de service social Oppenheimer de Lusaka, pour déterminer l'exacte proportion des progrès de la délinquance juvénile.

d. Le Tanganyika et la Rhodésie du Nord (pays d'expression anglaise), le Sénégal et le Mali (pays d'expression française) sont les pays choisis pour une étude approfondie qui aura lieu en 1965 sur les programmes de défense sociale dans la planification intégrale du développement national. Une monographie sur les programmes de défense sociale en Afrique sera préparée.

ii) Réunions, colloques et cycles d'études régionaux

Références. Résolutions 88 (V), 118 (VI) et 119 (VI) de la Commission.

Activités :

Des réunions régionales telles que colloques, cycles d'études et voyages d'étude seront organisés pour permettre aux administrateurs, directeurs, etc. des services de protection sociale nationaux, régionaux ou locaux de se rencontrer et d'échanger leurs vues sur les divers aspects de la planification, de l'organisation, de l'administration, du financement, etc. des programmes nationaux, locaux ou spécialisés.

Observations :

a. En 1964, une réunion régionale sur la défense sociale sera en outre organisée conjointement par la CEA et la Direction des affaires sociales, en prévision principalement du troisième Congrès mondial sur le crime et la délinquance (Stockholm, 1965).

b. En 1965, le Comité d'experts du développement social se réunira pour revoir le programme de la Section des affaires sociales.

c. En 1965, un colloque sera réuni pour examiner l'organisation et l'administration des services (urbains et ruraux) de protection de la famille, de l'enfance et de la jeunesse.

iii) Formation en vue du service social

Références. Rapport du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire sur sa deuxième session (E/CN.14/187 et Corr.1 et Add.1), recommandation VI (par. 18 à 22); résolutions 88 (V), 116 (VI) et 118 (VI) de la Commission.

Activités :

Les activités dans le cadre de ce projet sont notamment les suivantes :

a. Création, avec le concours du FISE, de l'UNESCO et de la Direction des affaires sociales, de centres sous-régionaux pour la formation de personnel de service social des cadres moyens et supérieurs;

b. Formation d'instructeurs du service social et formation spécialisée du personnel administratif et technique chargé de l'organisation et de l'exécution des programmes de protection sociale;

c. Assistance aux gouvernements membres pour l'organisation de cours périodiques de formation en cours d'emploi pour assistants sociaux, y compris les travailleurs bénévoles et auxiliaires.

Observations :

a. En 1964, un cours technique de formation au traitement des jeunes délinquants dans les institutions sera organisé à l'usage d'environ 15 fonctionnaires chargés de l'administration de telles institutions (écoles de réforme Borstal, écoles industrielles et maisons de détention provisoire).

b. Un groupe de consultants évaluera les programmes des études, les effectifs en personnel de 12 écoles africaines de service social et la formation qu'elles dispensent, et donnera des conseils sur la manière de les renforcer et sur le développement des programmes sous-régionaux de formation pour cadres moyens et supérieurs.

c. Un stage pour instructeurs du service social et administrateurs de programmes de formation en cours d'emploi sera organisé au Caire, avec l'assistance du Ministère des affaires sociales de la République arabe unie et de l'Association internationale des écoles de service social.

d. Monographie sur la formation au service social en Afrique. A cet effet, un questionnaire a été envoyé en 1963 aux directeurs d'écoles de formation au service social et aux ministères des affaires sociales. La monographie, qui sera publiée pendant le premier semestre de 1964, servira de document de travail à la réunion du groupe de consultants chargés de l'évaluation et pour le cours de formation à l'intention d'instructeurs du service social.

iv) Services consultatifs à la région

Références. Rapports sur la troisième et la quatrième sessions; résolutions 48 (IV) et 88 (V) de la Commission.

Activités :

Aider les gouvernements membres dans la planification de l'organisation et de l'administration des programmes nationaux et des services spéciaux de protection sociale, en fournissant une assistance technique directe et en encourageant l'affiliation à diverses associations et agences internationales de protection sociale et l'assistance de ces associations, avec la collaboration des institutions spécialisées.

Observations :

a. Les gouvernements pourront recourir, le cas échéant, et pour des consultations de brève durée, aux services du Conseiller régional en protection sociale et du fonctionnaire supérieur des affaires sociales.

b. Des correspondants nationaux chargés de faciliter le rassemblement et l'échange de renseignements sur l'évolution des principales questions sociales, etc., sont établis dans les pays membres. En 1963, ces correspondants étaient au nombre de 20.

c. Un répertoire des activités de protection sociale menées en Afrique par des institutions des Nations Unies (FISE, OMS, OIT, FAO et UNESCO) sera constitué.

d. Des contacts directs avec les experts en protection sociale de l'assistance technique qui opèrent en Afrique seront établis et maintenus.

e. Des relations et des contacts réguliers seront établis avec les organisations bénévoles internationales de protection sociale, en vue de susciter un plus grand intérêt dans la région, d'obtenir le concours de ces organisations pour attirer, le cas échéant, l'attention sur les besoins particuliers de la région, et, éventuellement, d'étendre leur activité aux pays de la région où elle est nécessaire; en vue également de coordonner les intérêts de ces organisations et ceux de la CEA et d'utiliser les moyens dont elles

disposent pour des activités internationales, des stages de formation réguliers ou spéciaux, des conférences et des cycles d'études réunissant du personnel d'encadrement, des études et des recherches sur place, et l'éducation du grand public. En 1963, des relations de travail directes ont été établies avec 17 de ces organisations bénévoles internationales.

IV. MONNAIE ET FINANCES

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Systèmes monétaires et union africaine des paiements

Références. Résolutions 30 (III), 87 (V) et 95 (VI) de la Commission.

Activités :

Etude des différents systèmes monétaires de l'Afrique, en s'attachant plus spécialement à l'examen de leurs incidences sur le commerce intra-africain et des possibilités de créer un système de compensation au sein d'une union des paiements entre pays africains.

Observations :

a. Etude des institutions monétaires africaines, des difficultés de paiements des pays africains et des méthodes propres à remédier à ces difficultés, compte tenu de la possibilité de créer des unions de compensation.

b. Réunion en 1964 des autorités monétaires gouvernementales africaines, éventuellement précédée d'une réunion préparatoire d'experts.

c. Le secrétariat sera en mesure d'aider les gouvernements membres en matière de politique monétaire et bancaire, et de fournir des services consultatifs pour la création d'établissements financiers, monétaires, bancaires ou autres, ou pour l'amélioration des travaux des établissements existants.

ii) Finances publiques

Références. Mandat de la Commission; rapport du Cycle d'études sur les problèmes de reclassification et d'administration budgétaires en Afrique (E/CN.14/117/Rev.1, par. 97).

Activités :

Etudes des recettes et dépenses des Etats africains portant notamment sur la mobilisation, la répartition et l'emploi efficace des ressources pour le développement économique.

Observations :

a. Projet à entreprendre en liaison avec les projets IV, i, IV, iii et VIII, iv. Problèmes du coût et des avantages des services de l'Etat et notamment des possibilités de mobiliser de nouvelles ressources pour le développement économique en liaison avec le projet VIII, iv. Une étude distincte des systèmes fiscaux en vigueur dans certains pays d'Afrique sera entreprise en 1964.

b. Le secrétariat sera en mesure d'aider les gouvernements membres pour des questions de politique fiscale et de finances publiques en général.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

iii) Inflation et épargne

Références. Mandat de la Commission; rapport du Comité du programme de travail et des priorités à la troisième session de la Commission, paragraphe 10.

Activités :

Etude des problèmes d'inflation et d'épargne, en vue notamment de mobiliser les ressources financières potentielles, telles que les avoirs thésaurisés, pour le développement économique des pays africains.

Observations :

Projet à exécuter en liaison avec les projets IV, i et VIII, iv.

iv) Banque africaine de développement

Références. Résolutions 52 (IV) et 76 (V) de la Commission.

Activités :

a. Aide à la Banque africaine de développement qui doit être créée en 1964 conformément à l'accord conclu par la Conférence des ministres des finances des pays d'Afrique tenue à Khartoum en août 1963.

b. Etude de la contribution que les banques nationales de développement pourraient apporter au développement économique des pays et territoires africains, y compris l'évaluation des besoins de conseils et d'assistance technique dans ce domaine; étude à entreprendre en coopération avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et qui sera suivie de la fourniture de services consultatifs aux gouvernements, sur leur demande.

Observations :

Depuis dix-huit mois, le secrétariat s'est entièrement consacré aux travaux préparatoires en vue de la création de la Banque africaine de développement. Les travaux prévus à l'alinéa b ci-dessus en sont encore à la phase initiale.

V. DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET ADMINISTRATIF

A. Personnel et formation

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Moyens de formation en Afrique

Référence. Résolution 77 (V) de la Commission.

Activités :

Consultations avec les universités, les instituts de recherche et d'autres organismes appropriés en Afrique sur les arrangements concernant la formation de personnel africain.

Observations :

Pendant l'année 1963, des demandes ont été adressées aux Etats membres, aux institutions spécialisées et à des fondations, en vue d'obtenir tous les renseignements disponibles sur les programmes de formation, à long ou à court terme, qui sont entrepris en Afrique dans tous les domaines. Ces contacts ont été établis par voie de questionnaires et les résultats sont examinés en fonction des objectifs suivants : a) constituer des statistiques permanentes, b) définir les lacunes en vue de prendre éventuellement des initiatives nouvelles, c) publier en 1964 une brochure donnant des détails sur tous les programmes de formation professionnelle destinés aux Africains, en Afrique et hors d'Afrique. Cette brochure sera mise à jour chaque été.

Les programmes de formation en matière d'administration publique mis en oeuvre en 1963 et l'étude entreprise la même année sur le développement des moyens existants dans ce domaine en Afrique, seront poursuivis en 1964.

Des négociations ont été entamées en 1963 sur l'opportunité d'élaborer un programme de formation de diplomates africains en Afrique. Ce projet sera continué en 1964; sa mise en oeuvre est prévue pour 1964-1965.

ii) Moyens de formation et bourses

Référence. Résolution 17 (II) de la Commission.

Activités :

Collationner et évaluer : a) toutes les offres de moyens de formation soumises à la Commission; b) toutes les demandes de bourses pour lesquelles les possibilités offertes par les Nations Unies et leurs institutions spécialisées ne suffisent pas.

Observations :

En ce qui concerne le point a, l'URSS a offert en 1963 de pourvoir à la création d'un centre de formation africain en vue de la formation de travailleurs qualifiés et d'instructeurs; cette offre est étudiée en collaboration avec l'OIT.

En ce qui concerne le point b, un questionnaire a été envoyé à tous les Etats membres les priant de communiquer des renseignements sur les demandes de bourses auxquelles il n'a pas encore été possible de donner satisfaction et sur les bourses supplémentaires dont ils pourraient avoir besoin dans certains domaines. Les réponses seront étudiées et évaluées, et des suggestions seront faites concernant l'obtention de bourses d'étude ou de perfectionnement dont certaines pourraient être administrées par la Commission elle-même.

iii) Formation en cours d'emploi pour économistes et statisticiens africains

Référence. Résolution 16 (II) de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174, par. 51, et E/CN.14/174/Add.2).

Activités :

Formation en cours d'emploi au siège de la Commission et aux sièges de la Commission économique pour l'Europe et de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

Observations :

Ce programme de formation se poursuit en 1964 et les Etats membres ont été informés de l'organisation d'un stage de formation en cours d'emploi à la Commission économique pour l'Europe avec prière de présenter deux candidats pour un stage commençant en mai 1964.

iv) Cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques et statistiques

Référence. Résolution 17 (II) de la Commission.

Activités :

Cours d'été pour étudiants qui commencent leur dernière année d'université.

Observations :

Ces cours, dont le premier a eu lieu en 1961, n'ont pas été repris en 1963 mais on a reformulé le plan en vue d'organiser des cours d'été en 1964 à l'Institut africain de développement économique et de planification, et l'on a envoyé un questionnaire à toutes les universités et collèges universitaires d'Afrique en vue d'étudier la possibilité d'organiser des cours spéciaux dans certaines universités africaines pendant les mois d'été.

v) Cours de formation pour les fonctionnaires des douanes

Références. Rapport du Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale (E/CN.14/138, par. 32); rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174, par. 37).

Activités :

Organisation de cours de formation sur l'administration des douanes.

Observations :

a. Un cours de formation à l'intention de fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'ouest a eu lieu en 1963.

b. Un cours à l'intention de fonctionnaires de tous les pays anglophones de la région aura lieu en Afrique de l'est en 1964.

vi) Cours de formation dans les domaines du commerce extérieur et de la politique commerciale

Référence. Mandat de la Commission.

Activités :

Organisation de cours de formation en commerce extérieur et en politique commerciale, avec le concours du secrétariat du GATT.

Observations :

Un cours sera organisé en 1964.

B. Administration publique

Groupe 1. Projets permanents et travaux de haute priorité

i) Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'administration publique sur la demande des gouvernements

Référence. Rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180).

Activités :

Les progrès du développement économique et social dépendront pour beaucoup de la mesure dans laquelle les gouvernements africains identifieront l'exacte nature des problèmes fondamentaux d'administration et appliqueront les solutions nécessaires en utilisant toutes les ressources dont ils disposent. Ces objectifs peuvent être atteints par les moyens suivants : a) visites sur place, consultations et enquêtes à court terme pour aider les pays à identifier les problèmes administratifs, b) aide aux gouvernements dans

l'élaboration de schémas et de plans pour renforcer les structures et pratiques administratives, c) conseils aux gouvernements en vue de la solution de problèmes d'administration publique urgents et spécifiques.

Observations :

Des conseillers régionaux en administration publique pourront être envoyés pour des missions de courte durée auprès des gouvernements intéressés.

ii) Programmes de formation en matière d'administration publique

Référence. Mandat de la Commission.

Activités :

Préparation pour mai 1964 d'une conférence africaine des directeurs des écoles nationales d'administration et directeurs de la fonction publique.

Observations :

Le but de la conférence est d'étudier les programmes actuels (contenu, objectifs et besoins), y compris les programmes se rapportant à l'administration locale, afin d'harmoniser ces programmes lorsque c'est possible, par exemple sur une base régionale, et d'en décider l'expansion massive.

iii) Administration du personnel, structure et procédure (y compris formation)

Référence. Mandat de la Commission.

Activités :

Examen des règles et procédures, préparation de manuels d'administration du personnel ou adaptation des manuels existants aux conditions locales ou sous-régionales.

Observations :

Un manuel du statut de la fonction publique et du statut et règlement du personnel, destiné aux pays en voie de développement, est en préparation; une version préliminaire de ce document de base devrait être prête vers le milieu de 1964.

Un manuel d'administration du personnel de la fonction publique (principes de base et pratiques courantes) sera mis en train au cours du deuxième semestre de 1964. Un groupe de travail d'experts consultants pourrait être réuni à la fin de 1964 pour l'examen de ces documents.

iv) Marchés de l'Etat et des collectivités

Références. Une étude spéciale des marchés de l'Etat et des collectivités est actuellement en cours en Amérique latine; elle précède un cycle d'études qui doit avoir lieu en mai et juin 1964. L'expérience latino-américaine sera utilement rapprochée des méthodes et pratiques suivies en Afrique.

Activités :

Enquête à mener en 1964 dans plusieurs pays africains qui comprendra les points particuliers suivants : a) dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour les marchés publics; b) procédures adoptées pour les marchés publics; c) administration des magasins de l'Etat et plus particulièrement, problèmes relatifs à la rotation, à la commande et à l'entretien des stocks; d) moyens de contrôle de la qualité; e) problèmes de centralisation et d'uniformisation, d'entreposage et d'approvisionnement.

Observations :

Les résultats de cette enquête amèneront peut-être à réunir un cycle d'études sur ce sujet en 1965.

v) Gestion des entreprises d'Etat

Références. Résolution 907 (XXXIV) du Conseil économique et social; rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180).

Activités :

Etudes sur les sujets suivants :

a. Base constitutionnelle et juridique des institutions ou entreprises autonomes du secteur public;

b. Ressources financières des institutions autonomes du secteur public;

c. Organes directeurs et structure de ces institutions ou entreprises;

d. Contrôle et vérification des comptes de ces institutions ou entreprises.

Observations :

Enquête préliminaire à effectuer en 1964 dans un certain nombre de pays, suivie d'un colloque en 1965.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

vi) Cycle d'études sur les services centraux pour les autorités locales

Références. Rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains; programme de travail et ordre de priorité pour 1963-1964 (E/CN.14/230).

Activités :

Préparation d'un cycle d'études pour rechercher quels sont les institutions et services centraux nécessaires à l'échelon national (ou, dans une fédération, à l'échelon de l'Etat membre de la fédération ou à celui de la province) en vue de l'amélioration de l'administration locale.

Observations :

Organisation, en 1964, d'un cycle d'études à l'intention de fonctionnaires supérieurs des ministères dont relèvent les administrations locales. Les débats porteraient notamment sur les institutions centrales telles que ministères ou départements de l'intérieur, les institutions de formation, les organismes de prêt opérant pour les autorités locales, l'harmonisation de la structure du personnel, les associations du personnel et des cadres de l'administration locale, les services juridiques, les services d'achat et les services de comptabilité.

vii) Organisation et méthodes (anglais)

Référence. Mandat de la Commission.

Activités :

Un cours de six semaines sera organisé en 1964.

Observations :

Le cours sera destiné aux fonctionnaires supérieurs et au personnel des cadres moyens supérieurs chargés de questions d'organisation et de méthodes.

viii) Organisation et méthodes (français)

Référence. Mandat de la Commission.

Activités :

Un cours de six semaines sera organisé en 1964.

Observations :

Le cours sera destiné aux fonctionnaires supérieurs et au personnel des cadres moyens supérieurs chargés de questions d'organisation et de méthodes.

VI. DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES NATIONALES ET INTERNATIONALES

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Enquête statistique sur l'Afrique

Références^{18/}. Résolutions 12 (II) et 59 (IV) de la Commission; rapports de la Conférence des statisticiens africains.

^{18/} Ces références sont communes à tous les projets figurant sous la rubrique VI : "Développement des statistiques nationales et internationales".

Activités :

Etablissement d'un plan global de développement des statistiques de la région, destiné à mettre les activités des bureaux de statistiques en harmonie avec les besoins de la planification économique et sociale. La tâche incombant au secrétariat dans le cadre de ce projet serait ainsi conçue :

a. Examiner avec les différents pays leurs besoins d'assistance technique en rapport avec leurs programmes nationaux de développement des statistiques; donner des directives aux experts et boursiers et contrôler leurs travaux avec le concours du Département des affaires économiques et sociales;

b. Planification et contrôle d'un service consultatif régional chargé d'apporter une assistance directe aux pays de la région, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales et de la FAO.

Observations :

Le secrétariat a pris pour règle de consulter le Siège, les représentants résidents dans les divers pays et les bureaux nationaux de statistique sur le contenu des programmes d'assistance technique pour chaque période bisannuelle. Les préparatifs pour le programme 1965-1966 sont déjà avancés.

En 1963, il y avait en Afrique 40 experts statisticiens des Nations Unies. La plupart d'entre eux envoient maintenant au secrétariat pour étude et commentaires techniques et pratiques des rapports d'activité périodiques. Plus de 25 de ces experts ont reçu des directives au siège de la Commission avant de se rendre à leur lieu d'affectation.

La troisième Conférence des statisticiens africains a recommandé l'agrandissement du service consultatif régional par la création de trois postes supplémentaires (comptabilité nationale, programmation statistique et exploitation des données). Le service, qui comprend actuellement cinq experts dans les domaines suivants : démographie, statistiques des finances publiques, comptabilité nationale, enquêtes par sondage et enquêtes sur le terrain, a été constitué vers le milieu de 1961 et a fait plus de 60 missions dans 25 pays africains.

ii) Coopération régionale pour le développement des statistiques

Activités :

Etablissement et exécution de programmes régionaux de coopération, selon les besoins spécifiques exprimés par chacun des pays en vue du développement de leurs statistiques. Les activités prévues sont notamment les suivantes :

a. Courtes réunions sous-régionales de chefs de bureaux de statistique et de directeurs de centres de formation statistique et autres activités au niveau sous-régional;

b. Voyages d'étude consacrés à des sujets donnés ou à des opérations spécialisées.

c. Un programme de bourses d'étude qui permette aux statisticiens subalternes de recevoir une formation en cours d'emploi dans les bureaux de statistique de la région.

Observations :

Les nations Unies ont créé trois cours sous-régionaux de formation statistique de niveau moyen, à Achimota (Ghana), Addis-Abéba (Ethiopie) et Yaoundé (Cameroun). En plus, d'autres centres et d'autres activités de formation à Abidjan (Côte-d'Ivoire), Dar es-Salam (Tanganyika), Lagos (Nigéria) et Rabat (Maroc) bénéficient d'une assistance sous forme de bourses d'étude et de personnel enseignant.

Une réunion des directeurs des centres pour cadres moyens et d'autres experts recevant une formation des Nations Unies a eu lieu à Addis-Abéba en avril 1963 en vue de coordonner les moyens de formation existants et d'étudier les possibilités d'action pour l'avenir. La réunion a reconnu qu'il était nécessaire de développer les moyens de formation. La troisième Conférence des statisticiens africains a recommandé la création de deux nouveaux centres pour cadres moyens, l'un pour l'Afrique de l'est (anglais) et l'autre pour l'Afrique de l'ouest (français), ainsi que celle d'un centre régional de niveau supérieur (anglais). La Conférence a également recommandé que la Commission crée des moyens de formation dans le domaine de la comptabilité nationale.

En 1962, il y a eu deux réunions sous-régionales de chefs de bureaux de statistique et deux réunions semblables sont prévues pour 1964-1965, l'une pour l'Afrique du nord et de l'est, l'autre pour l'Afrique de l'ouest.

Un voyage d'étude en Afrique et en Europe portant sur les relations entre les statistiques et la planification et organisé avec l'aide de la Commission économique pour l'Europe, doit avoir lieu en 1964. Un voyage d'étude consacré aux statistiques de l'habitat est prévu pour 1965. La Conférence a également recommandé, comme activité future, l'organisation d'un voyage d'étude en Afrique de l'ouest sur les problèmes relatifs aux activités de subsistance et aux cultures itinérantes.

iii) Coopération régionale pour le traitement de l'information statistique

Activités :

a. Utilisation de l'atelier mécanographique installé au siège de la Commission pour des recherches et des démonstrations et pour aider les pays manquant d'équipement ou dont les possibilités de traitement de l'information sont insuffisantes.

b. Préparation d'un rapport sur les progrès réalisés dans le traitement de l'information.

Observations :

L'atelier mécanographique installé au siège de la Commission à la fin de 1961 a mené à bien un certain nombre de tâches, telles que le dépouillement des résultats du recensement d'Addis-Abéba, le dépouillement des statistiques du commerce extérieur d'un pays africain, le dépouillement ordinaire des statistiques du commerce extérieur et la préparation de tableaux statistiques régionaux sur le commerce africain pour les publications de la Commission, ainsi que la préparation du tableau mensuel des émoluments du personnel du secrétariat. Un rapport sur les perspectives du traitement électronique de l'information en Afrique a été préparé par le secrétariat en 1963 et a été soumis à la troisième Conférence des statisticiens africains. La Conférence a recommandé la réunion d'un groupe d'experts pour examiner plus en détail les problèmes du traitement de l'information en Afrique et pour définir un programme de coopération régionale dans ce domaine. Elle a aussi recommandé de développer les moyens et services de l'atelier mécanographique de la Commission.

iv) Echange de renseignements sur les activités statistiques

Activités :

Etablissement entre les pays africains d'un système d'échange général de renseignements sur les activités et méthodes statistiques, y compris les activités suivantes :

- a. Publication du périodique intitulé Informations statistiques;
- b. Préparation et publication de manuels méthodologiques adaptés au milieu africain;
- c. Traduction et diffusion de rapports sur les méthodes utilisées pour divers genres d'enquêtes et autres opérations statistiques;
- d. Publication, de temps à autre, de données bibliographiques sur les publications statistiques des pays africains.

Observations :

Le périodique Informations statistiques, créé en 1960, est maintenant publié chaque trimestre.

Un rapport sur les méthodes et problèmes des recensements africains et un autre sur les méthodes et problèmes des inscriptions à l'état-civil et du rassemblement des statistiques d'état-civil en Afrique ont été soumis à la troisième Conférence des statisticiens africains. Un manuel méthodologique sur la comptabilité nationale en Afrique est en préparation et sera publié en 1964; il servira à préciser et à étendre le système intermédiaire de comptabilité nationale à l'usage des pays africains proposé par un groupe d'experts en 1962 et examiné à la troisième Conférence des statisticiens africains.

La Conférence a recommandé la poursuite des travaux en vue de la préparation du manuel d'enquêtes sur les ménages et d'une liste de coefficients techniques à l'usage des planificateurs. Elle a décidé d'inclure dans le programme de travail pour les années 1963-1968 les projets suivants :

a. Développement du rapport sur les recensements démographiques pour y rendre compte de l'expérience de tous les pays de la région;

b. Préparation d'une étude sur les enquêtes démographiques à l'échelon sous-régional dans la région;

c. Préparation d'un rapport sur l'expérience africaine des recensements et enquêtes industriels effectués dans le cadre du programme mondial de 1963 de l'Organisation des Nations Unies;

d. Préparation d'un manuel contenant l'analyse des enquêtes sur la consommation alimentaire;

e. Construction d'un tableau récapitulatif des besoins en statisticiens de la région.

v) Elaboration de normes statistiques pour la région

Activités :

Organisation de groupes de travail d'experts pour des échanges de vues sur les méthodes et sur l'adaptation à l'Afrique des normes internationales, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales du Siège et des institutions spécialisées.

Observations :

La troisième Conférence des statisticiens africains s'est réunie en octobre 1963. Il y a eu en outre trois réunions techniques : l'une concernant les enquêtes sur la consommation alimentaire (en collaboration avec la FAO), la deuxième les statistiques de la balance des paiements (en collaboration avec le Fonds monétaire international) et la troisième les statistiques du commerce extérieur. Les rapports de ces réunions ont été soumis à la Conférence. Une quatrième réunion, sur les statistiques relatives à la formation de capital, s'est tenue en octobre 1963.

La Conférence a établi la liste des cycles d'études et des groupes de travail qu'elle recommande d'inclure dans le programme de travail pour la période 1963-1968. La priorité a été donnée à un cycle d'études sur la comptabilité nationale et les statistiques du revenu national, à un cycle d'études des statistiques du travail (en collaboration avec l'OIT) et à un cycle d'études sur l'emploi des techniques de sondage; ces cycles d'études sont prévus pour 1964. Des travaux préparatoires ont commencé en vue de la convocation, en 1965, de trois au moins des réunions suivantes : un groupe de travail de statisticiens et planificateurs, un cycle d'études sur les statistiques du logement, un cycle d'études sur les statistiques agricoles, un cycle d'études sur les enquêtes rétrospectives par sondage et un autre sur les statistiques de la distribution.

vi) Traitement et publication de données statistiques

Activités :

a. Dépouillement et analyse des données statistiques nécessaires pour le Bulletin économique pour l'Afrique (statistiques africaines), le bulletin intitulé Statistiques africaines du commerce extérieur (la Série A paraît chaque trimestre, la Série B chaque semestre) et le bulletin des statistiques industrielles dont un volume est en préparation.

b. Dépouillement et analyse des données statistiques nécessaires aux services de recherche du secrétariat de la Commission.

c. Manuels statistiques : rassemblement, évaluation, analyse et publication de données statistiques tirées de l'enquête statistique.

Observations :

Des annexes statistiques sont publiées en complément au Bulletin économique pour l'Afrique. La Série A du bulletin intitulé Statistiques africaines du commerce extérieur est présentée par pays d'origine et de destination. Trois numéros ont été publiés en 1962-1963 (décembre 1961, juin 1962 et décembre 1962). La Série B du même bulletin donne le détail des importations et exportations de chaque pays par groupes de produits. Le dernier numéro de cette série contient les chiffres de la période janvier-juin 1962. La portée des statistiques de cette série a été élargie progressivement en 1963. Un numéro spécial a été consacré aux statistiques du commerce intra-africain en 1960 et 1961.

Des statistiques spéciales ont été établies, aux fins des recherches du secrétariat, dans les domaines de l'industrie, de l'énergie, de la comptabilité nationale et des transports.

L'établissement des tableaux du manuel démographique africain a été achevé avec l'aide de la Section des affaires sociales du secrétariat; ces tableaux sont disponibles dans une édition photocopiée.

Le manuel de comptabilité nationale africaine sera publié vers le milieu de 1964.

Le dépouillement des statistiques industrielles en Afrique est terminé; ces statistiques sont disponibles dans une édition photocopiée provisoire.

VII. DROITS DE L'HOMME

La Commission n'a pas de travaux correspondant à cette rubrique

VIII. INFORMATIONS DE BASE

Groupe 1. Projets et travaux permanents de haute priorité

i) Documentation sur les échanges commerciaux

Références. Mandat de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174 et Corr.1), recommandation X.

Activités :

Rassemblement et diffusion d'une documentation sur le commerce extérieur.

Observations :

a. Un rapport intérimaire sur l'information commerciale a été présenté au Comité permanent du commerce lors de sa deuxième session.

b. Les numéros 4, 5 et 6 du bulletin intitulé Aperçu du commerce extérieur ont été présentés au Comité permanent du commerce lors de sa deuxième session. Cette publication sera poursuivie en 1964.

ii) Bulletin économique pour l'Afrique

Référence. Rapport sur la première session, paragraphe 62, alinéa j.

Activités :

Publication d'un bulletin contenant une sélection de statistiques sur l'Afrique, ainsi que des articles et rapports sur certains sujets, notamment :

a. Les tendances économiques et sociales actuelles dans les pays et territoires d'Afrique, les points saillants de l'évolution de la politique économique et sociale en Afrique, les répercussions sur l'économie des pays africains des décisions de politique générale prises par les gouvernements de grands pays commerçants extra-africains. Sous cette rubrique, devront notamment figurer des analyses du marché des principaux produits de base exportés par l'Afrique avec, dans la mesure du possible, des prévisions de la demande et de l'offre;

b. Les travaux de la Commission et de son secrétariat, y compris les rapports sur les conférences, cycles d'études et groupes de travail qui n'auraient pas été publiés dans d'autres documents périodiques;

c. Certains problèmes particuliers étudiés par le secrétariat;

d. L'analyse d'études entreprises ailleurs sur des problèmes africains d'un intérêt particulier.

Observations :

Ce bulletin paraîtra deux fois par an.

iii) Assistance et services consultatifs dans le domaine de la recherche économique

Référence. Mandat de la Commission.

Activités :

a. Aider, sur leur demande, les gouvernements des pays membres à créer les services de recherche économique nécessaires à la planification et à d'autres fins, ainsi qu'à organiser et à coordonner la recherche économique en vue d'éliminer les doubles emplois et le gaspillage de ressources humaines et financières.

b. Aider les gouvernements à mettre en train ou à préparer des enquêtes économiques périodiques ou des publications traitant de l'évolution économique.

Observations :

Nouveau projet à commencer en 1964.

Groupe 2. Projets spéciaux de haute priorité

iv) Etude sur la situation économique de l'Afrique

Références. Mandat de la Commission; rapport sur la deuxième session, paragraphe 85.

Activités :

Etude générale de l'évolution de la situation économique en Afrique, y compris ses facteurs politiques et sociaux pour en montrer les incidences sur les problèmes actuels de politique générale et de planification du développement en Afrique. Cette étude insistera sur la décennie 1950-1959 et devra mettre à jour les renseignements statistiques et les données de fait publiés dans l'Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950 ^{19/}, mais contiendra aussi une partie traitant des perspectives et des possibilités de développement de la région.

Observations :

Projet à exécuter en 1963-1964, avec la coopération de toutes les divisions.

^{19/} Publication des Nations Unies, numéro de vente : 59.II.K.1.

ANNEXES

ANNEXE I

LISTE DES DELEGATIONS ET DES OBSERVATEURS A LA SIXIEME SESSION
DE LA COMMISSION

MEMBRES

Algérie

Représentant :

M. Hocine Benyelles;

Suppléants :

M. Baki Brahim, M. M. Abdelkader, M. Eugène Teule,
M. Malek Brachemi.

Cameroun

Représentant :

M. Pierre Maschouer;

Suppléants :

M. Antoine Essomé, M. A. Njem Bikim.

Congo (Léopoldville)

Représentant :

M. C. Kamitatu;

Suppléants :

M. J. L. Lacroix, M. S. Bweta, M. J. Simon, M. Michel Sami,
M. Antoine Lawrence, M. J. Tschimpangila, M. Fiti.

Côte-d'Ivoire

Représentant :

M. Mamadou Coulibaly;

Suppléants :

M. Pascal Bailly, M. E. Tanoh, M. Jean Amethier,
M. Ives Berthelot.

Dahomey

Représentant :

M. N. Soglo;

Suppléants :

M. C. Sagbo, M. R. Loko, M. E. Koudogbo, M. C. Johnson.

Ethiopie

Représentant :

S.E. Iij Endalkachew Makonnen;

Suppléants :

Ato Yewend Wessen Mengesha, Ato Tekle Haimanot Gebre Mariam,
Ato Afework Zelleke, Ato Assefaw Legesse, Ato Araya Selassie Sirak,
Ato Ashenafi Shiferaw, Ato Birhanu Wakwaya, Ato Abeselom Zikie,
Woizerit Iulabesha Retta.

Gabon

Représentant :

M. Boniface Nombey;

Suppléants :

M. Simon Pither, M. Gabriel Essonghe.

Ghana

Représentant :

M. A. K. Onowona-Agyeman;

Suppléants :

S.E. M. E. M. Debrah, M. B. K. Mensah, M. K. Amoako-Atta,
M. A. K. Asem, M. J. K. D. Appiah, M. E. Sam,
M. J. E. K. Aggrey-Orleans.

Guinée

Représentant :

M. Mamadou Sow;

Suppléants :

M. Thomas Curtis, M. Hady Touré, M. Gova Doré.

Haute-Volta

Représentant :

S.E. M. Edouard Yameogo;

Suppléants :

M. Pierre Damiba, M. George Sanogoh, M. Pierre Sanner.

Kénia

Représentant :

M. Thomas Okelo-Odongo;

Suppléants :

M. A. T. Brough, Miss Jennifer Adhiambo.

Libéria

Représentant :

M. A. Momolu Massaquoi;

Suppléants :

M. P. Clarence Parker, M. J. Jellico Bright, M. Siafa Sherman.

Libye

Représentant :

M. Salem M. Cmeish;

Suppléants :

M. Salem S. Kukan, M. Kassem M. Sherlala.

Madagascar

Représentant :

S.E. M. Emile Rakoto;

Suppléants :

M. Samuel Rabedaoro, M. Léon Rajaobelina,
M. Jean Randrianasolomanana.

Mali

Représentant :

M. Djim Seydou Sylla;

Suppléants :

M. Yaya Diakité, M. Sekou Traoré, M. Mamatou Kéné,
M. Robert Tiébilé N'Daw.

Maroc

Représentant :

M. Ahmed Bennani;

Suppléants :

M. Zine El Abidine Sebti, M. Abderrazak Mekouar.

Mauritanie

Représentant :

M. Ibrahima Kane.

Niger

Représentant :

S.E. M. Abdou Sidikou;

Suppléants :

M. Ali Diaroume, M. Oumarou Moussa, M. Bernard Bazabas.

Nigéria

Représentant :

S.E. Alhaji Waziri Ibrahim;

Suppléants :

S.E. M. Dickson C. Igwe, M. Samuel Babafemi Akande, M. Adeboye Stephen Sholola,
M. Emmanuel Ikolunde Kolade, M. Ebun Olufunmilayo Martins, M. A. K. Hart,
M. Theophilus Walter Bako, M. Michael Okorie, M. G. N. O. Sefia,
M. G. I. Anyia, M. S. H. O. Ibe;

Secrétaire :

M. J. A. O. Banjo.

Ouganda

Représentant :

S.E. M. G. S. K. Ibingira;

Suppléants :

M. E. B. Bwambale, M. C. H. M. Barlow.

République arabe unie

Représentant :

Le Dr Mohamed Labib Shoukeir;

Suppléants :

M. Mohamed Ali Amer, M. Abdalla Darwish,
M. Ibrahim Mahmoud Lotfi, le Dr Saad El Nakady, M. Hassan El-Abd,
M. Gamal Ragab, le Dr Abou Bakr H. Abdel-Ghaffar, le Dr Yousri Sadek,
M. Nabil Fikry Selim.

Sénégal

Représentant :

S.E. M. Sidi Karachi Diagne;

Suppléants :

M. Cheick Ka, M. Seydina-Issa Diop, M. Mahanta Fall;

Conseillers :

M. Amadou Sow, M. Jehan P. Duhamel.

Sierra Leone

Représentant :

S.E. M. Maigore Kallon;

Suppléants :

M. C. E. A. Noah, M. B. M. Strasser King;

Secrétaire :

Mlle Suzanette Stanley.

Soudan

Représentant :

S.E. le Sayed Jamal Mohamed Ahmed;

Suppléants :

le Sayed Haroun El Awad, le Sayed Mahdi Ahmed,
le Sayed Ali Abdallah, le Sayed Iz Elddin Hamid.

Tanganyika

Représentant :

M. A. Z. Nsilo Swai;

Suppléants :

M. F. V. Mponji, M. D. R. Bitegeko.

Tchad

Représentant :

M. Mahamat Gabdou.

Togo

Représentant :

S.E. M. Adossama;

Suppléants :

M. Jean Lucien Savi de Tové, M. Bawa Michel Mankoubi.

Tunisie

Représentant :

M. Bechir Mhedhebi;

Suppléants :

M. Taoufik Mazigh, M. Abdesalem Kamoun, M. Hassine Zayati.

Zanzibar

Représentant :

S.E. M. Hasnu Makame;

Suppléant :

M. Joseph E. V. Coutinho.

MEMBRES ASSOCIES

Bassoutoland

Représentant :

M. S. M. Lopolesa;

Suppléant :

M. E. T. Manare.

France

Représentant :

S.E. M. Jean Daridan;

Suppléants :

M. Jean-Marie Merillon, M. André Jouanin;

Conseillers :

M. André George, M. Michel van Grevenynghe,
M. André Janin-Reynaud, M. Bernard Pécriaux, M. Georges Denizeau;

Secrétaire :

Mlle Ada Garito.

Espagne

Représentant :

S.E. M. José Luis Flórez Estrada;

Suppléants :

M. José Antonio Acebal, M. Fernando Díaz de Velasco,
M. Carlos G. Muñoz.

Guinée équatoriale

Représentant :

S.E. M. Wilwardo Jones Niger;

Suppléants :

M. Rolando Barleycorn Macfoy, S.E. M. Samuel Envela-Ipua,
M. Gabriel Ndong-Ngongo, M. Antonio González Saez, M. Darío Martínez Esteras.

Ile Maurice

Représentant :

S.E. M. Harold Walter;

Suppléant :

M. Allan F. Bates.

Nyassaland

Représentant :

M. C. V. B. Munthali.

Rhodésie du Nord

Représentant :

S.E. M. Arthur Wina;

Suppléants :

M. U. G. Mwila, M. C. G. Geasley, M. R. J. Randall,
M. J. C. Mapoma.

Rhodésie du Sud

Représentant :

M. Josiah Zion Gumede;

Suppléants :

M. J. O. M. Wilkinson, M. John Biran Reavill.

Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentant :

M. K. Unwin;

Suppléants :

S.E. M. J. W. Russell, M. P. R. A. Mansfield, M. R. A. Browning,
M. G. W. Maynard, M. N. G. S. Beckett.

OBSERVATEURS DES MEMBRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES NON MEMBRES DE LA COMMISSION

Autriche

Le Dr Othmar Singer.

Belgique

S.E. M. Georges Cassiers, Mme Suzanne Vervalcke, M. René Pieters, M. A. Ameel.

Brésil

M. Joao Frank Da Costa.

Bulgarie

S.E. M. Ivan Karatzanov.

Chine

M. Shih-ying Woo, M. Shih-cheng Jen.

Cuba

M. Uuan M. Valdés Pérez.

Etats-Unis d'Amérique

M. J. Wayne Fredericks, M. Louis D. Junior, M. Arthur M. Stillman,
M. David Bolen, M. Howard Smith.

Grèce

M. Demetre Giannopoulos.

Hongrie

S.E. M. Pal Racz, M. Jozsef Herendi, M. Miklos Simanyi.

Inde

M. S. Vohra, M. K. K. Bhargava.

Israël

S.E. M. Shmuel Divon, Mlle Hava Hareli, M. Pinhas Zusman, M. Arielevin.

Italie

M. Guiseppe De Rege Theasauro, M. Carlo Garavelli, M. Sergio Grimaldi.

Japon

S.E. M. Kuniyoshi Negishi, M. Tetsuji Sugimoto, M. Yoichi Yamaguchi.

Luxembourg

M. N. van Dijl.

Pays-Bas

M. F. R. A. Walraven, M. N. van Dijl.

Pologne

S.E. M. Jerzy Michalowski, M. Wiktor Gorecki, M. Mieczyslaw Cielecki.

Roumanie

S.E. M. Mircea Nicolaescu, M. Ion Necula.

Suède

S.E. M. Ake Sjoelin, M. P. A. Kettis, M. C. G. Widstrand, M. K. H. Willén.

Tchécoslovaquie

S.E. le Dr Jaroslav Kvacek, M. Jaroslav Stahl, M. Miloslav Starosta.

Turquie

M. Ihsan Aksoy.

Union des Républiques socialistes soviétiques

M. I. V. Arhipov, S.E. M. A. V. Boudakov, M. I. N. Kopelinsky,
M. M. V. Lavritchenko, M. G. Abramov, M. A. I. Ossipian, M. K. K. Kokkinaki,
M. D. A. Sokolov, M. N. A. Smirnov, M. A. N. Ivanov, M. B. V. Kokorev,
M. Ostrovski, M. P. O. Polstchikov, M. V. V. Makarov.

Yougoslavie

M. Miloi Lalović, M. Novica Blagojević, M. Milan Aleksić.

INSTITUTIONS SPECIALISEES

Organisation internationale du Travail (OIT) :

M. J. Reynaud.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

M. A. E. Chinbuah, M. Garvey Laurent, M. Paul Kohn, M. S. V. Mazumdar,
M. G. G. Watterson.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) :

M. Elmandjra, M. René Ochs.

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) :

M. A. M. Lester.

Organisation mondiale de la santé (OMS) :

Le Dr A. El Halawani, le Dr H. B. L. Russell.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) :

M. Arie Kruithof.

Fonds monétaire international (FMI) :

M. Nassim Saliba.

Union internationale des télécommunications (UIT) :

Le Dr Manchar Balaji Sarwate, M. Santiago Quijano Caballero, Ato Gabriel Tedros.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (AIEA)

M. Oliver E. S. Lloyd.

AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Bureau de l'assistance technique (BAT) :

M. Peter Aylen.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) :

Le Dr V. K. Kyaruzi, M. Cheikh Hamidou Kane, M. H. Ehrenstale.

Fonds spécial des Nations Unies :

M. Georges Dumontet, M. K. William Taylor.

Programme alimentaire mondial (PAM) :

M. J. S. Annan.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) :

M. Gustaf Hortling.

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest :

M. Pierre Sanner.

Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun :

M. F. Giscard d'Estaing.

Commission de coopération technique en Afrique (CCTA) :

M. A. O. Odelola.

Communauté économique européenne :

M. Pierre Fay, M. Albert Maes, M. Robert Scheiber.

Ligue des Etats arabes :

M. Fouad Koussa.

Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) :

S.E. M. Edouard Yameogo, M. Ordonnaud.

Organisation de l'unité africaine (OUA) :

Ato Kifle Wodajo, Woizero Etsegenet Zawdie,
Ato Gedamu Abraha, Ato Negussie Zerihun.

OBSERVATEURS D'ETATS NON MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

République fédérale d'Allemagne

M. K. Erdmann, M. W. Lamby, M. Boettcher, M. C. von Amsberg.

Suisse

M. Pierre Burdet.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Catégorie A

Chambre de commerce internationale :

Ato Bekele Beshah.

Confédération internationale des syndicats chrétiens :

M. Jean Diallo.

Confédération internationale des syndicats libres :

M. Were Dibo Ogutu, M. Reuben M. Mwilu, Ato Solomon Beyene,
M. Tahar Kassem, M. Gus Edgren, M. Irving Brown.

Fédération mondiale des anciens combattants :

M. Jean Juttel.

Fédération mondiale des syndicats :

M. Mustapha Sarr.

Catégorie B

Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines :

Mme Gladys C. Lawther.

Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens :

M. Marvin J. Ludwig.

Comité consultatif mondial de la Société des Amis :

Le Dr Edward Beals, M. Roger Barnes.

Conseil international des fermes :

Countess Alicia Paolizzi.

Fédération routière internationale :

M. J. A. T. Shannon.

Ligue des sociétés de la Croix-Rouge :

Ato Hailou Desta Kassa.

Ligue internationale des droits de l'homme :

M. Richard Pankhurst.

Organisation afro-asiatique de coopération économique :

Ato Tulu Gula.

Organisation internationale des employeurs :

M. R. E. Mayne.

Union catholique internationale de service social :

Mlle Marie-Rose Douzieh.

ANNEXE II

LISTE DES PUBLICATIONS ET DES PRINCIPAUX DOCUMENTS PARUS DEPUIS LA CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION

- E/3727/Rev.1, E/CN.14/229/Rev.1. Rapport annuel (4 mars 1962-2 mars 1963)
/Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session,
supplément No 10/.
- E/CN.14/111 et Rev.1. Mandat et règlement intérieur révisés de la Commission
économique pour l'Afrique.
- E/CN.14/234. Ordre du jour provisoire.
- E/CN.14/234/Rev.1 à 3 et Rev.3/Add.1. Ordre du jour provisoire révisé.
- E/CN.14/235. Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application
des résolutions 68 (V) et 69 (V).
- E/CN.14/236 et Corr.1. Mandat révisé de la Commission.
- E/CN.14/237. Compte rendu de cinq années d'activité de la Commission économique
pour l'Afrique.
- E/CN.14/238. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique; note de
de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- E/CN.14/239. Bulletin économique pour l'Afrique, vol. IV, No 1, parties A et B.
- E/CN.14/240. Rapport de la Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes
de développement social dans la planification intégrale du développement.
- E/CN.14/241. Rapport du Cycle d'études sur les problèmes urbains : le rôle des
fermes dans le développement urbain.
- E/CN.14/242. Rapport préliminaire sur l'étude des tendances du marché du bois
en Afrique.
- E/CN.14/243. Rapport sur la lutte antiacridienne (présenté par la FAO).
- E/CN.14/244. Texte du chapitre XIV du Rapport sur la situation sociale dans le
monde, publication des Nations Unies, No de vente : 63.IV.4.
- E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1. Rapport du Comité permanent de l'industrie, des
ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session.
- E/CN.14/246 et Corr.1. Rapport de la Mission de coordination industrielle en
Afrique de l'ouest.

- E/CN.14/247 et Corr.1. Rapport de la Mission de coordination industrielle en Afrique de l'est et du centre.
- E/CN.14/248 et Corr.1. Rapport de la Mission de coordination industrielle en Algérie, Libye, Maroc et Tunisie.
- E/CN.14/249 et Corr.1. Rapport sur l'établissement d'un réseau africain de télécommunications (préparé par l'UIT).
- E/CN.14/250 et Corr.1 et Corr.2 et Add.1. Rapport sur les activités à entreprendre en collaboration avec l'Organisation de l'aviation civile internationale en vue du développement des transports aériens en Afrique.
- E/CN.14/251. Rapport sur les travaux dans les domaines de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement.
- E/CN.14/252. Rapport sur l'état d'avancement de l'étude sur la situation économique en Afrique.
- E/CN.14/253. Rapport du Comité permanent du commerce sur sa deuxième session.
- E/CN.14/254. Rapport sur les activités consacrées à l'administration publique.
- E/CN.14/255. Rapport de la troisième Conférence des statisticiens africains.
- E/CN.14/256. Rapport sur les centres de formation statistique.
- E/CN.14/257 et Add.1. Décentralisation des activités économiques et sociales : rapport du Secrétaire exécutif.
- E/CN.14/258 et Add.1. Rapport sur les activités de formation de la Commission économique pour l'Afrique.
- E/CN.14/259. Rapport de situation sur l'Institut africain de développement économique et de planification.
- E/CN.14/260. Rapport de situation sur la Banque africaine de développement.
- E/CN.14/261 et Corr.1. Progrès en direction d'un marché commun africain.
- E/CN.14/262. Rapport du groupe d'experts sur une union africaine des paiements.
- E/CN.14/263. Projet relatif à la création d'un organisme pour servir les Etats africains dans le domaine juridique.
- E/CN.14/264. Résolutions et décisions intéressant la Commission adoptées par le Conseil économique et social à ses trente-cinquième et trente-sixième sessions et par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session.

- E/CN.14/265. Document d'information sur l'assistance technique aux pays et territoires de la région de la Commission économique pour l'Afrique au titre du Programme élargi et du programme ordinaire (préparé par le secrétariat du RAT).
- E/CN.14/266. Rapport sur le Programme alimentaire mondiale.
- E/CN.14/267. Programme de travail et ordre de priorité pour 1964-1965.
- E/CN.14/268. Suite donnée par le Conseil économique et social aux projets de résolution recommandés par la Commission à sa cinquième session.
- E/CN.14/269. L'alphabétisation des adultes et le développement économique et social (préparé par l'UNESCO).
- E/CN.14/270. Exposé sur les pêcheries d'Afrique (présenté par la FAO).
- E/CN.14/271. Les engrais en Afrique.
- E/CN.14/272. Tendances et perspectives du marché africain du bois (rapport préliminaire préparé avec la collaboration de la FAO).
- E/CN.14/273. Les activités d'assistance technique en Afrique par l'Organisation de l'aviation civile internationale (préparé par l'OACI).
- E/CN.14/274. Activités d'assistance technique de l'Organisation météorologique mondiale en Afrique (préparé par l'OMM).
- E/CN.14/275. Rapport du Secrétaire exécutif sur les statuts de l'Institut africain de développement et de planification économique.
- E/CN.14/276. Institut de formation et de recherche des Nations Unies.
- E/CN.14/277. Rapport sur l'état d'avancement de l'étude de l'OACI et de la CEA sur le transport aérien en Afrique.
- E/CN.14/278. La mise en oeuvre en Afrique des résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la réforme agraire, particulièrement dans le cadre de la Commission économique pour l'Afrique.
- E/CN.14/279. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
- E/CN.14/280. Assistance économique internationale à l'Afrique.
- E/CN.14/281. Situation économique dans les territoires non autonomes.
- E/CN.14/282. Etablissements de formation du personnel de l'aviation civile en Afrique.
- E/CN.14/283. Notes sur les missions de coordination du développement industriel.

- E/CN.14/284. Rapport sur les activités de l'Institut africain de développement économique et de planification depuis la réunion de son comité permanent d'orientation.
- E/CN.14/285. Rapport sur la Réunion sur les activités de la Commission économique pour l'Afrique dans le nord de l'Afrique.
- E/CN.14/286. Application de la résolution 72 (V) : financement de l'Institut africain de développement économique et de planification.
- E/CN.14/287. Compte rendu des travaux de la quatrième réunion du Comité permanent d'orientation de l'Institut africain de développement économique et de planification.
- E/CN.14/288. Rapport du Groupe de travail sur les transports transsahariens.
- E/CN.14/289. Rapport sur des consultations non officielles portant sur le programme de travail de la Commission économique pour l'Afrique dans la sous-région de l'Afrique de l'est et du centre.

ANNEXE III

MANDAT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Adopté par le Conseil économique et social à sa vingt-cinquième session /résolution 671 A (XXV)/ et amendé par le Conseil à ses vingt-sixième et trente-sixième sessions /résolution 974 D (XXXVI)/

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné la résolution 1155 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, recommandant que le Conseil économique et social, en vue d'apporter une aide efficace aux pays et territoires d'Afrique et conformément à l'Article 68 de la Charte des Nations Unies, examine promptement et avec bienveillance, à sa prochaine session, la création d'une Commission économique pour l'Afrique,

Tenant compte des vues exprimées par les pays africains suivants : Ethiopie, Ghana, Libéria, Libye, Maroc, République arabe unie, Soudan et Tunisie a/ et par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord b/ ainsi que des vues exprimées au Conseil par les délégations d'autres pays,

Crée une Commission économique pour l'Afrique dotée du mandat suivant :

1. La Commission économique pour l'Afrique, agissant conformément aux principes de l'Organisation des Nations Unies et sous réserve du contrôle général du Conseil économique et social, devra, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment du gouvernement de ce pays :

- a) Prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;
- b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes et études sur les problèmes et l'évolution d'ordre économique et technologique des territoires d'Afrique, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire, et diffuser les résultats de ces enquêtes et études;

a/ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3093.

b/ Ibid., document E/3095.

- c) Entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technologique et statistique, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire;
- d) Fournir, dans la limite des moyens dont dispose son secrétariat, les services consultatifs que les pays et territoires de la région pourraient désirer, à la condition que ces services ne fassent pas double emploi avec ceux que fournissent d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ou les institutions spécialisées;
- e) Aider le Conseil, sur sa demande, à s'acquitter de ses fonctions dans la région en ce qui concerne tous les problèmes économiques, y compris ceux qui ont trait à l'assistance technique;
- f) Aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région;
- g) Dans l'exercice des fonctions énumérées ci-dessus, traiter comme il convient des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

2. La Commission est habilitée à faire, sur toute question relevant de sa compétence, des recommandations directes aux gouvernements des membres ou membres associés intéressés, aux gouvernements des Etats admis à titre consultatif et aux institutions spécialisées. La Commission soumettra à l'examen préalable du Conseil économique et social toute proposition relative à une action qui aurait des répercussions importantes sur l'ensemble de l'économie mondiale.

3. La Commission pourra, après avoir consulté toute institution spécialisée intéressée et avec l'approbation du Conseil économique et social, constituer les organismes subsidiaires qu'elle jugera utiles pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent.

4. Dans l'ordre géographique, la compétence de la Commission s'étendra à l'ensemble du continent africain, à Madagascar et aux autres îles d'Afrique.

5. Pourront faire partie de la Commission les Etats suivants : Algérie c/, Burundi c/, Cameroun d/, Congo (Brazzaville) d/, Congo (Léopoldville) d/, Côte-d'Ivoire d/, Dahomey d/, Ethiopie, Gabon d/, Ghana, Guinée e/, Haute-Volta d/, Kénia f/, Libéria, Libye, Madagascar d/, Mali d/, Mauritanie g/, Maroc, Niger d/, Nigéria d/, Ouganda c/, République arabe unie, République centrafricaine d/, République sud-africaine h/, Rwanda c/, Sénégal d/, Sierra Leone g/, Somalie d/, Soudan, Tanganyika g/, Tchad d/, Togo d/, Tunisie, Zanzibar f/, ainsi que tout Etat de la région qui pourra par la suite devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies, étant entendu que les Etats qui cesseront d'avoir des responsabilités territoriales en Afrique cesseront d'être membres de la Commission.

c/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1962.

d/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1960.

e/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1958.

f/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1963.

g/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1961.

h/ Voir résolution 974 D IV (XXXVI) du Conseil économique et social, dont la teneur est la suivante :

"Le Conseil économique et social

1. Décide de revenir sur sa décision concernant la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique relative à l'exclusion de la République sud-africaine;

2. Décide que la République sud-africaine ne participera pas aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique jusqu'à ce que le Conseil, sur la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique, considère que les conditions nécessaires à une coopération constructive ont été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays."

6. Sont membres associés de la Commission les territoires suivants :

- a) Les territoires non autonomes situés dans les limites géographiques définies au paragraphe 4 ci-dessus;
- b) Les puissances autres que le Portugal, responsables des relations internationales de ces territoires.

7. Les représentants des membres associés pourront participer, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Commission, qu'elle siège, soit en commission, soit en comité plénier.

8. Les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Commission pourrait créer, et faire partie du bureau de ces organismes.

9. La Commission invitera tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen de toute question présentant un intérêt particulier pour ledit Etat, conformément à la pratique du Conseil économique et social.

10. La Commission invitera des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations quand elles se rapporteront à des points de son ordre du jour relatifs à des questions relevant de leur compétence; elle pourra inviter des observateurs des autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraîtra souhaitable, conformément à la pratique du Conseil économique et social.

11. La Commission prendra des mesures pour assurer le maintien de la liaison nécessaire avec d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées, en s'attachant particulièrement à éviter tout double emploi. La Commission établira la liaison et la coopération appropriées avec les autres commissions économiques régionales, conformément aux résolutions et aux directives du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

12. La Commission pourra établir toute liaison qu'elle jugera appropriée avec des organisations intergouvernementales en Afrique dont l'activité s'exerce dans le même domaine.

13. La Commission prendra des dispositions en vue de procéder à des consultations avec les organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social a accordé le statut consultatif, en application des principes approuvés par le Conseil à cette fin.

14. La Commission adoptera son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son président et des autres membres de son bureau.

15. Le budget administratif de la Commission sera financé sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies.

16. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommera le Secrétaire exécutif de la Commission. Le personnel de la Commission fera partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

17. La Commission présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires.

18. Le siège de la Commission et de son secrétariat sera établi en Afrique. Le Conseil économique et social fixera l'emplacement du siège en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies i/. La Commission pourra, en temps utile, créer dans la région les bureaux locaux qu'elle jugera nécessaires.

19. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la première session de la Commission aussitôt que possible, au plus tard avant la fin de l'année 1958. A chaque session, la Commission décidera du lieu où se tiendra la session suivante, en prenant dûment en considération le principe selon lequel la Commission doit se réunir soit à son siège, soit dans un des pays d'Afrique.

20. Le Conseil économique et social procédera de temps à autre à un examen spécial des travaux de la Commission.

i/ A sa 1018ème séance, le 29 avril 1958, le Conseil a décidé de voter pour choisir, parmi les cinq villes proposées, celle qui serait le siège de la Commission économique pour l'Afrique. La ville d'Addis-Abéba a été choisie comme siège de la Commission.

ANNEXE IV

REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Texte adopté lors de la première session de la Commission (E/CN.14/3/Rev.1)

I. SESSIONS

DATE ET LIEU DES SESSIONS

Article premier

Les sessions de la Commission ont lieu :

- a) A la date que la Commission a recommandée lors d'une session précédente, après consultation du Secrétaire général, et que le Conseil économique et social a approuvée;
- b) Dans les 45 jours qui suivent une demande à cet effet émanant du Conseil économique et social;
- c) Sur la demande de la majorité de ses membres, après consultation du Secrétaire exécutif;
- d) A tout autre moment où le Président, en consultation avec les vice-présidents et le Secrétaire exécutif, l'estime nécessaire.

Article 2

Les sessions convoquées conformément à l'alinéa a de l'article premier se tiennent au lieu désigné par la Commission lors d'une session précédente, compte dûment du principe selon lequel la Commission doit se réunir soit à son siège, soit dans un des pays d'Afrique.

Les sessions convoquées conformément aux alinéas b, c ou d de l'article premier se tiennent au lieu fixé par le Secrétaire général en consultation avec le Président de la Commission.

Article 3

A la demande de la majorité des membres de la Commission, ou dans des cas spéciaux, le Secrétaire général, en consultation avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences, peut modifier la date et le lieu de la session.

NOTIFICATION DE LA DATE D'OUVERTURE

Article 4

Le Secrétaire exécutif fait connaître aux membres et aux membres associés de la Commission, 42 jours au moins avant l'ouverture de chaque session, la date et le lieu de la première séance. Cette notification est envoyée également aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie B ou inscrites au registre.

II. ORDRE DU JOUR

ETABLISSEMENT ET COMMUNICATION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Article 5

Le Secrétaire exécutif dresse, en consultation avec le Président de la Commission, l'ordre du jour provisoire de chaque session, qui est adressé en trois exemplaires, en même temps que les documents de base concernant chacun des points, aux membres de la Commission et aux membres associés ainsi qu'aux organes, institutions et organisations visés à l'article 4, au moins 42 jours avant l'ouverture de la session.

Article 6

L'ordre du jour provisoire comprend les questions proposées :

- a) Par la Commission lors d'une session précédente;
- b) Par le Conseil économique et social;
- c) Par un membre ou un membre associé de la Commission;
- d) Par le Président de la Commission;
- e) Par le Secrétaire exécutif;

- f) Par un organe subsidiaire de la Commission;
- g) Par une institution spécialisée ou par l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et ces institutions;
- h) Par les organisations non gouvernementales de la catégorie A, sous réserve des dispositions de l'article 8.

Article 7

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire une question proposée par une institution spécialisée, le Secrétaire exécutif procède, avec ladite institution, aux consultations préliminaires qui peuvent être nécessaires.

Article 8

Les organisations non gouvernementales de la catégorie A peuvent proposer l'inscription de questions de leur compétence à l'ordre du jour provisoire de la Commission, sous réserve des conditions ci-après :

- a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire exécutif 70 jours au moins avant l'ouverture de la session et, avant de proposer officiellement l'inscription de la question, elle doit dûment prendre en considération toutes observations que le Secrétaire exécutif pourrait faire;
- b) La proposition, accompagnée des documents de base pertinents, doit être officiellement déposée 56 jours au moins avant l'ouverture de la session.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Article 9

Le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session, après l'élection du Président, est l'adoption de l'ordre du jour.

REVISION DE L'ORDRE DU JOUR

Article 10

Après adoption de l'ordre du jour, la Commission peut à tout moment l'amender. Si un gouvernement membre n'a pas reçu, dans le délai de 42 jours, les rapports, études et documents qui doivent être examinés à la session, il a le droit de demander que les points auxquels ont trait lesdits rapports, études et documents soient supprimés de l'ordre du jour, et la Commission fait immédiatement droit à cette demande.

Sans préjudice de ce qui précède, si, la Commission étant saisie de la question, les trois quarts ou plus des membres qui participent officiellement à la session insistent pour que le point soit néanmoins discuté, la décision de cette majorité sera respectée.

III. REPRESENTATION. VERIFICATION DES POUVOIRS

Article 11

Chaque membre et membre associé est représenté à la Commission par un représentant accrédité.

Article 12

Un représentant peut se faire accompagner aux sessions de la Commission par des représentants suppléants et des conseillers; en cas d'absence, il peut être remplacé par un représentant suppléant.

Article 13

Les pouvoirs des représentants et le nom des suppléants et conseillers sont communiqués au Secrétaire exécutif avant la première séance à laquelle ces représentants doivent assister. Le Président et les vice-présidents les examinent et font rapport à la Commission. Toutefois, les dispositions du présent article n'empêchent pas un membre ou un membre associé de changer ultérieurement de représentants, de suppléants ou de conseillers, sous réserve que les pouvoirs soient, le cas échéant, présentés et examinés dans les formes requises.

IV. BUREAU

ELECTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

Article 14

La Commission élit, au début de sa première session de l'année, un Président, un premier vice-président et un second vice-président parmi les représentants de ses membres.

DUREE DU MANDAT

Article 15

Les membres du Bureau de la Commission restent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

PRESIDENT PAR INTERIM

Article 16

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par le premier vice-président ou, en cas d'absence de celui-ci, par le second vice-président. Le vice-président agissant en qualité de Président a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

REMPLACEMENT DU PRESIDENT

Article 17

Si le Président cesse de représenter un Etat membre de la Commission, ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le premier vice-président assure la présidence pour la période qui reste à courir. Si le premier vice-président cesse également de représenter un membre de la Commission ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le second vice-président assume la présidence pour la période qui reste à courir.

DROIT DE VOTE DU PRESIDENT

Article 18

Le Président ou le premier vice-président agissant en qualité de Président participe aux séances de la Commission en cette qualité et non en tant que représentant du membre qui l'a accrédité. Dans ce cas, un représentant suppléant a le droit de représenter ce membre aux séances de la Commission et d'y exercer le droit de vote.

V. COMITES DE LA COMMISSION

Article 19

A chaque session, la Commission peut constituer les comités pléniers ou restreints qu'elle juge nécessaires et leur renvoyer, pour étude et rapport, tout point de l'ordre du jour. La Commission peut, en consultation avec le Secrétaire exécutif, autoriser ces comités à siéger pendant que la Commission n'est pas en session.

Article 20

Les membres des comités de la Commission sont désignés par le Président, sous réserve de l'approbation de la Commission, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article 21

Le présent règlement intérieur s'applique aux travaux des comités, à moins que la Commission n'en décide autrement.

VI. SECRETARIAT

Article 22

Le Secrétaire exécutif agit en cette qualité à toutes les séances de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires. Il peut charger un autre fonctionnaire de le remplacer à une séance quelconque.

Article 23

Le Secrétaire exécutif dirige le personnel fourni par le Secrétaire général et nécessaire à la Commission ou à un de ses organes subsidiaires.

Article 24

Le Secrétaire exécutif est chargé de porter à la connaissance des membres de la Commission et membres associés toutes les questions dont elle peut être saisie aux fins d'examen.

Article 25

Au début de chaque session, le Secrétaire exécutif présente à la Commission un rapport sur le programme de travail du secrétariat pendant la période qui se situe entre la session précédente et la session en cours. Dans l'intervalle entre les sessions, le Secrétaire exécutif fait en sorte que, dans toute la mesure possible, les membres et les membres associés soient informés des résultats des travaux en cours, ainsi que de l'opinion exprimée par les gouvernements des Etats membres et des membres associés quant aux résultats obtenus.

Article 26

Le Secrétaire exécutif ou son représentant peut, sous réserve des dispositions de l'article 41, présenter à la Commission, à ses comités ou à ses organes subsidiaires des exposés oraux aussi bien que des exposés écrits sur toute question qui est à l'examen.

Article 27

Le Secrétaire exécutif est chargé de prendre toutes les dispositions voulues pour les réunions de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires.

Article 28

Le secrétariat assure l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; reçoit, traduit et distribue les documents de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires; publie et distribue les comptes rendus des sessions, les résolutions de la Commission et les documents nécessaires y afférents. Il assure la garde des documents dans les archives de la Commission et, d'une manière générale, accomplit tous les autres travaux dont la Commission peut avoir besoin.

Article 29

Avant que la Commission ou l'un de ses organes subsidiaires n'approuve une proposition entraînant des dépenses pour l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire exécutif établit et communique aux membres, aussitôt que possible, une estimation distincte des dépenses entraînées par cette proposition. Il incombe au Président d'attirer sur cette estimation l'attention des membres pour qu'ils l'examinent lorsque la Commission ou un organe subsidiaire étudie la proposition.

Article 30

Dans l'exercice de ses fonctions, le Secrétaire exécutif agit en vertu de l'autorité qui lui est conférée par le Secrétaire général et au nom de celui-ci.

VII. LANGUES

LANGUES DE TRAVAIL

Article 31

L'anglais et le français sont les langues de travail de la Commission.

INTERPRETATION DE DISCOURS PRONONCES DANS UNE DES LANGUES DE TRAVAIL

Article 32

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans l'autre langue de travail.

INTERPRETATION DE DISCOURS PRONONCES DANS UNE AUTRE LANGUE

Article 33

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues de travail. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des langues de travail. L'interprète du secrétariat peut prendre pour base de son interprétation dans les autres langues de travail celle qui a été faite dans une langue de travail.

LANGUES A UTILISER POUR LES COMPTES RENDUS

Article 34

Les comptes rendus sont rédigés dans les langues de travail.

LANGUES A UTILISER POUR LES RESOLUTIONS ET AUTRES DECISIONS OFFICIELLES

Article 35

Toutes les résolutions, recommandations et autres décisions officielles de la Commission - y compris les rapports annuels visés à l'article 69 - sont établies dans les langues de travail.

VIII. SEANCES PUBLIQUES ET SEANCES PRIVEES

Article 36

Les séances de la Commission sont publiques, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article 37

A l'issue de chaque séance privée, la Commission peut faire publier un communiqué par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif.

IX. COMPTES RENDUS

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES PUBLIQUES

Article 38

Le secrétariat établit le compte rendu analytique des séances de la Commission. Il le fait parvenir aussitôt que possible aux représentants des membres et des membres associés; les représentants des autres gouvernements, des organisations ou des institutions qui ont participé à des séances reçoivent également le compte rendu de ces séances. Les représentants informent le secrétariat 72 heures au plus tard après la distribution du compte rendu des modifications qu'ils désirent y voir apporter. Le Président est saisi de toute contestation au sujet de ces modifications; sa décision est définitive.

Article 39

La version révisée des comptes rendus analytiques des séances publiques est distribuée aussitôt que possible, conformément à l'usage du Conseil économique et social. Elle est aussi distribuée aux membres associés, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A, aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie B ou inscrites au registre et, s'il y a lieu, aux représentants des gouvernements admis à participer à titre consultatif aux travaux de la Commission.

COMPTES RENDUS DES SEANCES PRIVEES

Article 40

La version révisée des comptes rendus analytiques des séances privées est distribuée aussitôt que possible aux membres et aux membres associés de la Commission, ainsi qu'aux représentants des gouvernements, organisations ou institutions qui ont participé à ces séances. Elle peut être rendue publique au moment et dans les conditions que décide la Commission.

RESOLUTIONS ET AUTRES DECISIONS OFFICIELLES

Article 41

Le texte de tous les rapports, résolutions, recommandations et autres décisions officiellement adoptés par la Commission, ses comités et ses organes subsidiaires est distribué aussitôt que possible aux membres et membres associés

de la Commission, aux autres commissions économiques régionales, aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie B ou inscrites au registre.

X. CONDUITE DES DEBATS

QUORUM

Article 42

Le quorum est constitué par la majorité des membres de la Commission.

POUVOIRS DU PRESIDENT

Article 43

En sus des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président a charge de prononcer l'ouverture et la clôture de chaque séance de la Commission; il dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle les débats de la Commission et assure le maintien de l'ordre au cours des séances. Il statue sur les motions d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance.

Les débats portent uniquement sur la question dont est saisie la Commission, et le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

MOTIONS D'ORDRE

Article 44

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut, à tout moment, présenter une motion d'ordre, sur laquelle le Président prend immédiatement une décision conformément au règlement. Un représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants, est maintenue.

Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

AJOURNEMENT DU DEBAT

Article 45

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole, l'un en faveur de la motion et l'autre contre; après quoi la motion est mise aux voix immédiatement.

LIMITATION DU TEMPS DE PAROLE

Article 46

La Commission peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre de fois que chaque représentant peut prendre la parole sur une même question; toutefois, pour les questions de procédure, le Président limite le temps de parole de chaque orateur à cinq minutes. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui a été accordé, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

CLOTURE DE LA LISTE DES ORATEURS

Article 47

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de la Commission, déclarer cette liste close. Le Président peut cependant accorder le droit de réponse à un représentant quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend, à son avis, cette décision opportune. Lorsque la discussion portant sur un point est terminée du fait qu'il n'y a pas d'autres orateurs inscrits, le Président prononce la clôture du débat. En pareil cas, la clôture du débat a le même effet que si elle était approuvée par la Commission.

CLOTURE DU DEBAT

Article 48

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

SUSPENSION OU LEVEE DE LA SEANCE

Article 49

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander la suspension ou la levée de la séance. Les motions en ce sens ne doivent pas faire l'objet d'un débat, mais sont immédiatement mises aux voix.

ORDRE DES MOTIONS DE PROCEDURE

Article 50

Sous réserve des dispositions de l'article 42, les motions suivantes ont, dans l'ordre indiqué ci-dessous, priorité sur toutes les autres propositions ou motions présentées :

1. Suspension de la séance;
2. Levée de la séance;
3. Ajournement du débat sur le point en discussion;
4. Clôture du débat sur le point en discussion.

DEPOT DES PROJETS DE RESOLUTION ET DES AMENDEMENTS OU PROPOSITIONS DE FOND

Article 51

Les projets de résolution sont remis par écrit au Secrétaire exécutif, qui les distribue aux représentants 24 heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article 52

Sur la demande d'un membre de la Commission ou d'un membre associé, toute proposition et tout amendement à une proposition présentés par un autre membre ou membre associé doivent être remis par écrit au Président, qui en donne lecture, avant de donner la parole à un autre orateur et aussi immédiatement avant de mettre aux voix ladite proposition ou ledit amendement. Le Président peut décider de faire distribuer aux représentants présents toute proposition ou tout amendement à ladite proposition avant de les mettre aux voix. Le présent article n'est pas applicable aux propositions touchant la procédure telles que celles qui sont visées à l'article 48.

DECISIONS SUR LA COMPETENCE

Article 53

Sous réserve des dispositions de l'article 50, toute motion tendant à ce que la Commission décide si elle est compétente pour adopter une proposition dont elle est saisie est mise aux voix immédiatement avec le vote sur la proposition en cause.

RETRAIT D'UNE MOTION

Article 54

L'auteur d'une motion peut toujours la retirer avant qu'elle n'ait été mise aux voix, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée de nouveau par un représentant quelconque.

XI. VOTE

DROIT DE VOTE

Article 55

Chaque membre de la Commission dispose d'une voix.

MAJORITE REQUISE ET SENS DE L'EXPRESSION "MEMBRES PRESENTS ET VOTANTS"

Article 56

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votants.

Aux fins du présent règlement, l'expression "membres présents et votants" s'entend des membres qui votent pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent dans le vote sont considérés comme non-votants.

SCRUTIN

Article 57

Sous réserve des dispositions de l'article 60, la Commission vote normalement à main levée, à moins qu'un membre ne demande le vote par appel nominal, lequel a

lieu alors dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres, en commençant par le pays dont le Président a tiré le nom au sort.

INSCRIPTION AU COMPTE RENDU D'UN VOTE PAR APPEL NOMINAL

Article 58

En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque membre participant au scrutin est consigné au compte rendu.

RÈGLES A OBSERVER PENDANT LE VOTE

Article 59

Quand le scrutin est commencé, aucun membre ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion relative à la manière dont s'effectue le scrutin. Le Président peut, s'il le juge nécessaire, permettre aux représentants d'intervenir brièvement, soit avant que le scrutin ne commence, soit quand il est terminé, mais uniquement pour expliquer leur vote.

DIVISION DES PROPOSITIONS

Article 60

La Commission peut décider, à la demande d'un représentant, qu'une motion ou résolution sera mise aux voix par division. Dans ce cas, le texte constitué par l'ensemble des textes adoptés est ensuite mis aux voix dans son ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ont été rejetées, la proposition est considérée comme rejetée dans son ensemble.

VOTES SUR LES AMENDEMENTS

Article 61

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Commission vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après ce premier amendement, s'éloigne le plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, elle vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme primitive.

Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle représente une addition, une suppression ou une modification intéressant cette proposition.

VOTES SUR LES PROPOSITIONS

Article 62

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Commission, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées.

Après chaque vote, la Commission peut décider si elle votera sur la proposition suivante.

Toutefois, les motions qui tendent à ce que la Commission ne se prononce pas sur le fond des propositions sont considérées comme des questions préalables et mises aux voix avant lesdites propositions.

ELECTIONS

Article 63

Toute élection de personnes a lieu au scrutin secret, à moins que la Commission n'en décide autrement, en l'absence d'objection.

Article 64

Lorsqu'un seul poste doit être pourvu par voie d'élection, et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité requise, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le Président décide entre eux en tirant au sort.

Au cas où, après le premier tour de scrutin, deux ou plusieurs candidats viennent en deuxième position avec un nombre égal de voix, on procède à un scrutin spécial afin de ramener à deux le nombre de candidats. Si, après le premier tour de scrutin, trois candidats ou plus viennent en tête avec un nombre égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin; s'il y a encore partage égal des voix entre plus de deux candidats, on ramène à deux le nombre des candidats par tirage au sort.

Article 65

Lorsque deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent au premier tour la majorité requise sont élus.

Si le nombre des candidats qui ont obtenu la majorité requise est inférieur au nombre des postes à pourvoir, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir aux postes encore vacants. Le vote ne porte que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et dont le nombre ne doit pas dépasser le double de celui des postes restant à pourvoir. Néanmoins, dans le cas où un plus grand nombre de candidats se trouvent à égalité, on procède à un scrutin spécial pour ramener le nombre des candidats au nombre requis.

Si trois scrutins portant sur un nombre limité de personnes ne donnent pas de résultat, on procède alors à des scrutins libres au cours desquels les membres ont le droit de voter pour toute personne ou tout membre éligible. Si trois tours de scrutin effectués selon cette dernière procédure ne donnent pas de résultat, les trois scrutins suivants (sous réserve des cas mentionnés à la fin de l'alinéa précédent, où les candidats se trouvent à égalité) ne portent plus que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au troisième tour des scrutins libres. Le nombre de ces candidats ne doit pas être supérieur au double de celui des postes qui restent à pourvoir.

Les trois scrutins suivants sont libres, et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les postes soient pourvus.

PARTAGE EGAL DES VOIX

Article 66

En cas de partage égal des voix lors d'un vote qui ne porte pas sur des élections, la proposition est considérée comme repoussée.

XII. ORGANES SUBSIDIAIRES

Article 67

Après consultation des institutions spécialisées intéressées, et après l'approbation du Conseil économique et social, la Commission peut créer les organes subsidiaires permanents qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa tâche; elle fixe le mandat et la composition de chacun d'entre eux.

Article 68

Les organes subsidiaires adoptent leur propre règlement intérieur, à moins que la Commission n'en décide autrement.

XIII. RAPPORTS

Article 69

La Commission présente une fois par an au Conseil économique et social un rapport complet sur ses activités et projets, ainsi que ceux des organes subsidiaires.

XIV. PARTICIPATION DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUI NE SONT PAS MEMBRES DE LA COMMISSION

Article 70

La Commission invite tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis de la Commission, intéresse particulièrement cet Etat Membre. Un Etat Membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission.

Article 71

Un comité peut inviter tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de ce comité à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis du comité, intéresse particulièrement cet Etat Membre. Un Etat Membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du comité.

XV. PARTICIPATION DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET CONSULTATIONS AVEC ELLES

Article 72

Conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique et au mandat de la Commission, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont le droit d'être représentées aux séances de la Commission et de ses

comités, de participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, aux délibérations concernant des questions qui se rapportent au domaine de leurs activités et de présenter, au sujet de ces questions, des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission ou du comité intéressé.

XVI. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Article 73

Les organisations non gouvernementales des catégories A et B ou inscrites au registre peuvent désigner des représentants autorisés qui assistent en tant qu'observateurs aux séances publiques de la Commission.

Article 74

Les organisations des catégories A et B peuvent présenter, sur les questions qui relèvent de leur compétence particulière, des exposés écrits relatifs aux travaux de la Commission ou de ses organes subsidiaires. Le Secrétaire exécutif communique aux membres et aux membres associés de la Commission le texte de ces exposés, sauf lorsqu'ils sont devenus périmés du fait, par exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision.

Article 75

Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution de ces exposés écrits :

- a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues de travail de la Commission;
- b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire exécutif et l'organisation aient le temps de procéder, avant leur distribution, aux échanges de vues appropriés;
- c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire exécutif peut présenter au cours de ces échanges de vues;
- d) Le texte des exposés écrits présentés par les organisations des catégories A et B n'est distribué in extenso que s'il ne compte pas plus de 2 000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2 000 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué in extenso lorsque la Commission en fait expressément la demande;

- e) Le Secrétaire exécutif peut inviter les organisations inscrites au registre à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a, c et d ci-dessus s'appliquent également à ces exposés;
- f) Le Secrétaire exécutif fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de travail de la Commission.

Article 76

La Commission et ses organes subsidiaires peuvent consulter les organisations des catégories A et B, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs comités constitués à cette fin. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu sur l'invitation de la Commission ou de l'organe subsidiaire, ou à la demande de l'organisation.

Sur la recommandation du Secrétaire exécutif et à la demande de la Commission ou de l'un de ses organes subsidiaires, les organisations inscrites au registre peuvent également se faire entendre par la Commission ou ses organes subsidiaires.

Article 77

La Commission peut recommander qu'une organisation spécialement compétente dans un domaine particulier entreprenne certaines études ou enquêtes ou rédige certains documents pour la Commission. Les restrictions prévues à l'alinéa d de l'article 75 ne s'appliquent pas dans ce cas.

XVII. AMENDEMENTS AU REGLEMENT INTERIEUR; SUSPENSION DE SON APPLICATION

Article 78

La Commission peut modifier toute disposition du présent règlement ou en suspendre l'application.

Article 79

Aucun amendement ne peut être apporté au présent règlement avant que la Commission n'ait reçu d'un de ses comités un rapport sur la modification proposée.

Article 80

La Commission peut suspendre l'application d'un article du présent règlement, à condition que la proposition de suspension ait été présentée 24 heures d'avance. Cette condition peut être écartée si aucun membre ne s'y oppose.

ANNEXE V

DECLARATION FAITE PAR M. ROBERT K. A. GARDINER, SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION

Lors de sa première session, tenue du 29 décembre 1958 au 6 janvier 1959, la Commission a posé certains principes destinés à guider le secrétariat dans sa tâche. A cette occasion, la Commission a décidé d'entreprendre elle-même certains projets que les divers pays jugeraient difficile de mener à bien. Elle a également reconnu que certains projets pourraient avoir une ampleur qui dépasserait les frontières nationales. Enfin, elle a insisté sur le fait que la qualité et la norme de ses travaux devraient être toujours plus élevées que celles auxquelles peuvent prétendre des pays agissant isolément avec leurs maigres ressources et le nombre limité de techniciens expérimentés dont ils disposent.

Les projets approuvés lors de cette première session traduisaient cette conception, et les décisions prises au cours des sessions ultérieures se sont conformées à la norme établie en 1958-1959. Aujourd'hui, à sa sixième session, la Commission termine ses cinq premières années d'activité et entre dans une nouvelle période quinquennale. Il y a là, de toute évidence, un moment particulièrement bien choisi pour faire le point. Ce bilan a été dressé dans le document E/CN.14/237. Le secrétariat s'est vu contraint de ne tracer que les grands traits de ce tableau récapitulatif, en raison du lourd programme de travail dont la Commission est saisie.

Il ressort des résolutions adoptées au cours des cinq sessions précédentes que la Commission doit concentrer essentiellement ses efforts sur la création d'institutions, la formation du personnel de ces institutions, les conseils à donner aux gouvernements dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes de développement et les enquêtes à mener à la demande des divers gouvernements ou Etats d'une sous-région.

Dans chacun de ces domaines, la Commission a pu inscrire à son actif un certain nombre de réalisations. La première institution qu'elle a créée était la Conférence des statisticiens africains, qui a pris les initiatives nécessaires pour accélérer la mise au point de services statistiques en Afrique, en concentrant tout particulièrement son activité sur l'organisation des bureaux de statistique, la formation du personnel des cadres moyens et supérieurs, la détermination de la méthodologie applicable à tous les pays africains et les mesures à prendre pour apporter une assistance aux enquêtes statistiques.

La première Conférence des statisticiens africains a établi un programme de statistiques qui s'étendait sur une période de cinq ans, jusqu'en 1964. A la suite des travaux de la Conférence et de la Division de statistique, les services statistiques prennent actuellement forme dans plusieurs Etats africains et l'on compte qu'un grand nombre de pays posséderont prochainement une documentation

statistique suffisante pour pouvoir établir sur cette base leurs plans de développement. Cela ne signifie pas que leur planification doive être fondée sur une documentation exacte à 100 p. 100, mais tout au moins qu'on peut considérer qu'il n'existe qu'une marge raisonnable d'erreur.

La seconde institution créée par la Commission est la Banque africaine de développement. Comme le constateront les représentants dans le rapport relatif à la Banque (E/CN.14/260), les réunions d'experts et de ministres tenues à Khartoum ont conclu un accord qui, à l'heure actuelle, a été signé par 30 pays et ratifié par sept d'entre-eux. Trois autres pays ont obtenu l'approbation parlementaire de ratification et dix sont en voie de l'obtenir. Le Comité des Neuf s'est déjà réuni. D'après les communications reçues jusqu'à présent, il y aurait au milieu de l'année 1964 un nombre suffisant de ratifications pour que la Banque puisse commencer à fonctionner.

Il est nécessaire de préciser une fois de plus les objectifs et les fonctions de la Banque : étant donné l'insuffisance manifeste du capital initial de 250 millions de dollars que doivent souscrire les pays africains, elle n'aura pas pour rôle de procéder à des investissements sur ses ressources limitées. Elle a plutôt pour objectif fondamental de stimuler l'investissement. Il est à prévoir que la confiance dont la Banque jouira lorsqu'elle aura démontré qu'elle est en mesure d'assumer les responsabilités qui lui incombent suscitera des investissements directs provenant de sources extérieures et incitera à recourir à ses offices pour diriger l'affectation des fonds d'assistance. C'est là que joue le principe d'"additionnalité" sur lequel comptent ceux qui apportent leur adhésion et leur aide à la Banque. La Banque africaine de développement peut jouer le rôle de point de concentration, d'où elle dirigera les capitaux versés pour le financement de l'expansion économique et sociale de tous les pays africains.

En 1963, deux bureaux régionaux, dont la Commission avait officiellement approuvé la création, ont été fondés, l'un à Tanger, l'autre à Niamey. En vertu d'une décision administrative du Secrétaire exécutif, une mission préparatoire a été créée à Lusaka. Si la Commission donne son agrément au cours de la présente session, Lusaka deviendra le siège du troisième bureau sous-régional.

Ces bureaux sous-régionaux commenceront d'abord par recueillir une documentation, statistique ou autre; ils assumeront la responsabilité d'organiser les réunions sous-régionales et de leur fournir les services nécessaires; puis, au bout d'un certain temps, ils joueront un rôle de plus en plus important dans les travaux de la Commission. Le fait que l'on aborde les problèmes qui se posent dans une perspective panafricaine et globale a tendance à provoquer des généralisations d'une faible valeur immédiate. On compte que des activités menées sur une base sous-régionale favoriseront un examen approfondi des problèmes et susciteront des mesures concrètes.

En dehors des tâches que j'ai déjà signalées, ces bureaux sous-régionaux assumeront tout un ensemble d'autres activités : c'est ainsi qu'ils entreprendront des recherches susceptibles d'être intéressantes pour les gouvernements de la région; ils fourniront les services consultatifs demandés par les gouvernements; ils aideront les représentants résidents dans leur mission de coordination; ils

aideront à organiser des cours de formation et des cycles d'études, et à coordonner les politiques générales de développement économique et d'échanges commerciaux; enfin, ils serviront de centre où pourront avoir lieu les consultations entre les fonctionnaires des divers Etats et les séances d'informations à leur intention, et où seront accueillis les missions de passage, les conseillers régionaux et les experts de l'assistance technique.

En novembre 1963, l'Institut africain de développement économique et de planification a commencé à fonctionner à Dakar, avec neuf chefs de travaux pratiques et 25 étudiants. L'Institut est installé actuellement dans des bâtiments provisoires offerts par le Gouvernement du Sénégal, mais des préparatifs sont en cours pour lui assurer le siège qui convient. Dix-huit pays se sont engagés à contribuer aux fonds de contrepartie auxquels les pays africains étaient tenus d'apporter leur souscription. Maintenant que le Fonds spécial a approuvé le projet, on espère que tous les Etats membres verseront leur souscription.

Le trait le plus encourageant des premières activités de l'Institut, c'est le nombre de candidats bénéficiant de la préparation nécessaire que les gouvernements ont été en mesure de désigner pour le premier cours. On espère que, si leur gouvernement donne son accord, certains des meilleurs candidats se verront offrir des bourses d'études dans des pays étrangers à la fin de cette première année de cours. Ils seront ainsi en mesure d'acquérir une expérience pratique dans des bureaux de planification et des institutions de recherche.

Le document E/CN.14/259 expose les arrangements qui ont été pris pour la création de cours d'été à l'intention des étudiants qui suivent les cours d'autres universités et de cycles d'études annuels destinés aux professeurs de sciences économiques. Ces deux activités sont destinées à contribuer à la formation, dans les délais les plus rapides, d'un nombre croissant de fonctionnaires capables de participer à des négociations économiques au nom de leur pays.

L'un des projets de recherche de l'Institut se rattachera à l'intégration de l'économie africaine : des cours et des cycles d'études spéciaux seront organisés pour permettre à des chefs politiques et à des fonctionnaires d'examiner les incidences des diverses activités qui précèdent l'intégration économique et qui contribuent à sa réalisation.

On compte que l'Institut va jouer le rôle d'un centre international constitué en Afrique pour l'étude des problèmes économiques de ce continent. Les activités d'enseignement et de recherche seront concentrées sur des questions fondamentales de nature à amener le personnel enseignant et les étudiants à élaborer des solutions pratiques acceptables par les pays africains. L'Institut de Dakar doit former des hommes qui soient entraînés sur le plan intellectuel et technique, sans être pour autant attachés à telle ou telle idéologie particulière.

Le programme d'enseignement a été établi avec l'aide d'experts de France, d'Union soviétique, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de la Pologne. Plusieurs pays ont promis une assistance sous forme de dons de livres et d'envoi de conférenciers. Les Etats-Unis ont pris à leur charge 50 p. 100 des dépenses afférentes aux cours d'été et aux cycles d'études.

La préparation minutieuse des travaux par le Comité des Neuf, la généreuse et pleine coopération du Gouvernement sénégalais et les promptes mesures prises par le Conseil d'administration du Fonds spécial ont apporté une contribution considérable à la mise en marche et au succès initial de l'Institut.

Il est peut-être nécessaire de faire une distinction entre certains aspects de la tâche de l'Institut et de la Commission économique pour l'Afrique. Le secrétariat se consacre essentiellement à des recherches opérationnelles, alors qu'en dehors de la formation du personnel requis par les gouvernements africains, l'Institut est chargé d'études en profondeur; mais, en fait, les activités des deux organismes convergent sur plusieurs points, tout particulièrement lorsque les constatations préliminaires de l'Institut peuvent offrir une documentation qui sera utilisée pour donner des conseils aux gouvernements.

Les institutions que j'ai décrites indiquent le lien qui existe entre l'offre de services et la formation de personnel. Tous ces organismes, qu'il s'agisse de la Conférence des statisticiens africains, de la Banque, des bureaux sous-régionaux ou de l'Institut de Dakar, offrent les installations et les services que nécessite la formation d'un personnel dont on a grand besoin. Cependant, il est juste de reconnaître que le programme de formation de la Commission n'a pas encore vraiment démarré. Les raisons sont nombreuses. A un certain stade, on a pensé que les divisions et sections spécialisées de la CEA accueilleraient des stagiaires qui viendraient travailler avec leur personnel, que quelques fonctionnaires seraient envoyés dans les autres commissions économiques régionales pour y recevoir une formation, et enfin, que certains stagiaires pourraient avoir intérêt à suivre des cours spécialement organisés à leur intention, tant en Afrique que dans d'autres parties du monde.

Ces idées n'ont pas pu exercer d'influence appréciable par rapport aux besoins des pays africains. La Commission a dirigé des cycles d'études, organisé des ateliers et des cours de formation, mais il est impossible, par ces divers moyens, d'arriver à répondre suffisamment aux besoins de l'Afrique.

Le secrétariat vient d'organiser une Section de la formation qui va bientôt publier un manuel où l'on trouvera la liste des facilités à la disposition des candidats africains. Ce manuel contiendra des informations sur les moyens fournis par les Nations Unies et leurs institutions spécialisées, ainsi que par diverses organisations intergouvernementales et bilatérales. Ce service devrait être en mesure de coordonner les informations reçues au sujet des offres formulées par toutes les autres institutions et de pouvoir évaluer, à chaque instant, le nombre des Africains qui suivent des cours de formation.

Malgré la grave pénurie de personnel qualifié, un nombre assez important d'institutions africaines de formation sont bien loin, aujourd'hui, de fonctionner à plein rendement. La Section de la formation invitera les Etats membres à envoyer leurs candidats pour occuper les places vacantes dans les institutions actuelles. De même, certains faits semblent indiquer qu'en dehors des offres de bourses, un certain nombre d'institutions bilatérales et gouvernementales sont disposées à financer la création de nouvelles institutions de formation.

Si la Commission approuve cette proposition, le secrétariat publiera périodiquement un questionnaire, pour déterminer quelles sont les activités de formation organisées dans chaque pays, ainsi que le nombre de personnes qui suivent ces cours de formation, par rapport aux besoins courants et aux exigences des projets de développement. En répondant à ce questionnaire, les pays membres deviendront plus profondément conscients de la pénurie de ressources humaines en Afrique. De cette façon, ils s'efforceront de ne pas négliger la tâche qui leur échoit de nommer du personnel de contrepartie pour les projets OPEX et de remplacer les experts de l'assistance technique à l'expiration de leur contrat.

L'URSS et les Etats-Unis ont indiqué au secrétariat qu'ils étaient disposés à apporter leur concours en offrant des moyens de formation à des techniciens africains. D'autres pays ont envoyé des demandes de renseignements sur le même sujet. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la France, le Royaume-Uni, la Hollande et un certain nombre d'autres pays se sont déclarés disposés à confier à la Commission économique pour l'Afrique la répartition de certaines de leurs bourses. Si les Etats membres collaborent sans réserve avec la nouvelle Section de la formation créée au secrétariat, il sera possible d'assurer la formation d'un nombre de personnes beaucoup plus considérable qu'à l'heure actuelle.

On espère qu'au cours des cinq prochaines années, la Section de la formation aura la possibilité d'étudier les programmes d'un certain nombre d'institutions et collèges de formation en Afrique. La Commission entreprendra alors tout un programme de spécialisation dans la recherche et l'enseignement, qui portera sur certains domaines déterminés.

La Commission doit maintenant formuler de nouveau ses concepts et sa philosophie fondamentale en ce qui concerne l'expansion économique du continent africain. Sa politique devrait viser à transformer les conditions qui règnent actuellement dans le domaine de l'offre et de la demande afin de susciter des économies internes et externes qui modifieront la structure des échanges, amélioreront le rendement des forces productives, et transformeront la structure économique des pays africains.

La coordination de l'expansion économique est une nécessité en Afrique. De nombreux pays sont trop petits pour pouvoir assumer les frais d'une expansion industrielle moderne. La création de vastes marchés et la mise en commun des ressources permettront de réaliser des économies dans toute une gamme d'industries dont la production pourra se substituer aux importations actuelles. Ce n'est que par la coopération que la recherche industrielle et la formation technique dont de nombreux pays ne peuvent isolément assumer les frais pourront être développées rapidement.

L'accent que nous mettons sur les groupements sous-régionaux ne signifie nullement que les diverses sous-régions doivent être considérées comme des unités isolées et repliées sur elles-mêmes. L'objectif doit être la réalisation d'un marché commun africain, qui englobera tous les pays du continent. Au fur et à mesure que l'industrialisation progressera dans chaque pays et dans chaque sous-région, les échanges intra-africains ne cesseront de croître. C'est alors que les frontières entre les pays et les sous-régions cesseront de se dresser comme des barrières au progrès économique.

Les différences de langues, d'orientation politique et de conceptions culturelles ne sont des obstacles insurmontables ni à la coordination du développement sous-régional ni, en dernière analyse, à la création d'un marché commun africain, si riche de signification. C'est ce qu'a démontré la création de l'Organisation de l'unité africaine. La CEA, en coopération étroite avec l'OUA, doit être un instrument efficace pour la réalisation de l'intégration économique.

Dans le domaine de la planification économique, le secrétariat a l'intention d'aller bien au-delà du stade des expertises et de la planification à long terme. Les pays africains doivent s'engager à susciter une modification de structure dans leurs économies, afin d'augmenter aussi rapidement que possible le revenu par habitant. Dans cet esprit, le secrétariat entreprendra une analyse des points suivants : a) Quelle est la meilleure façon de réaliser un contact coordonné avec les sources extérieures de capitaux, afin de réduire au minimum toute compétition entre pays africains? b) Quelle est la situation dans chaque pays, en fonction de toutes les ressources disponibles? c) Quels sont les instruments les plus efficaces pour réaliser un équilibre entre les objectifs et choisir les secteurs les plus importants pour une action concertée?

En dehors du personnel régulier du secrétariat de la CEA, il existe une équipe d'experts qui sont disponibles, moyennant un bref préavis, pour effectuer des missions qui prennent moins de temps que l'assistance technique normale. A l'heure actuelle, cette équipe peut assurer des services spécialisés dans les domaines suivants : planification économique, services sociaux, statistiques, hydrologie et aménagement des bassins fluviaux, industries extractives, géologie, transports, cartographie et habitat. Toute demande de services à court terme confiée à ces conseillers régionaux doit être adressée, par l'intermédiaire du représentant résident, au secrétariat de la CEA.

De toute évidence, si l'on doit réaliser le moindre progrès économique dans un avenir prévisible, il appartient à chaque pays de déterminer la stratégie de son développement et à chaque sous-région de mettre au point un appareil de coopération.

Chaque projet devra être choisi après une évaluation minutieuse. Il y a une grande part de vérité dans l'observation contenue dans une publication de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et selon laquelle le paysage que présente la partie la moins développée du monde est parsemé de projets assez mal choisis et dont l'effet multiplicateur est extrêmement limité.

Des groupes de pays doivent tomber d'accord sur des critères en vue d'une répartition entre eux des nouvelles industries. Les conférences doivent faire place à des négociations d'un caractère plus intime entre les pays, éventuellement avec l'assistance du secrétariat. Ces négociations doivent chercher à éviter que des situations se produisent où l'économie des régions moins développées risquerait d'être drainée par d'autres régions relativement plus développées.

Les travaux du secrétariat dans le secteur de l'industrialisation n'ont commencé qu'il y a 18 mois environ. Depuis lors, les activités de la Commission

se sont concentrées sur la possibilité de créer des industries modernes, à commencer par celles qui sont de moyenne et petite envergures. L'un des points essentiels de ce programme porte sur la création de produits qui remplacent les importations de biens de consommation et de produits de l'industrie légère.

Toutefois, nos pensées vont plus loin que ce programme de remplacement de produits d'importation. Les industries dont la production permettra de procéder à ce remplacement représentent des objectifs relativement faciles à atteindre; leurs marchés potentiels sont beaucoup plus importants que ceux des industries de base et elles peuvent conquérir beaucoup plus facilement une place concurrentielle sur les marchés. Mais la croissance industrielle doit être orientée vers la création d'une base de production diversifiée et vers l'augmentation des biens d'équipement. S'il en était autrement, le rythme d'expansion dépendrait de l'augmentation des exportations traditionnelles de produits primaires. Or l'évolution des recettes d'exportation des produits primaires n'est pas très encourageante, c'est le moins que l'on puisse dire.

Les missions de coordination industrielle envoyées l'an dernier en Afrique de l'est et du centre et en Afrique de l'ouest, et, au début de cette année, en Afrique du nord, ne doivent être considérées que comme un début des efforts que nous déploierons pour assurer l'expansion industrielle, en les concentrant sur la coopération sous-régionale.

La nécessité d'exploiter les ressources naturelles de l'Afrique a été vigoureusement exprimée par l'ancien Président de la Banque mondiale, M. Eugène Black. Il a décrit le contraste qui existe entre le potentiel des ressources africaines et l'état actuel de développement, en le qualifiant d'effarant. Comme il l'a fait observer, alors qu'une série de barrages sur le Congo pourrait produire une énergie électrique dont la puissance équivaldrait à celle de toutes les installations d'Europe occidentale, la seule activité économique des habitants de cette zone presque désertique semble consister dans le ramassage d'une espèce particulière de chenilles comestibles. Dans l'un des coins les plus déshérités de l'Afrique, il a vu l'un des gisements de fer les plus riches du monde. A propos des activités d'entreprise et de gestion, il a déclaré que les entreprises économiques les plus importantes du continent africain restent aujourd'hui complètement dominées par des étrangers - Européens, Libanais, Syriens, Indiens, c'est-à-dire pratiquement des gens de toutes les races, à l'exception des Africains.

Tels sont les éléments que doit affronter l'Afrique pour assumer elle-même le commandement et la direction politique du continent. Au moyen des missions destinées à harmoniser les programmes d'expansion industrielle, le secrétariat s'efforce d'appeler l'attention sur les possibilités de développement et de trouver les moyens d'aborder et de financer l'exploitation des ressources de l'Afrique.

Le secrétariat ne s'attend nullement à des louanges, mais à de graves critiques sur les rapports préliminaires (E/CN.14/246, E/CN.14/247, E/CN.14/248) consacrés aux visites effectuées dans l'Afrique de l'ouest, de l'est et du nord. Il est certain que plusieurs pays critiqueront les missions parce qu'elles n'auront pas entrepris une étude exhaustive des ressources connues ou parce qu'elles auront

sous-estimé leurs chances de succès dans telle ou telle entreprise. Si les pays africains doivent se quereller entre eux, ils pourraient difficilement trouver une meilleure pomme de discorde que la rivalité et la concurrence que suscite l'expansion de leurs ressources dans l'intérêt de leurs populations. On entend parfois déclarer dans les cercles financiers et gouvernementaux que les problèmes de l'Afrique ne viennent pas de l'inexistence des capitaux disponibles, mais plutôt de l'absence de projets susceptibles d'être financés par les banques. Il incombe à notre commission et à son secrétariat de mettre à l'épreuve le bien-fondé de cette thèse.

Parallèlement à ses activités dans les domaines de l'industrialisation et de la planification économique, le secrétariat va hâter la tâche entreprise dans le domaine de l'infrastructure, notamment les travaux portant sur les ressources hydrauliques, les gisements minéraux, la cartographie, l'énergie et les transports.

Le secrétariat entreprend une évaluation des besoins en eau actuels et prévisibles des pays africains et prend les mesures nécessaires pour encourager un aménagement coordonné des bassins fluviaux. Il existe en Afrique plus de 40 fleuves internationaux. Les principaux projets multinationaux intéressent le bassin du lac Tchad, celui du Sénégal et celui du Niger. Normalement, la préparation et l'exécution des projets d'aménagement fluvial exigent un temps considérable, mais le temps que nécessitent ces opérations est prolongé sans aucune raison par des discussions et des négociations qui n'aboutissent jamais entre les Etats riverains. Il faut espérer que des décisions fermes seront bientôt prises pour que le secrétariat et les pays donateurs intéressés soient informés des formes que revêtira cette expansion et de la nature de l'aide extérieure qui sera requise à cet effet.

Dans le secteur des ressources minérales, le secrétariat a commencé à assembler des données numériques de base sur les gisements africains. Cela fera partie de la documentation que nécessiteront les études sur l'emplacement des industries.

La Section de la cartographie consacre son activité à aider les pays africains à dresser la carte de leurs ressources connues. Les deux autres groupes de travail de cette section s'occupent de mesurer et d'estimer la valeur technique et économique de ces ressources et d'entreprendre des recherches sur leur utilisation.

L'énergie est un préalable de l'expansion économique. Le secrétariat a entrepris une série d'études sur toutes les formes d'énergie, notamment l'énergie thermique, l'électricité hydraulique, le pétrole et le gaz. La première réunion africaine sur l'énergie électrique a été organisée l'an dernier. Elle sera suivie de réunions sous-régionales et d'une réunion régionale sur le pétrole et le gaz.

Des études sont actuellement en cours pour déterminer les moyens les plus économiques de combler les solutions de continuité qui existent entre les moyens de transport des différents Etats et pour coordonner les moyens existants, afin d'arriver à former un ensemble complémentaire de réseaux de transports. Une étude des problèmes de transports en Afrique de l'ouest a été entreprise et une réunion sur ce sujet doit avoir lieu dans le courant de 1964.

A la demande de la Commission, une enquête a été entreprise et se poursuit en ce moment sur la possibilité de créer une artère transsaharienne. Le secrétariat se consacre également à l'examen de problèmes de transport en Afrique de l'est et du centre. Le document E/CN.14/INR/46 présenté au Comité permanent de l'industrie des ressources naturelles et des transports rend compte des travaux exécutés par le secrétariat dans le domaine des transports.

Les missions d'industrialisation ont mis en relief le rôle essentiel des transports dans l'expansion économique. L'analyse des facteurs qui entraveront ou favoriseront la création de marchés sous-régionaux ou d'un marché commun africain fait également ressortir l'importance que présente le développement des moyens de transport. Le programme de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, ainsi que celui de la Section des affaires sociales, dépendront pour leur réussite des réseaux routiers disponibles.

Il faut également mentionner le problème particulier des pays d'Afrique dépourvus d'accès à la mer, qui jusqu'à présent ne paraissent pas richement dotés en ressources naturelles. En raison du coût actuel des transports, leurs produits ne peuvent pratiquement pas soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et le prix des biens d'équipement et des produits de consommation importés est considérablement accru. Le secrétariat poursuit actuellement deux enquêtes à ce sujet.

En outre, nous nous proposons d'analyser les besoins en devises des projets d'investissement dans les transports et l'influence des dons et prêts étrangers sur la structure des transports en Afrique. Dans certains cas, on a constaté que l'aide étrangère encourageait des investissements dans des modes de transport qui ne convenaient nullement à des pays qui en sont encore au stade initial de développement.

Comme suite à la demande formulée par la Commission lors de la dernière session, le secrétariat et l'Organisation de l'aviation civile internationale ont entrepris des recherches sur les questions de transports aériens. Le document E/CN.14/277 rend compte des progrès réalisés jusqu'à présent. Au stade actuel d'expansion économique de l'Afrique, on a la possibilité de dresser un plan d'ensemble des transports aériens, ferroviaires, routiers et par voie d'eau dans l'intérêt de groupes de pays. Les fonds à engager et le personnel à recruter font de ces transports un domaine tout désigné pour l'assistance technique extérieure. Pour éviter des doubles emplois ruineux, il serait peut-être souhaitable que les pays dont les donations sont réglées par des accords bilatéraux coopèrent avec la Commission économique pour l'Afrique, qui est en mesure de jouer le rôle d'organe panafricain de planification et de coordination. Un exemple des doubles emplois qu'une disposition de cette nature peut aider à éviter nous est offert par le Niger. Si le programme nigérien de construction de barrages sur le Niger permet de remonter ce fleuve très loin dans l'intérieur de la République du Niger, il se peut que la construction d'un chemin de fer Niger-Dahomey se révèle contraire aux lois d'une saine économie ou, dans la meilleure hypothèse, ne puisse offrir qu'une route de dégagement.

Lors de sa cinquième session, la Commission avait prié le secrétariat d'entreprendre, en collaboration avec l'Union internationale de télécommunications, un programme de raccordements des télécommunications sur l'ensemble du continent africain. Le document E/CN.14/249 donne un compte rendu des progrès réalisés et du

programme qui reste à exécuter au cours des quelques prochaines années. Au cours de la session, la Commission sera appelée à se prononcer sur une résolution portant une ouverture de crédits à concurrence de 200 000 dollars pour l'année 1965. Les opérations de 1964 seront financées sur une allocation pour les dépenses imprévues octroyée à l'UIT et prélevée sur les crédits de l'Organisation des Nations Unies. Le réseau provisoire à haute fréquence nécessitera un matériel dispendieux et les installations permanentes dans chaque pays coûteront davantage encore. La Commission jugera peut-être opportun d'adresser dès maintenant une demande spéciale d'assistance aux pays qui fabriquent ce matériel et aux services de télécommunications des pays économiquement avancés. Ce serait un appel spécial que lancerait l'Afrique aux pays techniquement avancés, pour les prier de l'aider à rejoindre le monde moderne.

La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture a entrepris des études et des enquêtes sur la situation agricole et alimentaire, à l'intention des réunions, des cycles d'études et des colloques à ce sujet, et pour l'information des Etats membres. Elle a également étudié les plans et les mesures adoptés par divers pays agissant isolément pour intensifier l'expansion de l'agriculture. A ses première et quatrième sessions, la Commission avait insisté tout particulièrement sur la question des niveaux de consommation alimentaire et sur l'utilisation des excédents. A sa troisième session, elle avait recommandé que des études soient entreprises sur la stabilisation des produits de base, en insistant tout spécialement sur les opérations des offices de commercialisation.

Les décisions prises par la Commission au cours des cinq dernières années ont donc établi un programme de travaux qui est essentiellement orienté vers les problèmes d'économie agricole. Cela signifie que les aspects techniques de l'agriculture, s'ils viennent à être examinés par la Commission ou l'un de ses organes subsidiaires, doivent être renvoyés à la FAO ou étudiés avec son concours. Il est nécessaire, cependant, de reconnaître qu'en dehors des services techniques, la FAO est outillée pour traiter de tous les aspects de l'agriculture, y compris les aspects économiques et sociaux.

La tâche essentielle de la CEA porte sur la politique et la planification en matière d'agriculture, en insistant tout particulièrement sur le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché. Ce mandat de la Commission a été formulé de nouveau à chaque session. Au cours des cinq prochaines années, chaque proposition ou résolution devra être étudiée en fonction de la contribution qu'elle apporte à la réalisation de cette tâche essentielle.

Dans le domaine des échanges commerciaux, la Commission s'est préoccupée jusqu'à présent des problèmes suivants : a) effets des groupements économiques extérieurs sur l'économie des pays africains, b) conséquences des violents changements qui se produisent dans les prix des produits de base, c) obstacles aux échanges intra-africains.

Depuis quelque temps, le continent est divisé en deux zones préférentielles distinctes. Deux systèmes préférentiels ont été institués par l'Europe : le système de préférence impériale, qui opère en faveur des pays du Commonwealth, et les préférences accordées par la Communauté économique européenne aux pays associés.

Cette anomalie et d'ordre politique tout autant qu'économique et constitue peut-être la raison essentielle qui a incité si souvent des membres de la Commission à exprimer vigoureusement leurs sentiments à ce sujet.

Au cours de la réunion du Comité permanent du commerce, en novembre 1963, et même auparavant, on s'est efforcé d'interpréter la Convention d'association de 18 pays africains avec la Communauté économique européenne. Les tentatives étaient destinées à montrer de quelle façon il serait possible de concilier les intérêts des pays africains en vertu d'arrangements de cet ordre. Elles visaient également à déterminer si la Convention d'association ferait ou non obstacle aux décisions de créer des marchés communs sous-régionaux et panafricains.

La préoccupation que nous inspirent les prix est compréhensible. Ainsi que l'a fait observer Kitzinger, au cours de 1958, les principaux produits tropicaux, dont les exportations étaient évaluées à 25 milliards de dollars, avaient subi des fluctuations de prix dont la moyenne s'établissait à 23 p. 100. La même année, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France avaient fourni ensemble une assistance qui s'élevait à 3 milliards de dollars aux principaux producteurs de ces matières premières tropicales. Par conséquent, une chute de 12 p. 100 des prix moyens était suffisante pour annuler entièrement l'effet des capitaux provenant des principaux pays donateurs.

L'effet des fluctuations de prix sur les contributions au titre de l'assistance est significatif, mais sous le rapport des recettes d'exportation, il est encore bien plus grave. Les pays en voie de développement, au cours des périodes où les termes de l'échange sont défavorables, doivent sacrifier des importations de biens d'équipement, suspendre des commandes déjà passées et ajourner des projets dont l'exécution nécessiterait de grosses importations. Tant qu'on n'aura pas trouvé une formule pour stabiliser les recettes des pays en voie de développement, leur rythme de croissance sera extrêmement inégal et lent.

La reconnaissance de ce fait a suscité plusieurs propositions que la Commission doit commencer à étudier sérieusement. Il y a des mesures de stabilisation qui peuvent être prises sur l'initiative isolée de certains pays, soit par rapport à l'ensemble de leur pays, soit au sujet de certains produits déterminés. D'autres mesures peuvent faire l'objet d'initiatives internationales. Certaines ont d'ailleurs été étudiées par les Nations Unies, notamment la création d'un fonds d'assurance pour le développement.

Les pays d'Amérique latine ont d'ores et déjà arrêté un plan d'action. En 1961, une réunion a eu lieu à Paris au niveau ministériel. Y assistaient les ministres des six pays membres de la Communauté économique européenne et de tous les pays membres de l'Organisation des Etats américains. Les décisions prises envisageaient le développement de l'Amérique latine grâce à un programme d'assistance mutuelle et à une meilleure utilisation des ressources de chaque pays. Les pays de l'Amérique latine comptent consacrer en dix ans 20 milliards de dollars des Etats-Unis à leurs plans de développement économique et social. Il est significatif que la Communauté économique européenne ait participé à cette réunion pour examiner les décisions que les pays d'Amérique latine avaient prises collectivement à la Conférence de Punta del Este. Il y a tout lieu de penser que si les membres de la Commission s'entendent pour adopter un programme africain de développement, ainsi qu'une politique commune à l'égard des problèmes africains, différents groupements économiques seront disposés à négocier avec l'Afrique.

En dehors des fluctuations de prix, les recettes des pays en voie de développement souffrent aussi de restrictions quantitatives, de taxes à la consommation et de limitations tarifaires destinées parfois à protéger des intérêts nationaux. L'observation qui suit en est un exemple. A propos des contributions versées au financement du développement économique des pays associés, on a pu faire observer que la taxe à la consommation perçue par l'Allemagne sur le café, par exemple, a rapporté 150 millions de dollars dans la seule année 1959 - c'est-à-dire presque l'équivalent de la contribution que ce pays doit verser au fonds de développement de la Communauté pour l'ensemble des cinq premières années.

Les restrictions imposées par les pays donateurs au marché des produits des pays en voie de développement, par leur effet limitatif sur les recettes et, par là, sur la capacité d'expansion de ces pays, vont manifestement à l'encontre de l'objet recherché.

Le plan de Strasbourg prévoyait l'augmentation des achats de produits d'outre-mer par tous les pays européens, la suppression des restrictions quantitatives, l'abaissement des droits de douane avec, le cas échéant, l'introduction d'un régime préférentiel, la conclusion de contrats à long terme et d'accords internationaux sur les matières premières qui puissent donner aux producteurs d'outre-mer une plus grande sécurité de revenus. Ces propositions intéressent tous les pays africains.

D'aucuns, se fondant sur les consultations de la Communauté économique européenne auxquelles certains Africains ont participé, croient déjà voir s'ériger les bases d'une communauté afro-européenne ou eurafricaine. Mais on n'oubliera pas que les intérêts d'un cinquième seulement de la population de l'Afrique ont été pris en considération au cours de ces débats. On serait fondé à se demander si une union européenne solide peut être construite aux dépens de l'unité africaine. En outre, le type d'autarcie envisagé est de nature à provoquer des réactions hostiles en Asie, en Amérique du Sud, aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Cette constatation nous amène maintenant aux négociations qui vont marquer l'année 1964 : il s'agit de l'examen des propositions Kennedy, des négociations au sein du GATT et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit avoir lieu à Genève.

Ces réunions et conférences ont été passées en revue au cours de la deuxième session du Comité permanent du commerce à Niamey. Le secrétariat s'est efforcé de résumer la position des pays africains dans un document qui sera diffusé avant la fin de la présente session. Une équipe du secrétariat se tiendra à la disposition des délégations africaines à Genève, pour les aider à jouer pleinement et efficacement le rôle qui leur incombe dans les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette conférence pourrait marquer une étape dans l'histoire du commerce international et du développement économique.

Le programme d'habitat de la Commission pour les cinq prochaines années insistera sur la création d'institutions destinées à financer la construction de logements. Parallèlement à ces activités, des études seront entreprises sur les matériaux de construction dont peuvent disposer les différents pays. Une aide sera apportée à l'expansion des industries associées à la construction d'habitations. D'autre part, un cycle d'études sur l'aménagement du territoire est en cours d'organisation.

Quant aux travaux de la Division de la statistique, le programme d'habitat aidera à déterminer le degré de formation requis et à établir une coopération avec les écoles d'architecture, du génie civil et d'aménagement urbain qui existent en Afrique et dans les pays extra-africains, pour organiser des cours de perfectionnement à l'intention des hauts fonctionnaires. Dans certains Etats africains, il existe des instituts de recherche du bâtiment. On fera appel à leur concours, dans toute la mesure du possible, et on pourra peut-être en créer quelques autres pour assurer une équitable répartition des moyens à travers le continent.

Cette année, le secrétariat n'a pas jugé bon d'organiser la réunion annuelle des experts de la protection sociale et du développement communautaire. Cette décision a été prise parce que, au cours des cinq dernières années, les résultats des travaux entrepris dans ce domaine n'ont pas été particulièrement encourageants. On a essayé, dans la plupart des pays africains, de greffer sur des programmes locaux certains aspects des services sociaux, tels qu'ils sont organisés dans les pays extra-africains. Le secrétariat est d'avis qu'aussi bien la nature que l'organisation des services sociaux doivent être le fruit de politique et d'objectifs établis en pleine connaissance de cause.

Une étude détaillée de la structure, des forces et des besoins actuels des communautés africaines est nécessaire. Il existe déjà une masse d'informations recueillies par des ethnologues, anthropologues et spécialistes des sciences sociales, historiens et autres, dans laquelle il faudra puiser. Malheureusement, la plupart de ces études insistent surtout sur les problèmes plutôt que sur les moyens de les résoudre. C'était d'ailleurs naturel, car les auteurs présumaient que les puissances métropolitaines traiteraient les problèmes de leurs pupilles. On n'attendait pas des Africains qu'ils fassent quoi que ce soit par eux-mêmes. Point n'est besoin que les membres de la Commission acceptent cette façon d'aborder leurs problèmes sociaux.

En 1964, la Section des affaires sociales sera réorganisée et réunira du personnel de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OMS, du FISE et de la Commission. La nouvelle section mixte s'attachera à définir les problèmes par groupes d'âge, en les abordant, par exemple, de la manière suivante : quels sont les besoins des enfants jusqu'à l'âge de 5 ans? Des groupes entre 5 et 11 ans? 11 et 16 ans? 16 et 40 ans? Des groupes de 40 ans et au-delà? Cette méthode se prête à l'examen de problèmes tels que les causes de la mortalité infantile, l'éducation des enfants d'âge scolaire, la formation professionnelle et l'emploi, l'hygiène et la sécurité sociale.

Au cours des dernières années, on a beaucoup insisté sur la contribution que le développement communautaire apporte au progrès social et économique de l'Afrique. On peut interpréter de diverses manières les objectifs du développement communautaire, mais on a sans doute surestimé les idées qui inspirent cette forme embryonnaire d'administration locale. Cette technique, qui consiste à mettre à exécution des projets simples comportant une utilisation intensive de la main-d'oeuvre, risque fort d'enlever toute portée aux conceptions que se forment les pays d'Afrique sur l'extrême gravité des problèmes auxquels ils se heurtent pour la transformation des institutions et de la vie rurales.

La Section des affaires sociales étudiera les moyens de créer des instituts ruraux pour la formation d'animateurs et de vulgarisateurs ruraux, des coopératives de consommateurs et de producteurs; de définir des méthodes de commercialisation qui permettront d'obtenir le meilleur profit de la vente des produits agricoles, ainsi que des prix raisonnables pour les importations; et de mettre sur pied des services sanitaires et des établissements scolaires dans les régions rurales.

Dans certains pays d'Afrique, les tentatives faites pour étudier le régime foncier et instaurer la réforme agraire remontent à une cinquantaine d'années. Le monde est riche en expériences, tant historiques que scientifiques, sur la manière de franchir cette étape essentielle de la révolution économique. La Section des affaires sociales, de concert avec les institutions spécialisées intéressées, s'efforcera pendant l'année 1964 de mettre au point des formules qu'elle étudiera avec les différents pays et qu'elle mettra à l'essai dans des régions choisies.

Dans les pays qui ont récemment accédé à l'indépendance, l'administration publique ne le cède en importance qu'au maintien de la loi et de l'ordre par la police et l'armée. Ce fait est implicitement reconnu dans la résolution 723 (VIII) de l'Assemblée générale en date du 23 octobre 1953 et dans les programmes OPEX. Ceux-ci ont été conçus pour aider à maintenir les services essentiels après le départ massif de fonctionnaires de la métropole qui suit généralement l'accession à l'indépendance.

La définition des attributions de l'administration publique a parfois prêté à confusion. La Division de l'administration publique concentrera ses efforts sur la gestion du personnel, l'organisation et les méthodes, le contrôle budgétaire, l'administration des douanes, les marchés de l'Etat et des collectivités, et l'administration locale. Cette définition signifie qu'il faudra prendre des dispositions spéciales pour répondre aux besoins en professeurs, ingénieurs et autres techniciens, ainsi qu'en sténodactylographes, comptables, employés de bureau, exécutants et autres agents des cadres subalternes et moyens.

Une conférence des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration doit avoir lieu à une date ultérieure au cours de cette année. Deux cours de formation en matière d'organisation et de méthode seront, d'autre part, institués en Afrique de l'est et en Afrique du nord. On compte en Afrique 41 établissements de formation à la fonction publique, dont certains reçoivent une assistance des Nations Unies.

On a souvent prétendu qu'en raison du petit nombre de fonctionnaires capables de suivre avec profit les cours de formation, il est difficile, voire impossible, d'en libérer pour de longues périodes. C'est là une vue bien courte. Si les gouvernements ne s'occupent pas dès maintenant de constituer leur personnel, leurs administrations resteront indéfiniment tributaires de l'aide extérieure ou condamnés à l'inefficacité. Peut-être certains gouvernements espèrent-ils former une nouvelle génération de fonctionnaires, mais ceux-ci se heurteront à des difficultés lorsqu'il s'agira de prendre la place de leurs prédécesseurs expérimentés mais sans formation, et les heurts et conflits qui en résulteront compromettront l'efficacité du service. On pense que certaines des recommandations de la conférence des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles

nationales d'administration porteront sur l'organisation de cycles de formation à court terme dans différents pays, ou à l'échelon sous-régional, et peut-être aussi sur la création d'une école supérieure d'administration pour l'Afrique.

Pour notre part, au secrétariat, nous sommes convaincus que, par un effort résolu, chaque pays d'Afrique devrait pouvoir, d'ici deux ou trois ans, doter au moins son administration d'un premier noyau de fonctionnaires nationaux compétents.

Il faut ajouter que l'équipe qui constitue la Division de l'administration publique se compose de conseillers régionaux qui peuvent entreprendre de courtes missions pour donner des conseils et aider à la réorganisation de tel ou tel service. Ces conseillers seront envoyés dans les cas où il n'est pas nécessaire de recourir à l'assistance technique habituelle qui est prévue pour de plus longues périodes.

Pour que les pays africains bénéficient pleinement de toutes les formes d'aide qui leur sont offertes, il faudra que les organismes d'assistance coordonnent leurs travaux. Il n'y a pas de raison pour que la forme de coopération envisagée compromette les politiques des pays donateurs. De plus, l'assistance technique et financière actuellement accordée aux pays d'Afrique par les Nations Unies se révélera insuffisante si les programmes que nous avons décrits commencent à être sérieusement mis à exécution.

Il est une mesure que tous les organismes - bilatéraux, intergouvernementaux ou multilatéraux - pourraient utilement décider de prendre après la présente session : il s'agirait de dresser la liste des types d'assistance pour lesquels le secrétariat serait en mesure de formuler des demandes directes. Ces demandes porteraient notamment sur la fourniture d'équipement et sur les services d'institutions de recherche industrielle, de firmes d'ingénieurs-conseils, de chercheurs et d'experts individuels.

J'aimerais, pour terminer, formuler deux propositions. Tout d'abord, il y a un an, le secrétariat a prié la Commission de bien vouloir envisager la possibilité de ne se réunir que tous les deux ans au lieu de tous les ans, comme elle le fait à l'heure actuelle. Nous vous soumettons à nouveau cette proposition. En effet, voici à peu près comment les choses se passent actuellement : chaque année, en février ou mars, la Commission adopte un grand nombre de résolutions. Le secrétariat se hâte alors de rassembler une documentation et de s'assurer les services de consultants. Quand arrive le troisième trimestre, de nouvelles réunions doivent être organisées après une préparation hâtive des documents; de nouveaux documents et des rapports définitifs sont alors soumis d'urgence aux comités permanents et enfin à la session suivante. Ce système ne se prête absolument pas à la préparation de documents soigneusement étudiés et mûris, pas plus qu'ils ne permettent aux gouvernements et à leurs représentants de consacrer aux questions inscrites à l'ordre du jour de la session toute l'attention nécessaire pour que les débats qui suivent soient vraiment fructueux. Plus tard, au cours de la présente session, le secrétariat invitera la Commission à réexaminer la question.

En second lieu, le secrétariat suggère que la Commission et ses organes subsidiaires s'abstiennent de recommander l'organisation d'un grand nombre de réunions spéciales, ainsi que la fixation d'un calendrier trop rigide pour l'exécution des diverses phases des projets. Dans des limites raisonnables, le

secrétariat devrait être autorisé à décider des réunions qui sont nécessaires et à arrêter la méthode à utiliser pour examiner tel ou tel problème. En outre, les crédits sont limités et le peu dont nous disposons pourrait, dans bien des cas, être plus avantageusement consacré à l'organisation de cours de formation que de réunions. La formule suggérée permettrait au secrétariat d'établir un équilibre raisonnable entre les réunions vraiment indispensable et les cours de formation, qui sont essentiels au progrès économique et social de l'Afrique.

Les dangers qui menacent l'indépendance si récemment acquise par les Etats membres sont le chômage, la pauvreté et la frustration des espoirs conçus par les populations de nos pays. A tort ou à raison, elles comptaient que l'indépendance allait libérer les forces qui susciteraient l'avènement d'une ère nouvelle. Nous devons donc agir sans perdre un seul instant.

ANNEXE VI

MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL POUR L'OUVERTURE DE LA SIXIEME SESSION DE LA COMMISSION

Je regrette profondément de ne pas pouvoir assister à l'ouverture de la sixième session de la Commission économique pour l'Afrique et de ne pas avoir le privilège de rencontrer les représentants des Etats africains sur le sol africain.

Dans le monde d'aujourd'hui, la lutte contre la pauvreté a pris des dimensions nouvelles en enjambant les frontières et toutes les sociétés y sont impliquées, les riches comme les défavorisées. C'est sous cet angle qu'il faut considérer la grande révolution qui, dans un passé récent, fut à l'origine du processus de décolonisation. Dans le même temps, d'autres changements importants se sont produits. Le formidable pouvoir de destruction qui est entre les mains de quelques rares pays modifie les rapports entre pays industrialisés et les rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement. La lutte pour la vie a conduit les hommes à chercher des formes de solidarité, au-delà de la simple coexistence, sur la voie de la coopération internationale toujours plus grande, indifférente aux obstacles idéologiques. Dans ces conditions, l'aide aux pays en voie de développement, sous ses diverses formes, prend chaque année une importance accrue.

La décolonisation n'est que le premier pas sur la voie de la libération. Elle doit être complétée par une action ardue et de longue haleine, l'élimination de l'ignorance, de la pauvreté et de la maladie qui règnent encore sur plus de la moitié de l'humanité. Il faut donner aux peuples défavorisés l'espoir que ces fléaux appartiennent au passé. Dans cet effort, le rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans l'assistance à vos gouvernements est immense, car c'est en Afrique que les problèmes du développement économique et social se posent avec le plus d'acuité aux peuples et à leurs dirigeants. L'espérance de vie est encore ce qu'elle était il y a un demi-siècle dans les pays les plus développés; l'analphabétisme largement répandu freine encore l'utilisation effective des connaissances accumulées par l'homme, et l'industrialisation ne fait que commencer. Les problèmes sont nombreux et emmêlés et nous ne disposons d'aucun remède-miracle pour les résoudre. Seule la mobilisation générale des moyens, humains et matériels, peut offrir l'espoir de progrès sensibles.

Dans ces conditions, que peut faire la Commission économique pour l'Afrique? Tout d'abord, me semble-t-il, nous devons toujours nous rappeler qu'elle est le poste avancé en Afrique d'une organisation dont l'universalité s'affirme de plus en plus. La Commission peut donc compter, non seulement sur ses propres efforts, mais aussi sur les moyens dont les Nations Unies disposent, et faire appel aux ressources et à l'expérience du reste du monde pour soutenir harmonieusement et efficacement son action en vue d'atteindre le but qui nous est commun. C'est ce caractère universel des Nations Unies qui, dans le monde d'aujourd'hui, donne perspective et profondeur aux principaux problèmes des diverses régions.

Ainsi pour le commerce extérieur, l'un de vos comités a récemment fait des recommandations constructives qui vous ont été soumises et que vous ne manquerez pas de compléter. Un problème aussi important pour le développement de l'Afrique doit d'abord être examiné dans son contexte régional et l'expérience acquise ainsi pourra ensuite être transmise aux institutions mères. Toutefois, aucun progrès appréciable ne sera fait si l'on ne cherche pas à développer les échanges par-delà les limites des régions, dans un esprit de coopération et d'assistance internationales propre à accélérer le processus de développement. C'est cet esprit de coopération qui a permis de mener à bien les travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui va s'ouvrir d'ici quelques semaines et dans laquelle les pays en voie de développement ont mis leurs espoirs. J'ai eu récemment l'occasion de dire que les Nations Unies ne peuvent se satisfaire d'une situation dans laquelle l'expansion des pays en voie de développement continue d'être entravée par les difficultés rencontrées sur les marchés d'exportation. Nous devons repenser les idées reçues du passé et définir de nouvelles politiques commerciales internationales conformes aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Appelons de tous nos vœux et préparons le jour où, s'engageant dans une nouvelle et noble tâche, avec la force exceptionnelle qu'elles tiennent de leur caractère universel, les Nations Unies mettraient en oeuvre pour le développement les moyens qui sont actuellement consommés en armements.

Le caractère universel de notre Organisation vient non seulement du nombre des Etats qui la composent mais aussi de la contribution que ses Membres lui apportent par la richesse et la variété de leurs cultures, la diversité de leurs systèmes politiques, l'unité fondamentale de leurs aspirations et la force de leur bonne volonté. Parce qu'elle est, à l'image d'un continent jeune et dynamique, désireuse d'améliorer le niveau de vie de ses peuples et pleinement consciente de l'importance suprême des objectifs pacifiques du développement et de la priorité qui leur est due, votre commission a bien sa place et sa mission au sein de l'Organisation.

Avant la naissance de la Commission économique pour l'Afrique, les commissions soeurs d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe avaient eu dix ans pour rassembler des statistiques et autres données, préparer des études, examiner les principaux problèmes en jeu dans leurs régions et élaborer des solutions. Elles étaient ainsi bien préparées à passer à l'action dans leurs régions respectives. Votre commission, elle, ne peut se permettre de suivre la même voie. Elle devait, et doit encore, remplir une double tâche : déterminer et diagnostiquer l'état des économies de ses membres, et s'attaquer aux problèmes compliqués qui se posent dans de nombreux domaines, tout en faisant porter son effort sur les secteurs stratégiques où ses moyens actuels peuvent être utilisés au mieux.

Les résultats obtenus sous la direction compétente et dévouée de M. Gardiner sont impressionnants. Je pense tout particulièrement à l'assistance prêtée aux gouvernements africains par la Commission et son secrétariat pour l'établissement, dans le cadre économique spécial de l'Afrique, d'institutions régionales ou sous-régionales destinées à supprimer les entraves imposées par le morcellement des économies africaines et à promouvoir une utilisation efficace de tous les moyens disponibles. A cet égard, la signature de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement est un jalon sur la voie du développement africain concerté. Vous avez également devant vous le projet de statuts de l'Institut

africain de développement économique et de planification qui, grâce à l'empressement de vos gouvernements, a déjà ouvert ses portes et donné ses premiers cours. Les efforts appliqués à la recherche des possibilités d'établissement d'un marché commun africain ou de plusieurs marchés sous-régionaux, d'une union africaine des paiements et de compensation, et au développement de l'industrialisation à l'échelon sous-régional, tous ces efforts indiquent combien les pays africains sont conscients du besoin d'intégration économique et témoignent de l'audace de leur vision. La récente ouverture de bureaux sous-régionaux à Lusaka, Niamey et Tanger permettra au secrétariat de la Commission de maintenir des contacts étroits avec les zones qui ont le plus grand besoin de ses services.

On prétend parfois que le vieux concept d'une division internationale du travail est en train de ressurgir sous une autre forme. Une spécialisation économique internationale est toujours nécessaire, c'est vrai; mais nous ne devons pas la considérer comme un pas en arrière vers une forme périmée de rapports; il faut plutôt y voir une façon nouvelle d'aborder les problèmes, enrichie par l'expérience et fondée sur une compréhension plus rationnelle et plus humaine des forces économiques en jeu. C'est dans cette optique qu'il faut envisager la contribution africaine, celle de la complémentarité et de l'égalité dans la coopération économique. Il serait présomptueux de dire qu'une attitude réellement panafricaine se manifeste dans le domaine économique. Mais cette attitude est certainement en train de se définir. Je suis profondément convaincu que la Commission jouera un rôle important dans cet effort commun de ses membres.

Je ne voudrais pas terminer ces brèves remarques sans saluer la création, au mois de mai dernier, en ces lieux mêmes, de l'Organisation de l'unité africaine. Cet événement est une nouvelle expression de la détermination, chez les nations africaines indépendantes, d'unir leurs destinées dans la recherche d'un avenir plus lumineux. Je suis persuadé que la collaboration sera étroite et fructueuse entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine car ces deux organes de coopération régionale reflètent les nobles aspirations des peuples et des gouvernements africains.

Que votre Commission trouve ici l'expression des vœux que je forme pour le succès de ses délibérations.
